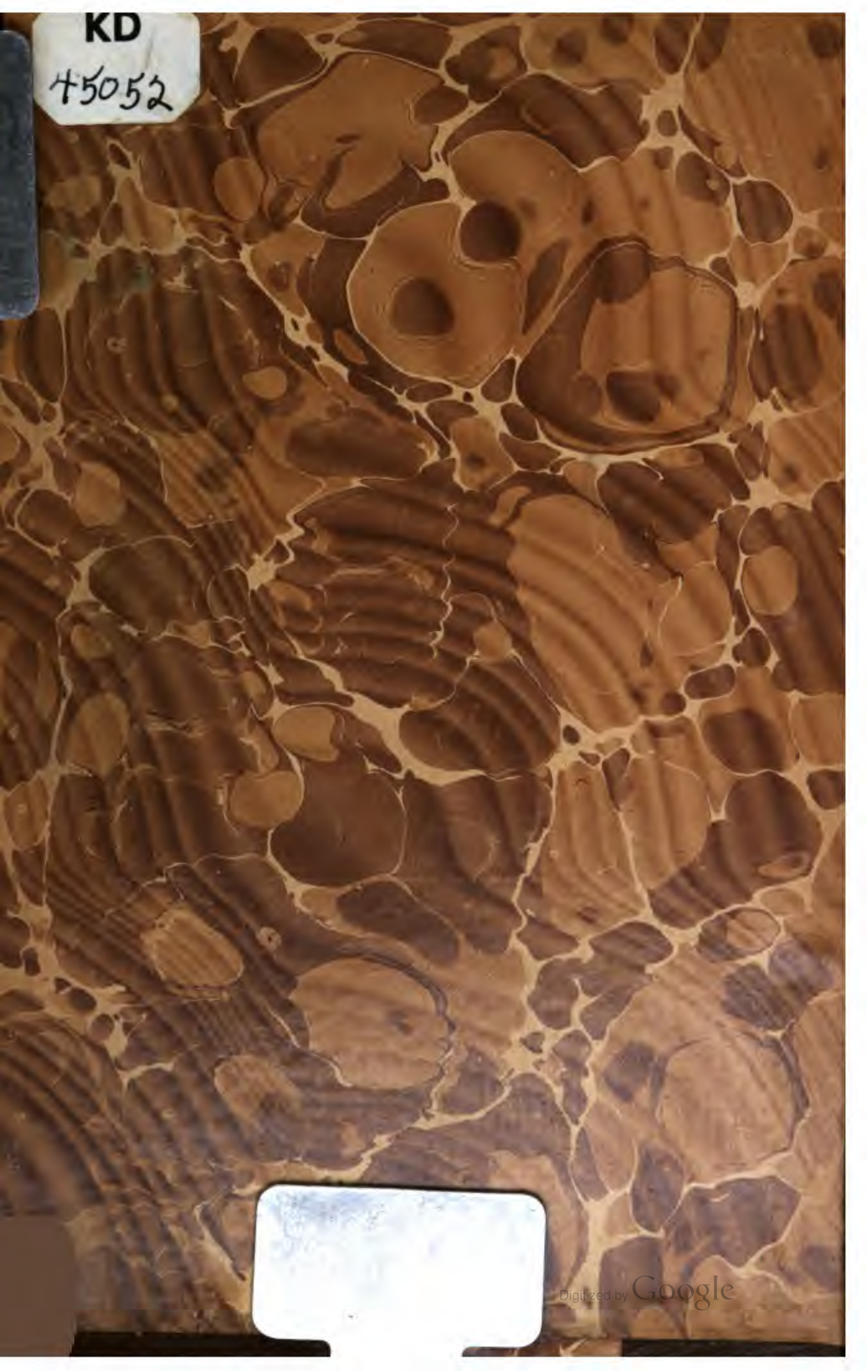



KD
45052



E. W. Curtis.

GRANDEUR ET DÉCADENCE

DE ROME

I

LA CONQUÊTE

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en novembre 1904.

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 5242.

G. FERRERO

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE ROME

I

LA CONQUÊTE

Quatrième édition



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1904

A MON PÈRE

Je dédie ce volume et toute cette œuvre.

AVERTISSEMENT

Ce volume est le premier d'un ouvrage où j'entreprends une étude approfondie de la formation, du développement et du déclin de l'empire romain.

Après un résumé de l'histoire de Rome depuis ses commencements lointains et obscurs jusqu'à la mort de Sylla, le présent volume entre dans le détail des événements qui se sont succédé de l'an 78 à l'an 59 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire depuis la mort du terrible dictateur jusqu'au consulat de César. On y voit au milieu de quelles intrigues et de quelles luttes, et sous l'influence de quelles forces sociales, se prépara l'événement le plus important de l'histoire de Rome, la conquête de la Gaule. Dans le second volume, on racontera comment le pays des Celtes fut conquis par les légions de César, quels effets immédiats

cette conquête produisit dans le monde politique de Rome et dans la société italienne, par quelles singulières complications d'événements la guerre des Gaules amena la guerre civile entre César et Pompée, et par quelles terribles vicissitudes passèrent César et le monde romain depuis le commencement de la guerre civile jusqu'aux tragiques ides de mars de l'an 44 avant Jésus-Christ. J'espère que la conquête de la Gaule apparaîtra ainsi dans mon récit sous un jour très nouveau, que l'on verra mieux comment cette conquête rendit possible une civilisation européenne et permit à Rome d'entreprendre sa grande mission historique de médiatrice entre l'Orient civilisé et l'Europe barbare.

Dans les volumes suivants nous verrons comment, en remplissant cette mission, Rome et l'Italie formèrent peu à peu, de l'assemblage des innombrables États conquis, l'unité vivante de l'empire; puis comment ce grand corps se désagrégea peu à peu et s'écroula.

J'ai profité de cette traduction française pour remanier de nombreux passages, pour supprimer et ajouter ce qui me paraissait utile. J'en avertis le lecteur. Je lui demande en même temps son indulgence pour les cinq premiers chapitres qui résument l'histoire de Rome jusqu'à la mort de

Sylla. Ce genre de travail est fort ingrat et un auteur y dissimule malaisément ses défauts; mais ce résumé préliminaire était indispensable pour pénétrer l'histoire de César et de son temps.

GUGLIELMO FERRERO.

Turin, 22 avril 1904.

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE ROME

LA CONQUÊTE

I

LES PETITS DÉBUTS D'UN GRAND EMPIRE

Dans la seconde moitié du cinquième siècle avant Jésus-Christ Rome était encore une république aristocratique de paysans. Elle occupait une superficie d'environ 450 milles carrés (1) et avait une population libre, presque entièrement éparse dans la campagne et divisée en dix-sept districts ou tribus rustiques qui ne devaient pas dépasser 150,000 âmes (2). La

(1) 1,000 kilomètres carrés. Cf. Beloch, *I. B*, 29 et suiv. et 69.

(2) Il est vrai que d'après Tite-Live, III, 24, le recensement de 459 avant Jésus-Christ aurait constaté 117,319 citoyens, ce qui donnerait une population libre d'environ 400,000 personnes. Mais ce chiffre ne me semble pas vraisemblable; voici pourquoi : 1° si Rome eût eu alors 120,000 soldats, elle n'eût pas eu autant de mal à vaincre les petits peuples avoisinants; 2° une population de 400 habitants par kilomètre carré, si pauvre qu'elle fût, n'eût pu subsister à une époque à laquelle Rome vivait uniquement des produits de son territoire; 3° ce chiffre ne concorde pas avec d'autres plus sûrs. Si en 339 avant Jésus-Christ on comptait 165,000 citoyens sur un territoire de 2,709 kilomètres carrés et 260,321 citoyens sur 4,161 kilomètres carrés en 293 avant Jésus-Christ (Beloch, *I. B*, 89) et qu'on suppose que la densité

plupart des familles possédaient un petit champ, et pères et enfants habitant ensemble la petite hutte le cultivaient presque entièrement en blé avec un peu de vignes et d'oliviers. Ils faisaient paître sur les terres publiques avoisinantes quelques têtes de bétail, fabriquaient chez eux les instruments rustiques et les vêtements et ils ne se rendaient que de loin en loin à la ville fortifiée. Là se trouvaient les temples des dieux, le gouvernement de la république, les maisons des riches, les boutiques des artisans et des marchands où l'on échangeait un peu de grain, d'huile et de vin, pour du sel, des instruments agricoles en fer et des armes. On y assistait aux fêtes religieuses; on y remplissait ses devoirs civiques. Les propriétaires étaient, d'après leur fortune, répartis en cinq classes; puis chaque classe était divisée en centuries : chaque propriétaire concourait par son vote à former celui de sa centurie, qui comptait pour un, et ainsi il concourait dans les comices à l'approbation des lois et à l'élection des premiers magistrats de la république.

Cependant et bien que toutes les magistratures y fussent électives, Rome était alors une république doublement aristocratique. Les centuries, au fur et à mesure qu'on montait de celles des classes plus pauvres à celles des classes plus riches, contenaient un nombre toujours plus restreint d'électeurs. De plus les hautes magistratures étaient réservées par un privilège héré-

de la population était la même, Rome en 459 avant Jésus-Christ aurait dû compter environ 60,000 citoyens et 190,000 hommes libres. Mais la densité devait être moindre, la pauvreté et la barbarie étant plus grandes. D'où il suit qu'on peut tout au plus compter 150,000 personnes et 45,000 citoyens, ce qui donnerait une armée un peu plus nombreuse que celle de 20,000 hommes supposée par Mommsen. Des chiffres plus élevés ne me paraissent pas vraisemblables.

ditaire, à un petit nombre de familles patriciennes qui possédaient des terres plus considérables, des troupeaux plus nombreux et des esclaves.

Les fils de sénateurs et les plébéiens des familles libres, suffisamment riches et considérées, faisaient partie d'un ordre spécial, intermédiaire entre la noblesse et la plèbe, celui des chevaliers reconnus par l'État et qui avaient, entre autres privilèges, celui de servir dans la cavalerie en cas de guerre. La plèbe se réunissait dans chaque district pour discuter ses intérêts particuliers; elle nommait chaque année des tribuns du peuple, qui étaient inviolables et pouvaient opposer un veto à tous les actes des magistrats. Ce n'étaient pas les centuries qui votaient pour l'élection de certains magistrats inférieurs et pour les affaires courantes, mais les tribus, c'est-à-dire tous ceux qui étaient inscrits aux dix-sept tribus rurales et aux quatre tribus urbaines du menu peuple de Rome (1). Cependant le pouvoir demeurait aux patriciens, paysans eux aussi, et ne dédaignant pas de manier la pioche et la charrue (2). Leurs habitations étaient petites et d'aspect pauvre, leur nourriture était frugale, leurs vêtements très simples; ils possédaient peu de métaux précieux et faisaient presque tout faire chez eux, le pain aussi bien que les vêtements, par leurs esclaves et par leurs femmes.

Ainsi ce que Rome achetait au dehors était peu de chose : des céramiques pour les constructions publiques et des métaux en Etrurie, des bibelots artistiques puniques ou phéniciens, des objets d'ivoire, des par-

(1) Cf. les observations de Mommsen, *R. F.*, I, 165, sur le dispositif des lois Valéria-Horatia, de 449.

(2) Valère Maxime, IV, 4 et 5. — Pline, *H. N.*, XVIII, III, 19. — Marquardt, *V. P. R.* II, 294.

fums pour les funérailles, et de la pourpre pour les vêtements de cérémonie des magistrats, quelques esclaves. L'on exportait peu de marchandises, du bois pour la construction des navires, et du sel (1). Rome était petite et pauvre; les riches patriciens eux-mêmes passaient la plus grande partie du temps à la campagne et ne venaient à la ville que pour exercer les magistratures et assister aux séances du Sénat, assemblée dont faisaient partie à vie les anciens magistrats désignés par les consuls d'abord, puis par les censeurs. Le Sénat surveillait les magistrats, administrait le Trésor, approuvait les lois votées et les élections faites par les comices des centuries et des tribus (2) et traitait les questions de guerre et de paix, si fréquentes alors.

Toute l'Italie en effet, jusqu'à la Ligurie, à l'Emilie, à la Romagne encore peuplées, comme la plaine du Pô, par les Ligures et les Celtes sauvages, était parsemée de citadelles fortifiées semblables à Rome, et qui gardaient le cours des fleuves, surveillaient la plaine des âpres cimes des monts, barraient les gorges des montagnes et faisaient signe de loin aux petits navires des marchands. Elles avaient des constitutions aristocratiques ou populaires, rarement monarchiques; chacune possédait un territoire plus ou moins vaste; beaucoup d'entre elles formaient des confédérations selon la race et la langue, oscosabelliques dans l'Italie méridionale; latines, étrusques et ombriennes dans

(1) Schiller-Voigt, 291. — Voigt, *I. N.*, ii, 552 et 557. — Ciccotti, *T. S.*, 146 et suiv.

(2) Je ne discute pas ici cette *auctoritas senatus* sur les comices des tribus aux temps les plus anciens sur lesquels règne encore tant d'incertitude. Il s'agit d'un détail sans grande importance dans cette rapide description de l'antique Rome et qu'il serait inutile de traiter à fond, même dans une note.

l'Italie centrale; helléniques dans les belles colonies grecques des côtes, Ancône, Tarente, Naples. Cependant, malgré ces alliances, la lutte de l'homme contre l'homme était continuelle, de ville à ville, du mont à la plaine, du fleuve à la mer, toujours rallumée par tout ce qui incite à la guerre entre Barbares, le besoin d'esclaves, de terres, de métaux précieux, l'esprit d'aventure et l'ambition des grands, les haines populaires, la nécessité d'attaquer pour n'être point attaqués et détruits. Rome, comme les autres cités, était alors engagée dans ce duel interminable, mais dans des conditions de faiblesse dangereuse, bien qu'elle eût déjà réussi à grouper autour d'elle, en une confédération, les petites républiques rurales du Latium dont les peuples parlaient tous la même langue latine. L'armée romaine se composait des petits propriétaires, sous le commandement des propriétaires riches, car tandis que celui qui ne possédait point de terre n'avait pas le droit d'être soldat, tous les propriétaires (et ils devaient être environ 30,000 vers la moitié du cinquième siècle avant Jésus-Christ), étaient tenus de se présenter, de dix-sept à quarante-six ans, chaque fois que le consul proclamait la levée, pour se grouper en légions et pour partir sous les ordres de magistrats choisis parmi les patriciens aisés. Malheureusement des haines féroces couvaient alors entre riches et pauvres; la population s'accroissait trop sur l'étroit territoire; les guerres devenaient souvent des causes de dévastations et de ruines; la terre était facilement épuisée par la culture trop intense des céréales. Et tandis que les malheureux petits propriétaires étaient accablés de dettes, la noblesse, dans laquelle également les familles étaient nombreuses, prenait les meilleures

terres conquises sur l'ennemi et augmentait ses propres troupeaux au détriment des pâturages publics, dont elle enlevait ainsi l'usage aux pauvres; bien pis, elle prêtait à usure aux propriétaires pauvres, les réduisant ensuite à l'esclavage, par la loi du *nexum*. En outre les plébéiens riches haïssaient les patriciens qui les excluaient des magistratures. De là des querelles, des tumultes, des divisions, même quand la guerre était imminente.

Et pourtant Rome, une fois à la tête de la confédération latine, vainquit peu à peu les autres villes et confédérations de l'Italie, parce qu'il y avait dans sa constitution une discipline vigoureuse, capable de contenir cette grande force destructive des nations qu'est le plaisir, domptant les vices dans la classe riche et puissante, c'est-à-dire dans celle qui se fût corrompue le plus facilement et eût propagé partout l'ivresse, la débauche, le luxe des métaux précieux et cet orgueil personnel qui veut se satisfaire, même au détriment de tous.

Rome sut être barbare sans les vices de la barbarie, et c'est pourquoi elle vainquit tant de peuples plus civilisés mais affaiblis par les vices de leur propre civilisation. L'antique société romaine peut être comparée à certains ordres monastiques, où étaient en vigueur ces ingénieuses combinaisons d'enseignements, d'exemples, de surveillances et de menaces réciproques, avec lesquelles un petit groupe d'hommes peut, en soumettant chacun de ses membres à la tyrannie de l'opinion et des sentiments de tous, et en leur enlevant tout moyen de vivre en dehors de ce groupe, leur faire déployer, au moins dans certaines œuvres, plus de zèle, d'abnégation et de discipline que l'on ne pourrait en attendre de chacun d'eux pris individuellement. Tout, dans la

Rome antique, était fait pour maintenir et accroître dans les hautes classes la force de cette combinaison d'exemples, d'enseignements et de menaces réciproques : l'état des fortunes, la religion, les institutions, la sévérité des lois; les exigences du sentiment public qui voulait les voir appliquées impitoyablement par les pères aux enfants, par les maris aux épouses; la famille enfin qui était la première école de cette dure discipline des âmes. Les familles romaines étaient encore dans ce temps et sur beaucoup de points un reste de l'âge patriarcal et comme autant de petites monarchies dans lesquelles le père commandait en roi absolu : lui seul possédait, vendait, achetait, prenait des engagements. Il pouvait exiger pleine obéissance du fils comme du serviteur, à quelque âge, à quelque magistrature qu'il fût parvenu. Il pouvait chasser et réduire à la misère, vendre comme esclave, condamner aux travaux de la campagne le fils rebelle et forcer le consul, qui avait commandé les légions à la guerre, à obéir comme un enfant à son retour dans la maison paternelle. Il était juge suprême de l'épouse, des enfants, des petits-enfants, des esclaves, et il devait les condamner lui-même, selon les règles sévères fixées par la coutume, quelquefois même à mort, pour leurs fautes envers autrui, envers la famille, envers l'État (1).

La république aristocratique des temps nouveaux avait laissé subsister ces petites monarchies tout en se les surbordonnant et en les absorbant; car une partie de l'effort nécessaire au maintien de l'ordre moral et poli-

(1) DENYS D'HALICARNASSE, II, 25-27. — BONFANTE, *D. R.*, 151 et suiv. — FUSTEL DE COULANGES, *C. A.*, 100-105. — LANGE, *R. A.* I., 95 et suiv. — Cf. l'important exemple de C. Flaminius, CICÉRON, *De inv.*, II, XVII, 52. — VALÈRE MAXIME, V, IV, 5.

tique pouvait être accomplie dans ces royaumes minuscules par les pères, plus facilement que par les magistrats dans l'État; et ces pères devenaient ainsi en réalité des organes de l'État. Avec un tel pouvoir il fut donc pendant longtemps facile aux parents de réprimer dans les nouvelles générations cet esprit d'innovation de la jeunesse qui, à toutes les époques, apporte la corruption avec le progrès; de faire de leurs enfants ce qu'ils étaient eux-mêmes; d'habituer les garçons à la sobriété, à la chasteté, à la peine, à la religion, à l'observation scrupuleuse des lois et des coutumes, au patriotisme étroit mais ferme; de leur faire apprendre les préceptes fondamentaux de l'agriculture et de l'économie domestique; d'enseigner aux filles à vivre toujours sous l'autorité d'un homme, père, mari, ou tuteur, sans jamais rien posséder, pas même leur dot; à être obéissantes, sobres, chastes, attentives seulement aux choses de la maison et des enfants; d'inculquer à tous, fils et filles, la scrupuleuse observance de la tradition, la fidélité aux mœurs antiques, l'horreur de tout luxe nouveau... Et malheur aux indociles et aux rebelles! Le père et le tribunal domestique eussent châtié sans pitié le fils et l'épouse, parce que la tradition et l'exemple enseignaient la dureté et qu'il était facile d'être durs à des hommes qui depuis leur enfance avaient eu aussi peu de jouissances (1). Élevé ainsi, le noble romain faisait, jeune encore, ses premiers essais à la guerre dans la cavalerie; il se mariait jeune encore avec une femme qui lui apportait une petite dot et de laquelle il devait avoir beaucoup d'enfants. Puis il commençait la lente et longue carrière de la magis-

(1) Les pères allaient jusqu'à condamner à mort leurs enfants; la chose n'était pas rare, ainsi que le dit Denys d'Halicarnasse, VIII, 79. — Cf. Di Marzo, *S. P. C. R.*, I, 27.

trature, se présentant aux différentes charges électives selon l'ordre établi par les lois. Mais nul ne pouvait espérer obtenir le suffrage du peuple et la sanction du Sénat s'il ne respectait les traditions. Chaque magistrat romain était pourvu de prérogatives importantes; il avait sous ses ordres de nombreux domestiques et était l'objet de marques solennelles de respect; mais le pouvoir était partagé entre un grand nombre d'hommes et toute magistrature était gratuite, temporaire, ordinairement annuelle; en outre chaque magistrat avait toujours un collègue, son égal en dignité et en pouvoir, qui le surveillait et qui était surveillé par lui; le Sénat enfin était au-dessus de tous. Aucun magistrat ne pouvait violer les lois et les traditions sans une raison grave; tous devaient à leur tour obéir comme ils avaient commandé et ils pouvaient, une fois rentrés dans la vie privée, être appelés à rendre compte de tous leurs actes. De la naissance à la mort on était espionné sans trêve, et quand le père avait disparu, le fils devenu à son tour gouverneur absolu de sa famille retrouvait au forum, dans les comices, au Sénat la surveillance sévère des censeurs prêts à le rayer du rôle des sénateurs si sa vie n'était pas honnête, du peuple qui ne l'eût pas élu aux magistratures, de chaque citoyen isolé qui pouvait le traduire en accusation.

Grâce à cette discipline des hautes classes, Rome put réussir dans l'entreprise où avaient échoué les Étrusques, et s'élever petit à petit au-dessus des autres républiques d'Italie. Dans la seconde moitié du cinquième siècle et dans les premières décades du quatrième siècle avant Jésus-Christ, Rome combattit à la tête de la confédération latine contre les Èques, les Volsques, les Etrusques, dans une série de guerres

qui lui permirent d'établir quatre nouvelles tribus sur son territoire agrandi, et de fonder sur 98,000 hectares de terre ferme, conquis sur l'ennemi, plusieurs de ces colonies latines (1) dans lesquelles beaucoup de jeunes gens de la classe moyenne, qu'un patrimoine trop restreint eût empêchés de se marier, acquéraient la possibilité de donner à Rome de nouveaux soldats, en devenant citoyens et propriétaires d'une cité nouvelle gouvernée à l'image de Rome par des lois autonomes, sous la seule obligation pour ses citoyens de combattre avec les légions. Fortifiée par ces premiers succès, Rome fut ensuite amenée à guerroyer durant la fin du quatrième siècle et la première moitié du troisième contre les Samnites, les Étrusques, les Sabins, les membres rebelles de la confédération latine, les Gaulois de la côte adriatique, les milices grecques de Pyrrhus venues de Tarente. Elle annexa un vaste territoire de 27,000 kilomètres carrés (2), c'est-à-dire tout le Latium, une partie de l'Étrurie orientale et occidentale, la plus grande partie de l'Ombrie, des Marches et de la Campanie, et réduisit leurs cités en *municipia*, leurs habitants en citoyens astreints au service militaire et au *tributum*, mais privés du droit de vote. Elle contraignit ou amena Naples en 326; Camerino, Cortone, Pérouse, Arezzo en 310; les Marrucins, les Marses, les Péligniens, les Frentaniens en 305; les Vestins en 302 et plus tard Ancône et Tarente, à conclure des alliances par lesquelles ces villes et ces nations, tout en conservant leurs propres institutions et leurs lois, s'engageaient à fournir à Rome des contingents militaires et à se faire représenter par le

(1) BELOCH, *I. B.*, 149.
(2) *Id.*, 72.

Sénat romain dans tous les litiges avec les autres États. Rome acquit en somme dans ces guerres la haute souveraineté sur toute l'Italie. Mais plus importantes que les conséquences politiques furent les conséquences économiques et sociales de ces guerres. La république et les particuliers accrurent leurs richesses d'une manière considérable. L'État disposa de revenus plus grands et se fit dans toute l'Italie un gros patrimoine de champs, de pâturages, de bois dont il afferma et donna une partie, réservant le reste pour les besoins à venir. Un grand nombre de familles patriciennes et plébéiennes s'enrichirent en achetant des esclaves et des terres et en faisant cultiver dans toute l'Italie de vastes domaines en blé, en vignes et en oliviers, par des *familiæ* d'esclaves mis sous la surveillance d'un contremaître, esclave lui-même et aidé pour la moisson et la vendange par des ouvriers libres pris à la journée et qu'on faisait venir de la ville voisine (1). Il y eut sur les terres publiques de l'Italie méridionale beaucoup de ces pâtres primitifs, comparables à ceux que l'on voit aujourd'hui au Texas et dans les régions les plus barbares des États-Unis, où d'immenses troupeaux de bœufs et de moutons paissent en toute saison sous le soleil, couchent à la belle étoile et sont reconduits en hiver et en été par de robustes gardiens, de la montagne à la plaine et de la plaine à la montagne. Quand Rome eut réduit en son pouvoir les côtes de l'Italie méridionale et le haut Apennin, cette fructueuse exploitation barbare devint possible et beaucoup de Romains

(1) Cf. le *De re rustica* de CATON, qui décrit les terres d'un seigneur riche à une époque à laquelle l'agriculture commençait à se transformer. Ce livre donne une idée de l'administration agricole des gens riches au troisième siècle avant Jésus-Christ.

se hâtèrent de la tenter (1). En outre, les métaux, précieux affluèrent, l'argent surtout; on en récoltait beaucoup en faisant la guerre (2), et, en 269 ou 268 avant Jésus-Christ, Rome commença à frapper de la monnaie d'argent (3). Les Romains purent dès lors participer au commerce du monde, se procurer les raffinements de la civilisation hellénique, mieux connue à ce moment à cause des échanges plus fréquents avec les colonies grecques de l'Italie méridionale (4), car les métaux précieux excitant la cupidité de tous les peuples, civilisés ou barbares, comme ornements brillants et comme trésors faciles à porter et à cacher, étaient dans le monde antique l'objet d'un échange et d'un commerce constant, et on se servait d'eux pour les transactions entre les peuples de civilisation différente. Les familles des petits propriétaires se multiplièrent sur les territoires des colonies et vécurent dans une aisance plus grande.

Mais cet enrichissement n'affaiblit point les traditions et ne fut pas immédiatement suivi d'un changement de mœurs ni d'une révolution politique. La parcimonie, la simplicité, la rude austérité des temps antiques furent encore considérées comme les plus hautes vertus de toute famille noble. La richesse croissante n'eut pas pour effet de raffiner la masse, ni d'accroître les jouissances des individus; mais elle consolida le pouvoir dans une forte aristocratie militaire de riches propriétaires, façonnée dans le moule de l'éducation traditionnelle, pour le gouvernement et pour la guerre; elle aida à conquérir de nouvelles

(1) Nitzsch, *G. V.*, 16.
(2) Tite-Live, X, 46. — Schiller-Voigt, 294.
(3) Babelon, *M. R. R.*, I, p. xviii.
(4) Schiller-Voigt, 287.

terres et à les peupler d'agriculteurs et de soldats latins. Sans doute, au fur et à mesure que la classe moyenne devenait plus nombreuse, plus aisée, plus influente, les classes dirigeantes se renouvelaient; la constitution se démocratisait, mais cela peu à peu, sans secousses, sans interruptions violentes. Beaucoup de familles plébéiennes acquirent, par leurs grandes richesses et en les employant au profit du peuple, un tel pouvoir que les familles patriciennes, déjà diminuées de nombre et appauvries, furent contraintes, pour reconstituer les patrimoines entamés et ne pas perdre tout pouvoir, à accueillir parmi elles cette riche bourgeoisie plébéienne, à contracter des mariages avec ses familles et à la faire participer aux affaires. On avait déjà décidé en 421 que les plébéiens pourraient exercer la première et la plus simple des magistratures, la questure, c'est-à-dire poursuivre en qualité de questeurs urbains les accusés de crimes capitaux, administrer le Trésor public, gérer en qualité de questeurs militaires les finances de l'armée et pourvoir aux approvisionnements. En 367 il fut établi qu'il y aurait un plébéien parmi les premiers magistrats de la république qui, sous le nom de consuls, étaient chargés de convoquer le Sénat et les comices; de diriger les élections des magistrats, admettant ou refusant les candidats; de proclamer les levées et de commander les armées à la guerre. En 365 les plébéiens purent être élus édiles curules, pour surveiller la vente des céréales et en fixer le prix; pour présider à la conservation des monuments publics, à la police des rues, des marchés, des places, et pour régler les fêtes publiques. En 350, ils furent admis à la dictature et à la censure. La dictature était une magistrature extraordinaire, par laquelle on donnait, à un moment de

péril suprême et pour un temps court, pleins pouvoirs à un seul homme, en suspendant la constitution. La censure était une magistrature ordinaire, exercée en commun par deux censeurs, qui compilaient le recensement quinquennal des personnes et des biens des citoyens romains et des municipes, qui surveillaient les mœurs des grands; rayaient ceux qui en étaient indignes, du rôle des sénateurs et des chevaliers, privaient des droits politiques le plébéien de vie honteuse, affermaient et surveillaient la construction des travaux publics et le recouvrement des impôts. En 337 les préteurs eux-mêmes purent être plébéiens; ils jugeaient les causes civiles entre Romains et étrangers et ils remplaçaient les consuls absents ou empêchés. Ainsi l'ancien patriciat héréditaire et exclusif se transforma en une noblesse patricio-plébéienne de riches propriétaires, qui fit sans difficulté des concessions à l'esprit démocratique de la classe moyenne, à mesure que l'importance de celle-ci augmentait avec l'aisance et par effet des victoires, dont le mérite lui revenait en partie. Les préteurs plébéiens ne tardèrent pas à étendre les pouvoirs législatifs des comices des tribus, dans lesquels la classe moyenne avait un rôle plus important que dans les comices des centuries; le Sénat dut donner son avis sur les propositions avant et non après les assemblées populaires (1); les délibérations des assemblées de la plèbe reçurent par la *Lex Hortensia* force de loi pour tous, sans l'approbation du Sénat; les assemblées de tribus échappèrent au contrôle du Sénat, et les comices des centuries, vers 241, furent réformés (2) de façon que les riches y perdirent

(1) Mommsen, *R. F.* I., 157. — Willems, *S. R. R.*, II, 73.
(2) Karlowa, *R. R.* G., I, 384.

beaucoup de leur ancien pouvoir. On alla jusqu'à concéder le droit de vote à beaucoup de *cives sine suffragio*, aux Sabins de Rieti, de Norcia, d'Amiterne en 268, et vers 241 aux habitants du Picénum et à ceux de Velletri (1). Toutefois la constitution de la république resta foncièrement aristocratique, car la nouvelle noblesse patricio-plébéienne sut rester la seule classe dominatrice et empêcher la formation d'une puissante opposition démocratique, comme il s'en était produit dans presque toutes les républiques anciennes, par la force des traditions, par les grands succès militaires, la bonne administration publique, et un large système de clientèle et de protection au profit de la classe moyenne. C'était un devoir sacré, pour chacune des riches familles sénatoriales, d'assister de ses conseils, de son argent, de sa protection, un certain nombre de familles de moyens propriétaires, et même d'aider celles qui se signalaient par leur valeur et leur intelligence à s'élever à la noblesse par les magistratures (2). Soumise ainsi à la protection d'une noblesse qui protégeait les antiques mœurs rustiques, cette plèbe garda, elle aussi, les coutumes des ancêtres ; elle demeura une plèbe vaillante et féconde de paysans qui employaient la plupart de leurs gains à élever des générations toujours plus nombreuses de paysans et de soldats. C'est ainsi que Rome, dans le quatrième et le troisième siècle avant Jésus-Christ, put répandre en Italie non seulement son influence et ses lois, mais encore sa race et sa langue et fonder entre 334 et 264 dix-huit puissantes colonies latines parmi lesquelles Venosa, Lucera, Pæstum, Bénévent, Narni, Rimini et Fermo, dissémi-

(1) Beloch, *I. B.*, 123.
(2) Un exemple caractéristique est celui de Caton le Censeur. Cf. Plutarque, *Cat. M.*, 1 et 3.

nant dans les diverses régions d'Italie les forts cultivateurs latins que l'abondance des terres encourageait à être prolifiques et à augmenter le nombre de ceux qui parlaient latin dans le mélange confus des langues et des races italiques. Ces paysans se prêtaient tour à tour aux fatigues de la vie des champs et à celles du métier militaire; la solde de guerre et les dons des généraux après la victoire étaient pour eux un lucre ajouté à celui de la terre et la guerre une industrie complémentaire de l'agriculture. C'est avec ces paysans, qui étaient en même temps des soldats, que la noblesse romaine put vaincre une première fois Carthage, la grande puissance mercantile dont l'expansion commerciale finit par venir se heurter à l'expansion militaire et agricole de Rome; c'est avec eux qu'elle parvint à dominer dans le dernier quart du troisième siècle avant Jésus-Christ un vaste pays peuplé d'environ six millions d'hommes, dans lequel elle eût pu, en un péril suprême, lever 770,000 soldats, cavaliers ou fantassins : 273,000 citoyens, 85,000 latins, 412,000 alliés (1); c'est avec eux enfin que de 225 à 222 elle mena cette grande guerre contre les Gaulois d'Italie qui, faisant Rome maîtresse de la vallée du Pô, lui ouvrit la grande route de son histoire.

Si cet effort de guerres et de conquêtes avait pu durer pendant des siècles, c'est uniquement parce que Rome, grâce à la discipline morale et à l'esprit conservateur de la noblesse, était toujours restée une société agricole, aristocratique et guerrière. La terre ne se conquiert définitivement, même aux âges barbares, que par la charrue; elle n'appartient pas à ceux qui la baignent de sang dans les mêlées féroces des

(1) Polybe, II, 24. — Cf. Beloch, *I. B.*, 94 et suiv.

armées, mais à ceux qui après s'en être emparés, la labourent, l'ensemencent et la peuplent. À la fin du troisième siècle avant Jésus-Christ, Rome dominait l'Italie, parce que les plus hautes vertus de toutes les classes étaient celles des sociétés rurales bien disciplinées, comme celles que nous retrouvons aujourd'hui chez les Boers, la sobriété, la pudeur, la simplicité des idées et des mœurs, la force tranquille de la volonté, l'intégrité, la loyauté, la patience, la tranquillité propre à l'homme qui n'a pas de vices, qui n'use pas ses forces dans les plaisirs et qui sait peu de choses. Mais les idées faisaient des progrès lents : tout ce qui était nouveau n'était guère admis, à moins qu'il ne s'agît de superstitions religieuses. Le génie, comme la folie ou le crime et tout ce qui ne rentrait pas dans la tradition, était écarté : le formalisme, l'empirisme, la superstition paraissaient les formes suprêmes de la sagesse. Le droit et la religion surtout, strictement formalistes, perpétuaient parmi les arrière-petits-enfants la sagesse, les erreurs et les terreurs des ancêtres. La philosophie grecque et les théories générales étaient négligées : la littérature très pauvre encore, comprenait quelques chants religieux et populaires en mètre saturnin et des compositions dramatiques des plus simples, telles que les chants fescennins, les satires, les mimes. La langue littéraire était grossière et mal fixée.

Mais rien n'est éternel dans la vie, ni le bien, ni le mal; et comme le bien se change sans cesse en mal et le mal en bien, ainsi cet esprit de discipline et de simplicité s'affaiblit petit à petit, par suite des victoires et de l'accroissement des richesses vers la moitié du troisième siècle. La conquête de la Grande Grèce, d'une bonne partie de la Sicile, de la Corse et de la

Sardaigne; les guerres terminées heureusement dans l'Illyrie, dans la Gaule et contre Carthage rendirent et coûtèrent beaucoup. Il fut nécessaire d'approvisionner au loin de grandes armées, de construire des flottes; mais comme le Sénat romain, avec un petit nombre de magistratures destinées originairement à suffire aux besoins d'une petite cité, ne pouvait pas pourvoir à des services publics ainsi étendus, les adjudications de ces services à des spéculateurs particuliers devinrent fréquentes; et, rapidement, entre les deux guerres puniques, il se forma une classe de publicains ou de fournisseurs qui devait être dans la société agricole le premier véhicule de l'esprit mercantile et du luxe (1). Quand on eut conquis la Sicile, le commerce de cette île, d'où l'on exportait beaucoup d'huile et de grain, passa des Carthaginois aux marchands romains et italiens, dont le nombre et la richesse s'accrurent (2); l'aristocratie romaine, qui n'avait jusque-là voulu posséder que des terres, en vint aussi à imiter cette noblesse carthaginoise qu'elle avait vaincue et qui se composait de marchands, et elle aussi se mit à tenter des spéculations, à mettre sur mer de petites flottilles, à faire du négoce avec les exportations de la Sicile, à vivre dans le luxe. La simplicité des mœurs tendit à diminuer, la discipline des familles à se relâcher; le tribunal domestique fut convoqué plus rarement; les fils, grâce au *peculium castrense*, se rendirent plus indépendants des pères; les

(1) D'après Tite-Live, XIII, 48, 11, on comprend qu'en 215 les fournisseurs enrichis étaient déjà nombreux à Rome. Cf. XXIII, 49, 1, et XXV, 3, 12.

(2) Polybe, I, 83, 10, démontre qu'entre la première et la seconde guerre puniques les marchands italiens étaient déjà nombreux.

femmes subirent moins l'autorité des maris et des tuteurs; la noblesse négligea ses devoirs envers la classe moyenne; la culture grecque se répandit dans un petit nombre de grandes familles; la langue et la littérature se perfectionnèrent. Un Grec de Tarente, Andronicus, fait prisonnier quand la ville fut prise en 272 et vendu à un Livius, qui le libéra, traduisit l'Odysée en vers saturnins, ouvrit à Rome une école de grec et de latin et le premier traduisit et adapta avec grand succès des comédies et des tragédies grecques, essayant de versifier en latin avec des mètres grecs. Peu après Névius, citoyen romain originaire de la Campanie, l'imita et composa un poème sur la guerre punique. L'antique union des classes ne put durer, et contre cette noblesse trop attirée par les exemples carthaginois, trop cupide et trop égoïste, une opposition démocratique commença de se former, dont le premier grand chef fut Caius Flaminius. Quand il proposa en 232 d'assigner à la plèbe le long de la côte adriatique une partie du territoire enlevé aux Sénones en 283 et aux Picentes en 268, il eut à vaincre une violente opposition de la part des grands, qui voulaient probablement jouir plutôt eux-mêmes de ces terrains en les louant. Et quand les Gaulois d'en deçà et d'au delà du Pô, épouvantés de ces assignations, firent à Rome la grande guerre de 225-222, qui se termina par la conquête de la vallée du Pô et la fondation de Plaisance et de Crémone, la noblesse, qui avait pourtant peu auparavant menacé Carthage d'une nouvelle guerre pour lui enlever la Sardaigne et la Corse, où elle espérait avoir les mêmes gains qu'en Sicile; la noblesse reprocha cette guerre à Flaminius comme une faute (1).

(1) Cf. Lange, *R. A.*, II, 125 et suiv.

Cette noblesse ne conduisit pas la plèbe, mais fut poussée par elle vers la grande plaine qui s'étendait aux pieds des Alpes, plaine fertile, couverte d'immenses forêts de chênes, de vastes marais dormants, et de beaux lacs; peuplée de villages celtiques; sillonnée de rivières rapides qui roulaient dans leurs sables l'or des montagnes; traversée par le grand fleuve qui devait apparaître comme un prodige aux Romains habitués aux petits cours d'eau de l'Italie centrale. Ce ne fut pas un homme de haut lignage, mais le chef du parti populaire, qui donna son nom à la première grande voie, la voie Flaminia, qui rattacha Rome à la vallée du Pô et conduisit les générations ignorantes hors des murs de la ville, vers l'avenir. L'antique société aristocratique approchait des limites extrêmes de la grandeur et de la puissance, au delà desquelles elle ne pouvait plus progresser sans changer profondément.

Quoi qu'il en soit, ces principes de discorde disparurent quand Annibal descendit, en 218, des Alpes dans la vallée du Pô, à la tête de l'armée avec laquelle la ploutocratie carthaginoise espérait détruire sa grande rivale. Cette invasion d'un pays qui pouvait lever 700,000 hommes, avec des forces relativement petites et à une immense distance de la base d'opération, était une entreprise d'une hardiesse presque incroyable. Mais le fait, qu'on ait pu pendant tant d'années se demander si cette entreprise ne réussirait pas, montre bien la faiblesse inhérente à cette fédération de républiques rurales à la tête desquelles se trouvait Rome. Il n'y a pas de nation vivante, mais un assemblage de gens à peine tenus ensemble par la force des armes, là où la façon de vivre, de penser, de sentir, de posséder, ou, en d'autres termes, la civilisation n'est pas une, au moins dans les classes hautes et

les classes moyennes. Or la vieille Rome agricole, aristocratique et guerrière, n'avait pu réduire à une civilisation unique qu'une partie restreinte de l'Italie. L'expansion des petits propriétaires latins dans les colonies et les municipes unissait à Rome bien des régions de l'Italie par des liens de langage, de tradition et de politique; mais les colonies et les municipes n'occupaient pas même alors la moitié du territoire italique et l'autre était possédée par les cités alliées, républiques aristocratiques pour la plupart, qui continuaient à vivre d'une vie solitaire et locale, attachées à Rome par des liens très faibles. Les Romains avaient fait des noblesses locales, spécialement en Étrurie et dans l'Italie méridionale, le soutien même de Rome. Ils avaient mis fin à leurs discordes sanglantes, leur avaient donné le commandement des contingents levés parmi la robuste génération de petits propriétaires et par conséquent le moyen de se distinguer à la guerre, d'acquérir de la considération parmi leurs propres concitoyens, de se procurer de l'or, de l'argent et de nouvelles richesses. C'est ainsi qu'en Étrurie et dans l'Italie méridionale les grandes familles étaient liées par des liens d'hospitalité, d'amitié, parfois même de parenté, avec les familles considérables de Rome. Elles apprenaient volontiers le latin, affectaient de l'admiration pour la ville puissante, ses institutions, les idées et les mœurs de ses grands (1). Mais le peuple parlait néanmoins toujours la langue nationale et conservait les souvenirs d'antan, qui semblent toujours

(1) Cf. quelques exemples de cette clientèle et de cette amitié dans Tite-Live, XXIII, 15, 7 et suiv.; XXIII, 2; XXIII, 46, 12. Cf. surtout le cas de ce noble samnite qui combattit dans la seconde guerre punique pour Rome à la tête d'un corps d'armée, Tite-Live, XXII, 24.

beaux aux jeunes générations mécontentes du présent. Annibal semble avoir compris que l'Italie n'était pas encore une nation, mais une confédération de petites républiques dont un grand nombre vivaient sur elles-mêmes et par elles-mêmes et qui n'étaient unies à la puissance de Rome que par des liens politiques très relâchés. Par des promesses, des ruses, des menaces, il amena à la révolte beaucoup de cités alliées, tandis que les citoyens romains et les colons latins, qui formaient ensemble une véritable nation agricole et aristocratique, défendirent avec une ténacité héroïque la terre que leurs pères avaient conquise, labourée, peuplée, contre le héros de l'orgueilleuse ploutocratie carthaginoise, et Rome finit par vaincre; les vertus de plusieurs générations médiocres l'emportèrent sur la grandeur accidentelle et personnelle du génie. Mais l'antique ordre de choses fut troublé par cette terrible guerre à tel point qu'il ne put pas se rétablir. Dans un effort aussi insolite, au milieu des dangers d'une guerre qui dura dix-sept ans et qui fut si acharnée en Italie, en Espagne, en Grèce, en Sicile, en Afrique, Rome oublia un grand nombre de ses superstitions conservatrices. Elle dépensa toutes les réserves publiques et privées, les énormes butins des sacs de Syracuse et de Carthagène; multiplia les fournitures militaires et par là les occasions d'affaires magnifiques; suspendit l'observance de beaucoup de traditions politiques et de quelques lois, comme celle sur la durée et l'ordre des magistratures. L'antique prudence fit place à un nouvel esprit d'audace juvénile, dont Publius Scipion fut le champion. Il n'eût pas été possible sans cela de triompher dans cette grande guerre qui aboutit à de splendides résultats : la domination de l'Espagne, de la Sicile tout entière: la

confiscation d'une partie du riche territoire de la Campanie et du Léontium; l'affaiblissement définitif des populations non encore latinisées de l'Italie, 120,000 livres d'argent que Scipion rapporta d'Afrique, et la rente de 200 talents d'argent que Carthage paierait pendant cinquante ans.

I

PREMIÈRE EXPANSION MILITAIRE ET MERCANTILE DE ROME DANS LA MÉDITERRANÉE

Avec cette guerre commence une nouvelle histoire de Rome et du monde, surtout parce qu'elle hâta, en Italie, l'avènement de l'ère mercantile dans l'antique société agricole, aristocratique et guerrière. La guerre d'Annibal avait laissé un lourd héritage de guerres que Rome fut obligée de faire dès qu'elle eut conclu la paix avec Carthage : en Espagne, où il y avait partout des barbares à soumettre; dans la plaine du Pô, où l'invasion punique avait ranimé l'esprit d'indépendance; contre les Ligures, qui infestaient les routes maritimes entre l'Italie et l'Espagne et pillaient les côtes gauloises et ibériques; dans la Macédoine, dont le roi Philippe s'était allié avec Carthage. Sanglante entre toutes fut la conquête des régions appelées aujourd'hui la Romagne et l'Émilie, où pendant dix années à partir de l'an 200 les Boïens renouvelèrent sans cesse une guerre terrible d'embuscades, de surprises, de paix simulée et de révoltes soudaines, jusqu'à ce qu'en 191, quand la noblesse tout entière fut détruite et le pays dévasté de fond en comble, toute la population capable de porter les armes fut anéantie; les survivants se rendirent et Rome put

leur confisquer la moitié du territoire (1). Cependant il ne faudrait pas en conclure que la seconde victoire sur Carthage eût donné à Rome l'esprit de conquête. La guerre finie, il se forma au contraire dans l'aristocratie romaine un parti, ayant pour chef le vainqueur même de Zama, Publius Scipion, qui chercha à combattre les ambitions de conquête, d'impérialisme, dirions-nous aujourd'hui, qui avaient grandies depuis la première guerre carthaginoise. Le danger couru par l'Italie pendant l'invasion d'Annibal avait épouvanté tous les esprits clairvoyants; on comprenait que les citoyens sur lesquels Rome pouvait compter avec sécurité et en toute circonstance n'étaient guère plus de 200,000, et qu'un grand nombre d'entre eux, en leur qualité de petits propriétaires, ne pouvaient pas être gardés longtemps sous les armes, loin du pays; que par suite la grande politique d'expansion n'était pas populaire parmi les classes moyennes et que les alliés pourraient se révolter de nouveau. La Sicile, la Sardaigne, la Corse, l'Espagne, la plaine du Pô formaient donc un empire déjà trop vaste (2); conquérir de nouveaux pays, s'engager à y mettre des troupes et à les défendre était imprudent. Rome, au contraire, malgré l'épuisement de la guerre d'Annibal, était en mesure de faire avec succès, aidée par une diplomatie adroite, une politique de guerres courtes et d'interventions répétées, destinée à affaiblir les autres pays à son profit; si elle eût pu, en réorganisant

(1) L'histoire de ces guerres est résumée dans les passages suivants de Tite-Live : XXXI, 10, 21 ; XXXII, 7, 26, 29, 32 ; XXXIII, 22, 23, 36 ; XXXIV, 22, 46 ; XXXV, 3, 22 ; XXXVI, 38.

(2) Mommsen, *R. G.*, I, 177. — Nitzsch, *G. V.*, 75, 88. — Lange, *R. A.*, II, 189.

les finances, disposer des sommes nécessaires à ces guerres, qui, du reste, eussent très vite donné plus qu'elles n'auraient coûté. Scipion, en effet, veilla avec zèle à la réforme des finances et sa politique réussit pleinement (1). La guerre contre la Macédoine finit sans annexion de territoire; la Grèce et les cités grecques d'Asie auparavant soumises à la Macédoine furent déclarées libres; Philippe dut détruire presque toute sa flotte et son armée et payer un tribut annuel de 50 talents, dix ans durant. De l'or, de l'argent, des esclaves, des terres, tel fut encore le profit des guerres livrées dans la plaine du Pô, en Espagne, en Ligurie. Un butin énorme en métaux précieux et un tribut annuel de 1,000 talents imposé au roi de Syrie pour douze ans constituèrent le bénéfice de la guerre contre Antiochus (183-189), qu'avait amenée la guerre de Macédoine. A la guerre de Syrie s'ajouta celle contre les Galates; mais cette fois encore on laissa les Galates chez eux et les territoires enlevés à Antiochus furent partagés entre Rhodes et le roi de Pergame. Des paroles et des illusions généreuses colorèrent bientôt d'idéalisme cette politique : Rome ne combattait pas pour elle, mais pour donner la liberté aux peuples opprimés! En réalité, l'on inaugura et l'on perfectionna dans ces premiers trente ans une politique d'interventions militaires et d'intrigues diplomatiques qui tendait à affaiblir les grands États de l'Orient en les excitant les uns contre les autres : la Macédoine contre la Syrie, la Syrie contre l'Égypte, le royaume de Pergame contre la Macédoine.

Ces guerres toutefois accrurent rapidement la richesse de l'Italie, et accélèrent le renouvellement des

(1) Lange, *R. A.*, II, 187.

mœurs, des classes et des fortunes commencé depuis un demi-siècle. Après les sacs de la Grèce et de l'Asie; après les dévastations de l'Espagne et de la plaine du Pô, les généraux commencèrent à être prodigues avec eux-mêmes et avec leurs soldats (1), et ceux-ci se mirent à trafiquer pour leur propre compte. On en avait déjà vu plusieurs exercer l'usure parmi les indigènes (2) pendant la guerre contre Philippe de Macédoine. Beaucoup de paysans pauvres revinrent avec un petit capital (3). Dans les campagnes d'Italie, la cupidité s'éveilla et les volontaires accoururent en grand nombre pour les guerres lucratives (4). En même temps, avec tous ces butins et ces tributs, l'État romain remettait de l'ordre dans les finances dérangées par la guerre avec Annibal, payait les dettes, se trouvait en mesure de dépenser largement pour des entreprises civiles; et comme la diffusion de la culture grecque dans un certain nombre de grandes familles, l'accroissement des moyens, un esprit universel d'audace et d'innovation représenté par le parti de Scipion, incitaient à faire les choses largement, il prodigua l'argent de toutes parts. L'antique politique agraire favorable à la classe moyenne fut reprise; de 189 à 177 six grosses colonies, outre plusieurs petites, furent fondées : Bologne, Parme, Modène, Aquilée, Lucques, Luni, dans lesquelles les colons reçurent des champs plus vastes que dans les colonies plus anciennes. En 187 on commença la construction de la voie Émilienne pour relier Rimini à Plaisance. En 181 Caton entreprit, parmi les autres travaux, l'achèvement

(1) Plutarque, *Cat. M.*, 10.
(2) Tite-Live, XXXIII, 29.
(3) Mommsen, *R. G.*, I, 810.
(4) Tite-Live, XXXVII, 4; XLII, 32.

du drainage de Rome. En 180 on transporta 40,000 Ligures de leurs vallées natales dans les solitudes du Samnium dévasté. En 177 on ouvrit la via Cassia. La censure de 174 fut célèbre par le grand nombre de travaux publics commandés à Rome et dans les colonies. Les adjudications des travaux publics et des fournitures militaires furent plus fréquentes, et beaucoup de jeunes gens de la classe moyenne qui avaient rapporté un petit capital des guerres d'Orient et d'Occident en sollicitèrent et en obtinrent facilement, tantôt seuls, tantôt associés à des amis, tantôt en se faisant prêter des capitaux par un homme riche qui participait au gain. La connaissance et le maniement de ces affaires se répandirent bientôt, et les entrepreneurs devinrent vite plus nombreux à Rome et dans les villes d'Italie, jusqu'à former une classe de capitalistes moyens qui vivaient à l'aise sur les fournitures publiques (1), et dont les plus audacieux et les plus heureux firent de grandes fortunes. D'autres se disputaient la perception, qui s'affermait, de la dîme de tous les produits — grains, huile, vin — en Sicile et en Sardaigne, où celle des dîmes et des droits de pâtu-

(1) Cf. le célèbre passage de Polybe, VI, 17, qui est un des documents les plus importants sur l'histoire de l'impérialisme romain. Je crois que Delorme, *les Manieurs d'argent à Rome*, Paris 1890, p. 19 et suiv., ne doit pas l'avoir compris exactement. Polybe ne parle pas des grandes sociétés de publicains dont les actions étaient possédées par un grand nombre, mais il dit qu'à Rome il y avait un si grand nombre d'adjudicataires moyens et de petites sociétés adjudicatrices qu'on pouvait presque dire que tous les citoyens romains participaient à ces affaires. Si l'on considère que Polybe décrit Rome telle qu'elle était vers la moitié du second siècle avant Jésus-Christ; si l'on examine les allusions aux adjudicataires qui se trouvent dans la narration de la seconde guerre punique faite par Tite-Live, il est légitime de conclure que ce capitalisme se développa dans la première moitié du siècle à la suite des grandes dépenses publiques.

rage sur les terres publiques (*scriptura*); d'autres, au contraire, s'enrichirent par l'achat des terres privées et en affermant des mines, des forêts et des terres publiques. L'année qui suivit la paix avec Carthage, on spéculait déjà beaucoup à Rome sur les terres de l'Italie méridionale (1), qui valaient peu, à cause des dévastations et de la mort des propriétaires, et ensuite, au fur et à mesure que les capitaux et les esclaves furent plus nombreux, toute l'Italie spécula sur le nouvel *ager publicus*. Dans cette grande abondance de terres, beaucoup de petits propriétaires, latins ou alliés, en obtinrent facilement un morceau qu'ils ajoutèrent à leur propre champ et qu'ils mirent en culture (2) après avoir acheté quelques esclaves sur leurs économies de la guerre; d'autre part, ceux qui avaient de gros capitaux louèrent de vastes terres publiques, soit en Italie, soit dans la vallée du Pô récemment conquise, soit en Sicile pour y faire paître par des esclaves de gros troupeaux de bœufs, de porcs, de brebis et de chèvres. Le grand élevage nomade devait, durant ces années, être d'un grand rendement par suite des grosses dépenses militaires : les armées consommaient dans tant de guerres beaucoup de cuir pour les tentes, beaucoup de poil de chèvres pour les machines (3), beaucoup de viande de porc salé (4). Un certain nombre de familles sénatoriales et beaucoup de particuliers s'enrichirent prompte-

(1) Tite-Live, XXXI, 13.
(2) Il me paraît vraisemblable que la culture de l'*ager publicus* par les Italiens dont parle Appien, *B. C.*, I, 18 ait commencé après la seconde guerre punique, à un moment où la terre, l'argent, les esclaves abondaient et oùl a confiance était grande dans toute la nation.
(3) Varron. *De Re rust.*, II, 2.
(4) Polybe, II, 15.

ment, surtout par la location des terrains de Sicile (1).

Mais la prospérité et les progrès rapides de l'esprit mercantile changèrent peu à peu l'antique façon de vivre. Les soldats revenus d'Orient, les gros entrepreneurs, les riches fermiers des terres publiques ne voulurent plus vivre comme leurs ancêtres. Ce n'était pas que les mœurs rustiques de la vieille Italie se fussent raffinées, car en 174 Rome était encore méprisée en Grèce comme un gros village sans belles rues, sans monuments ni palais (2). Dans la métropole elle-même les maisons des grands étaient toujours petites et dénuées d'ornements (3); l'antique et dure éducation de la jeunesse ne s'était pas adoucie (4). Mais le désir de jouir, si longtemps contenu, éclata dans les appétits primordiaux et animaux : la gloutonnerie, la sensualité, la vanité, le besoin d'émotions violentes, cette ostentation des choses coûteuses et cette profusion de la richesse faite uniquement pour montrer qu'on la possède, le luxe absurde et grossier des parvenus. A Rome un cuisinier habile fut payé extrêmement cher (5); les repas frugaux de jadis se prolongeaient en banquets interminables pour lesquels on rechercha les friandises les plus rares, comme les vins de la Grèce, les saucisses et les poissons salés du Pont (6). L'art délicat d'engraisser les volailles fut apporté de Grèce en Italie (7); on vit des citoyens se montrer en état d'ébriété dans les assemblées, des magistrats s'ache-

(1) Diodore de Sicile, XXXIV, fr. 32.
(2) Tite-Live, XL, 5. — Friedlaender, *D. S. G. R.*, I, 4.
(3) Friedlaender, *D. S. G. R.*, III, 87 et suiv.
(4) Posidonius, *in Ath.*, VI, 109 (275).
(5) Tite-Live, XXXIX, 6.
(6) Diodore de Sicile, XXXVII, 3. — *In Ath.*, VI, 109 (275).
(7) Pline, *H. N.*, X, 50, 139.

miner vers le Forum à demi ivres, les yeux brillants, et interrompre de temps à autre leurs affaires pour courir aux amphores que les édiles faisaient déposer dans les coins écartés des rues et des places (1). Les belles esclaves et les beaux éphèbes coûtèrent fort cher (2); et la débauche se répandit tellement qu'en 186 le Sénat dut réprimer les désordres des Bacchanales et en 181 promulguer la *lex Orchia* contre les ripailles. Les cultes orientaux, dissolus et excitants, commencèrent à se divulguer (3) : non seulement le public des classes moyennes apprit à goûter des traductions et des adaptations de comédies grecques; mais dans les antiques, simples et trop rares fêtes latines on intercala des spectacles violents, comme les chasses aux bêtes sauvages (4) et les jeux de gladiateurs à l'occasion des funérailles (5). La loi Oppia contre le luxe fut abolie (6); les marchandises de l'Orient, les parfums, les tapis babyloniens, les meubles incrustés d'or et d'ivoire furent achetés à Rome à des prix exorbitants par des parvenus (7). Naturellement les cités plus petites imitaient la métropole dans la mesure de leurs moyens, de même que les petites noblesses locales copiaient le faste croissant des grands de Rome, se pressant comme eux à des fêtes et à des banquets. Ainsi l'agriculteur de l'Ombrie ou des Pouilles, qui avait guerroyé dans les riches pays

(1) LANGE, *R. A.*, II, 242. — Cf. MACROBE, *Sat.*, III, 16; V, 17, 2. Ces textes de 161 décrivent dans sa plénitude un mal qui commençait aux temps dont nous parlons.
(2) DIODORE DE SICILE, XXXVII, 3, 5.
(3) LANGE, *R. A.*, II, 228.
(4) FRIEDLAENDER, *D. S. G. R.*, II, 390.
(5) *Id.*, 359.
(6) TITE-LIVE, XXXIV, 1 et suiv.
(7) PLAUTE, *Stich.* II, 2, 52 et suiv.

d'Orient, rentrait chez lui, comme aujourd'hui nos paysans libérés du régiment, avec des désirs et des besoins plus grands. Beaucoup prirent en dégoût les durs travaux si chers à leurs pères : on vit des soldats aller à la guerre avec un serviteur pour porter leur fardeau et préparer leurs repas (1), des petits propriétaires acheter des esclaves pour avoir eux-mêmes moins de peine.

Mais ces nouveaux besoins, et ce luxe des classes moyennes et des riches développaient à leur tour, à Rome et en Italie, le travail des artisans, les occasions de gain pour les petits et les grands capitalistes. Beaucoup de Romains et d'Italiens qui, en qualité de soldats ou de fournisseurs des armées, avaient visité les pays étrangers et s'étaient rendu compte de leurs ressources, furent poussés au commerce par l'abondance du capital, par la consommation croissante des produits asiatiques en Italie, par la puissance de Rome dans la Méditerranée. Beaucoup d'entre eux vendirent le champ de leurs pères et achetèrent un navire; certains — pour la plupart des hommes de l'Italie méridionale, à ce qu'il semble — s'établirent à Délos, après 192, et y ouvrirent des entrepôts de marchandises asiatiques, pour les acheteurs qui venaient d'Italie emplir d'objets divers leur vaisseau, et auxquels il était plus commode de mettre le cap sur Délos que sur Rhodes ou sur Corinthe (2). D'autres exercèrent le commerce entre Délos et Rome ou dans la Méditerranée occidentale. Il s'éleva beaucoup de petits chantiers sur les côtes italiennes : les forêts publiques de la Sila, où l'on recueillait la poix pour les navires, furent affermées pour de grosses sommes (3); il n'y

(1) Plutarque, *Paul-Emile*, XXII, 2.
(2) Homolle, *B. C. H.*, VIII, 86 et suiv.
(3) Cicéron, *Brut.*, 22, 85.

eut pas jusqu'aux membres de la noblesse sénatoriale qui ne participassent aux gains de ce commerce maritime en prêtant à des citoyens romains ou à des affranchis les capitaux nécessaires pour leurs entreprises (1). A l'expansion militaire succédait l'expansion mercantile. A Rome, sur ces entrefaites, on ouvrit les premiers bains publics (2) peu après la seconde guerre; punique, puis, en 174, les premiers fours pour les ouvriers et les marchands célibataires qui ne pouvaient se faire fabriquer le pain à la maison par des esclaves (3). Beaucoup d'artisans grecs y furent amenés par les généraux, pour préparer leurs fêtes et leurs triomphes (4); beaucoup d'orfèvres se firent changeurs, tant il affluait de monnaies étrangères à Rome, et un grand nombre de ces changeurs, encouragés par les gains et par l'abondance du capital, devinrent banquiers, acceptèrent des dépôts, firent des prêts. De nombreux étrangers et Italiens vinrent ouvrir des tavernes, des bains, des teintureries, des boutiques de savetiers, d'orfèvres, de tailleurs (5); se firent impresarios de théâtre ou écrivains de comédies. Un Ombrien de Sarsina, Plaute, après avoir échoué dans diverses spéculations et exercé différents métiers pour vivre, faisait alors de l'argent à Rome en adaptant avec beaucoup de verve comique et d'habileté littéraire des comédies grecques pour le public romain. Les gens de la campagne étaient attirés des environs à Rome en si grand nombre que les cités latines s'en plaignirent au Sénat en 187 et en 177 (6). Le prix des terrains aug-

(1) Plutarque, *Cat. M.*, 21.
(2) Schiller-Voigt, 399, n. 48.
(3) Pline, *H. N.*, XVIII, 11, 107.
(4) Tite-Live, XXXIX, 22.
(5) Plaute, *Aul.*, 3, 5, 34 et suiv.
(6) Tite-Live, XXXIX, 3, 41, 8.

mentait avec la population; les maisons de rapport, en bois, prodigieusement hautes, administrées par un affranchi ou par un locataire général, étaient d'un grand rendement, les artisans ou les petits marchands de Rome étant obligés de louer une chambre à des prix très élevés (1). Dans les environs de Rome on affermait très cher les jardins potagers, les cours d'eau pour les teintureries, les étangs et les sources chaudes pour des bains (2). Celui qui possédait déjà ou avait su acheter à temps des terrains à Rome s'enrichit rapidement.

Et enfin par l'effet de cette prospérité universelle le commerce des esclaves s'accrut bientôt. En trente ans tout le monde en Italie eut besoin de travailleurs : les concessionnaires des terres publiques pour les troupeaux, les entrepreneurs pour les travaux publics et les fournitures militaires, l'État pour les services publics, les marchands navigateurs pour les chiourmes des vaisseaux, les riches pour le service domestique et pour les jeux des gladiateurs, les petits propriétaires et les classes moyennes pour se faire aider dans les travaux les plus durs.

Le commerce des esclaves s'organisa sur une grande échelle, non seulement dans les campements où les prisonniers de guerre étaient aussitôt vendus à très vil prix, aux officiers, aux soldats, aux marchands qui suivaient l'armée, mais sur toutes les frontières de l'Empire, où les petits rois et les chefs barbares, comme les négriers d'Afrique, vendaient les prisonniers de guerre et parfois même leurs sujets. De l'ex-

(1) Sur le prix élevé des loyers à Rome dans la premiere moitié du second siècle avant Jésus-Christ, cf. DIODORE DE SICILE, XXXI, 18, 2 ; PÖHLMANN, *U. A. G.*, 74.

(2) PLUTARQUE, *Cat. M.*, 21, 8.

trême Gaule, de la Germanie, des montagnes du Caucase, les longs convois d'esclaves enchaînés descendaient continuellement vers les rives riantes de la Méditerranée et de la mer Noire, dirigés sur Marseille, sur Aquilée, sur Penticapée, sur Phanagorie, sur Dioscuriade, où les marchands indigènes et italiens les attendaient. Ils les payaient aux chefs barbares ou à leurs agents en vin, en sel, en or et en argent; puis ils les embarquaient directement pour l'Italie ou pour Délos, où les marchands venaient les chercher en même temps que les autres denrées asiatiques (1). Beaucoup d'Italiens s'enrichirent par le commerce des hommes; d'autres s'adonnèrent à Rome ou en Italie à l'éducation des esclaves, firent apprendre des métiers aux jeunes gens pour les revendre (2), les dressèrent à l'escrime pour les louer ensuite comme gladiateurs dans les funérailles de luxe.

Les premières trente années du second siècle avant Jésus-Christ furent pour l'Italie une de ces époques heureuses où celui-là même qui commence avec peu de capital peut faire fortune, parce que la production et la consommation grandissent rapidement et à la fois; quand le travail abonde, les beaux gains sont aisés; de toute richesse nouvelle naissent beaucoup de nouvelles occasions de gain; l'accumulation des capitaux est facile, rapide, intense. Beaucoup de gens pauvres devinrent aisés, beaucoup de gens aisés devinrent très riches; à côté de la noblesse historique, il surgit ce que nous appellerions une bourgeoisie nouvelle de capitalistes millionnaires, inscrits par les censeurs dans les centuries des chevaliers et qui s'étaient enri-

(1) Duruy, *H. R.*, II, 380.
(2) Plutarque, *Cat. M.*, 21.

chis dans la traite des esclaves, le commerce maritime, le fermage des impôts, des terrains et des mines de l'État, les fournitures militaires. L'ordre équestre qui était auparavant une classe de propriétaires aisés, mais non nobles, devint bientôt une classe de riches capitalistes et de marchands. L'esprit mercantile se répandit partout, dans le petit peuple comme dans l'aristocratie, triomphant peu à peu, même dans les familles les plus conservatrices, des préjugés et des répugnances de l'ère agricole. Caton, par exemple, le premier qui fût entré au Sénat appartenant à une famille de propriétaires moyens de la Sabine, avait d'abord voulu être le persécuteur des usuriers et le type achevé du *landlord* antique; mais il se jeta ensuite dans les affaires et devint lui aussi un homme de son temps, s'associa avec des marchands armateurs, fit de l'usure, des spéculations sur les terrains, et le commerce d'esclaves (1).

Et pourtant sous cette prospérité se préparait un changement immense et terrible en toutes choses, car partout le contraste violent entre l'ancien et le nouvel ordre de choses altérait la composition des classes. Si la plèbe romaine, demeurée dans la campagne, vivait encore à la manière antique; était sobre, simple, honnête; respectait la noblesse et la loi, au contraire les citoyens qui allaient s'établir à Rome pour s'adonner aux métiers, au commerce, à la navigation, aux entreprises, contractaient tous les vices de la plèbe des riches cités mercantiles : la débauche, l'avidité, la paresse, le désir des amusements, l'indiscipline, l'égoïsme du célibat, la forfanterie. La pureté de la race se perdait; le peuple de Rome se transformait en

(1) Plutarque, *Cat. le J.*, 21.

un mélange informe de gens de toute extraction et de tout pays, au fur et à mesure que les esclaves orientaux, espagnols, gaulois, scythes étaient affranchis et devenaient citoyens; bientôt les vieillards de l'époque d'Annibal ne reconnurent plus leur Rome de jadis tranquille et réservée. De quels tapages on saluait désormais chaque escarmouche victorieuse sur une tribu barbare! Les honneurs du triomphe étaient prodigués à tous les généraux (1) dont on appréciait la discipline relâchée, la générosité des dons au moment des triomphes et la rapidité à finir la guerre. Tous à Rome étaient maintenant professeurs de stratégie et de tactique; jusque dans les camps et devant l'ennemi, ces plébéiens turbulents et riches critiquaient les mouvements du général, obéissaient à regret (2), méprisaient comme des sujets les Latins et les alliés (3).

Dans la noblesse historique, beaucoup de familles ne surent pas profiter des occasions qui s'offraient alors, de même que peu de familles nobles de la vieille Europe ont su, dans notre siècle, fonder des industries ou spéculer à la Bourse. Elles continuèrent à vivre à la mode ancienne sur des patrimoines qui autrefois représentaient une belle fortune; tels étaient les Elii qui vivaient au nombre de seize, et chacun avec ses enfants, dans une seule maison avec ce que leur rapportait un seul domaine (4); les Fabricii Luscini, les Atilii Calatini, les Manlii Acidini (5), les Paul Émile (6). D'autres au contraire s'enrichirent, mais conservèrent

(1) Mommsen, *R. G.*, I, 810.
(2) Plutarque, *Paul-Emile*, 11 et 13, 4. — Tite-Live, XLIV, 22.
(3) Neumann, *G. R. V.*, 16 et suiv.
(4) Valère-Maxime, IV, 4, 8. — Plutarque, *Paul-Emile*, 5.
(5) Cicéron, *De lege agr.*, II, 24, 64.
(6) Lange, *R. A.*, II, 293.

les usages et les idées anciennes, s'enorgueillissant d'être les champions de la tradition. Tiberius Sempronius Gracchus était de ceux-là : préteur en Espagne, il avait conclu d'équitables traités d'alliance avec les principaux peuples ; et le pays pacifié, il l'avait sauvé des capitalistes en introduisant dans cette province comme tribut, non pas la dîme affermée aux publicains qui était en vigueur en Sardaigne et en Sicile, mais le *stipendium*, contribution moitié en numéraire et moitié en nature, qui était recouvrée par le gouverneur (1). Mais il ne tarda pas à paraître, même dans l'aristocratie romaine, une génération de politiciens jeunes, ambitieux, orgueilleux et avides qui transformèrent l'esprit modéré et sage d'innovation représenté par Scipion et son parti en un effort révolutionnaire destiné à faire prévaloir dans la vie privée et publique, contre l'antique esprit de discipline familiale et sociale, les passions les plus violentes : la cupidité, l'orgueil, la hâte de parvenir à tout prix, le mépris des traditions, la facile admiration de la civilisation gréco-asiatique. Les uns se portaient comme candidats aux magistratures avant l'âge légal (2); d'autres osèrent corrompre ouvertement les électeurs (3); d'autres encore se mirent à spéculer ou se se servirent des magistratures pour s'enrichir, se faisant céder par des censeurs amis des terres publiques au delà de la mesure fixée par les lois liciniennes, les usurpant comme biens propres (4), gardant l'argent retiré de la vente du butin, dépouillant les populations

(1) Nitzsch, *G. V.*, 146.
(2) Lange, *R. A.*, II, 245.
(3) *Id.*, 241.
(4) Tite-Live, XLII, 1 et 19. — *C. J. L.*, I, 583. — Plutarque, *Tib. et C. Gr.*, 8.

sujettes et les alliés (1); d'autres enfin corrompirent la diplomatie de Rome, méprisant comme un préjugé stupide ce droit des gens que Rome avait observé jusque-là scrupuleusement à la guerre. Dédaigner tous les étrangers, s'imposer à n'importe quel prix et réussir par tous les moyens, tels furent les principes de la nouvelle diplomatie qui, par des intrigues d'une astuce de plus en plus perfide, abaissa les États alliés, Rhodes, le roi de Pergame, l'Egypte, jusqu'à l'abjection de vassaux; qui, dans les cités indépendantes de la Grèce, dans les grands États de l'Asie, encouragea les discordes, l'espionnage, l'esprit séditieux, les guerres civiles, y protégea les hommes et les partis les plus méprisables, afin seulement de dominer sans effort ni danger. On considéra désormais que n'importe quelle perfidie était légitime contre les barbares, qu'on pouvait même les attaquer et les exterminer sans provocation ni déclaration de guerre (2), quitte à les protéger contre les États civilisés, quand cela paraissait avantageux (3). Dans la cavalerie, les *turmæ* — nous dirions les régiments — où servaient les jeunes gens des familles riches devinrent un grand souci pour les généraux à cause de leur indiscipline (4). Dans la noblesse les femmes acquirent plus de liberté; elles se débarrassèrent de la tutelle perpétuelle du mari et s'assurèrent la libre administration de leur dot; les adultères et les divorces devinrent fréquents et le tribunal

(1) Tite-Live, XLIII, 2.
(2) Tite-Live, XLII, 7, 8; XLIII, 1 et 5.
(3) Appien, *Mithr.*, 13. — Reinach, *M. E.*, 96. Une belle étude sur la politique extérieure des Romains à cette période est celle d'un jeune historien italien, Corrado Barbagallo, *Les rapports politiques de Rome avec l'Egypte, depuis les origines jusqu'en 50 avant Jésus-Christ*. Rome, 1901.
(4) Caton, *Or.* 5.

domestique ne fut plus guère convoqué. Les familles nobles qui, altières et austères, conservaient les traditions antiques, les hommes insignes par leur intelligence et leur caractère, les vieillards qui avaient vu la seconde guerre punique, les pédants, les mécontents, les envieux des nouvelles fortunes regrettaient alors, pour des motifs divers, comme Dante au début du quatorzième siècle et comme les cléricaux et les conservateurs de nos jours, ces temps où Rome « se tenait en paix, sobre et pudique ». Ils se répandaient en plaintes sur la brutale cupidité des publicains, la corruption des familles, la perfidie de la nouvelle diplomatie, l'invasion des mœurs asiatiques. De temps en temps ils parvenaient même à faire approuver quelque loi destinée à réprimer les abus nouveaux, et ils faisaient élire quelqu'un des leurs aux magistratures. Parfois aussi quelque scandale retentissant agitait et indignait le public. Mais la colère publique se calmait; les magistrats rentraient dans la vie privée; les discours et les lois s'oubliaient peu à peu (1); la sévérité des temps anciens se relâchait, non seulement dans l'opinion publique, mais encore dans les lois qui, vers le début du second siècle, abolirent la peine des verges et celle de mort pour les citoyens romains, à Rome et dans les provinces (2), abolirent aussi la peine des verges dans l'armée, et prescrivirent pour les condamnations à mort des soldats, qui étaient citoyens, une procédure moins expéditive.

Ainsi malgré les molestations et les scandales, au fur et à mesure que la cupidité, le luxe, l'orgueil personnel et familial se propageaient dans la noblesse,

(1) Cf. Tite-Live, XLII, 22 ; XLIII, 2.
(2) Lange, *R. A.*, II 519 et suiv.

l'esprit de clientèle et de caste, les égards d'amitié ou de famille, l'ambition, l'avidité de l'argent prévalaient sur le sentiment du devoir, et les efforts pour accélérer la révolution mercantile de l'ancienne société rurale se faisaient plus intenses et plus résolus. Plusieurs censeurs, tels que Titus Quintius Flamininus, Marcus Claudius Marcellus, Marcus Emilius Lepidus, Marcus Fulvius Nobilior, remanièrent à diverses reprises, dans les trente premières années du siècle, les listes des citoyens, dans le but d'accroître dans le corps électoral la puissance de la petite plèbe urbaine, moins conservatrice et plus corruptible, au détriment de la classe moyenne des campagnes. Non seulement ils inscrivirent facilement parmi les citoyens les Latins venus à Rome pour exercer le petit commerce et les humbles métiers; mais ils donnèrent des droits politiques aux affranchis, qui étaient tous des étrangers, et les firent voter dans trente et une tribus rurales, se servant ainsi d'eux pour diminuer la prédominance des électeurs des campagnes dans toutes les circonscriptions et pour composer un corps électoral cosmopolite et hétérogène avec une politique démagogique qui n'a d'analogue peut-être que celle d'aujourd'hui aux États-Unis. Singulière ironie de l'histoire! Une démagogie cosmopolite d'étrangers arrivés par hasard dans la métropole, comme hôtes adventices, opéra le changement décisif d'où devait naître la politique impériale et l'empire de Rome, malgré les répugnances de la population sincèrement romaine, qui ne voulait abandonner ni les mœurs ni la politique de ses pères (1).

(1) Cf. sur cette importante question Neumann, *G. R., V.*, 88 et suiv. — Lange, *R. A.*, II, 218 et suiv.; 249 et suiv. — Nitzsch, *G. V.*, 132 et suiv.

Cependant avec l'esprit mercantile, avec la puissance mondiale et le cosmopolitisme, la culture intellectuelle progressait, et c'était là une dernière et terrible force de dissolution de la vieille société. La philosophie grecque, spécialement le stoïcisme, s'enseignait dans les familles nobles et ouvrait l'esprit à la compréhension des idées générales. Les théories politiques, élaborées par les Grecs sur la démocratie et sur la tyrannie, commencèrent à être connues et discutées dans la noblesse qui n'avait gouverné jusque-là qu'avec l'empirisme traditionnel. Les tentatives littéraires commencées depuis un demi-siècle aboutirent enfin, au milieu du ferment de ce renouveau ethnique, intellectuel et social de Rome, et par l'entremise d'écrivains sortis de ce monde cosmopolite, à la création des premières œuvres suffisamment originales et complètes pour pouvoir être ensuite admirées comme classiques. L'Ombrien Plaute écrivit, dans une langue saine et puissante, les plus belles comédies latines. De la Calabre, à demi grecque, vint à Rome le père de la littérature, Ennius, qui introduisit l'hexamètre dans le Latium, mit en vers l'histoire de Rome pour flatter l'orgueil de ses protecteurs et écrivit un traité sur la bonne cuisine pour satisfaire leur gourmandise. Un peintre et poète de Brindisi, Pacuvius, composa des tragédies qui demeurèrent longtemps célèbres; des comédies furent écrites par Statius Cécilius, un Gaulois, probablement milanais, qui avait été fait prisonnier dans les guerres pour la conquête de la Gaule cisalpine et vendu comme esclave à Rome. Par contre la peinture et la sculpture grecques étaient encore assez peu connues, et seuls les artistes des colonies grecques de l'Italie méridionale travaillaient pour toute la péninsule et pour Rome.

La guerre contre Persée (172-168), fils de Philippe de Macédoine, qui avait tenté de reconquérir les domaines perdus par son père, parut déterminer une réaction contre l'esprit mercantile de la nouvelle époque. La guerre, à cause de l'inaptitude des généraux et de l'indiscipline des soldats, commença par des défaites retentissantes, qui firent un instant chanceler le prestige de Rome en Orient, au point que nombre de petits États et de petites villes se déclarèrent contre elle et qu'Antiochus, roi de Syrie, osa prendre les armes et s'emparer de l'Égypte. Mais le peuple se ressaisit et choisit pour diriger la guerre Paul-Émile, illustre survivant de la génération qui avait combattu contre Annibal et qui depuis de longues années vivait à l'écart. Et tout d'abord ses brillantes victoires semblèrent ramener au pouvoir le parti conservateur. Il fit approuver par le Sénat une paix qui ne répondait nullement aux idées de la nouvelle diplomatie; tout l'immense butin, sauf une faible partie distribuée à ses soldats et à ses amis, fut versé au Trésor public; la Macédoine fut partagée en quatre districts, chacun avec un gouvernement propre et sans qu'il leur fût permis de trafiquer entre eux; un tribut, égal à la moitié de celui que la Macédoine payait à son roi, lui fut imposé; les mines d'or furent fermées, afin que les capitalistes italiens n'envahissent pas le pays (1). En même temps les censeurs Tiberius Sempronius Gracchus et Caius Claudius revoyaient à Rome avec une grande sévérité les listes des chevaliers, cherchaient à refréner l'avidité des entrepreneurs et à diminuer la puissance de la démagogie cosmopolite en chassant les affranchis des tribus urbaines et en les inscrivant tous,

(1) Tite-Live, XLV, 18 et 29.

semble-t-il, dans une seule tribu (1). Un moment, le Sénat et les comices, épouvantés, parurent vouloir rétrograder et ramener Rome à son ancien état (2); mais ce revirement dura peu. La paix, à cause des immenses sommes versées au Trésor par Paul-Émile, fut suivie d'un rapide enrichissement de toutes les classes (3), qui augmenta bientôt la corruption et fit oublier tous les malheurs de la guerre, et la diplomatie de Rome devint plus violente, plus cruelle, plus perfide dès que, la Macédoine tombée, la république romaine se sentit la puissance prédominante de la Méditerranée. Les rois de Bithynie et de Pergame virent leurs hommages repoussés avec dédain; Antiochus reçut brusquement de Popilius, comme un serviteur, l'ordre de lever le siège d'Alexandrie. Ceux qui en Asie et en Grèce avaient seulement hésité à prendre parti pour Rome furent sévèrement punis : Délos donnée aux Athéniens, Antissa rasée; dans toutes les villes de la Grèce les personnages de marque exécutés ou déportés en Italie, entre autres plus de mille Achéens et parmi ceux-ci le plus grand historien de l'antiquité, Polybe. Un grand parti voulait même la destruction de Rhodes, en disant qu'elle avait désiré la défaite de Rome pendant la guerre et qu'elle était trop orgueilleuse; en réalité on voulait la dépouiller (4); le Sénat se contenta de la ruiner. Elle avait de grands entrepôts et retirait d'énormes (5) revenus des douanes; on n'eût qu'à déclarer Délos port franc, et le marché de cette île grandit jus-

(1) Nitzsch, *G. V.*, 162 et suiv. — Lange, *R. A.*, II, 277.
(2) Lange, *R. A.*, II, 228 et suiv.
(3) Polybe, XXXII, 11.
(4) Aulu-Gelle, VII, 3, 6.
(5) Polybe, XXXI, 7.

qu'à pouvoir rivaliser avec Carthage et Corinthe (1).

Mais après la guerre contre Persée tout se relâcha peu à peu : la guerre, le commerce, la spéculation. La Gaule cisalpine une fois domptée, la Ligurie, l'Espagne et l'Orient réduits à l'impuissance, les occasions d'interventions et de guerres importantes manquèrent de 168 à 154. Par suite les fournitures militaires furent rares et les gains extraordinaires que la noblesse et les paysans rapportaient chez eux diminuèrent. De même les travaux publics, au lieu d'augmenter chaque année, restèrent stationnaires quand au bout de trente ans on eut terminé les grandes entreprises nécessaires à la nouvelle situation de Rome en Italie. C'est ainsi que le Trésor de l'État, ne pouvant tout dépenser, se trouva, en l'an 157, gros de 16,810 livres d'or, de 22,070 livres d'argent et de plus de 61 millions de livres d'argent monnayé (2). La spéculation sur les terrains publics ellemême s'arrêta, parce que la plus grande et la meilleure partie de l'*ager publicus* était déjà affermée, divisée entre des colonies, ou volée par des familles puissantes. Le commerce fit des progrès moins rapides, quand les gains subits se furent faits plus rares ; la génération qui vint après la guerre de Persée ne connut pas comme la génération précédente les enrichissements faciles et rapides. Au contraire le changement dans les mœurs qui faisait croître les besoins et les frais de l'existence ne se ralentit pas ; il se fit même plus intense dans cette génération, plus avide de plaisir, d'argent, d'excitation, moins prête aux dures fatigues que la génération précé-

(1) Homolle, *B. C. H.*, VIII, 93 et suiv.
(2) Pline, *H. N.*, XXXIII, 3, 55.

dente. Il en arrive toujours ainsi dans l'histoire; le désir d'agrandir son propre train de vie naît d'abord chez quelques-uns seulement, mais si ceux-ci ne sont pas vaincus par la résistance des vieilles mœurs qu'ils doivent en partie troubler pour se satisfaire, on voit grossir à chaque génération le nombre de ceux qui veulent participer aux jouissances nouvelles, et s'accroître leurs désirs par la contagion de l'exemple et par la nécessité presque mécanique des événements, au fur et à mesure que l'ancienne société périt; comme on ne sait plus vivre à la manière antique, on cherche de plus en plus à vivre d'après la nouvelle. Tout alors change, traditions, institutions, idées, sentiments, pour satisfaire l'universel besoin d'une existence plus riche. C'est ainsi que dans le second tiers de ce siècle-là les frais de la vie s'accrurent, non seulement à Rome, mais partout en Italie, à la ville et à la campagne. Les besoins augmentèrent; le luxe de la table (1) et la débauche sous toutes les formes (2) firent de rapides progrès; le prix des objets industriels augmenta sans doute par suite de l'abondance de l'argent, tandis qu'au contraire les rentrées de beaucoup de propriétaires diminuèrent, les gains extraordinaires des guerres se faisant plus rares. Dans les environs de Rome cependant la terre rapportait beaucoup à mesure que la population et la richesse de la ville croissaient. La Gaule cispadane, elle aussi, semble avoir moins souffert que les autres régions (3)

(1) La preuve en est dans le fait qu'en 143 on étendit avec la *Lex Didia cibaria* à toute l'Italie les dispositions de la *Lex Fannia* contre les orgies et les prodigalités des banquets. Cf. Macrobe, *Sat.*, III, 17.

(2) Pline, *H. N.*, XVII, 25, 244. — Polybe, XXXII, 11.

(3) Mommsen, *R. G.*, I, 852.

sans doute parce que la voie Émilienne était très fréquentée par les armées qui allaient dans la vallée du Pô; par les marchands et les convois d'esclaves, de troupeaux et de bergers qui venaient de Rome, de sorte que dans les villes fondées sur son parcours les denrées des campagnes avoisinantes se vendaient bien. Mais il n'en était pas ainsi dans les régions qui s'étendaient autour de villes solitaires, éloignées des grandes routes, surtout dans l'Italie méridionale. Les propriétaires italiens cultivaient alors principalement le blé et un peu aussi la vigne et l'olivier (1); mais le blé dans le monde antique, même dans les pays pourvus de bonnes routes, devait être vendu sur les marchés voisins, parce que les frais et le risque d'un transport lointain l'auraient mis à un prix trop élevé pour qu'il pût se vendre. Les autres denrées, comme le vin et l'huile, étaient rares, mauvaises et souvent, faute de routes, impossibles à transporter. Il arrivait donc que lorsque le petit et le moyen propriétaires d'une région d'Italie très éloignée, pressés par le besoin d'argent et les dépenses croissantes, produisaient davantage ou consommaient moins eux-mêmes; il leur fallait vendre sur le marché à si vil prix que les habitants de Rome où la vie était si chère en demeuraient stupéfaits (2).

Sur les campagnes d'Italie l'usure s'abattit comme un fléau; de nombreuses familles qui depuis des siècles s'asseyaient paisiblement autour du foyer des ancêtres durent partir et s'en aller à l'aventure le long

(1) Max Weber, *R. A. G.*, 223, 224.
(2) Sur le bon marché extraordinaire des vivres dans la vallée du Pô, cf. Polybe, II, 15. Il devait en être de même dans toutes les régions éloignées des grandes routes.

des grands chemins de l'Italie et du monde. L'antique agriculture italienne se mit à décliner et avec elle s'abîma lentement, dans l'océan du passé, l'Italie fédérale, osque, sabellique, ombrienne, latine, étrusque, gauloise, aux innombrables cités fortifiées de tours et de murs; l'Italie des petites républiques alliées, des colonies latines et des municipes romains. Beaucoup de financiers et de sénateurs qui marquèrent à Rome au commencement du siècle suivant étaient nés de familles originaires des municipes et des colonies latines (1). Il est donc vraisemblable de supposer qu'un demi-siècle auparavant beaucoup de bonnes familles des municipes, des colonies latines, des cités alliées, qui commençaient à s'appauvrir, vinrent à Rome où elles pouvaient espérer se refaire et vivre modestement sans rougir devant ceux qui les avaient vus dans la prospérité. De même dans la classe moyenne beaucoup de jeunes gens durent abandonner la campagne pour la ville voisine, avec l'espoir de s'enrichir; et ne trouvant pas de travail dans les petites villes, appauvries par l'émigration des grandes familles et par la détresse croissante des paysans, la plupart d'entre eux furent poussés jusqu'à Rome... La lutte pour la vie commença à se faire dure à Rome et en Italie; dans tous les métiers et dans les entreprises qu'on pouvait aborder avec peu de capital, la concurrence augmenta et les gains diminuèrent : la misère se mit à croupir partout dans de vastes marais, qui auraient bientôt, comme il arrive toujours, empoisonné de leurs miasmes l'air respiré par les riches. A Rome, où tous se pressaient, attirés par le remous d'opulence de la métropole, la famine devint un tour-

(1) Willems, *S. R. R.*, I, 179 et suiv.

ment et une humiliation de toutes les heures. Dans sa grandeur croissante, à mesure que la population augmentait, la ville devait chercher sur des marchés plus lointains du blé pour se nourrir; mais plus les marchés étaient distants, plus le pain renchérissait à Rome, et aussitôt qu'il survenait une année mauvaise, le petit peuple souffrait de la faim et faisait des dettes chez les boulangers (1).

A cela vint s'ajouter un autre mal, plus grave encore, l'appauvrissement, la corruption et la disparition de la vieille aristocratie romaine; la décadence progressive, physique, économique et morale de la classe dirigeante de Rome. Dans les familles nobles enrichies pendant la période prospère du commencement du siècle, l'orgueil et la débauche corrompirent beaucoup de jeunes gens, qui grandirent paresseux, stupides et vicieux. Dans d'autres familles qui, par incapacité ou par orgueil, avaient négligé d'accroître leurs propres richesses, si une première génération avait encore pu vivre d'après les antiques traditions, la génération suivante céda à la force de l'exemple. Beaucoup de jeunes gens se couvrirent de dettes; les uns congédièrent leur clientèle, vendirent la maison des ancêtres, se résignèrent à habiter une maison louée (2), essayant de disparaître dans la foule et de vivre des débris de leur fortune; d'autres encore tentèrent de gagner de l'argent en faisant de la politique. Peu à peu, sans s'en apercevoir, Rome en venait à n'être plus gouvernée par une aristocratie qui consi-

(1) Cf. sur cette crise l'appendice A.

(2) Cf. dans Plutarque, *Sul.*, I, l'histoire de la famille de Sylla, exemple typique de la décadence, alors très fréquente, des familles nobles et qui explique l'épouvantable corruption de la noblesse, à l'époque de la guerre contre Jugurtha.

dérait le pouvoir comme un devoir, mais par une noblesse dégénérée, besogneuse, qui voulait par les magistratures se procurer des richesses et qui, tout en méprisant par envie les millionnaires récemment inscrits dans l'ordre des chevaliers, se liait d'amitié avec eux. Pour quelles raisons, il est facile de le supposer. La corruption, il est vrai, n'était pas encore effrontée ni évidente, bien que des scandales éclatassent parfois, comme celui du préteur Hostilius Tubulus, qui en 142 fut convaincu d'avoir vendu sa sentence dans un procès d'assassinat (1). Mais qui pouvait surveiller les corruptions invisibles, les orgies auxquelles les riches banquiers invitaient les nobles besogneux et gloutons; l'aide donnée dans les élections au moyen de l'argent et de la clientèle; les dons secrets, *partes* — nous dirions d'actions — accordés dans les sociétés des publicains? Et en attendant — quoique les gens naïfs ne comprissent pas pour quelle raison — les mines d'or de la Macédoine, fermées par Paul-Émile, étaient louées, dix ans après, avec les terres du roi de Macédoine à des capitalistes romains (2); chaque fois que de riches chevaliers étaient appelés en jugement par le Sénat pour des fautes ou des négligences, ils étaient toujours défendus par des patrons influents, et acquittés (3); l'on voyait désormais les financiers occuper au théâtre des places d'honneur, et usurper les insignes du rang des sénateurs (4). L'argent devenait la puissance suprême de la république. Chose pire encore, l'armée se décomposait. A mesure que croissaient l'aisance, l'orgueil, les vices, la cupidité de

(1) Cicéron. *Ad Att.*, XII, 5, 3; *De fin.*, II, 16, 54.
(2) *Id.*, *De leg. agr.*, II, 19. — Cassiodore, an. 596-158.
(3) Par ex., cf. Cicéron, *Brutus*, 22.
(4) Lange, *R. A.*, II, 317 et suiv.

cette oligarchie mercantile d'artisans, d'affranchis, d'entrepreneurs, d'armateurs qui formaient alors le peuple romain; à mesure que la noblesse en dégénérant perdait le prestige et les richesses, et qu'au lieu de dépenser magnifiquement ses revenus pour le bien général elle aspirait au pouvoir pour les augmenter, l'esprit démocratique, l'idée que le peuple était maître de toutes choses et devait commander à tous, faisait de grands progrès (1). Cette idée ne menaçait pas encore l'État de ruine; elle avait néanmoins déjà détruit la discipline dans l'armée. Les consuls, au moment des levées, et pour ne pas se faire trop d'ennemis, exemptaient un grand nombre de citoyens romains, les riches surtout, pour qui le service militaire dans des pays lointains, en les enlevant à leurs affaires et aux plaisirs de la ville, était un fardeau insupportable. Les officiers n'osaient plus punir les citoyens, qui se seraient ensuite vengés en votant dans les comices; ils les laissaient amener aux camps des esclaves, des maîtresses; s'enivrer, prendre leurs bains chauds, commettre des cruautés et des rapines, fuir les fatigues et les dangers, de sorte que la lâcheté et la bassesse éclataient dans toutes les armées (2). On s'ingéniait à trouver toutes sortes de moyens pour alléger les maîtres de l'empire de ce poids de la milice, en abaissant le cens pour ceux qui étaient astreints au service, réduisant celui-ci à six ans; en congédiant les soldats qui avaient fait six campagnes (3); en augmentant les contingents des colonies latines et des alliés, parmi lesquelles les paysans robustes abondaient encore (4). Mais depuis que les

(1) Appien, *Pun.*, 112.
(2) *Id.*, *Pun.*, 115-117; *Hisp.*, 85.
(3) Nitzsch, *G. V.*, 231.
(4) Neumann, *G. R. V.*, 17-18.

légions des citoyens romains n'étaient plus le modèle, mais le scandale des campements, on ne pouvait plus maintenir la discipline dans les cohortes des alliés et des Latins; et les armées dégénéraient en écoles de gloutonnerie, de rapines et de cruauté.

De cette lente décomposition d'une société guerrière, agricole et aristocratique, commencée alors qu'elle avait déjà conquis l'hégémonie militaire dans la Méditerranée, naquit ce que nous appellerions volontiers le véritable impérialisme romain. L'esprit de violence brutale et l'orgueil croissaient avec la richesse et la domination dans toutes les classes; la cupidité de la noblesse et des capitalistes, la crainte d'une décadence militaire, changèrent à la fin la sage politique d'intervention imaginée par Scipion en une politique féroce de destruction et de conquête. Cette politique fut inaugurée par la troisième déclaration de guerre à Carthage (149), par la conquête de la Macédoine (149-148) et de la Grèce (146). En 154 la guerre s'était allumée en Espagne; on la crut sans importance, avec un petit peuple allié; mais bientôt les défaites se succédèrent et, ce qui fut pis, quand on sut à Rome que cette guerre d'Espagne ne serait pas une simple promenade militaire, mais une épreuve longue et difficile, on ne trouva plus ni soldats ni officiers disposés à partir. Ce scandale qui dévoila à tous la décadence militaire, dont les observateurs perspicaces avaient noté les premiers symptômes durant la guerre avec Persée, augmenta les inquiétudes causées depuis quelque temps par la prospérité grandissante et la richesse de Carthage. Caton reprit avec énergie la campagne, déjà tentée par lui plusieurs fois, pour décider Rome à détruire sa rivale, avant que celle-ci ne la détruisît elle-même; et cette fois le projet, sou-

tenu par les riches capitalistes qui désiraient se rendre maîtres du commerce entre l'intérieur de l'Afrique et la Méditerranée, par la noblesse besogneuse qui espérait faire des gains à la guerre, fut approuvé. En vain les antiques scrupules de la loyauté romaine essayèrent-ils d'empêcher cette iniquité abominable. Après une perfide déclaration de guerre, après de honteuses défaites, après beaucoup d'efforts et trois ans de guerre, Carthage fut incendiée par Scipion Émilien, et son commerce passa aux mains des marchands romains (1). A la même époque, encouragées par les revers des armées romaines en Afrique et en Espagne, la Macédoine et la Grèce se révoltèrent; mais, vaincues l'une et l'autre, elles furent traitées férocement, réduites en provinces, annexées à l'empire et saccagées. Corinthe, la plus belle ville de la Grèce, fut incendiée. Quelques années plus tard, en 143, le consul Appius Claudius attaqua sans provocation les Salasses dans le Piémont encore sauvage — le Transvaal des capitalistes de ce temps-là — leur enleva une partie des territoires aurifères et aussitôt une société romaine afferma les mines, y transporta plus de cinq mille esclaves et fit de Victumule, dans la région de Verceil, le centre du commerce de l'or en Piémont (2). Ainsi aux premiers symptômes de faiblesse et de décadence l'esprit public eut à Rome un violent accès d'orgueil et de férocité qui, comme un tourbillon, arracha de leurs fondations Corinthe et Carthage.

Cependant les hommes éclairés, comme Caton, comme Sempronius Gracchus, comme Scipion Émi-

(1) Suétone, *Ter. vita*, c. I.
(2) Strabon. V, 1, 12 (218). — Pline, *H. N.*, XXXIII, 4, 78; *C. I. L.*, V, 715.

lien, comme Métellus le Macédonien, comme Caius Lélius, Mucius Scævola, Licinius Crassus Mucianus, étaient épouvantés. Ils admiraient la nouvelle puissance et la richesse de Rome; ils favorisaient les progrès de la culture par des efforts semblables à celui de Métellus, le conquérant de la Macédoine, qui, ayant à ce moment décidé de construire un temple à Jupiter et un à Junon et de les entourer d'un grand portique, faisait venir de Grèce des architectes et des sculpteurs, parmi lesquels Polyclète et Timarchide, les deux frères, dit-on, et qui les premiers firent connaître à Rome la pure sculpture attique (1). Mais ils ne se résignaient pas à voir périr la meilleure partie de l'antique société agricole et aristocratique, la discipline familiale, le zèle civique, la modération des passions, la concorde des classes. Que serait-il en effet advenu de Rome si les campagnes avaient continué à s'endetter et à se dépeupler; si tous les citoyens romains, autrefois paysans, fussent devenus marchands, entrepreneurs, artisans et mendiants; si le luxe, l'insouciance, la corruption de la noblesse se fussent accrus? Certes la politique perfide et habile de Rome avait à tel point accéléré la décadence des grands États de l'Orient que rien ne semblait plus à craindre de leur part : du royaume de Pergame à l'Égypte ils gisaient tous, si affaiblis par les intrigues, si avilis par les violences du Sénat et des ambassadeurs romains, que l'on était à la veille de voir un des phénomènes les plus bizarres de l'histoire universelle, le suicide d'une des plus riches et puissantes monarchies orientales. Attale, roi de Pergame, allait bientôt laisser en mou-

(1) Cf. sur le texte de Pline, *H. N.*, XXXIV, 8, 52, les discussions de Brunn, *G. G. K.*, I, 535 et suiv. ; Overbeck, *G. G. P.*, II, 428 et suiv., *B. C. H.*, V, 390 et suiv.

rant le peuple romain héritier de son royaume et de ses sujets : singulier épisode de l'histoire ancienne, préparé sans aucun doute par de longues intrigues, sur lequel nous ne sommes malheureusement que très mal renseignés, mais qui fut un des plus grands de la diplomatie de Rome. Sans déplacer une légion, profitant simplement de sa supériorité et de son prestige pour activer la dissolution déjà à l'œuvre dans ce vieil État, Rome mettait ainsi la main sur une des plus riches et des plus fertiles régions du monde. Cependant si la puissance romaine s'étendait tranquillement en Asie et dans tout le bassin de la Méditerranée, si Carthage et Corinthe étaient détruites, les populations barbares de l'Espagne résistaient et la guerre continuait, interminable, malgré les dévastations et les massacres organisés par les généraux romains, appauvrissant le Trésor et diminuant l'armée. Ce fait suffisait à alarmer les esprits supérieurs. L'instinct de conservation qui, à toutes les époques, oppose une résistance si grande à l'histoire, et voudrait s'éviter les douleurs nécessaires du progrès, s'épouvantait, et de toutes parts s'élevaient les lamentations que les sages répètent dans tous les âges où la civilisation change. Et beaucoup de choses bonnes et de choses mauvaises périssent ensemble par une loi supérieure dont la raison échappe trop souvent aux contemporains. Ceux-ci jugent les événements d'après leurs premiers résultats : ils répugnent par instinct à la destruction de ce qui est bien ; ils redoutent toujours des ruines définitives au milieu des vicissitudes des civilisations qui ressemblent aux étés hyperboréens : un jour extrêmement long, un long crépuscule, l'extinction de toutes choses dans la totale obscurité d'une nuit courte ; puis de nouveau l'aurore qui ressuscite

le monde. Mais, quand après avoir vécu le jour resplendissant d'une civilisation, l'homme en voit descendre le lent crépuscule, craignant que la lumière s'éteigne à jamais, il se retourne toujours avec angoisse en arrière, vers le soleil du jour qui disparaît... Les gens éclairés de ce temps pensaient qu'il fallait restaurer ce qu'il y avait de bon dans la société antique, en y ajoutant les excellentes acquisitions des temps nouveaux; mêler le passé et le présent; reconstituer la classe des petits propriétaires qui fournissait les soldats (1), ramener à l'antique simplicité les mœurs de l'aristocratie (2), rappeler aux Romains leur devoir d'engendrer une race nombreuse (3). Éternelle illusion et contradiction des hommes à chaque étape pénible de civilisation, et qui fut le tourment et la grandeur du personnage le plus célèbre de cette génération. Publius Cornelius Scipion Émilien, fils de Paul-Émile, adopté par un fils de Scipion l'Africain, fut un homme supérieur, un savant distingué, un grand général, un noble caractère, peu soucieux de richesses ou de plaisirs, qui ne dépensa pas en débauches ses magnifiques qualités naturelles. Ami et disciple favori de Polybe, le grand penseur qui lui avait ouvert tous les secrets de sa profonde science historique, il avait compris que l'impérialisme finirait par détruire l'empire; que l'orgueil, la cupidité, la soif des plaisirs, le célibat, toutes les passions de l'ère mercantile et la politique de conquête qui en résultait, détruiraient la puissance militaire de Rome, l'ordre intérieur, l'en-

(1) Scipion Émilien et Lélius avaient, avant Tiberius Gracchus, proposé de donner des terres aux soldats pauvres. PLUTARQUE, *Tib. Gr.*, 8.

(2) Cf. le discours de Scipion Émilien dans AULU-GELLE, IV, 20.

(3) Cf. le discours de Métellus Macédonicus : *De prole augendâ*, SUÉTONE, *Aug.*, 89 ; AULU-GELLE, I, 6.

tente des classes, et déchaîneraient dans la métropole de l'empire l'anarchie démagogique, où avaient sombré tant de républiques de la Grèce. Et pourtant, comme il était un des rares hommes habiles, forts, consciencieux de la noblesse dégénérée et le seul grand général intelligent et énergique de sa génération, ce fut lui qui dut accomplir toutes les entreprises les plus difficiles et les plus cruelles du féroce impérialisme de son temps, que les autres généraux ne réussissaient pas à mener à bien : la destruction de Carthage d'abord; puis, en Espagne où la guerre continuait, la destruction de Numance. Mais était-il possible de s'opposer à cette fatale marche des choses? Le disciple de Polybe entendit mieux que tout autre de loin le bruit de la cascade où allait se précipiter le courant du temps; mais il sentit aussi, et avec une effrayante lucidité, qu'il était impossible de remonter le fleuve de l'histoire et son cours fatal (1). Dans cette même contradiction se débattaient tous ceux en qui couvait une rancune contre leur propre temps : les prolétaires misérables, les propriétaires harcelés de dettes, les anciennes familles nobles appauvries, les conservateurs à outrance, mécontents du grand changement déjà survenu, et les révolutionnaires mécontents du changement encore imparfait. Nul ne pouvait prévoir les compensations futures du mal présent; imaginer que tout en roulant au fond de la même misère les diverses populations d'Italie se mélangeaient les unes dans les cités des autres et toutes dans Rome, oubliant les traditions et les idiomes locaux dans la commune ambition de conquérir une fortune et une patrie plus grandes; que l'esprit romain se débarrassait de l'ignorance obstinée,

(1) Cf. MEYER, *U. G. G.*, 22.

de l'empirisme étroit, des superstitions grossières des temps anciens et acquérait à l'école des Grecs l'esprit scientifique. Sans cette éducation scientifique, le monde n'eût pas vu apparaître dans le siècle suivant les architectes, ni les ouvriers qui allaient bâtir le merveilleux édifice de l'empire; mais les contemporains de Scipion Émilien ne voyaient encore que l'ancienne société se miner, l'armée se désorganiser, la misère se répandre et monter sur Rome, comme un nuage menaçant, la plus grande horreur de l'histoire : la guerre civile entre les riches et les pauvres.

III

LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ ITALIENNE

Le signal des premières escarmouches de cette guerre terrible, qui devait durer un siècle, fut donné involontairement par Tiberius et Caius Gracchus, fils de Tiberius Sempronius Gracchus, neveux de Scipion l'Africain, beaux-frères de Scipion Émilien, les derniers de cette grande famille qui, après eux, devait disparaître de l'histoire.

Dans la maison paternelle, où il avait été élevé par des philosophes grecs de valeur, le jeune Tiberius dut entendre souvent les hommes les plus remarquables de la république s'apitoyer sur les maux de Rome et sur sa décadence militaire, discuter de la nécessité d'une réforme qui empêchât la destruction complète de l'antique société, surtout de l'ancienne classe des paysans qui fournissait les soldats, en renouvelant cette protection publique des pauvres que l'État romain avait si bien exercée dans des temps meilleurs. Le préjugé universel et tenace qu'on ne peut guérir les maux d'une époque autrement qu'avec des expédients législatifs devait être d'autant plus répandu à Rome que, dans le passé, le Sénat avait toujours paternellement remédié au mal de la misère en distribuant des terres, en effaçant des dettes, en fondant des colonies (1).

(1) Duruy, *H. R.*, II, 393.

Tiberius Gracchus, déjà imbu de ces idées dans la maison paternelle, avait été profondement impressionné d'abord par la guerre d'Espagne, à laquelle il avait pris part, et qui, coûteuse et honteuse, et durant depuis vingt ans, menaçait de ruiner les finances jadis si florissantes (1); ensuite par la grande révolte des esclaves qui avait éclaté en Sicile depuis peu et que Rome avait de la peine à réprimer. Épouvanté surtout de la décomposition rapide de l'armée, jeune homme plein de projets ardents et généreux, mais dépourvu encore d'une grande expérience de la vie, il se décida, pour guérir les maux de Rome et refaire l'armée, à reprendre vigoureusement l'ancienne politique agraire des assignations. Son idée était assez simple. Les vastes terres publiques de l'Italie, que les riches propriétaires avaient louées ou volées, pouvaient leur être légalement reprises chaque année : si l'État se décidait à user de son droit; s'il distribuait ces terres en petits champs à beaucoup de cultivateurs, en envoyant surtout dans l'Italie méridionale une partie des malheureux de Rome et du Latium, le problème serait résolu. Les villes d'Italie qui périclitaient se relèveraient et autour d'elles les terres seraient de nouveau peuplées par ces petits propriétaires (2) qui rendraient à Rome les invincibles légions de jadis. Cette idée avait de nombreux partisans (3), et Tiberius Gracchus, élu tribun du peuple pour l'année 133, se proposa de la mettre à exécution par une loi agraire qu'il avait préparée en se servant des conseils de deux savants grecs, Blossius de Cumes et Dio-

(1) Nitzsch, *G. V.*, 294.
(2) Siculus Flacus, *De cond. agr.*, 136, 7.
(3) Lange, *R. A.*, 3, 7. — Plutarque, *Tib. Gr.*, 9. Cf. *C. I. L.*, I, 551.

phane de Mitylène (1). En somme, pour faire profiter les pauvres de l'*ager publicus* comme autrefois il proposait dans sa loi qu'aucun citoyen romain ne pût posséder plus de cinq cents arpents de terres publiques, en y ajoutant deux cent cinquante arpents pour chacun de ses fils, jusqu'à concurrence de cinq cents encore (2). On retirerait aux Latins et aux Italiens les terres publiques qui ne leur avaient pas été attribuées régulièrement, soit qu'ils les eussent achetées, ou occupées eux-mêmes (3); les citoyens romains, presque tous riches propriétaires, recevraient une compensation en argent pour les améliorations faites (4), tandis que les Latins et les alliés, parmi lesquels abondaient les petits et les moyens propriétaires, pourraient, comme dédommagement, participer à la nouvelle distribution des terres (5) en même temps que les citoyens romains pauvres; ceux-ci

(1) PLUTARQUE, *Tib. Gr.*, 8.
(2) *C. I. L.*, I, 87.
(3) Cette clause ne nous a été transmise par aucun historien; mais il me semble nécessaire de la supposer pour expliquer ce que rapporte APPIEN, *B. C.*, I, 18, à savoir que les Latins et les Italiens se plaignirent d'avoir à produire les documents des assignations et des achats; que souvent aussi les terres, qu'ils avaient occupées sans assignation, s'étaient confondues avec les terres assignées, au point de ne plus pouvoir les distinguer.
(4) APPIEN, *B. C.*, I, 11. — PLUTARQUE, *Tib. Grac.*, 9. — DURUY, *H. R.*, II, 395, n. 2.
(5) Cette supposition aussi me semble nécessaire pour expliquer ce passage d'APPIEN, *B. C.*, I, 18, dans lequel il est dit que les propriétaires latins et italiens se plaignaient qu'on leur donnât des terres incultes en échange de leurs terres cultivées, ce qui montre qu'ils participaient à la nouvelle distribution. Si on admet que parmi les Latins et les Italiens les petits propriétaires étaient plus nombreux que parmi les citoyens romains, tout s'explique et la clarté de l'explication renforce à son tour l'hypothèse. Tibérius Gracchus, qui entendait reconstituer la petite propriété, ne pouvait pas vouloir ruiner les petits propriétaires italiens et latins qui fournissaient tant de bons soldats.

toutefois paieraient tous les ans une petite somme à l'État et ne pourraient pas vendre les terres qui leur seraient assignées. Trois magistrats choisis chaque année par le peuple dans les comices des tribus assigneraient les terres et décideraient, en cas de controverse, lesquelles seraient publiques et lesquelles privées (1). La loi fut accueillie avec une grande faveur par les paysans et les petits propriétaires (2). Il semble qu'elle fut bien accueillie aussi de la plèbe urbaine des clients, des affranchis, des artisans qui, comme c'est souvent le cas pour les gens malheureux, se plaignaient de l'avarice des riches et de l'abandon du gouvernement comme de l'unique cause de leur propre misère. Elle ne fut pas mal vue de quelques conservateurs éclairés (3) et il est certain qu'elle fut regardée avec faveur par ces sénateurs de fortune modeste, qui se trouvaient à l'étroit au milieu de l'opulence des temps nouveaux et se réjouissaient en secret du tort que cette loi menaçait de causer aux richissimes propriétaires d'immenses troupeaux. Ceux-ci — et ils devaient être en petit nombre dans le Sénat — ne pouvant espérer faire échouer la loi dans les comices, tentèrent une manœuvre habile : ils poussèrent un collègue de Tiberius à interposer son veto, opposant ainsi aux desseins du législateur populaire la sacrosainte autorité des tribuns, que le peuple avait toujours respectée religieusement. Mais la disposition croissante à la violence, provoquée par cette ma-

(1) Appien, *B. C.*, I, 9. — Tite-Live, *P.*, 58. Selon Tite-Live, le pouvoir de décider si les terres seraient privées ou publiques fut ajouté après une nouvelle loi. Cf. Lange, *R. A.*, III, 13. — Landucci, *Histoire du droit romain*, Padoue, 1895, I, 102, la reporte à l'année 129, c'est-à-dire après la mort de Tibérius.
(2) Appien, *B. C.*, I, 14.
(3) Neumann, *G. R. V.*, 166.

nœuvre, éclata pour la première fois contre l'inviolabilité tribunitienne elle-même. Les esprits s'irritèrent; l'impétueux Tiberius, après avoir vainement tenté de vaincre l'obstination de son collègue, engagea le peuple à le destituer. C'était là un procédé nouveau et révolutionnaire. Le peuple exaspéré vota cette destitution, et, le tribun ayant été déposé, la loi fut approuvée. Les passions s'enflammèrent encore davantage : l'oligarchie des riches concessionnaires des terres publiques commença à accuser Tiberius d'avoir attenté à la personne inviolable d'un tribun; Tiberius, que l'opposition des grands révoltait, se mit résolument à exciter le peuple avec les théories démocratiques les plus radicales, et il affirma dans de grands discours que la volonté du peuple était la suprême autorité de l'État (1). Puis quand on apprit qu'Attale, roi de Pergame, était mort en laissant son royaume en héritage au peuple romain, il fit décréter que son Trésor servirait à pourvoir d'outils les nouveaux colons trop pauvres pour en acheter et il proposa que ce fût le peuple et non le Sénat qui administrât la nouvelle province (2). Cette fois ses ennemis l'accusèrent de vouloir devenir le tyran de Rome et masquèrent habilement par une opposition politique leur aversion pour la loi agraire. Tiberius chercha alors à se faire réélire tribun du peuple pour être à l'abri d'une accusation capitale. Il semble qu'à cette fin il ait annoncé d'autres lois populaires (3); mais les haines s'envenimèrent, et aux élections les deux partis arrivèrent avec une grande méfiance mutuelle et de

(1) Plutarque, *Tib. Gr.*, 15. — Valère Maxime, III, 2, 17.
(2) Plut., *Tib. Gr.*, 14.
(3) *Id.*, 16.

sourdes dispositions à la violence. Un petit tumulte survenu, croit-on, durant les comices les fit éclater. Un certain nombre de sénateurs, n'ayant pu obtenir que le consul proclamât l'état de siège, se ruèrent tout armés au milieu de la foule, et tuèrent Tiberius et beaucoup de ses amis (1). Cette violence illégale dispersa le parti si nombreux de Tiberius, épouvanta les conservateurs éclairés et désireux de réformes qu'avait déjà dégoûtés l'agitation démocratique de Tiberius, abattit la fierté du peuple. Mais Rome frappée de stupeur vit, après tant de siècles d'ordre et de légalité, non seulement impunie, mais admirée, la violence de la première faction qui se fût fait justice elle-même. Scipion Émilien lui-même, qui assiégeait Numance, approuva le meurtre de son trop démocratique beau-frère.

Toutefois les trois commissaires, dont l'un était Caius, frère cadet de Tiberius, se mirent en route, allèrent dans la Gaule cispadane et dans l'Italie méridionale, essayèrent de reconstituer dans la campagne l'antique et forte Italie qui avait vaincu Annibal. Ils arpentaient les terres publiques et les distribuaient (2). Mais l'entreprise était difficile et ne pouvait s'accomplir sans beaucoup d'injustices, parce que l'antique *ager publicus* était malaisé à retrouver après tant d'années. Beaucoup de gens faisaient une vente simulée de terres quand ils en possédaient au delà de la mesure légale (3); d'autres avaient cultivé à grands frais les terres usurpées; les documents de bien des ventes et

(1) Cf. sur la catastrophe l'analyse minutieuse des sources faite par Meyer, *U. G. G.*, 24 et suiv.

(2) Bernabei dans *Notizie degli scavi*, mars 1897, *C. I. L.*, I, 552-556. L'inscription plus récente, *C. I. L.*, I, 583 se rapporte à l'œuvre des tribuns dans la Gaule cispadane.

(3) Appien, *B. C.*, I, 18.

cessions ne se retrouvaient plus (1). Les propriétaires moyens, encore nombreux parmi les Latins et les alliés, souffraient particulièrement de ces recherches et de ces vérifications, et d'autant plus cruellement que dans ces années-là l'Italie, comme le dit Pline, commença à comprendre son intérêt (2). Beaucoup de propriétaires à demi-ruinés s'ingénièrent à trouver des cultures plus lucratives, et ne pouvant plus vivre en cultivant, comme ils l'avaient fait jusque-là, la vigne et l'olivier pour leurs propres besoins, et le grain pour le vendre, ils songèrent au contraire à ne faire du grain que pour leur usage personnel et de l'huile et du vin pour les vendre. L'huile et le vin valaient davantage et pouvaient être plus facilement emportés et vendus au loin. Les grandes crises économiques de l'histoire ne sont pas résolues par des législateurs de génie, mais par les peuples eux-mêmes, qui en travaillant augmentent la richesse. Par malheur ce fut justement quand ils allaient se conformer à cette loi que beaucoup de propriétaires italiens, troublés dans leur œuvre par un législateur trop zélé, se virent offrir en échange d'une belle vigne un terrain marécageux.

(1) Appien, *B. C.*, I, 18. — Cf. l'excellent travail de Callegari, *L. S. C.*, 35.

(2) Je place entre 130 et 120 avant Jésus-Christ le commencement de cette transformation agraire de l'Italie, et je m'appuie sur le très important passage de Pline, *H. N.*, XIV, 14, 94. Pline dit qu'en 121 on vit pour la première fois à Rome, par la grande abondance de vin, l'effet de cette transformation des cultures. Le changement dut donc commencer une dizaine d'années auparavant, si l'on considère la croissance lente de la vigne. Pline ne parle pas des oliviers, mais puisque l'olivier, comme nous le verrons, fut, avec la vigne, la culture la plus prospère de la nouvelle agriculture, et puisqu'on voit déjà dans Caton tomber la culture des grains et prospérer la culture des olives (Max Weber, *R. A. G.*, 223), il n'est pas arbitraire de supposer que les progrès des deux cultures furent contemporains.

C'est pourquoi les Latins et les alliés recoururent à Scipion Émilien, bien disposé envers ces gens qu'il avait connus dans les guerres, et Scipion proposa au Sénat et fit certainement aussi approuver par le peuple une loi établissant que les consuls jugeraient à l'avenir au lieu des triumvirs des terrains publics et privés (1), de sorte que les triumvirs ne pouvant plus chercher de terres à partager, et les consuls, presque toujours opposés au parti populaire, laissant dormir les procès, l'exécution de la loi fut suspendue (2). En 125 seulement, M. Fulvius Flaccus, membre de la commission agraire et ami de Tiberius, tenta, ayant été élu consul, de reprendre la réforme et proposa aux Latins et aux alliés de leur concéder le droit de citoyens (3), pour compenser les dommages que leur causait la révision de l'*ager publicus.* Mais il n'y réussit pas.

L'entreprise avortée de Tiberius fut recommencée dix ans plus tard par son frère Caius, homme véritablement supérieur par la puissance et la grandeur de l'esprit. Caius, qui était âgé de vingt et un ans quand Tiberius fut assassiné, avait donné durant les dix années suivantes un splendide exemple d'activité, de vertus privées et civiques à sa génération énervée. Il avait été membre de la commission agraire, et avait en diverses circonstances pris part aux luttes politiques qui avaient suivi la mort de son frère, et cherché à défendre sa mémoire et son œuvre. Il avait fait plusieurs campagnes et avait été questeur en Sardaigne, mais sans suivre l'exemple des jeunes élégants des grandes familles romaines : il avait vécu au contraire

(1) Lange, *R. A.*, III, 22.
(2) Neumann, *G. R. V.*, 215, 216.
(3) Lange, *R. A.*, III, 26. — Meyer, *U. G. G.*, 17.

comme les soldats et avait veillé à leur bien-être, dépensant son patrimoine au lieu de piller le pays et demeurant chaste (1). Le métier militaire n'avait pu le distraire des études dont son esprit était si avide : il avait même perfectionné cette éloquence que Cicéron admirait (2), tandis que les souvenirs des événements survenus après la mort de Tiberius et les longues méditations lui faisaient reprendre et mûrir les projets interrompus de son frère. Comme Tiberius, Caius lui-même était pénétré de la nécessité de sauver une partie au moins de la vieille société; mais ce dessein d'une réforme de restauration et de conservation commençait déjà, par la force des choses et comme il advient toujours de ces projets à ces époques critiques, à se transformer dans son esprit en une action révolutionnaire qui, au lieu de raffermir ce qu'il y avait de bon dans le passé, en aurait hâté la destruction. Le sort de son frère et de sa réforme avait démontré qu'on essayerait en vain de remédier aux maux de Rome sans avoir auparavant détruit ou du moins humilié la puissante faction des grands concessionnaires et des usurpateurs du domaine public; que le plan de refaire une classe de propriétaires avec les gueux de Rome était trop simple et en réalité peu efficace. Caius lui-même avait constaté, comme commissaire, quelle entreprise difficile, pleine d'injustice et de maux était la recherche de l'*ager publicus*. De plus, même en admettant que les nouveaux colons cultivassent avec zèle les terres distribuées, ce qui n'était pas sûr (3), il n'était pas facile de faire revivre

(1) Aulu-Gelle, XV, 12.
(2) Cicéron, *Brut.*, 33, 125.
(3) Il ne nous est pas possible de savoir l'effet des attributions faites après la loi de Tibérius. Selon Tite-Live, *Per.* 59 et 60, le

chez ces quatre cent mille citoyens romains qui gouvernaient l'empire (le recensement de 125 en avait compté 394,375) les meilleures qualités de l'esprit antique. Le peuple romain était maintenant une petite oligarchie de proprétaires, de banquiers, d'entrepreneurs, de marchands, d'artisans, d'aventuriers et de loqueteux, avides de plaisirs et d'excitations, de gains subits, orgueilleux, turbulents, corrompus par la vie de la ville; et cette oligarchie — il était inutile de se faire illusion — mettrait toujours son propre avantage et son plaisir au-dessus de toute réforme, même de la plus salutaire. Sans doute dans cette oligarchie un grand nombre de gens, et surtout le petit peuple pauvre, se plaignaient de la condition présente, mais seulement parce qu'ils ne pouvaient pas assouvir leurs désirs; et si, pour donner cours à leur mécontentement et à leur haine contre les riches, ils approuvaient une réforme, ils n'étaient pas disposés, pour sauver l'État, à retourner à une vie plus laborieuse, plus honnête, plus simple. Et de nouvelles idées mûrissaient dans l'esprit de Caius pendant les longues campagnes, loin de Rome.

Au retour de la dernière expédition en Sardaigne, quand le vaisseau qui le portait, ayant remonté le Tibre, jeta l'ancre à Rome, il trouva une grande foule qui l'accuelllit par des applaudissements (1). Peu à peu, quand la terreur de l'assassinat de Tiberius se

nombre des citoyens romains, qui en 130 étaient 318,823, s'était élevé à 394,726 en 124 : augmentation que Beloch, *I. B.*, 82, attribue aux partages des Gracques. Mais Beloch, dans le *B. A. W.*, 351, pense que le second chiffre est erroné et doit se lire 294,726, auquel cas il y aurait eu diminution. — Cf. I. Blasel : *Die Motive der Gesetzgebung des C. Sempronius Gracchus*; Trieste, 1878. — Lange, *R. A.*, III, 27.

(1) Diodore de Sicile, XXXIV, fr. 24.

fut dissipée, le petit peuple de Rome se prit à désirer un protecteur et un vengeur; et ce frère de la victime, connu pour ses vertus et déjà poursuivi par la suspicion des grands, parut l'homme attendu. C'est ainsi que le jour arriva enfin où, entraîné par la mémoire de son frère, par les événements, par l'attente de la plèbe, par la malveillance de ses ennemis, par son génie, Caius fit connaître le plan d'une réforme universelle, où il faisait entrer les idées de son frère, mais plus mûries, et aussi les siennes, toutes originales et hardies, quelques-unes même dangereuses. Élu tribun du peuple pour l'année 123 dans des comices auxquels prirent part un très grand nombre d'électeurs de la campagne (1), il tenta avant tout d'enlever à la faction des grands concessionnaires de terres publiques l'appui qui leur venait des autres classes (2). Les capitalistes et les sénateurs s'accordaient aisément pour piller l'État; mais comme les riches chevaliers par orgueil, par désir d'un pouvoir encore plus considérable, par avarice, supportaient mal désormais le pouvoir absolu qu'exerçaient dans l'État, dans les tribunaux, dans l'armée, tant de nobles dont ils payaient eux-mêmes les dettes ou les orgies, Caius, reprenant une des idées de Tibérius, proposa une *lex judiciaria* par laquelle les commis-

(1) PLUTARQUE, *C. Grac.*, 3.

(2) L'ordre dans lequel furent présentées les lois durant les deux tribunats de Caius et surtout leur distribution furent l'objet de grandes discussions, car PLUTARQUE, *C. Grac.*, 4-6 ; APPIEN, *B. C.*, I. 21-23; TITE-LIVE, *Per.*, 60; VELLEIUS, II, 6 racontent les choses d'une façon fort différente. Cf. CALLEGARI, *L. S. C.*, 53 et suiv. Le mieux est par conséquent, comme l'a fait Callegari, d'inférer d'après l'esprit des lois l'ordre de toute la législation, parce que dans le système si logique de la législation de Caius, les lois qui servirent de préparation précédèrent naturellement celles qui étaient le but final.

sions permanentes (*questiones perpetuæ*) qui jugeaient les accusations contre les gouverneurs et les autres crimes politiques seraient composées non plus de sénateurs, mais de chevaliers et seraient peut-être pourvues d'une juridiction plus large (1). A la même époque un de ses collègues, Manius Acilius Glabrion, proposait une grande loi, la *lex Acilia repetundarum*, contre les concussions des gouverneurs. La loi judiciaire était précieuse pour les riches financiers, qui pourraient désormais juger même les sénateurs; mais Caius fit encore mieux leur affaire en faisant passer une loi qui réorganisa définitivement la nouvelle province d'Asie, le royaume de Pergame dont Rome avait hérité dix ans auparavant et qui, l'insurrection nationale une fois réprimée, était désormais une possession assurée pour Rome. Caius, contrairement à ce qu'avait fait son père en Espagne, proposa d'instituer dans la province d'Asie l'impôt romain de la dîme sur tous les produits, l'impôt de la *scriptura* ou affermage des terrains publics, l'impôt des *portoria* ou douanes; mais il ajouta que la perception de ces impôts serait affermée, non pas à des capitalistes de la région comme on faisait en Sicile, mais à Rome, par les soins des censeurs et à des capitalistes romains. L'intention de Caius était de se servir des grosses sommes que l'État aurait tirées de ces fermages et d'une augmentation des droits de douane sur les objets de luxe importés d'Orient (2) pour gagner la faveur du petit peuple en écartant pour toujours cette demi-

(1) Cf. Tite-Live, Epit. 60; Appien, *B. C.*, I, 22; Florus, III, 13; Tacite, *Ann.*, XII, 60; Diodore de Sicile, XXXIV, fr. 25; Plutarque, *C. Grac.*, 5. Sur les textes discordants de ces auteurs et sur les conjectures possibles pour les accorder, cf. Callegari, *L. S. C.*, 104 et suiv.

(2) Velleius, II, 6.

disette qui se voyait à Rome même pendant les années d'abondance; il proposa dans la *lex frumentaria* que l'approvisionnement devînt un service public et que l'État eût à fournir Rome de blé en le vendant au prix de faveur de six asses et un tiers le muid (1). Il pensait peut-être aussi que ces grands achats publics de blé dans toute l'Italie feraient l'affaire des propriétaires, et qu'en décrétant à Rome la construction de vastes greniers on aurait donné du travail aux entrepreneurs et aux ouvriers (2). Puis, pour plaire aux citoyens et aux pauvres, il proposa de remettre en vigueur les lois de Tibérius, et de rendre aux triumvirs, par une *lex agraria*, le pouvoir de décider si un terrain était propriété publique ou privée (3). Il y joignit, en reprenant sans doute une idée de son frère, une *lex militaris*, qui fixait à dix-sept ans l'âge minimum pour être enrôlé et d'après laquelle le soldat serait habillé non plus à ses frais, mais à ceux du Trésor public (4). Il proposa enfin dans une *lex viaria* un grand projet de nouvelles routes à faire dans différentes parties de l'Italie et spécialement dans l'Italie méridionale, à la fois pour donner du travail aux entrepreneurs et aux ouvriers et pour favoriser la vente des produits agricoles.

En proposant ainsi aux comices tant de choses dont les unes plaisaient aux riches financiers; les autres ou aux fermiers, ou aux citoyens pauvres, ou aux pro-

(1) Appien, *B. C.*, I, 21; Tite-Live, *Per.*, 60; Plutarque, *C. Gr.*, 5 (selon lui toutefois les pauvres seuls auraient profité de cette faveur).

(2) Appien, *B. C.*, I, 23.

(3) C'est ce qu'on peut conclure d'un passage de Tite-Live, *Per.*, 60, où il est dit que la *lex agraria* de Caius était la même que celle de Tibérius. Cf. Neumann, *G. R. V.*, 236; Callegari, *L. S. C.*, 80 et suiv.

(4) Plutarque, *C. Gr.*, 5.

priétaires, Caius put facilement faire approuver tous ses projets (1) et inaugurer cette politique des intérêts mercantiles que le parti démocratique devait continuer pendant tout un siècle avec une énergie croissante. Cependant, par une illusion singulière, Caius croyait pouvoir user de cette politique pour arriver à un but fort différent, le retour au moins partiel de la société romaine à sa forme et à sa simplicité primitives. Réélu tribun l'année suivante avec une grande majorité, il en vint à des propositions plus hardies. Trop d'artisans, de marchands, d'artistes, de savants, d'aventuriers, de mendiants accouraient à Rome de partout; il en résultait des inconvénients sans nombre : l'approvisionnement surtout était difficile; le pain, les loyers étaient chers, et la foule misérable; tandis que dans d'autres régions de l'Italie beaucoup de villes et de campagnes se dépeuplaient. La *lex frumentaria* n'était pas un remède sans dangers, tant devenait grande avec elle la dépense pour le Trésor public, auquel la guerre d'Espagne avait déjà porté atteinte. Rome étant trop peuplée, il fallait donc engager un certain nombre de ses financiers et de ses marchands à aller s'établir dans d'autres villes où une partie du petit peuple les eût suivis abandonnant la métropole. Caius songeait à trois points de la côte méditerranéenne : Squillace, Tarente et Carthage. Il y avait déjà à Squillace une douane pour les importations d'Asie; Tarente avait été longtemps célèbre pour son commerce et sa richesse. Les marchands qui de Rome faisaient le commerce avec la Grèce, la Macédoine et l'Orient n'auraient-ils pas pu résider à Tarente et à Squillace plus commodément qu'à Rome?

(1) Diodore de Sicile, XXXIV, fr. 25.

Après la destruction de Carthage, Rome avait absorbé le commerce de Carthage : ceux des commerçants romains dont le trafic se faisait surtout en Afrique auraient eu aussi intérêt à y résider. De fait, un grand nombre d'entre eux s'étaient déjà établis à Cirta. Ne pouvait-on bâtir sur les ruines de la Carthage punique une Carthage romaine à laquelle on eût donné le nom de ville de Junon? Il proposa de fonder à Squillace, à Tarente, à Carthage trois colonies formées non pas d'indigents, comme autrefois, mais de gens aisés (1), marchands ou capitalistes, à qui on aurait concédé de vastes territoires pour les engager à quitter Rome.

Ces lois furent encore approuvées, non sans difficulté, semble-t-il, car on ne pouvait réduire la population de Rome sans léser beaucoup d'intérêts. Mais Caius, de plus en plus passionné pour ses projets, en vint à exprimer l'idée suprême qu'il avait longtemps méditée en silence : les droits de citoyen romain seraient accordés, comme l'avait déjà proposé M. Fulvius Flaccus à tous les Italiens (2); il comptait par cette loi faire participer dans une plus grande mesure aux bénéfices et aux responsabilités de l'empire toute la population italique, plus nombreuse et moins corrompue; on rendrait ainsi des forces à la petite oligarchie de Rome, qui, avilie et diminuée, ressemblait à une mince colonne rongée par les années sur laquelle d'imprudents architectes faisaient peser une

(1) Ce point très capital, qui éclaire toute la pensée de Caius et qui nous montre bien ce qu'il attendait des colonies, nous est rapporté par Plutarque, *C. Gr.*, 9. Callegari, *L. S. C.*, 99, en a compris toute l'importance.

(2) Velleius, II, 6 ; Appien, *B. C.*, I, 23 ; Plutarque, *C. Gr.*, 5; Cicéron, *Brut*, 26, 99. Les détails de la proposition sont mal connus.

immense bâtisse qui grandissait sans cesse. Tel était le vaste dessein de Caius : Rome serait la tête d'une vivante nation italique; l'empire reposerait non pas sur une oligarchie municipale et de marchands corrompus, mais sur des classes rurales; on relèverait les villes détruites et déchues qui avaient été jadis des foyers de civilisation et de commerce; on ferait une meilleure répartition dans les différents pays de la population et de la richesse qui, affluant à Rome, menaçaient pour ainsi dire d'une congestion ce cerveau de l'empire. C'était bien l'œuvre historique de Rome que Caius avait entrevue; mais il avait cru pouvoir l'accomplir lui tout seul, se substituer à six générations qui devaient encore travailler à cette tâche immense.

En réalité d'aussi magnifiques idées étaient encore prématurées. Le projet d'accorder les droits de citoyen romain aux Italiens ne fut du goût de personne, pas plus de la noblesse que du petit peuple; celui-ci craignait qu'en augmentant le nombre des citoyens (1) on n'amoindrît le profit des guerres et des élections, et aussi les jeux et les divertissements publics. La faction des grands propriétaires profita de l'occasion et par d'habiles intrigues changea en haine la popularité dont avait joui Caius. Certains auteurs disent qu'aux élections de 121 il ne fut même pas réélu; selon d'autres, il eut une majorité si faible qu'il fut facile, en faussant le scrutin, de déclarer qu'il ne l'était pas. Caius revint à la vie privée après son second tribunat et se tint à l'écart jusqu'au jour où, ses ennemis ayant proposé de supprimer la colonie de Carthage, il voulut parler dans les comices. Cette fois encore de part et d'autre les esprits étaient excités;

(1) Meyer, *Orat. rom.*, frag. (Tubingue, 1842), 201.

il en résulta des scènes violentes; les ennemis de Caius coururent au Sénat pour demander que l'état de siège fût décrété, et alarmèrent les sénateurs honnêtes et modérés; puis soudain, l'état de siège ayant été décrété, le consul Lucius Opimius fit massacrer Caius et ses partisans.

Si le sort du réformateur fut tragique, le sort de sa réforme fut étrange. Elle devait être un remède et elle devint un poison; elle devait conserver la partie la meilleure de la vieille société, et au contraire elle en avança la décomposition. Le luxe, la haine du travail, l'orgie, la débauche, l'ivresse avaient déjà augmenté après la destruction de Carthage et de Corinthe; mais ce fut bien pis quand Rome eut pris possession de l'héritage du roi de Pergame. L'année même où mourait Caius Gracchus, les vignes plantées dix ans auparavant donnèrent une copieuse récolte, dont une partie fut portée à Rome, où l'on ouvrit des cantines dans toutes les rues (1). Tout le monde, les nobles, les riches, les grands et les petits propriétaires achetèrent des esclaves, dont le commerce s'accrut considérablement (2). Le mobilier du roi de Pergame, apporté à Rome et vendu aux enchères, fut disputé par une foule d'amateurs passionnés et, dispersé dans les riches maisons de Rome et d'Italie, y répandit le goût des meubles somptueux, des tableaux, des statues, des vaisselles d'or et d'argent (3). Avec les besoins, dans l'aristocratie romaine et italique, les dettes augmentèrent. C'est toujours ce qui arrive quand une ploutocratie de parvenus surgit en face de l'aristocratie

(1) Pline, *H. N.*, XIV, 96.
(2) Ce fait important nous est rapporté par Strabon, XIV, v, 2.
(3) Pline, *H. N.*, XXXIII, XI, 148.

historique, et veut avec sa fortune avoir le pas sur les anciennes familles nobles. A l'exception d'un petit nombre de familles qui s'enrichirent grâce à l'habile avarice d'un de leurs membres, comme les Licinius Crassus, les Pompée, les Metellus (1), dans les autres familles nobles grandissaient des jeunes gens débauchés, vicieux, orgueilleux, parfois avides de science et d'art, toujours prodigues et dissipateurs. Les chevaliers, au contraire, s'enrichirent avec les dépouilles de l'ancien royaume de Pergame. Caius, avec la loi sur l'Asie, avait créé une affaire nouvelle et très lucrative pour les capitalistes romains. De nombreuses sociétés se formèrent à Rome pour affermer ces impôts, et d'habiles financiers y engagèrent leurs capitaux, inaugurant ainsi, après l'expansion militaire et mercantile, l'expansion financière de l'impérialisme. Dans toutes les familles de la classe moyenne (elles devaient encore être nombreuses, bien qu'il soit probable que la fécondité diminuait de génération en génération), beaucoup d'enfants rebutés de la pauvreté champêtre abandonnaient la maison paternelle; ils allaient à la ville voisine ou à Rome pour y vivre d'un métier ou d'un trafic; ils s'enrôlaient volontairement ou étaient pris par le recrutement et parcouraient le monde à la recherche de la fortune. Les colonies de marchands italiens devinrent plus nombreuses dans la Méditerranée et il s'en forma une à peu près à cette époque à Alexandrie (2). Beaucoup d'Italiens émigrèrent en Asie : ils s'y livrèrent, auprès des grandes compagnies de publicains, à la petite usure, et ils y firent aussi le commerce des esclaves et des produits

(1) Cf. Drumann, *G. R.*, II, 37 et suiv.; IV, 70 et suiv.; 318 et suiv.
(2) Homolle, *B. C. H.*, VIII, 127.

asiatiques, qui étaient de plus en plus demandés à Rome. Délos devint florissante et fut peuplée de riches marchands italiens, grecs, syriaques et juifs. Souvent les pères eux-mêmes, ne voulant pas pour leurs enfants de leur propre médiocrité, les envoyaient, au risque de s'endetter, étudier à la ville voisine, afin qu'ayant appris à bien parler ils pussent devenir avocats, se faire connaître, s'attirer la protection d'hommes riches et puissants qui les aideraient à se faire élire magistrats (1). Ainsi se perdait cette classe moyenne de propriétaires et de paysans qui avait défriché une si grande partie de la péninsule et qui avait vaincu Annibal. Dans toute l'Italie les petites propriétés se fondaient en de vastes possessions terriennes entre les mains d'acquéreurs cupides qui y substituaient les esclaves aux travailleurs libres, devenus paresseux, ambitieux et querelleurs; et la population libre des campagnes émigrait pour aller chercher fortune dans les villes d'Italie ou dans les provinces et aussi pour aller chercher la puissance à Rome, où jusque-là un petit nombre de privilégiés étaient préteurs, consuls, sénateurs de père en fils (2). Mais la force des traditions aristocratiques diminuait, elle aussi, et au milieu de cette aristocratie en dissolution qui dans la débauche perdait la fortune, l'énergie, les belles vertus des aïeux, on vit, après la mort de Caius

(1) Nous connaissons deux cas de jeunes gens de la classe moyenne que l'on a ainsi envoyés faire leurs études : Sertorius (PLUTARQUE, *Sert.* 2) et M. Emilius Scaurus (AURELIUS VICTOR, *De vir. ill.*, LXXII, 1 ; VALERIUS MAXIMUS, IV, IV, 11 ; DRUMANN, *G. R.*, I, 2, 18 et suiv.). Ce ne sont pas deux cas isolés, mais deux cas typiques d'un phénomène fréquent.

(2) Voir dans DRUMANN, *G. R.*, les tableaux généalogiques des Métellus (II, 6); des Domitius Enobarbus (III, 12) ; des Julius (III, 113); des Licinius Crassus (IV, 53) ; des Octavius (IV, 218).

Gracchus, apparaître des *self made men*. Tel était Marcus Emilius Scaurus. Fils d'un simple marchand de charbon, il appartenait à l'ordre équestre, et à force d'études, de flatteries, de services rendus à l'oligarchie corrompue, et tout en affectant habilement l'austérité et la vertu, il avait déjà su arriver à de hautes charges au moment de la mort de Caius Gracchus, dont il avait été le violent adversaire, et il se préparait à briguer le consulat qu'il obtint, en effet, en 115 (1). Très différent de lui était Caius Marius, homme d'une intelligence vive, mais peu cultivé, de mœurs simples mais ambitieux lui aussi et très énergique. Obscur chevalier (2) d'Arpinum, il semble avoir été d'abord un fermier de peu d'importance; puis, ayant abandonné les affaires, il était entré dans la carrière militaire et dans la politique. Il s'était distingué au siège de Numance, et son mérite militaire lui valut d'être élu tribun du peuple en 119; il n'avait ni parents, ni clientèle, ni fortune; mais il n'hésita pas non plus à mécontenter la noblesse et la plèbe, et il affronta avec indifférence et pour ainsi dire avec mépris la haine de tous les partis (3). Tels étaient, avec des caractères différents, les deux champions les plus fortunés de la nouvelle bourgeoisie italique qui, secouant le joug séculaire de la noblesse, se formait dans les anciennes classes

(1) Voir Drumann, *G. R.*, II, 18.

(2) Madwig, *K. P. S.*, 525, a démontré qu'il n'y a pas lieu de corriger dans Velleius, II, 11, *natus equestri loco* en *natus agresti loco* comme le font tant d'éditeurs induits en erreur par la tradition plus tardive qui fait de Marius un paysan. D'après Diodore de Sicile, XXXIV, 35, fr. 38; d'après Plutarque, *Mar.*, 3 et 13, Marius était d'une famille de l'ordre équestre. Madwig a démontré par divers arguments que cette tradition est bien plus vraisemblable que celle qui le fait naître dans la plèbe pauvre.

(3) Neumann, *G. R. V.*, 261.

moyennes, avec l'ambition d'étendre sa puissance sur l'Italie et sur le monde. Les citoyens passaient d'une ville à l'autre et se mêlaient; les mariages devenaient fréquents entre personnes de villes différentes, ainsi que les relations d'amitié ou d'affaires et les associations commerciales; le latin se répandait et devenait la langue de tous; on contractait partout en Italie les mêmes habitudes; on s'adonnait aux mêmes vices; on étudiait la même philosophie grecque, la même rhétorique et la même éloquence latines.

Cependant les efforts que faisait la noblesse en décomposition pour ne pas tomber, et ceux que la nouvelle bourgeoisie faisait pour s'élever, accéléraient la ruine de l'ancienne société. Dans le désordre de cette décomposition et de cette recomposition sociale, tous les égoïsmes personnels de famille, de clientèle, de parti et de classe s'abattirent sur l'Italie avec une violence terrible. On manquait de soldats et d'argent; le recrutement devenait de plus en plus difficile; les finances de l'État, malgré les revenus considérables de la province d'Asie, furent bientôt ébranlées par les dépenses que nécessitaient l'approvisionnement de blé (1) et l'habillement militaire décrétés par Caius Gracchus. La politique extérieure subit le contre-coup de cette décadence militaire et elle devint partout incertaine, timide, incohérente. On ne fit plus de conquêtes à moins qu'on n'y fût contraint; on cessa de surveiller attentivement les États indépendants et voisins. Maîtresse des anciens États du roi de Pergame, Rome avait bientôt étendu sa domination à l'intérieur de l'Asie Mineure, avec un vaste système de clientèle. Elle avait facilement imposé sa protection aux républiques de

(1) Cicéron, *De off.* II, xxi, 72.

Rhodes, de Cyzique et d'Héraclée et à la confédération des républiques de Lycie et des États galates (1). Mais elle négligea le vaste royaume du Pont qui s'étendait, baigné par la mer Noire au delà de ces États et qui s'était formé au commencement du troisième siècle avant Jésus-Christ, pendant la décomposition de l'empire d'Alexandre, avec des populations différentes de langue, de coutumes et de race, sous la dynastie des Mithridates, noble famille persane qui s'était hellénisée. De 125 à 121 pour secourir Marseille son alliée, et pour conserver les communications entre l'Italie et l'Espagne menacées par les Gaulois indépendants, Rome avait fait la guerre aux Arvernes, dont le roi Bituitus avait fondé une sorte d'empire gaulois en se faisant reconnaître comme chef suprême par bon nombre des populations celtiques qui vivaient entre les Alpes et le Rhin. Bituitus avait été vaincu et fait prisonnier; l'empire arverne avait été détruit, mais Rome s'était contentée de contracter une alliance avec les principaux peuples gaulois, les Éduens entre autres, et de réduire en province romaine la Gaule narbonnaise, c'est-à-dire la partie de la France comprise entre les Alpes et le Rhône. En 121, un Metellus avait conquis les Baléares; mais on cessa bientôt de guerroyer contre les tribus barbares des frontières ou des pays déjà conquis. Le butin des guerres vint ainsi à manquer au moment même où augmentaient les besoins de la noblesse et de la classe moyenne, et l'Italie fut bientôt la proie de ses appétits. Le parti des grands propriétaires mettant vite à profit la puissance qu'il recouvrait après la mort de Caius avait fait, l'année même du massacre, approuver par le Sénat une loi éta-

(1) Reinach, *M. E.*, 86 et suiv.

blissant que les terres désignées par les triumvirs pourraient être vendues; et les comices deux ans après, en 119, avaient décidé que les lois agraires des Gracques seraient abolies, en prescrivant toutefois comme compensation que les sommes produites par le fermage des biens publics seraient distribuées au peuple (1). Mais on tenta bientôt quelque chose de plus hardi. Effrayés par la revision des fermages ordonnée par les Gracques, un grand nombre de gens qui avaient commencé à faire des dépenses sur les terres publiques pour les cultiver voulaient être rassurés; beaucoup de propriétaires tourmentés par leurs dettes et par la chèreté croissante de la vie étaient anxieux de trouver une source nouvelle de revenus; enfin beaucoup de gens que les Gracques avaient envoyés dans leurs colonies se rebutaient de la vie simple de la campagne et désiraient pouvoir vendre les terres qui leur avaient été assignées par les triumvirs. Une loi habilement élaborée en 111 par le tribun du peuple Spurius Thorius (2) donna satisfaction à tous. Par cette loi étaient déclarées propriété privée, c'est-à-dire inscrites dans le cens et pouvant être vendues, transmises par donation ou par héritage, les terres publiques dont les

(1) Appien, *B. C.*, I, 27. Selon Mommsen, cette loi qu'Appien attribue faussement à Spurius Thorius est de 119. Voyez *C. I. L.*, I, p. 77.

(2) Neumann, *G. R. V.*, 264 et suiv., et Karlowa, *R. R. G.*, I, 433 et suiv., me paraissent, à l'encontre de l'opinion de Mommsen, avoir démontré que la loi de Spurius Thorius est celle-là et non la seconde. — Ciccotti, *T. S.*, 194, dont on pourra lire avec intérêt les belles considérations sur les lois agraires des Gracques, suit Mommsen. Cette loi dont Appien, *B. C.*, I, 27, donne un court résumé, nous est heureusement parvenue en grande partie dans une inscription, qui est un des documents importants de l'histoire sociale de Rome. Le texte a été publié dans le *C. I. L.*, p. 79-86; dans Brunn, *Fontes juris romani antiqui* (Tubingen, 1860), 16-35.

triumvirs avaient jugé la propriété légitime, cela jusqu'à 500 arpents par père de famille et autant pour ses fils (1); il en était de même pour les terres publiques données en compensation de celles qui avaient été reprises lors de la revision (2); de même aussi des terres qui avaient été distribuées d'une façon ou d'une autre à la suite des lois des Gracques (3); de même enfin pour les terres publiques qui avaient été occupées après les lois des Gracques, jusqu'à concurrence de trente arpents, à condition qu'elles eussent été mises en culture (4). On abolissait en outre, en ce qui concernait ces terres publiques, la juridiction des triumvirs si gênante pour les gros propriétaires, et on la confiait à des magistrats, consuls, préteurs, censeurs, qui, par tradition, étaient presque toujours choisis parmi la noblesse. Enfin le bénéfice de la loi allait non seulement aux citoyens romains, mais aussi aux Latins et aux alliés (5). Ainsi la loi put être approuvée. Les terres publiques converties en propriété privée augmentèrent aussitôt de valeur; les propriétaires endettés purent vendre les champs dont ils n'avaient auparavant que les produits; ceux qui avaient commencé à mettre des capitaux dans les terres furent rassurés, et les transactions sur les propriétés reprirent activement. Cependant l'État, déjà appauvri, perdait ainsi une grande partie de ce vaste domaine qui lui avait été d'un grand secours dans les vicissitudes des siècles passés. La loi pouvait donc paraître aux hommes clairvoyants et elle était en effet, dans l'intention de ses auteurs, un

(1) *Lex Thoria* I, 1. La meilleure explication de *pro vetere possessore* me paraît celle de Mommsen, *C. I. L.*, I, p. 87.

(2) *Id.*, I, 9.

(3) *Id.*, I, 1.

(4) *Id.*, I, 3.

(5) *Id.*, I, 14.

assaut donné au patrimoine public par des convoitises privées. Personne ne pouvait en prévoir les conséquences qui devaient être considérables et bienfaisantes. Cette loi en effet détruisit les derniers vestiges de l'ancien communisme agraire; presque tout le sol de l'Italie devint propriété privée à la suite d'une révolution économique analogue à celle qui eut lieu au siècle dernier en Europe, quand on vendit à des particuliers les biens de mainmorte. Cela prouve une fois de plus que les œuvres des personnages de l'histoire doivent être jugées d'après les intentions et les motifs plutôt que d'après les résultats que souvent leurs auteurs eux-mêmes n'avaient pas prévus.

Mais si l'aristocratie en dissolution et la bourgeoisie en formation dilapidaient ensemble, en Italie, le domaine séculaire de Rome, l'aristocratie dilapidait au dehors, dans la même impatience d'appétits violents, un patrimoine encore plus précieux, le prestige de Rome dans le monde. Nulle classe ne perd plus complètement le sens du bien et du mal qu'une aristocratie endettée, besogneuse, envieuse de la ploutocratie de millionnaires récents, anxieuse de conserver le premier rang, le luxe, la facilité des jouissances qui disparaissent avec la pauvreté. Rome avait vu bien des scandales dans son aristocratie : des juges qui s'étaient vendus; des gouverneurs qui avaient commis des exactions; des sénateurs qui avaient volé des terres publiques; Lucius Cornelius Sylla, le dernier descendant d'une famille très noble mais déchue, homme intelligent et cultivé qui perdait son temps au milieu des mimes, des bouffons, des chanteurs, des danseurs, et qui avait refait la fortune de sa famille en héritant d'une courtisane grecque (1). Mais le respect que l'on porte

(1) Plutarque, *Sull.*, 1-2.

à une aristocratie très vieille, ainsi que l'admiration que l'on a pour un état qui a été puissant pendant des siècles persistent chez les hommes longtemps après que la décadence a commencé, et c'est ainsi que Rome se faisait encore illusion sur sa noblesse, comme se fait peut-être illusion aujourd'hui un pays dont l'aristocratie va à une ruine semblable, je veux dire l'Angleterre. Rome ignorait quels progrès avaient fait depuis vingt ans dans la noblesse contemporaine des Gracques la fièvre malsaine des voluptés, des jouissances insatiables, la vénalité, l'agiotage, le cynisme. Le scandale d'Afrique commencé en 112 devait révéler tout d'un coup à Rome toutes ces horreurs. Micipsa, roi de Numidie, lorsqu'il était mort en 118, avait laissé comme régent et comme tuteur de ses deux fils légitimes Jugurtha, son fils bâtard, homme rusé et ambitieux; mais bientôt Jugurtha pour régner seul avait tué un de ses frères et était entré en guerre contre l'autre, suscitant des troubles dans lesquels le gouvernement romain dut intervenir. On vit alors cet État qui avait abattu Annibal et réduit Carthage en cendres, vieilli brusquement au point de ne pouvoir avoir raison d'un chef de tribus barbares et nomades, et cela parce que celui-ci achetait les commissaires envoyés pour épier ses manœuvres, les sénateurs chargés de le juger, les généraux qui devaient le combattre, si bien qu'on eut beaucoup de peine à trouver dans la noblesse un homme, un Metellus qui lui fît vraiment la guerre, au lieu de lui escroquer de l'argent. Ce formidable scandale de l'aristocratie mit soudain le feu à toutes les passions démocratiques qui couvaient sourdement depuis trente ans dans la classe moyenne, dans le petit peuple, parmi les riches financiers, détruisit le respect de la noblesse déjà affaibli par l'esprit inquiet

de l'époque, par les ambitions nouvelles et par la diffusion de la philosophie grecque, particulièrement du stoïcisme qui enseignait que tous les hommes sont égaux; et l'effet s'en fit sentir aux élections des consuls pour l'année 107. Marius pendant ce temps avait été préteur et propréteur en Espagne; il s'était enrichi et apparenté avec la famille patricienne mais un peu obscure des Jules, en épousant la sœur d'un Caius Julius César, noble mais peu illustre (1), et il servait alors comme *legatus* dans l'armée de Metellus en Afrique; mais il s'y trouvait mal à l'aise parce que les nombreux nobles qui occupaient les hauts commandements ne perdaient pas une occasion d'humilier cet obscur chevalier, cet ancien fermier, ce bourgeois, comme nous dirions aujourd'hui, parvenu à une si grande renommée (2). Irrité par ses provocations, enhardi par l'état de l'esprit public en Italie, Marius demanda au généralissime d'aller à Rome briguer le consulat pour l'année 107. Metellus, qui était un honnête homme, mais qui partageait lui aussi les préjugés aristocratiques, chercha à le décourager et à l'empêcher de partir; Marius s'en offensa; consul et légat se brouillèrent et la fortune de Marius se fit ainsi. Quand on sut à Rome que Metellus ne voulait pas qu'un soldat d'une aussi grande valeur fût consul, simplement parce qu'il n'était pas noble, Marius devint l'idole des artisans, des paysans, de la classe moyenne, et des financiers (3); et il fut élu. Alors il voulut avoir et il obtint le commandement qui avait été confié à Metellus; mais avant de partir pour l'Afrique il fit, en sa qualité de consul, une grande innovation dans la levée des

(1) Pauly's, *R. E.*, IV, 1557.
(2) Diodore de Sicile, XXXIV, 35, fr. 38.
(3) Salluste, *B. J.*, 73.

soldats : il enrôla même les pauvres qui n'étaient inscrits dans aucune des cinq classes de propriétaires et qui, selon la vieille constitution, n'avaient pas le droit de porter les armes (1). Les marchands, les fermiers, les riches propriétaires qui composaient les cinq classes n'avaient plus guère d'aptitude ni de goût pour le service militaire. Depuis trente ans les esprits éclairés sentaient la nécessité urgente de refaire une armée solide; c'était dans ce but que les Gracques avaient tenté leurs réformes. Marius, sans différer, prit des mesures radicales : il usa d'un procédé plus hardi, plus rapide, plus révolutionnaire. Au lieu de travailler à de pénibles et vaines réformes pour rendre des forces à la classe moyenne des campagnes qui était l'ancienne pépinière de soldats, il prit ses recrues dans la plèbe infime et pauvre des villes et des champs, sans se rendre compte probablement de tous les changements qu'une semblable innovation entraînerait dans l'organisation militaire et dans la politique de Rome (2).

Marius vainquit enfin Jugurtha, avec l'aide de Boccus, roi de Mauritanie, et de son questeur Sylla, qui dans cette guerre fit preuve d'une vigueur physique, d'une énergie, d'une sûreté de jugement et d'une habileté diplomatique que l'on n'aurait jamais pu soupçonner chez un jeune homme aussi dissolu. Jugurtha fut conduit à Rome enchaîné. Une partie de son royaume fut ajoutée à la province d'Afrique; une autre partie fut donnée à Boccus; une autre enfin à un frère de Jugurtha. Mais cette victoire avait

(1) SALLUSTE, *B. J.*, 86; AULU-GELLE, XVI, X, 14; VALERIUS MAXIMUS, II, III, 1.

(2) Voyez sur ce changement les considérations de E. BARONE, *I Grandi Capitani sino alla Rivoluzione francese*, Turin, 1898; *Annibale*, 32 et suiv.

coûté sept années de négociations et de guerre : c'était trop pour un aussi grand empire aux prises avec un aussi petit roi. Et cependant l'Italie était tellement affaiblie par la terrible décomposition sociale que peu de temps après elle parut incapable de surmonter deux dangers nouveaux et imprévus. Dans ce royaume du Pont qui était resté jusque-là presque ignoré des Romains était monté sur le trône, en 111, un jeune souverain ambitieux et intelligent du nom de Mithridate Eupator qui, aidé par Diophante, Grec habile de Sinope, avait su en peu d'années se faire admirer en Orient comme le héros de l'hellénisme en lutte avec les Barbares. Il avait sauvé les colonies grecques de la mer Noire de la domination des Scythes et il avait conquis la Crimée; puis, encouragé par ce premier succès, il avait cherché à réduire en son pouvoir tout le bassin oriental de la mer Noire, à étendre à l'intérieur le vieux royaume du Pont jusqu'à l'Euphrate; à entrer en relations avec les populations barbares des Sarmates et des Bastarnes qui erraient entre le Danube et le Dniéper, avec les tribus gauloises qui étaient restées dans la vallée du Danube, avec les Thraces et les Illyriens (1). Les rois scythes chassés de Crimée étaient accourus à Rome pour y demander du secours, et à Rome déjà on commençait à tourner son attention sur le jeune roi (2). Mais là-dessus une nouvelle et terrible calamité s'abattit sur l'Italie. L'an 105 le proconsul Quintus Servilius Cépion et le consul Cneius Manlius Maximus, appartenant l'un et l'autre à l'aristocratie, furent envoyés pour refouler une invasion des Cimbres et des Teutons, à

(1) Reinach, *M. E.*, 57 et suiv.
(2) *Id.*, 95.

qui la destruction de l'empire arverne avait ouvert la Gaule et qui, après avoir dévasté ce pays menaçaient maintenant l'Italie. Mais les deux généraux romains étaient hostiles l'un à l'autre; n'ayant pas su, même en présence de l'ennemi, faire trêve à leurs dissensions intestines, ils furent vaincus tous les deux par les barbares. Alors Mithridate, qui depuis quelque temps préparait une alliance avec le roi de Bithynie, envahit, au printemps de 104, à ce qu'il semble, la Paphlagonie et en chassa les souverains qui accoururent à Rome pour y demander main forte, à titre de clients de la république. Mithridate eut alors recours aux moyens employés par Jugurtha et envoya à Rome des ambassadeurs avec la mission de corrompre le Sénat (1). Mais à Rome le dégoût qu'inspiraient les scandales africains, le succès du héros populaire dans la guerre contre Jugurtha, la défaite des généraux aristocrates dans la guerre cimbrique, avaient reporté toute la faveur publique sur le parti populaire, qui accablait d'accusations et de menaces la noblesse historique de Rome, et l'avait déjà contrainte à accepter, après trois ans, la réélection au consulat de Marius qui seul, selon l'opinion populaire, avait su vaincre les Cimbres. Cette fois les ambassadeurs de Mithridate, venus pour corrompre les grands de Rome, furent poursuivis par des démonstrations populaires suscitées par un ardent démagogue, Lucius Appuleius Saturninus, alors tribun du peuple (2). Le Sénat, pour calmer le peuple, dut envoyer une mission en Orient et charger le préteur Antoine de veiller sur la province de Cilicie; celui-ci, corrompu par l'or du Pont, non seule-

(1) Reinach, *M. E.*, 95, 96.
(2) Niccolini, in *S. I. F. C.*, V, 476.

ment n'obligea pas Mithridate et Nicomède à évacuer la Paphlagonie, mais il leur laissa encore occuper la Galatie (1). Par bonheur, grâce au héros populaire, les choses allaient mieux dans le Nord. Les Cimbres et les Teutons, qui avaient défait les deux consuls, n'envahirent pas immédiatement l'Italie, mais se replièrent sur la Gaule et sur l'Espagne. Marius eut ainsi le temps de poursuivre ses réformes militaires. Il abolit l'ordre des manipules, et en même temps la distinction entre les légions de citoyens romains et les cohortes d'alliés. Il organisa les légions de la même façon que les contingents italiques, par cohortes qui, plus compactes, plus pesantes et plus uniformes que les manipules, pouvaient être composées de soldats de moindre valeur, comme ceux qui se recrutaient dans la lie de la population. Il perfectionna les armes, le pilum et les bagages. Il entraîna activement la nouvelle milice. Tandis qu'il préparait ainsi la revanche, le parti populaire allait à Rome de triomphe en triomphe. Bravant la haine de la noblesse, il faisait, malgré les lois, élire Marius au consulat d'année en année. Il faisait approuver des procédures plus sévères contre les gouverneurs déshonnêtes. Les collèges sacerdotaux, qui jusque-là avaient été renouvelés au choix dans un petit nombre de familles nobles, durent se former par élection populaire. Tous les ambitieux courtisaient ce parti : les riches financiers lui étaient favorables; il n'était pas jusqu'aux conservateurs modérés qui ne vinssent à considérer avec bienveillance son programme de réformes sociales et politiques. Il était même de mode (2) d'être partisan de

(1) Reinach, *M. E.*, 97.
(2) Neumann, *G. R. V.*, 394-412. Voy. le discours sur la loi

ces lois agraires que l'on proposait toujours et que l'on n'avait jamais mises en vigueur. Beaucoup de gens se reprenaient à espérer que le salut pour leur malheureux pays viendrait de ce parti, qui avait hérité des traditions des Gracques. Pour confirmer ces espérances le héros de ce parti accablait deux fois les Barbares, à Aix en l'an 102, et aux Campi Raudi l'année suivante. Il débarrassait enfin l'empire de ces hordes, et était salué du titre de troisième fondateur de Rome, après Romulus et Camille.

agraire de M. Philippus, en 104, dans Cicéron, *De off.*, II, xxi, 73. Voy. aussi Busolt, *N. J. P. P.*, 141 et 321 et suiv., qui montre que les fragments de Diodore sur les Gracques pleins de faveur pour les réformes agraires des deux frères et d'aversion pour leurs réformes politiques, sont tirés, par l'intermédiaire de Posidonius, probablement, de Rutilius Rufus, honnête conservateur de marque du commencement du premier siècle.

IV

MARIUS ET LA GRANDE INSURRECTION PROLÉTAIRE DE L'ANTIQUITÉ

Justement alors, un siècle avant Jésus-Christ, l'Italie semblait entraînée avec une rapidité grandissante vers la catastrophe terrible, redoutée depuis si longtemps. Sans doute tout n'était pas décadence et ruine; la nation, même au milieu de tant de malheurs, prenait son développement. La diffusion de la philosophie grecque, les progrès de l'instruction et de la richesse rendaient plus sensibles la sévérité du droit antique et certaines superstitions barbares qui infligeaient des souffrances sans utilité pour personne. L'abolition des sacrifices humains, dont quelques vestiges subsistaient encore, allait être décrétée (1). Le droit était en progrès grâce aux préteurs qui s'inspiraient de plus en plus dans leurs édits des principes de l'équité; grâce aussi à des lois réformatrices, telles que la loi *Aebutia* qui, à peu près à cette époque, avait aboli la vieille procédure rigide et pédantesque des *legis actiones*, et avait institué à sa place une procédure plus flexible et plus rationnelle (2). De même la culture littéraire et artistique faisait des progrès considérables. Les nobles et les

(1) Elle fut décrétée en 97 avant Jésus-Christ. Voyez Pline, *H. N.*, XXX, I, 12.

(2) Bonfante, *D. R.*, 493.

riches commencèrent à construire à Rome d'élégants palais où, au lieu du travertin du pays, ils employaient les plus beaux marbres de l'étranger comme ceux de l'Hymette (1); de grands seigneurs prirent plaisir à composer des livres, des histoires, des traités, des poésies en grec et en latin; on entendait maintenant au forum des orateurs tels qu'Antonius et Licinius Crassus qui avaient étudié avec soin les modèles grecs (2); la connaissance et le goût des arts de la Grèce et de l'Asie se répandaient de plus en plus; des sculpteurs et des peintres grecs, parmi lesquels une femme, Iaia de Cyzique (3), travaillaient en foule pour les riches de Rome. Mais en même temps on voyait augmenter le désordre économique, moral et politique. La débauche ruinait presque toute la noblesse historique de Rome et l'obligeait à vivre d'expédients, de dettes, de concussions, de rapines (4); à rechercher les amitiés et les mariages avec les obscurs mais richissimes fermiers et financiers. Beaucoup d'agriculteurs lisaient les écrits des agronomes grecs ou le manuel d'agriculture composé par le Carthaginois Magon, et qui avait été traduit sur l'ordre du Sénat. Ils empruntaient un petit capital, plantaient des oliviers et de la vigne, s'ingéniaient à cultiver mieux; mais l'inexpérience, le manque de routes, l'organisation imparfaite du commerce, les fortes usures empêchaient ces expériences d'aboutir et ruinaient souvent ceux qui les avaient faites (5). La loi de Spurius Tho-

(1) Pline, *H. N.*, XXXVI, iii, 7.
(2) Cicéron, *De orat.*, I, 4, 14.
(3) Brunn, *G. G. K.*, II, 304.
(4) Cicéron, *De off.*, II, 14, 50; Drumann, *G. R.*, IV, 6 et 120 en donnent des exemples.
(5) Varron, *De re rust.*, I, 8, 1, dit que de son temps, c'est-à-dire à une époque où, comme nous le verrons, les vignes étaient déjà

rius qui avait converti une si grande partie du domaine public en propriété privée avait encouragé les propriétaires à la dépense et, après un soulagement passager, elle les appauvrissait définitivement. Tous les ans s'ouvraient à Rome, dans les villes latines et dans les villes alliées, de nouvelles écoles de rhétorique où les étudiants étaient de plus en plus nombreux, et où se formaient une langue et une éloquence nationales (1); le latin gagnait du terrain, comme langue parlée et comme langue écrite, sur le sabellique et sur l'osque (2); mais beaucoup de ces jeunes avocats ne trouvaient pas de protecteurs pour les faire arriver, ni de clients à défendre. L'émigration dans les provinces augmentait; beaucoup d'Italiens s'enrichissaient à Délos dans le commerce des esclaves, achetant et vendant les hommes volés par les pirates sur toute la côte de la Méditerranée; beaucoup s'enrichissaient en Égypte et surtout en Asie. L'exploitation financière de l'ancien royaume de Pergame, grâce aux lois de Caius Gracchus, donnait de grands profits; les fermiers, tous Romains et Italiens, soutenus par les gouverneurs, pillaient la province, y commettaient toute espèce de fraude et de violence, poussaient les indigènes à faire des dettes pour payer les impôts, leur empruntaient l'argent et peu à peu leur prenaient leurs biens, s'entendaient même avec les pirates pour qu'ils missent partout la main sur des hommes qu'on reven-

une grande richesse pour l'Italie, beaucoup de gens affirmaient que la viticulture n'était pas rémunératrice en Italie. Cette opinion était certainement un souvenir des déceptions éprouvées par les cultivateurs qui tentèrent les premiers de faire de la viticulture en grand.

(1) SUÉTONE, *De clar., rh.*, 1 et 2; CICÉRON, *Brut.*, 46, 160; Voyez aussi CICÉRON, *De or.*, I, 4.

(2) BUDINNSKZI, *Die Ausbreitung der lateinischen Sprache*, 22-26.

drait en Italie. De grandes fortunes se faisaient; mais beaucoup aussi s'effondraient; et tant de richesses accumulées par la fraude et la violence, à côté de tant de ruines, augmentaient partout l'âpre irritation des esprits. Les déclassés, les désespérés, les marchands faillis, les propriétaires ruinés encombraient de plus en plus l'Italie à côté d'un petit nombre de parvenus millionnaires. Partout la petite propriété disparaissait; une oligarchie de capitalistes, composée d'un peu de noblesse romaine, des restes des anciennes noblesses locales d'Italie, de chevaliers (1), de plébéiens (2), d'affranchis, accaparait les terres en Italie, pillait l'Asie et amassait d'immenses richesses au milieu de la haine universelle.

Cependant les finances publiques étaient ruinées et l'armée désorganisée; la flotte qui avait vaincu Carthage pourrissait dans les ports d'Italie; Rome ne parvenait pas à dompter les révoltes d'esclaves qui éclataient à tout moment en Sicile et en Campanie; Mithridate, toujours actif, avait profité de la guerre cimbrique pour rompre son alliance avec le roi de Bithynie et s'emparer de la Cappadoce. En Italie la rivalité entre les financiers et la noblesse historique s'envenimait. Les chevaliers, fiers de leurs richesses, de leurs clientèles, du droit de juger les procès, tout en lui abandonnant les magistratures pour se donner aux affaires, se considéraient comme les égaux ou les supérieurs de la noblesse historique ruinée (3); et avaient probablement beaucoup contribué aux récents

(1) CICÉRON, *Pro Cluent.*, 56, 153. Il me paraît vraisemblable que le Mécénas dont parle ici Cicéron soit l'aïeul du fameux ami d'Auguste, qui était chevalier de naissance.

(2) Voyez le cas de ce Caius Octavius, financier à Velletri, qui fut le grand-père d'Auguste. DRUMANN, *G. R.*, IV, 229 et suiv.

(3) Voyez CICÉRON, *Pro Cluen.*, LVI, 153; *Pro Rab. Pos.*, VII, 16.

succès du parti populaire et aux réélections triomphales de Marius qui sauvait l'Italie. Par représailles, une partie de la noblesse historique, dégoûtée de ce désordre universel, dont l'argent était le facteur le plus visible, aigrie par sa pauvreté et par l'insolence des parvenus, regrettait sa grandeur et sa puissance de jadis. Elle se plaignait que de vils richards fussent les maîtres de tout, même de la justice; elle réclamait des lois sévères contre les abus du capitalisme; elle gardait rancune aux nobles qui, comme Caius Julius César, s'alliaient par les amitiés et par les mariages à ces riches chevaliers sans ancêtres (1); ou qui renonçaient à leur rang pour devenir hommes d'affaires (2). Le parti populaire, fort du mécontentement général, depuis dix ans harcelait la noblesse d'accusations et de lois de persécution; mais ce parti lui-même était trop déchu de la grandeur qu'il avait eue au temps des Gracques; et il en revenait toujours à répéter ses invectives contre les nobles, à proposer des lois agraires, mais sans jamais tenter sérieusement de les faire aboutir, ce qui d'ailleurs eût été inutile, car ce n'étaient plus des terres à cultiver de leurs bras que voulaient les pauvres, mais des rentes n'exigeant plus de travail (3). Deux hommes violents et impudents, Saturninus et Glaucia, conduisaient alors ce parti. Du reste,

(1) Ces relations de la famille de César avec les *parvenus* de la finance et de la politique, qui ont de l'importance pour l'histoire de César, sont démontrées par le mariage de la sœur de C. J. César le père avec Marius ; par les fiançailles du jeune César avec Cossutia, riche héritière, fille d'un financier (Suétone, *César*, 1); par le mariage d'Atia, nièce de César, avec Caius Octavius, fils d'un riche financier de Velletri (Drumann, *G. R.*, IV, 229 et suiv.). Nous verrons que d'autres faits confirment cette supposition.

(2) Par exemple le père de Lucius Calpurnius Pison, consul en 58 ; Cicéron, *in Pis.*, 36, 87.

(3) Lange, *R. A.*, III, 72 et suiv.

malgré ses protestations et malgré les scandales, les aventuriers, les ambitieux, les scélérats envahissaient les magistratures et chassaient de partout les hommes honnêtes, à qui il ne restait d'autre consolation que de se lamenter sur les misères du temps. La justice n'était plus qu'un instrument d'oppression entre les mains des riches et des puissants; la violence, la fraude, la corruption électorale s'étendaient partout; l'argent devenait à Rome, comme autrefois à Carthage, le but unique de la vie et la mesure suprême de la valeur personnelle. Et quelle folie que celle de tant de gens qui abandonnaient leur position modeste mais sûre d'agriculteurs pour tenter la fortune incertaine des affaires, ou qui se ruinaient pour donner une belle éducation à leurs enfants. Ceux-ci, orgueilleux de leur savoir, prétendaient bientôt acquérir en peu d'années puissance et richesse en bavardant sur le forum. Dans les hautes classes surtout, c'était une opinion commune que la diffusion de la culture était un mal, parce qu'elle faisait des révoltés, des déclassés (1) et des scélérats. « Celui qui étudie le grec devient une canaille (2) », disait-on communément. En effet, la faiblesse de la répression encourageant les scélérats, les crimes, les empoisonnements, les vols, les assassinats, les drames de familles devenaient plus nombreux. La famille romaine ne remplissait plus les fonctions disciplinaires et judiciaires que la constitution lui attribuait autrefois; les tribunaux

(1) Voyez dans Suétone, *De cl. rh.*, 1, l'édit contre les écoles de rhétorique latine à Rome publié par les censeurs Cnéius Domitius Ænobarbus et Lucius Licinius Crassus en 92, qui est bien l'expression des idées les plus répandues à cette époque. Voyez aussi dans Cicéron, *De or.*, III, 24, les explications que donne Crassus au sujet de cet édit.

(2) Cicéron, *De or.*, II. LXVI, 265.

domestiques n'étaient plus qu'un souvenir du passé; les pères de famille non seulement ne savaient plus tenir sévèrement leurs femmes et leurs enfants, mais ils n'arrivaient même pas à s'en faire respecter. Beaucoup de fautes commises par les femmes et les jeunes gens demeuraient ainsi impunies, parce que le législateur ne s'en occupait pas encore et que la famille ne s'en occupait plus. Les délits même prévus par la loi demeuraient presque toujours impunis, s'ils étaient commis par des citoyens romains. L'ancien droit pénal grossier et expéditif ne connaissait d'autres peines corporelles que les coups ou la mort — car la prison n'était pas une peine et les accusés n'y restaient que pour attendre leur jugement, l'acquittement ou la condamnation aux verges et au supplice. Ainsi quand on eut décidé que les citoyens romains ne pouvaient plus être ni flagellés ni condamnés à mort, il ne resta plus que l'exil comme peine à appliquer à leurs délits, et l'exil tel qu'il avait été autrefois, quand Rome était une ville isolée au milieu de villes ennemies, l'exil à Preneste ou à Naples! Et puis, au moyen d'intrigues et de corruptions, il était si facile aux coupables de se faire absoudre et d'échapper même à ce doux châtiment. En somme les citoyens romains n'étaient plus soumis à aucune loi pénale, ce qui nous explique pourquoi on désirait de plus en plus obtenir le titre de citoyen romain. C'était une aspiration révolutionnaire qui grandissait dans la classe moyenne de l'Italie, au grand effroi des conservateurs, alors que les distinctions entre citoyens romains, latins, alliés et sujets perdaient leur raison d'être à cause de l'unification économique et morale du pays, et que l'ancienne organisation politique de l'Italie devenait la charpente vermoulue et pourrie d'un État prêt à

tomber en ruine. Criblée de dettes, croyant guérir tous ses maux par le droit de cité, abandonnée par les noblesses locales qui pendant tant de siècles l'avaient protégée et qui étaient en train de disparaître, la classe moyenne de toute l'Italie était travaillée par un esprit grandissant de haine contre Rome et son oligarchie politique. La confusion des idées qui naissait de cette lutte désordonnée de tant d'intérêts et d'ambitions était encore accrue par les innombrables doctrines contradictoires des philosophes grecs à qui beaucoup avaient recours pour s'orienter, si bien que chaque personne cultivée avait sa façon particulière de juger le mal présent; et les théories jetaient une brume sur le peu de clarté qui restait encore dans les idées. On discutait sans fin sur les malheurs de Rome, mais personne n'agissait; tous les esprits s'énervaient dans une inertie maladive que bien des gens essayaient de secouer, en regrettant désespérément le beau temps passé, et en invoquant naïvement un génie sauveur. Un homme, Caius Gracchus — on faisait retomber toute la faute justement sur le plus grand politique de Rome — avait été selon les hommes éclairés la cause de toutes les misères présentes : il avait ruiné l'État avec les lois sur les blés; il avait rendu la ploutocratie toute-puissante avec la loi judiciaire; il avait déchaîné la démagogie, désorganisé l'armée, et livré les provinces au pillage des financiers (1). Il fallait un autre homme pour sauver l'Italie.

Marius, exalté par ses grands succès militaires, se fit illusion en croyant qu'il pourrait être ce sauveur et il voulut un sixième consulat. Orgueilleux et impérieux,

(1) Voyez Diodore de Sicile, XXXIV fr. 25.

il ne s'était jusque-là rangé dans aucun parti, et n'en avait pas eu besoin, car tant que la guerre cimbrique avait duré, il avait accepté les suffrages du parti populaire sans les rechercher (1). Mais, la guerre finie, la situation était changée; l'empressement et la spontanéité de tant de citoyens qui avaient peur des Cimbres avaient disparu; et cette fois, pour obtenir son consulat, Marius dut solliciter l'appui d'un parti. Il n'eut pas l'embarras du choix. Le parti conservateur ne lui pardonnait pas d'avoir été pendant quatre ans le héros populaire. Le parti des modérés ne comptait pour rien alors, comme dans toutes les grandes crises historiques. Restait le parti démocratique, le seul qui pût l'accueillir. Marius, Saturninus et Glaucia s'allièrent; Marius fut élu consul, Saturninus tribun du peuple, Glaucia préteur, et ils inaugurèrent ensemble le gouvernement populaire de l'an 100, où le vainqueur des Cimbres devint presque l'instrument des deux démagogues (2). Saturninus proposa une loi agraire qui, semble-t-il, assignait aux Romains et aux Italiens pauvres les terres de la Gaule transpadane dévastée par les Cimbres; une loi sur les blés qui diminuait le prix du blé vendu par l'État à Rome; une loi coloniale qui, reprenant une idée de Caius Gracchus, créait avec les vétérans de Marius des colonies en Grèce, en Macédoine, en Sicile, en Afrique (3). Ces projets n'étaient pas

(1) Niccolini, *S. I. F. C.*, V, 461, a démontré que Plutarque, *Mar.*, 14, s'est trompé en disant le contraire des ennemis de Marius.

(2) Appien, *B. C.*, I, 28, 33, et Plutarque, *Mar.*, 28. 30, racontent d'une façon très différente les événements de cette année-là. Voyez dans la fine analyse de Niccolini, *S. I. F. C.*, V, 458, les raisons pour lesquelles il convient de s'en rapporter à Appien.

(3) Lange, *R. A.*, III, 77, 79; Niccolini, *S. I. F. C.*, V, 477 et suiv.; Neumann, *G. R.*, *V.*, 420 et suiv.

dénués de sagesse; mais ils ne purent pas être discutés pacifiquement à cause de la longue exaspération des esprits. Les conservateurs et le parti populaire en vinrent bientôt à la violence; Saturninus et Glaucia en profitèrent pour faire approuver leurs lois en appelant à Rome des bandes de paysans armés. Bien plus, aux élections pour le consulat de 99, Saturninus, donnant ainsi le signal de la révolte ouverte, fit, dit-on, tuer Caius Memmius, homme de bien et très estimé qui se présentait contre Glaucia. C'en était trop. Le public fut effrayé; surtout les riches capitalistes (1), qui jusque-là avaient prêté main forte au parti populaire. Le Sénat décréta l'état de siège, et les hommes le plus en vue prirent les armes. Marius dut se mettre à la tête des sénateurs et des chevaliers pour réprimer la révolte de ses amis; mais il agit avec tant d'hésitation et de faiblesse que le parti conservateur le crut au fond complice des rebelles, tandis que les démocrates avancés le considérèrent comme un traître, parce que ce fut lui finalement qui eut raison de la révolte et qui fit tuer Saturninus et Glaucia (2).

Cette même année si troublée où Marius était consul, son beau-frère Caius Julius César avait de sa femme Aurélia un enfant auquel on donna le nom de son père (3).

La peur de la révolution détacha du parti populaire le public effrayé, surtout les riches financiers; Marius, devenu suspect à tous un an après son triomphe cimbrique, partit pour un long voyage en Orient; le

(1) Plutarque, *Mar.*, 30; Cicéron, *Pro Rab. perd.*, 9, 27.

(2) Niccolini, *S. I. F. C.*, V, 485.

(3) J'adopte comme date de la naissance de César l'an 100 avant Jésus-Christ, qui est donné par la tradition. Il y a de bonnes raisons pour mettre cette naissance en l'an 102; mais une rectification de cette date ne change rien à l'histoire de l'homme ni de l'époque.

parti conservateur revint au pouvoir et tenta, pour gagner la faveur du public, de fortifier la politique extérieure. Il fit refuser sagement par le Sénat la Cyrénaïque que Ptolémée Apion avait léguée en mourant en 96 au peuple romain parce qu'il ne voulait pas, au milieu de tant de difficultés, avec les finances et l'armée désorganisées, se charger de la pacification d'un pays à demi barbare et plein de désordre; mais il voulut rétablir définitivement l'autorité de Rome en Orient, et ordonna en 95, sérieusement cette fois, à Nicomède de restituer ce qu'il avait pris. La Galatie fut rendue aux tétrarques, la Paphlagonie fut déclarée libre; la Cappadoce fut mise sous le gouvernement d'Ariobarzane, noble persan que l'on fit roi (1); et quand deux ans plus tard Mithridate ayant conclu une alliance avec Tigrane, roi d'Arménie, envahit la Cappadoce et en chassa Ariobarzane, le parti aristocratique agit de nouveau avec énergie, et envoya le propréteur Lucius Cornélius Sylla, avec une petite armée, pour rétablir Ariobarzane sur le trône (2). Mais ces succès de la politique extérieure ne suffisaient pas pour tranquilliser l'Italie où la misère croissait. Le désir d'obtenir le droit de cité tourmentait de plus en plus les Italiens par haine de la petite oligarchie romaine. Le parti populaire s'efforçait de recouvrer le pouvoir; Marius de retour d'Orient ne se résignait pas à n'être plus, de son vivant, qu'un personnage historique; la haine s'envenimait entre la noblesse historique et les financiers que la peur de la révolution de Saturninus avait rendus conciliants pendant quelque temps. En 93, un petit événement, le procès de Publius Rutilius Rufus, fit écla-

(1) Reinach, M. *E.*, 100, 101.
(2) *Id.*

ter les choses, provoquant la crise épouvantable redoutée depuis si longtemps. Noble et conservateur sans tache et sans peur, honnête homme, ennemi des démagogues et des capitalistes, admirateur intransigeant du passé, Rufus, pendant qu'il gouvernait l'Asie comme *legatus pro prætore,* avait réprimé avec énergie les abus des financiers italiens. Pour se venger ceux-ci, à son retour à Rome, le firent accuser de concussion par un misérable et le firent condamner par leurs amis qui siégeaient au tribunal. Rufus prit le chemin de l'exil; mais à Rome la meilleure partie de la noblesse, exaspérée par cette monstrueuse injustice qui renversait les derniers restes de l'ordre moral, comprit qu'il fallait agir et lutter; et un noble de beaucoup d'ambition et d'audace, Livius Drusus, élu tribun pour l'année 91, imagina de reprendre contre les financiers la politique de Caius Gracchus contre les grands propriétaires fonciers. Il chercha à établir une alliance entre une partie de la noblesse et le parti populaire en proposant plusieurs lois qui devaient lui procurer la faveur du peuple et parmi lesquelles étaient deux lois capitales : l'une qui enlevait aux chevaliers le pouvoir judiciaire; l'autre qui accordait enfin le droit de cité aux Italiens. L'idée de l'émancipation de l'Italie avait fait de grands progrès, mais avait encore beaucoup d'ennemis. Parmi les nobles plusieurs étaient favorables, parce qu'ils considéraient la réforme comme nécessaire et juste malgré ses dangers (1). Mais un grand nombre s'y opposaient par esprit de tradition, craignant que le désordre démagogique ne fût encore accru par cette augmentation du nombre des électeurs

(1) Par exemple Sextus Pompeius, oncle du célèbre Pompée. Drumann, *G. R.*, IV, 317.

pauvres et ignorants (1). Au contraire, les financiers et les Italiens très riches en étaient les adversaires acharnés : ils craignaient assurément que la réforme politique ne fût suivie d'une révolution sociale ; et que les Italiens, dont le plus grand nombre étaient pauvres et endettés, ne fissent, après s'être emparés du pouvoir, voter des lois agraires et l'abolition des dettes (2). Il en résulta une agitation terrible dans laquelle la noblesse se divisa. Ces haines qui s'étaient accumulées depuis si longtemps prirent feu de toutes parts, et un matin Livius fut poignardé par un inconnu dans sa maison. Au milieu du tumulte produit par cet assassinat dans le parti de Livius, les chevaliers firent approuver à la hâte une loi qui instituait un tribunal extraordinaire, pour juger ceux qui étaient suspects de favoriser les Italiens; et à l'aide de cette loi poursuivirent et exilèrent tous ceux qui étaient leurs adversaires dans la noblesse et dans le parti populaire (3).

Mais alors la haine contre Rome et son oligarchie politique, accumulée depuis longtemps, éclata de toutes parts. L'Italie méridionale, c'est-à-dire les régions qui avaient le plus souffert de la crise économique et morale, et où les soutiens de l'ancien ordre de choses étaient le plus lésés, lasse enfin d'attendre si longtemps, prit les armes pour la cause commune des Italiens contre Rome, contre les villes alliées et les colonies latines de l'Italie centrale et septentrionale qui lui restaient fidèles presque toutes (4). Rome fut

(1) Lange, *R. A.*, III, 88.
(2) Cela résulte de ce que dit Appien, *B. C.*, I, 37.
(3) Neumann, *G. R. V.*, 450 et suiv. Les historiens diffèrent cependant dans leurs jugements sur Livius Drusus. Les uns le considèrent comme un homme de mérite, les autres comme un ambitieux peu sérieux.
(4) Appien, *B. C.*, I. 39 ; Cantalupi, *M. S.*, 4 et suiv.

prise d'épouvante : pour un instant les querelles de partis s'apaisèrent; on rappela en Italie les légions disséminées dans l'empire et les contingents maritimes qui étaient à Heraclée, à Clazomène et à Milet (1); on arma les hommes libres et les esclaves. Marius lui-même, pour conserver son crédit, dut demander un commandement. Une guerre terrible commença, pendant laquelle les généraux romains ravagèrent l'Italie sans merci, incendiant les fermes, saccageant les villes, capturant les hommes, les femmes et les enfants pour les vendre ou pour les envoyer comme esclaves dans les ergastules de leurs propres domaines (2). C'est dans cette guerre que fit ses premières armes un jeune homme très cultivé, né en l'an 106, appartenant à une famille aisée d'Arpinum et qui se nommait Marcus Tullius Cicéron (3). Néanmoins cette guerre d'extermination au cœur même de l'Italie eut un effet salutaire : elle fit prévaloir dans la noblesse le parti qui était opposé aux financiers, et favorable au droit de cité italique. On s'aperçut bien vite qu'il fallait dompter la révolte par des concessions et non par le fer. Le consul Lucius Julius César put, en 90, faire approuver une loi établissant que le droit de cité s'étendrait aux villes restées fidèles à Rome; peu de temps après, à la fin de la même année ou au commencement de la suivante, deux tribuns du peuple proposèrent la loi Plautia-Papiria, d'après laquelle tout citoyen des villes alliées, domicilié en Italie, pouvait acquérir le droit de cité à la condition d'en faire la déclaration dans les soixante jours au préteur à Rome. La réaction

(1) Memnon, 29 ; *C. I. L.*, I, 203.
(2) Voyez Cicéron, *Pro Cluent.*, VII, 21 ; et le cas de Ventidius Bassus, Aulu-Gelle, XV, 4.
(3) Cicéron, *Phil.*, XII, xi, 27.

s'accentua bien vite; en 89, une *lex Plautia* enleva les tribunaux aux chevaliers et décida que les juges seraient élus par les tribus de chaque catégorie (1). Ce fut peut-être cette même année que le consul Cneius Pompée Strabon proposa d'accorder aux villes de la Gaule cisalpine les mêmes droits qu'aux colonies latines pour les soustraire à l'obligation de la levée et pour compenser les pertes du recrutement qui provenaient de la rébellion des alliés (2). Tant de concessions contribuèrent plus que les opérations militaires à finir la guerre, et il n'y eut bientôt plus que les Samnites et les Lucaniens qui restèrent sous les armes.

L'Italie commençait à peine à se remettre de cette épouvante quand il en arriva une autre encore plus terrible. Mithridate avait été surpris par la guerre sociale alors qu'il était tout occupé à préparer une grande guerre pour chasser Rome de l'Asie. C'était un dessein audacieux, mais le moment paraissait si propice ! L'admiration que l'on avait eue pour Rome dans le monde grec pendant les cinquante années qui avaient suivi Zama s'était changée en haine depuis la destruction de Carthage et de Corinthe (3) ; l'Asie était épuisée par l'exploitation des capitalistes romains; la puissance de Rome déclinait partout. Mithridate, au contraire, pouvait recruter une grosse armée dans son pays et parmi les Barbares; il faisait construire une flotte puissante sur les bords de la mer Noire et avait en Crimée le grenier de guerre nécessaire pour entretenir de grosses armées en campagne sans affamer le

(1) Lange, *R. A.*, III, 113.
(2) Asconius, *in Pison.*, p. 3 (Or.). Cantalupi, *M. S.*, 40, donne cette loi comme étant de l'an 87 ; mais il me paraît plus vraisemblable de lui donner comme date l'année du consulat de Strabon.
(3) Polybe, XXXVII, 1.

Pont. Cependant quand la guerre sociale éclata il n'était pas encore prêt, et en attendant il avait aidé un frère mineur du roi de Bithynie à s'emparer du royaume de celui-ci, et d'accord avec Tigrane il avait reconquis la Cappadoce, y avait mis son fils sur le trône. Il espérait que Rome n'interviendrait pas. Mais le parti aristocratique, qui voulait montrer de la vigueur dans la politique extérieure, avait envoyé de Rome en 90 Manius Aquilius, à la tête d'une ambassade pour rétablir les deux rois dans leurs États avec l'aide de la petite armée du proconsul Lucius Cassius. Cassius et Aquilius accomplirent facilement leur mission (1); mais Aquilius, général aussi cupide que vaillant, n'était pas venu en Orient pour se contenter de l'argent que lui promettait Nicomède; il voulait une grosse guerre avec Mithridate et il poussa Nicomède et Ariobarzarne à faire des incursions dans le Pont. Les deux rois hésitaient; mais Nicomède devait aux banquiers romains d'Ephèse de grosses sommes d'argent qu'il avait empruntées pendant son exil pour préparer son retour à Rome et en Asie; Aquilius lui en fit réclamer le payement, si bien que Nicomède prit le parti de payer avec le butin d'une razzia dans le Pont (2). Mithridate, cependant, à la fois pour gagner du temps et pour mettre les torts du côté de son adversaire, envoya demander à Aquilius une indemnité modeste et équitable, qui fut refusée. Alors à la fin de l'année 89 se jugeant prêt, il fit envahir la Cappadoce par son fils et envoya demander avec énergie réparation à Aquilius. Manius ayant répondu à Mithridate par l'intimation de se soumettre sans con-

(1) Appien, *Mith.*, 11; Tite-Live, P., 74.
(2) Appien, *Mith.*, 11.

dition, la guerre fut déclarée (1). Mais quand elle commença au printemps de 88, Mithridate avait une flotte de 400 navires toute prête, et une de ces armées démesurées que la stratégie d'Orient croyait formidables à cause du nombre, de même que la stratégie moderne considère pour la même raison comme invincibles les armées dont l'Europe est couverte. Il avait, dit-on, 300,000 hommes, mercenaires grecs, cavaliers arméniens, fantassins cappadoces, paphlagoniens, galates, scythes, sarmates, thraces, bastarnes et celtes (2). Manius Aquilius, au contraire, n'avait pu recueillir pendant l'hiver qu'une faible flotte bithyno-asiatique et une armée d'à peine 200,000 hommes, y compris l'armée du roi de Bithynie composée de jeunes recrues asiatiques, encadrées dans de faibles contingents romains. Les quatre corps qui composaient l'armée romaine furent défaits ou se défirent en quelques semaines; la flotte romaine se rendit à la flotte du Pont; le roi de Bithynie s'enfuit en Italie; les généraux romains furent faits prisonniers, et Mithridate envahit l'Asie (3).

La répercussion de cette défaite fut terrible en Italie. La guerre sociale avait déjà ruiné un grand nombre de gens et causé des pertes sérieuses aux riches citoyens qui avaient des propriétés dans l'Italie méridionale; maintenant l'invasion de l'Asie rendait stériles les capitaux immenses placés par les financiers dans cette province. Une crise économique et des désordres terribles éclatèrent : les publicains ne pouvaient plus payer; la misère croissant, les autres impôts

(1) Reinach, *M. E.*, 119.
(2) *Id.*, 122, n. 1. Ces chiffres des armées donnés par les écrivains de l'antiquité sont certainement exagérés.
(3) *Id.*, 123-128.

ne rapportaient guère et les caisses de l'État étaient vides; les capitalistes effrayés cachaient leur argent, ne voulaient plus prêter et s'efforçaient au contraire de faire rentrer leurs créances; la monnaie devenait rare à Rome et celle qui circulait était le plus souvent fausse; un préteur qui voulait réfréner la cruauté des créanciers fut assassiné, un matin, par une poignée de capitalistes tandis qu'il offrait un sacrifice; Rome était pleine de tumultes, d'assassinats, de vols, de rixes entre les vieux et les nouveaux citoyens. Ceux-ci étaient encore plus exaspérés que ceux-là, parce que le Sénat, au lieu de les inscrire aussitôt dans les trente-cinq tribus, temporisait et étudiait différents projets de lois qui auraient rendu inutile leur nouveau droit. Il s'agissait de les inscrire tantôt dans dix tribus nouvelles, tantôt dans huit des trente-cinq tribus anciennes (1). Il arriva bientôt d'Orient des nouvelles encore plus terribles. Il ne s'agissait plus là-bas d'une guerre avec un autre État, mais d'une véritable révolution contre la ploutocratie romaine. Mithridate avait voulu être non seulement le héros de l'hellénisme, mais encore l'exterminateur de la ploutocratie cosmopolite aux yeux des artisans, des paysans, de la classe moyenne, des marchands et des propriétaires d'Asie, opprimés par les banquiers romains et les usuriers indigènes, juifs et égyptiens. Il avait envoyé à tous les gouverneurs des provinces conquises l'ordre secret de préparer pour le trentième jour après la date de la lettre le massacre général des Italiens; on avait habilement excité la plèbe déjà exaspérée par la

(1) Par cette fine hypothèse CANTALUPI, *M. S.*, 5 et suiv., me paraît concilier la divergence qui existe entre APPIEN, *B. C.*, I, 49, et VELLEIUS, II, 20. Voyez sur cette crise économique et politique, NEUMANN, *G. R. V.*, 504 et suiv.

condamnation de son bon protecteur Rutilius Rufus promettant la liberté ou la remise de leurs dettes aux esclaves et aux débiteurs qui auraient tué leurs créanciers. Et au jour fixé 100,000 Italiens, hommes, femmes, enfants, avaient été attaqués, égorgés, noyés, brûlés vifs par le peuple furieux dans toutes les villes grandes et petites de l'Asie; leurs esclaves avaient été délivrés, leurs biens partagés entre les villes et le fisc royal, ainsi que ceux des autres capitalistes non italiens et que les dépôts des banquiers juifs dans l'île de Coos (1). Cependant l'esprit de révolte gagnait la Grèce par contagion, et le peuple d'Athènes s'insurgeait, excité par les philosophes et les professeurs, bientôt aidé par Mithridate qui envoya en Grèce son général Archélaüs avec une flotte et une armée pour soumettre les villes qui ne s'étaient pas encore révoltées contre les Romains, et pour conquérir Délos et la dévaster (2). Une grande guerre commençait pour la domination du monde hellénique entre le monarque asiatique aidé par une plèbe révolutionnaire et la ploutocratie italique aidée par une aristocratie en dissolution et une démocratie en formation, tandis que la classe intellectuelle, les lettrés et les philosophes de profession si nombreux en Orient se seraient, comme dans toutes les luttes sociales, rangés les uns d'un côté, les autres de l'autre, chacun selon ses sympathies, ses intérêts et ses relations.

Le Sénat se hâta d'aviser : il ordonna des levées; il chargea Sylla, qui en 88 était consul, de diriger la guerre et, comme le Trésor était vide, il vendit toute la mainmorte romaine, tous les biens que les temples

(1) Appien, *Mith.*, 22, 23; Plutarque, *Sylla*, 24; Memnon, 31; Joseph, *A. J.*, XIV, vii, 2; Valère Maxime, IX, ii, 3.
(2) Reinach, *M. E.*, 133, 134.

possédaient à Rome (1). Mais les esprits étaient si troublés en Italie que dans ce moment terrible, alors que l'empire était menacé, les partis s'abandonnèrent aux projets les plus insensés et aux démarches les plus criminelles, pour satisfaire leurs haines et leurs ambitions. Les Samnites et les Lucaniens, encore sous les armes, envoyaient à Mithridate des ambassadeurs pour lui proposer leur alliance. Un grand nombre d'Italiens ruinés, poussés par la haine pour le parti conservateur qui cherchait à éluder la concession du droit de cité, et par le besoin de gagner leur vie d'une façon ou d'une autre, s'enfuyaient en Asie et s'enrôlaient dans l'armée de Mithridate (2). A Rome une partie des chevaliers, irrités d'avoir perdu le pouvoir judiciaire, préparaient pour le reconquérir une révolution d'accord avec Marius qui, furieux d'être oublié de la foule, l'esprit affaibli par l'ivresse à laquelle il s'adonnait, rêvait d'enlever à Sylla le commandement de la guerre contre Mithridate, de s'emparer des immenses trésors du roi de Pont et de revivre les grandes journées du triomphe cimbrique (3). Ils trouvèrent enfin leur instrument en Publius Sulpicius Rufus, noble qui s'était fait ardent démagogue à cause de ses dettes, semble-t-il, et de ses rancunes personnelles, et qui était alors tribun du peuple. Sous prétexte de donner enfin satisfaction aux nouveaux citoyens, Rufus proposa une loi d'après laquelle les Italiens seraient répartis parmi les trente-cinq tribus, et il la fit approuver en soudoyant des bandes de brigands qui terrifièrent les électeurs et firent violence aux consuls. Ceux-ci furent obligés d'abandonner Rome; Sylla alla rejoindre

(1) Appien, *Mith.*, 22. Orose, V, 18, 27.
(2) Fronton, *Strat.*, I, iii, 17.
(3) Plutarque, *Syll.*, 8.

l'armée qu'il était en train de former à Nola. Mais Marius, resté maître de Rome avec Rufus, fit approuver une loi qui lui conférait le commandement de la guerre d'Orient, et aussitôt il envoya à Sylla l'ordre de lui livrer les légions.

V

SYLLA ET LA RÉACTION CONSERVATRICE A ROME

Si les classes riches sont si souvent battues par les partis démocratiques, c'est que dans la lutte elles ne savent presque jamais choisir leurs chefs. L'esprit de jalousie, d'orgueil et de mépris mutuel qui les divise les fait agir très souvent contre leur propre intérêt, même quand le danger est le plus pressant. Ainsi, tandis que la révolution était maîtresse à Rome avec Marius, ce fut seulement par hasard que les conservateurs trouvèrent un champion en Sylla. Sylla avait été jusqu'alors un de ces hommes supérieurs, mais solitaires, que l'on rencontre souvent dans la noblesse, quand un régime aristocratique se décompose : trop intelligent et cultivé pour conserver les vieux préjugés de sa classe et ne pas comprendre la fatale nécessité de sa décadence; trop orgueilleux et trop sérieux pour chercher les honneurs au prix des bassesses et des sottises dont dépend presque toujours le succès politique dans une démocratie; trop énergique, trop cupide de richesses pour rester oisif; trop sceptique et sensuel; trop indifférent à ce que l'on appelle le bien et le mal; trop avide de jouissances sensuelles et intellectuelles pour jamais sacrifier son intérêt ou son plaisir à n'importe quelle cause ou principe idéal. Il

avait fait jusqu'alors plutôt de la guerre que de la politique, aimant mieux combattre les Cimbres ou la révolte des Italiques que servir dans Rome l'un ou l'autre des deux partis; et, tout en se rattachant par son origine et ses relations plutôt au parti conservateur qu'au parti populaire, il ne s'était mêlé aux luttes politiques que le peu qu'il était nécessaire pour obtenir les magistratures et les commandements. Ainsi sa carrière avait été lente; il avait plus de cinquante ans quand il arrivait, cette année-là, au consulat. Il est probable qu'il aurait encore longtemps laissé les conservateurs et le parti populaire se massacrer à l'envi, en méprisant les uns et les autres, si la révolution ne s'était tournée contre lui, pour lui ôter le commandement de la guerre contre Mithridate. Tout en se souciant fort peu des intérêts du parti conservateur, il ne voulait nullement céder à Marius cette guerre, où il comptait amasser de grandes richesses et conquérir une gloire éclatante; il répondit donc aux sommations de Marius par un coup d'audace, qui fut la première révélation de son terrible génie : il s'assura par des promesses de la fidélité de l'armée, marcha sur Rome et occupa la ville. Marius, surpris sans troupes par une attaque si imprévue, fut forcé de s'enfuir. Sylla resta maître à Rome; mais comme il voulait seulement conserver son commandement et non faire une contre-révolution au profit des conservateurs, il se comporta avec modération, ne poursuivit que douze chefs de la révolution, fit annuler les lois inconstitutionnelles de Sulpicius, laissa les élections pour l'année suivante se faire librement. Un conservateur, Cneius Octavius, fut élu avec Lucius Cornelius Cinna, qui passait pour démocrate. Sylla se borna à leur faire jurer qu'ils respecteraient les lois.

Puis, au commencement de l'année 87, il se hâta d'aller à Brindes s'embarquer, avec cinq légions, quelques cohortes incomplètes et un peu de cavalerie, à peu près trente mille hommes en tout. Jamais une plus petite armée n'eut une plus grande tâche à accomplir. Mithridate en effet s'apprêtait à défendre avec une grande énergie ses conquêtes, profitant de la supériorité écrasante de ses forces : Archélaüs et Aristion, qui étaient déjà en Grèce à la tête d'armées considérables, retireraient toutes leurs troupes à Athènes et au Pirée pour s'y faire assiéger ; on préparerait en Asie une nouvelle armée ; on l'enverrait en Grèce écraser la petite armée romaine, déjà épuisée par le long siège d'Athènes. Ce plan était excellent, car, à peine débarqué en Épire avec ses trente mille hommes, Sylla dut descendre du nord, suivre l'ennemi qui se retirait jusqu'à la célèbre ville attique, commencer avec de petites forces un siège long et pénible, tandis que la flotte pontique allait intercepter les communications avec l'Italie et rendre l'approvisionnement difficile. Mais cette situation déjà si grave devint terrible quand le parti populaire se fut de nouveau emparé du gouvernement en Italie. Après le départ de Sylla, le consul Cinna avait soulevé encore une fois la question des nouveaux citoyens qui voulaient être inscrits dans les trente-cinq tribus ; l'autre consul s'y était opposé ; tous les deux avaient armé des partisans et s'étaient battus dans les rues de Rome. Cinna à la fin avait été déposé et proscrit ; mais il était allé aussitôt lever le drapeau de la révolte dans les villes d'Italie, avait rassemblé des hommes, ramassé de l'argent, invité les Samnites qui étaient encore sous les armes à ne pas les déposer. Au milieu de ces préparatifs, Marius était revenu d'Afrique avec une petite troupe de Numides, et avait

commencé à armer des hommes libres et des esclaves en Étrurie. Le Sénat avait essayé de prévenir une nouvelle guerre sociale en accordant le droit de cité à tous les Italiens qui n'avaient pas bénéficié des lois Julia et Plautia Papiria, à l'exception des Samnites et des Lucaniens encore en révolte. Mais le hasard ne donna pas cette fois un nouveau Sylla aux conservateurs; Marius s'empara de Rome et se vengea de son rival et de cette noblesse qui n'avait jamais voulu l'admirer. Les têtes d'un grand nombre de nobles furent portées chez lui ou allèrent orner les rostres; Sylla fut déclaré ennemi de la patrie et destitué; sa maison à Rome fut rasée, ses villas dévastées, ses biens confisqués.

La petite armée qui devait reconquérir le grand empire d'Orient était donc abandonnée, menacée même par Rome, alors que déjà décimée par les fatigues, les maladies, les combats, elle commençait à souffrir de la disette. Si l'armée pontique arrivait au secours avant la capitulation de la ville, Sylla et ses légions étaient perdus sans retour. Mais dans cette situation terrible ce sceptique orgueilleux, ce sybarite raffiné, qui avait débuté dans la vie en refaisant sa fortune avec l'héritage d'une riche courtisane grecque, se dressa tout à coup comme le géant de cette terrible dissolution sociale, qui avait brisé tous les liens moraux entre les hommes; géant affreux et admirable à la fois, érigeant dans cet immense désordre son propre salut en loi suprême, par un effort surhumain d'énergie sans scrupules. Pour se sauver et pour sauver son armée, il brisa tout sur son chemin, même les choses que les hommes vénèrent le plus. Pour faire les machines de guerre, il coupa les bosquets du Lycée et les platanes séculaires de l'Académie, à l'ombre des-

quels avait philosophé Platon. Pour payer et entretenir ses soldats, il établit dans le Péloponèse une fabrique de monnaie; il soumit la Grèce à des réquisitions terribles; il pilla tous les temples, même les plus vénérés; il convertit en pièces d'or et d'argent les trépieds, les vases, les bijoux, les objets d'art offerts aux dieux par tant de générations pieuses. Pour disputer à ses ennemis l'empire de la mer, il persuada un de ses jeunes officiers, Lucius Licinius Lucullus, d'essayer de se glisser avec six navires à travers la flotte pontique qui cernait la Grèce, et d'aller recruter des navires dans toute la Méditerranée. Pour tenir en haleine les soldats, il prit part à toutes leurs fatigues, accourut dans toutes les mêlées, conduisit en personne les colonnes d'attaque, distribua surtout l'or à ses troupes. Si Marius avait compris qu'à cette époque mercantile Rome ne pouvait plus recruter ses légions que dans la lie misérable de la population italique, Sylla comprit le premier que les nouvelles légions devaient être considérées et traitées comme de véritables milices mercenaires, retenues de longues années sous les armes, soumises à une discipline sévère, mais grassement payées.

Cependant Athènes résista avec acharnement aux attaques de Sylla pendant toute l'année 87. Archelaüs était un excellent genéral; et si le sort de la guerre eût dépendu entièrement de lui, Sylla aurait peut-être succombé. Mais l'armée de secours qui venait d'Asie dans l'automne de 87 n'arriva pas. Gênée par sa masse même, arrêtée souvent par la difficulté des approvisionnements et mal commandée, elle marchait lentement, si bien que le gouverneur de la Macédoine, Caius Sentius Saturninus, put avec peu de forces lui barrer la route et la faire prendre par la mauvaise saison.

en Macédoine, où elle fut obligée d'hiverner pour attendre le printemps de 86. Sylla put ainsi profiter des mois d'hiver. Mais ce danger écarté, un autre plus grand surgit en Italie. Au commencement de l'année 86 Marius mourut; mais sa mort ne termina nullement cette lutte si dangereuse pour le commandement de la guerre contre Mithridate qui depuis deux ans menaçait de compliquer par une guerre civile la crise terrible où Rome se débattait. Trop de causes poussaient le parti démocratique à ne pas laisser le soin de cette guerre à un homme tel que Sylla, qui n'était pas un conservateur à outrance, mais n'était pas non plus un ami déclaré du parti populaire. Trop d'hommes éminents du parti ambitionnaient des commandements dans cette guerre, et la nécessité de rehausser le prestige du nouveau gouvernement par des succès militaires s'imposait au parti de Gracchus et de Marius. Il s'attribuait déjà le mérite d'avoir sauvé l'Italie en refoulant les Cimbres et les Teutons; il voulait aussi pouvoir revendiquer l'honneur d'avoir reconquis l'Asie. Il accepta entièrement le legs des rancunes de Marius et traita Sylla en ennemi, chargeant le consul nommé à la place de Marius, Lucius Valerius Flaccus, d'aller à la tête de douze mille hommes relever de son commandement le général proscrit. Flaccus était un ardent démocrate, qui fit en même temps approuver une loi libérant tous les débiteurs des trois quarts de leurs dettes. Si Flaccus arrivait avant la capitulation d'Athènes, Sylla allait donc être pris entre les légions romaines et les armées de Mithridate... Mais les préparatifs de Flaccus prirent beaucoup de temps; et le consul était encore en Italie quand Sylla, le 1er mars de l'an 86, réussit à s'emparer par un assaut désespéré, d'abord d'Athènes, ensuite du Pirée. Toutefois ce succès, bien qu'il encourageât les

soldats, n'avait pas une importance décisive pour Sylla, car manquant de flotte le général romain ne put anéantir l'armée d'Archelaüs, qui se retira d'abord dans la péninsule de Munychie et se sauva ensuite tranquillement par mer avec tous ses soldats, allant rejoindre aux Thermopyles l'armée d'invasion. Après la prise d'Athènes Sylla avait donc toujours, comme auparavant, trois armées à combattre : celle d'Archelaüs et l'armée de secours réunies, les légions de Flaccus qui avait débarqué en Epire. Sylla comprit qu'il était nécessaire de battre les armées pontiques avant l'arrivée du consul populaire; et, bien que l'adversaire eût sur lui l'avantage du nombre, il se porta avec toutes ses forces à la rencontre d'Archelaüs, et le défit dans une grande bataille à Chéronée, en Béotie.

Cette victoire, la première des armes romaines sur Mithridate, produisit une immense sensation dans tout l'empire et eut des conséquences beaucoup plus importantes que la prise d'Athènes, modifiant profondément la situation à l'avantage de Rome et de Sylla. Depuis quelque temps les classes riches de l'Asie, alarmées par les massacres de 88 et par la politique révolutionnaire de Mithridate, avaient commencé à intriguer pour Rome contre la domination pontique, profitant du mécontentement occasionné dans le peuple par les levées continuelles du roi. A la fin de l'année 87, Éphèse s'était déjà révoltée en faveur de Rome... La bataille de Chéronée venant, après cette révolte encourager partout le parti romanophile, ébranler encore la fidélité déjà chancelante des villes asiatiques, poussa Mithridate à relever son prestige, à raffermir sa fortune par quelque coup d'audace plus grand que les précédents. En effet, il se déclara ouvertement en Asie le roi de la révolution sociale, abolissant les

dettes et donnant la liberté aux villes fidèles; et il se prépara à envoyer une nouvelle armée envahir la Béotie et reconquérir la Grèce sous les ordres de Dorilas. Mais la conséquence la plus importante de la victoire de Chéronée fut qu'elle rendit possible une chose qui semblait être aussi difficile que nécessaire : la paix entre Sylla et le parti démocratique. Flaccus, qui paraît avoir été un homme raisonnable, à peine débarqué en Épire comprit qu'allumer une guerre civile quand Mithridate se préparait à lancer une armée nouvelle sur la Grèce; que se disputer l'honneur d'en être le seul adversaire quand leurs forces réunies n'auraient peut-être pas suffi à le vaincre, était pure folie. De son côté Sylla, qui n'était point aveuglé par le succès ou par la haine politique, comprenait qu'il y avait trop d'audace à lutter à la fois contre le roi du Pont et l'armée du parti démocratique. Malheureusement Flaccus n'osant pas, à cause de la proscription, joindre les deux armées, Sylla dut se contenter d'un arrangement secret qui, sans rendre publique leur entente, faisait coopérer les armées à la guerre contre Mithridate : Flaccus qui, comme consul, pouvait se faire prêter par les Byzantins leur flotte, irait porter la guerre en Asie; Sylla resterait en Grèce pour y attendre Dorilas, qui approchait après avoir embarqué en Eubée dix mille hommes sauvés par Archelaüs après la bataille de Chéronée. Ce sage arrangement produisit de bons effets pour Rome, dont les armées remportèrent deux succès considérables avant la fin de l'année 86 : Sylla attaqua et anéantit l'armée de Dorilas à Orchomène, puis il se retira en Thessalie pour y prendre ses quartiers d'hiver; Flaccus envahit la Macédoine, refoula en Asie les derniers restes de l'armée pontique, passa le Bosphore sur la flotte de Byzance. Tous les

plans de Mithridate avaient échoué; à la fin de 86, il n'avait pas remporté la revanche de Chéronée et il avait perdu définitivement ses conquêtes en Europe.

L'armée du proconsul proscrit et celle du consul légal avaient coopéré à cet heureux résultat; le mérite de Sylla était même beaucoup plus grand que celui de Flaccus. Si le parti démocratique avait été disposé à suivre en Italie la sage politique de Flaccus, à révoquer la proscription de Sylla et à accepter ses services à des conditions raisonnables, la crise épouvantable où l'empire avait paru sombrer serait vite venue à sa fin. Mais la situation politique de l'Italie rendait impossible cette solution trop heureuse. L'opposition conservatrice avait été presque entièrement détruite par la révolution; un grand nombre de nobles et de riches avaient été tués; les autres s'étaient sauvés auprès de Sylla ou dans les provinces éloignées; la peur paralysait ceux qui étaient restés à Rome; quant aux chevaliers, cette bourgeoisie de financiers et de marchands hésitait entre la peur d'une réaction conservatrice qui annulerait ses privilèges et la peur d'une révolution sociale, dont la réduction des dettes, approuvée en 86, pouvait être le principe. Le parti démocratique, fortement appuyé par la classe moyenne, se sentait trop sûr du pouvoir pour s'accorder avec Sylla, dont il se méfiait à cause de sa naissance, de ses relations, de son passé, de l'accueil amical qu'il avait fait à tant de conservateurs proscrits ou émigrés. La politique de Flaccus plaisait si peu aux démocrates que pendant l'hiver de 86 à 85 Fimbria, un de ses légats, qui était du parti populaire, ayant soupçonné les inclinations secrètes du général pour Sylla, réussit à ameuter les soldats, à le faire tuer, à se faire proclamer commandant en chef, détruisant par cette petite révolution militaire tout

espoir d'accord. Sylla se trouva de nouveau dans une situation critique. Il ne pouvait laisser Fimbria achever la conquête de l'Asie, car après un succès si grand le parti démocratique, déjà si peu enclin à la paix, n'aurait plus renoncé à se débarrasser de lui et de son armée par une guerre. Il était d'ailleurs très dangereux d'attaquer Fimbria, car Mithridate, dont la puissance déclinait rapidement après les deux défaites de Chéronée et d'Orchomène, aurait repris courage si une guerre civile était venue à éclater sous ses yeux. Ce fut alors que ce géant de l'égoïsme, qui avait fait de son propre salut la loi suprême de la vie, prit une résolution extrêmement grave et audacieuse, et qui devait décider de toute sa carrière future, et exercer une influence terrible sur l'histoire de Rome pendant vingt ans. Ne pouvant lutter à la fois contre Fimbria et Mithridate, ne pouvant s'accorder avec Fimbria, il résolut de proposer à Mithridate de conclure la paix à des conditions raisonnables. Le moment était favorable, car la longue guerre et les dernières défaites avaient épuisé les ressources militaires et financières du roi du Pont, la Grèce était perdue et l'Asie presque toute en révolte. En lui offrant des terres et de l'argent, en lui faisant des promesses, Sylla corrompit Archelaüs, l'amena à lui livrer immédiatement sa flotte et le persuada de proposer en son nom à Mithridate des conditions de paix : on reviendrait au *statu quo* de l'an 89; Mithridate conserverait tout son ancien royaume du Pont; il recevrait le titre d'ami et d'allié du peuple romain; il payerait à Sylla deux mille talents et livrerait un certain nombre de navires de guerre; pour rendre sa retraite plus facile et moins honteuse, Sylla s'engageait même à accorder une amnistie aux villes rebelles d'Asie.

Au point de vue des traditions politiques et militaires de Rome, cette paix était presque un crime de haute trahison. Ce roi, qui avait massacré cent mille Italiens et dévasté la plus belle province de l'empire, conservait son royaume, recevait le titre d'ami et d'allié, n'était châtié que par une petite contribution! Mais la situation créée en Italie par un demi-siècle de luttes politiques et sociales était si affreuse que Sylla fut forcé à la fin de chercher son salut et celui de ses légions dans cette espèce d'alliance avec le massacréur des Italiens. Archelaüs se laissa gagner par Sylla, alla chez Mithridate, s'ingénia à le persuader... Mithridate, qui comprenait pour quelles raisons Sylla proposait des conditions si favorables, essaya tout d'abord d'en obtenir de meilleures, menaçant de conclure une alliance avec Fimbria. Mais Fimbria, qui devait justifier sa révolte par de grands exploits, entra en campagne au printemps de l'an 85, envahit l'Asie, remporta de brillants succès sur les armées de Mithridate, et s'empara de Pergame. Pendant ce temps Lucullus, qui avait à la fin réuni une flotte, parut sur les côtes d'Asie, excitant les villes à la révolte. A la fin Mithridate, qui voyait son armée se désorganiser et l'Asie lui échapper, se persuada qu'il lui serait plus facile de s'entendre avec Sylla qu'avec Fimbria. Il eut avec le général romain un entrevue à Dardanos, accepta le traité de paix, embarqua les débris de son armée et retourna dans son royaume. Débarrassé de Mithridate par cet accord, Sylla s'avança en Lydie au-devant de Fimbria et, profitant de la haine que son crime et sa rapacité avaient attiré sur l'ancien *legatus* de Flaccus, il soudoya son armée qui à son approche se débanda pour aller rejoindre le vainqueur de Chéronée et d'Orchomène. Fimbria en fut réduit à se tuer. Sylla restait

donc le seul maître de l'Asie, à la tête d'une flotte nombreuse et d'une armée considérable, avec le Trésor rempli par l'indemnité de Mithridate.

Ce n'était que justice, en réalité; car Sylla avait réellement détruit la puissance de Mithridate et arraché au roi du Pont sa conquête par les victoires de Chéronée et d'Orchomène. Sans ces batailles Fimbria n'aurait pu ni s'emparer de Pergame, ni même entrer en Asie. Néanmoins il y avait une tache sur cette gloire, une cause de faiblesse dans cette puissance : le traité de Dardanos, ce pardon accordé au nouvel Annibal de l'Orient, dont aucun parti, même ceux qui espéraient en bénéficier le plus, n'auraient osé reconnaître la nécessité, tant que Sylla ne serait pas le maître absolu de la situation. Sylla le comprenait si bien que, pendant les années 85 et 84, il ne se soucia plus que de deux choses : lier à sa personne les légions et se réconcilier avec le parti démocratique; conclure un arrangement amiable, qui lui permît de rentrer paisiblement en Italie pour y jouir des immenses richesses amassées pendant la guerre. A la condition qu'on approuverait tout ce qu'il avait fait en Orient, que l'on ne reviendrait plus sur le traité de Dardanos, il aurait abandonné à leur sort le parti conservateur et la noblesse, qui n'avaient rien fait pour lui au moment du danger. Mais cette méfiance universelle qui trouble si profondément les esprits pendant les crises révolutionnaires et qui complique d'une façon si terrible les luttes acharnées des partis rendit tout accord impossible. Beaucoup de nobles s'étaient réfugiés auprès de Sylla et l'excitaient à détruire le gouvernement démocratique; dans tout l'empire, les restes du parti conservateur avaient repris courage après le grand triomphe de Sylla en qui ils espéraient trouver leur champion,

l'homme qui répéterait contre le parti populaire l'audacieux coup d'État fait contre la révolution de Sulpicius en 87. Des intrigues, quelques conspirations avaient commencé; certains jeunes hommes appartenant aux classes riches commencèrent à s'agiter. Sylla était un homme trop intelligent pour servir aveuglément aux rancunes de ce parti qui avait mérité ses malheurs par sa faiblesse; mais ces menées nuisirent tout de même à Sylla et à ses pourparlers. Le gouvernement populaire, qui se méfiait de lui à cause de son passé, s'alarma; la classe moyenne le soupçonna de vouloir ôter aux Italiques le droit de cité; le parti démocratique s'acharna à prendre sa revanche sur le parti conservateur qui voulait s'attribuer le mérite de la conquête asiatique, en repoussant le traité de Dardanos. Non; il ne reconnaîtrait jamais un traité aussi honteux; il ne permettrait pas que Rome acceptât une humiliation aussi terrible : la victoire sur Mithridate dont se vantaient les conservateurs était une trahison abominable! Si la situation morale et politique de l'Italie rendait difficile un accord entre Sylla et le parti démocratique, la lutte des intérêts la rendit bientôt impossible. Les chevaliers, cette riche bourgeoisie parmi laquelle se recrutait la fleur des usuriers de l'Asie, avaient fini par devenir aussi puissants auprès du gouvernement démocratique qu'ils l'avaient été sous tous les gouvernements précédents, sauf certains moments où la haine générale contre les manieurs d'argent secouait d'une convulsion tout l'État et s'imposait à tous les partis. Mais la ploutocratie italique ne tarda pas à travailler contre Sylla, bien qu'il eût reconquis l'Asie, parce que celui-ci fut contraint par la force des choses à léser quelque peu ses intérêts. Comme l'invasion de Mithridate avait apporté le

triomphe d'une révolution sociale et l'abolition de dettes, il était naturel qu'au rétablissement de l'autorité romaine succédât une réaction des classes riches. Mais Sylla chercha à modérer cette réaction; il redonna leur valeur juridique aux traités conclus entre particuliers, et rétablit l'ancien ordre légal des dettes et des créances; mais il abolit le fermage de la dîme foncière décrété par Caius Gracchus et décida que les impôts seraient levés par la province même.

L'Asie avait été trop appauvrie par l'exploitation financière, la révolution et la guerre; et Sylla qui, comme tous les nobles ruinés, détestait les manieurs d'argent, voulait aider la province, en la libérant de ses plus terribles exploiteurs, à payer la rançon de guerre qu'il lui avait imposée, une contribution extraordinaire de vingt mille talents et les tributs arriérés de cinq ans. Mais s'il se procurait le moyen d'entretenir par d'énormes présents la fidélité des légions, il s'aliénait les riches financiers italiens, dont beaucoup avaient été fermiers de la dîme asiatique et espéraient le redevenir, une fois la révolution domptée. Les longs pourparlers n'aboutiraient donc à rien, bien que Sylla, toujours prudent, laissât passer toute l'année 84; et à la fin, au commencement de l'année 83, ayant laissé en Asie les deux légions de Fimbria, il dut reprendre le chemin du retour pour venir déclarer la guerre au parti démocratique qui s'obstinait à lui fermer les portes de l'Italie. Il apportait à l'Italie un trésor plus précieux que l'or de Mithridate et que les dépouilles des temples de la Grèce : les livres d'Aristote, qu'il avait volés dans la bibliothèque d'Apellicon, à Athènes.

Il serait impossible dans ce court résumé d'exposer l'histoire détaillée de cette guerre civile. Il suffira de remarquer que le fait essentiel fut celui-ci : Sylla, qui

jusqu'alors n'avait représenté aucun parti, finit par devenir malgré lui le champion des conservateurs à outrance. A son arrivée, les restes du parti conservateur s'agitèrent de tous côtés, allèrent vers lui comme vers le sauveur attendu depuis longtemps, cherchèrent à l'amener à servir leurs intérêts. Quelques jeunes hommes trouvèrent aussi à la fin le courage d'agir : Cneus Pompée, le fils du consul de l'an 89, appartenant à une famille noble très riche, qui recruta une petite armée dans le Picenum; Marcus Licinius Crassus, un autre jeune homme de grande famille, à qui la révolution avait tué un frère, et Metellus Pius, fils du Numidique, qui firent de même. Toutefois Sylla était décidé à ne pas se laisser entraîner par ce parti; il s'efforça de rassurer les Italiques en déclarant qu'il ne reviendrait pas sur la grande mesure de l'émancipation de l'Italie; il consentit encore à traiter avec le parti populaire, et accepta le Sénat comme conciliateur. Ce fut en vain. Les chefs du parti populaire qui, à l'exception de Sertorius, ne semblent pas avoir été des hommes supérieurs, se méfiaient trop de lui et espéraient pouvoir venir à bout de cette petite armée, avec l'aide de l'Italie, et ils rendirent toute entente impossible par une politique sans franchise ni union. A la fin, Sylla se décida à accepter les offres des conservateurs; il confia des commandements importants à Cneus Pompée, à Marcus Crassus, à Metellus, et commença la guerre comme champion des proscrits et de la contre-révolution. En peu de temps, en agissant avec sa hardiesse habituelle, il réussit à dompter par l'or et par le fer l'immense désordre de cette société, où la révolution survenue après une longue dissolution sociale avait brisé tout lien moral entre les hommes. En répandant l'or, il détacha du parti démocratique

un grand nombre de légions et d'hommes; il découragea ceux qui résistaient à la corruption par les brillantes victoires qu'il remporta sur tous les chefs de l'armée démocratique, les tuant tous l'un après l'autre. Un seul, Sertorius, réussit à s'échapper en Espagne. C'est ainsi que Sylla renversa le gouvernement révolutionnaire et resta maître de l'Italie à la tête de son armée, sur les ruines du parti populaire et auprès du Sénat impuissant.

Et alors ce sybarite orgueilleux, froid, insensible, qui, exaspéré par la lutte terrible où il avait failli périr, méprisait tout le genre humain, devint un bourreau. Il ne se laissa pas tromper par les hommages dont il fut l'objet après la victoire; il comprit que ces mêmes conservateurs, à qui ses victoires avaient été si utiles et qu'il méprisait d'ailleurs autant que leurs ennemis, lui reprocheraient le traité de Dardanos, la mort de Fimbria, la guerre civile, et qu'ils le livreraient au parti démocratique s'il ne rétablissait l'ordre de façon à ce que personne n'osât plus revenir sur tout ce qu'il avait accompli en Italie et en Orient. Il imagina de se faire donner la dictature, et pour un temps indéfini le droit de vie et de mort sur les citoyens et pleins pouvoirs pour réformer la constitution. Il obtint facilement du Sénat, privé désormais de toute autorité, l'approbation de la *lex Valeria*, qui le faisait dictateur; et, ainsi armé, il fit périr un grand nombre — cinq mille, dit-on — de ceux qui dans la génération précédente avaient favorisé le mouvement démocratique; il poursuivit leurs familles, les appauvrit par des confiscations, rompit les mariages contractés entre leurs parents survivants et les familles influentes; il décréta que les fils des proscrits n'exerceraient jamais aucune magistrature, et il châtia des

villes entières, en leur infligeant des amendes, en démolissant les fortifications, en confisquant une partie du territoire public et privé, pour le distribuer ensuite à ses soldats qui s'établissaient en colons comme sur un territoire ennemi. Il n'y eut dans cette persécution ni scrupules, ni hésitations, ni merci, ni égards pour personne. Ses ennemis l'avaient trop haï et persécuté lui-même; Sylla avait hâte de retrouver ses loisirs et ses voluptés, et il voulait en finir vite. Deux mille sept cents chevaliers et environ cent sénateurs furent mis à mort; tous ceux qui avaient de quelque manière offensé le parti conservateur, ses préjugés, ses intérêts, risquèrent d'expier leur faute par la peine capitale. Malheureusement dans un pays ravagé déjà par le désordre d'une décomposition sociale qui durait depuis trente ans, cette réaction politique dégénéra bientôt en un pillage désordonné; autour de Sylla se forma vite une bande hétérogène d'aventuriers qui, dans la folie contagieuse du pillage, perdirent tout scrupule, toute pudeur, tout sentiment d'honneur. Il y avait là des esclaves, des hommes libres, des plébéiens, des nobles pauvres, comme Lucius Domitius Ænobarbus et des nobles déjà riches, comme Marcus Crassus, qui volèrent ensemble d'immenses richesses en achetant pour rien ou à vil prix les biens des proscrits. Sylla ne pouvait rien faire pour arrêter le fléau qu'il avait déchaîné; et, du reste, l'eût-il pu qu'il ne l'aurait pas voulu. Froid et impitoyable après la victoire comme dans le danger, il paraît s'être vengé dans sa grandeur, surtout, en méprisant à la fois les conservateurs et le parti populaire, les riches et les pauvres, les Romains et les Italiques, les nobles, les financiers, les plébéiens qui tous également tremblaient de peur devant lui. Il recevait avec indifférence dans sa splendide demeure

les hommages des plus grands personnages de Rome qui, la haine au cœur, venaient saluer humblement l'arbitre de la vie et de la mort; avec indifférence il voyait tout ce qu'il y avait de noble, d'illustre et d'élégant à Rome, les jeunes et les vieux représentants des grandes familles, les plus belles dames de l'aristocratie, se disputer les invitations à ses dîners somptueux où il trônait comme un roi, au milieu de ses chanteurs favoris, occupé seulement à manger et à boire et ne se souciant même pas de connaître le nom de ses innombrables invités (1); avec indifférence il laissait toute une foule d'ambitieux, d'avares, de scélérats se disputer le pas dans son atrium et obtenir facilement de son insouciance les terres, les maisons, les esclaves des condamnés, le pardon des proscrits de peu d'importance, la condamnation des innocents qui s'étaient attiré des haines pour des raisons privées ou par leurs richesses. Les parentés, les amitiés, les actions les plus innocentes, accomplies pendant la révolution, pouvaient devenir un tort et un crime capital, grâce à la lâcheté, à la haine et à la cupidité des dénonciateurs. Bien des gens furent ruinés; beaucoup s'enfuirent chez les Barbares, en Espagne, en Mauritanie, auprès de Mithridate. Ceux qui ne parvinrent pas à se procurer la protection de quelque puissant ami de Sylla vécurent dans une angoisse continuelle. Le fils de ce Caius Julius César, dont Marius avait épousé la sœur et qui était mort à Pise d'apoplexie quelques années auparavant, courut alors un grand danger. Le jeune homme qui, au tort d'être le neveu de Marius, avait ajouté la faute d'épouser la fille de Cinna reçut de Sylla l'ordre de répudier la belle Cor-

(1) Plutarque, *Cat. U.*, 3; *Syl.*, 34-36.

nélie; mais comme il était très passionné et qu'il aimait beaucoup sa jeune épouse, pour qui il avait refusé une riche héritière, Cossutia, il ne voulut pas céder. Il préféra se voir confisquer la dot de sa femme et l'héritage de son père, quitter Rome, risquer même d'être proscrit. Au bout de quelque temps d'ailleurs, par l'entremise de certains parents, Sylla lui pardonna (1).

Mais le parti populaire une fois détruit, il fallait l'empêcher de renaître. A cette fin Sylla, qui désormais était devenu le champion des conservateurs, essaya de faire une grande réforme de la constitution en appliquant le programme de Rutilius Rufus et les idées favorites des aristocrates qui, également opposés au parti populaire et à la classe capitaliste, croyaient possible et utile une restauration des anciennes institutions aristocratiques de l'époque agricole. Les conservateurs à outrance, qui avaient si peu lutté pour la conquête du pouvoir, virent tout à coup leur programme réalisé presque tout entier. Sylla abolit les distributions publiques du blé à Rome et la censure; il éleva à huit le nombre des préteurs et à vingt celui des questeurs. Il enleva aux comices le droit de discuter les lois sans l'autorisation du Sénat. Il donna aux comices des centuries les droits qu'avaient les comices

(1) SUÉTONE, *Cæs.*, 1; PLUTARQUE, *Cæs.*, 1. Je ne crois pas qu'on puisse attribuer de raison politique à ce premier acte de César, qui était alors très jeune et inconnu. Ce fut une belle imprudence juvénile qu'il commit par amour ou par orgueil, et voilà tout. Suétone et Plutarque ne sont pas d'accord sur cet épisode; mais le récit de Suétone me paraît plus vraisemblable, à l'exception de ce qui a trait à la dignité de *Flamen Dialis* : tous deux se trompent sur ce point et la véritable explication nous est donnée par VELLEIUS PATERCULUS, II, 43. Le mot attribué à Sylla par Plutarque et Suétone, que sous César se cachaient plusieurs Marius, est certainement une fable.

des tribus. Il défendit aux tribuns du peuple de proposer des lois et de prétendre aux magistratures supérieures, et ne leur laissa que le droit d'assistance. Il décréta qu'on ne pourrait arriver aux magistratures que dans l'ordre légal et que les réélections ne seraient admises qu'au bout de dix ans. Il tenta d'enrayer l'augmentation des crimes en établissant un système de peines plus sévères pour les délits de violence et de fraude. Il libéra dix mille esclaves et les fit citoyens en choisissant les plus jeunes et les plus forts de ceux qui avaient appartenu aux proscrits. Il rendit aux sénateurs le pouvoir judiciaire et fit passer dans le Sénat trois cents chevaliers. Il cherchait en somme à détruire à la fois la puissance de la classe moyenne et celle des chevaliers en rétablissant avec peu de changements la constitution aristocratique qui était en vigueur au temps de la guerre punique, alors que la société italienne, rurale, aristocrate et guerrière, était une stratification parfaite des classes, ayant en haut une noblesse peu éclairée, mais disciplinée et puissante; au-dessous le moyen peuple rural, soumis, patient, aisé, et content de son sort; au-dessous encore, les esclaves, peu nombreux et dociles, que l'on traitait durement mais sans cruauté. Mais il restaurait cette constitution justement après que ces différentes couches s'étaient affaissées, rompues, pliées l'une sur l'autre, à la suite du mouvement d'affaissement de la noblesse, du soulèvement de la bourgeoisie, et du violent tremblement de terre de la révolution; au moment même où les esclaves étaient excités à trahir leurs

(1) LANGE, *R. A.*, III, 144 et suiv. CANTALUPI, *M. S.*, 110 et suiv. Au sujet des controverses relatives à la réforme que Sylla fit de la puissance tribunitienne, voy. SUNDEN, *De tribunitia potestate a L. Sulla imminuta quæstiones*; Upsal., 1897.

maîtres proscrits et dans les bandes des amis du dictateur, les esclaves, les affranchis, les hommes de la classe moyenne, les nobles dévastaient ensemble et ensanglantaient l'Italie sans respecter aucune loi. Ce n'était pas une restauration aristocratique, car l'aristocratie romaine n'existait plus; mais en Asie, comme en Italie, comme dans tout l'empire, c'était le triomphe orgiaque et sanguinaire d'une oligarchie d'assassins, d'esclaves, de nobles besogneux, d'aventuriers sans scrupules, d'usuriers rapaces, de soldats mercenaires, sur un vaste empire de millions d'opprimés qui, dans un accès de fureur, avaient essayé en vain de se révolter. L'impassible Sylla, de sa maison pleine de mimes, de chanteuses et de danseuses, et parée tous les soirs pour de somptueux banquets, contemplait avec indifférence ce triomphe qu'il n'avait pas recherché, mais dont il était cependant le premier auteur. Dès qu'il se crut en sûreté comme homme privé dans l'empire qu'il avait gouverné comme dictateur, il abdiqua cette dictature pour s'abandonner tout entier aux plaisirs et aux débauches qui finirent par l'user. Il ne tarda pas à mourir, au commencement de l'an 78.

Sylla, il serait injuste de le nier, fut un dictateur sans ambitions, un républicain sincère qui s'empressa de quitter le pouvoir dès qu'il lui fut possible de le faire sans se perdre et ses amis avec lui. Mais les événements et aussi certains défauts lui firent jouer dans l'histoire un rôle moins splendide que celui que l'on aurait pu attendre de tant d'intelligence et d'énergie. Il n'avait ni grandes passions, ni idées sublimes, ni ce grain de divine folie et ce pouvoir d'exaltation par lesquels se révèle dans les grands esprits l'instinct troublé et informe de l'avenir. Froid, indifférent à tout en dehors de son plaisir, tant qu'il ne fut pas obligé de

prendre parti pour se défendre, il demeura impassible au milieu de la terrible lutte de classes qui se livrait autour de lui : quand il dut à la fin prendre les armes et lutter, il fut simplement l'auteur d'une gigantesque opération de police pour rétablir l'ordre, qu'il médita avec beaucoup de clairvoyance et qu'il exécuta avec énergie. Cette opération de police était peut-être nécessaire pour sauver, à ce moment-là, l'empire et la civilisation antique de la destruction dont les menaçait la révolte désespérée de tant d'opprimés d'Italie et d'Asie; mais sa valeur historique ne dépasse cependant pas celle de toutes les opérations de police. L'ordre, même dans l'État le mieux organisé, n'est qu'une fiction de justice et de sagesse; une fiction que l'on peut comparer au champ qui a besoin d'être périodiquement fendu et retourné par la charrue pour que la force génératrice s'y renouvelle. La crise terrible de l'Italie était semblable au soc d'une charrue qui, pénétrant dans les entrailles de la vieille société, tournait et retournait les mottes, ramenait à la lumière celles qui étaient enfouies, réduisait en poudre celles qui s'étaient durcies au soleil pendant de longs mois, ouvrait de nouveaux pores pour les eaux du ciel, et réveillait, pour préparer une nouvelle moisson, les énergies génératrices de la vie. Marius, malgré les ambitions criminelles de sa vieillesse, contribua à ce renouveau vital en traçant les grandes lignes de la nouvelle organisation militaire de Rome et en travaillant à résoudre la question de l'émancipation de l'Italie. Sylla, au contraire, ne fit rien. Son œuvre fut encore plus contradictoire que celle des Gracques. Après s'être emparé du pouvoir en se servant de la grande force nouvelle de l'époque mercantile, la corruption; prodiguant l'argent à ses amis et à ses ennemis, il voulut s'en

servir pour restaurer les institutions politiques de l'époque agricole. Aussi son édifice de lois fut bientôt détruit comme une cabane de roseaux construite sur la plage et qu'emporte un coup de mistral. Il ne resta de lui que l'effroi causé par un personnage nouveau dans l'histoire de Rome, que les contemporains considérèrent comme créé par Sylla et qui n'était que la dernière apparition nécessaire de toutes les démocraties antiques : le chef d'une soldatesque, tout puissant par l'or et par le fer.

Ainsi finissaient ces temps orageux qui avaient commencé avec l'assassinat des Gracques. Au milieu de tant de ruines un événement capital s'était produit : l'Italie osque, sabellique, ombrienne, latine, étrusque, grecque, gauloise s'était effondrée dans le passé. Au lieu d'une multitude de petites républiques fédérales, il y avait maintenant une nation italienne; il y avait une agriculture, un commerce, des mœurs, une armée, une culture, un esprit italiens, communs désormais à une classe moyenne formée par toutes les populations de l'Italie, que l'ambition d'accroître leur puissance et leur richesse par les études, le trafic et les armes avait mêlées et fondues les unes dans les autres.

VI

LES DÉBUTS DE JULES CÉSAR

Quand Sylla lui eut pardonné, Caius Julius César, ce jeune homme dont nous avons déjà raconté la périlleuse aventure, comme tous les jeunes gens de familles riches qui ont fait une grosse folie, se décida à voyager et partit à la suite du propréteur Marcus Minutius Thermus, au siège de Mitylène, la dernière cité rebelle de l'Asie qui ne se fût pas encore rendue. De Mitylène il fit un voyage en Bithynie, envoyé par Thermus en mission diplomatique auprès du vieux roi de Bithynie, pour lui demander des navires pour le siège. Est-il vrai, comme l'affirmèrent plus tard ses ennemis, que dans le palais de Nicomède, loin de Rome et des siens, le jeune homme s'égara dans les chambres les plus secrètes et les plus infâmes de cette cour pleine de vices (1) ? La chose ne serait pas en elle-même impossible ; mais les accusations des adversaires n'ont jamais été des documents sérieux, surtout quand il s'agit d'accusations de ce genre. Il est certain au contraire qu'il fit plusieurs voyages à la cour de Nicomède (2) jusqu'à ce que, en 78, quand le proconsul de Cilicie, Publius

(1) Suétone, *Cæs.*, 2 et 49 ; Dionysius, 43, 20. L'exposé de cette première phase de la vie de César, très net dans Suétone, est au contraire confus et embrouillé dans Plutarque, *Cæs.*, 1, 4.

(2) Suétone, *Cæs.*, 2.

Servilius, entreprit une guerre contre les pirates de la Lycie et de la Pamphylie, il se rendit auprès de lui pour l'accompagner dans cette guerre. Mais peu après, dès qu'il sut que Sylla était mort, il retourna à Rome.

Il trouvait, en rentrant, l'air de Rome empoisonné par cette défiance faite de haine et de peur que répandent autour d'elles les oligarchies qui ont peu de cohésion et ne se sentent pas sûres de leur pouvoir. Malgré le terrible effort accompli par Sylla, la constitution aristocratique rétablie par lui était peu solide, car elle lésait trop d'intérêts et ne répondait nullement aux besoins de cette époque. Pour que cette constitution aristocratique pût bien fonctionner, il aurait fallu une noblesse puissante, telle que Rome en avait eu une aux temps des guerres puniques. Sans doute, ce qui restait de la vieille noblesse romaine, surtout les familles et les hommes les plus respectables, comme Quintus Lutatius Catulus, soutenaient de toutes leurs forces la nouvelle constitution qui avait appliqué les idées réactionnaires que professait presque toute la noblesse. On s'imaginait que les transformations démocratiques de l'État effectuées dans les cinquante dernières années avaient été annulées pour toujours; que la vieille constitution aristocratique, la source unique de la grandeur de Rome, était définitivement rétablie. Mais quelques familles nobles ne font pas une noblesse et ces aristocrates respectables ne formaient qu'une petite minorité de la coterie dominante; à côté d'eux il y avait les amis et les bourreaux de Sylla enrichis par la confiscation des biens des proscrits, les transfuges du parti de Marius, les conservateurs modérés devenus, après la révolution, des réactionnaires intransigeants. Ce n'était pas une classe sociale, mais une bande d'aventuriers, où les

personnes louches abondaient, et cette bande ne pouvait prétendre au respect, qui est l'essence même de tout gouvernement aristocratique. Pourrait-elle au moins imposer à l'Italie, à défaut de ce respect, la haine du parti vaincu? Cette coterie cherchait à exclure des magistratures, du Sénat, du gouvernement des provinces, tous ceux qui ne se laissaient pas aller à admirer Sylla et les chefs du parti conservateur comme les seuls grands hommes parus dans la génération précédente, et à détester le parti démocratique, ses hommes et surtout Marius, les idées, les causes qu'il avait défendues. Cependant, malgré ses fautes, le parti démocratique avait rendu de grands services à l'Italie; si les puissants affectaient de traiter Marius de brigand et de criminel, si on avait renversé ses trophées, il n'était pas moins vrai qu'il avait refoulé la terrible invasion des Cimbres, tandis que Sylla avait conclu le traité de Dardanos. La coterie conservatrice ne pouvait donc imposer la haine du parti démocratique et de ses chefs sans offenser le sentiment national de l'Italie. Très faible au point de vue moral, ce gouvernement campait au milieu de l'Italie comme une petite armée en pays de conquête, entourée de tous côtés par des bandes d'ennemis implacables. La réaction de Sylla avait ruiné, humilié, offensé trop de personnes; avait semé trop de rancunes dans toute l'Italie. Les fils des proscrits qui avaient été privés de leurs parents, de leurs biens, de leurs droits politiques; les villes à qui on avait ôté le territoire et le droit de cité; les chevaliers qui avaient perdu le pouvoir judiciaire et presque toute leur ancienne influence politique; la classe moyenne de l'Italie qui craignait de perdre ce droit de cité si péniblement conquis, formaient une telle armée de mécontents avides de vengeance que même un

gouvernement plus fort s'en serait épouvanté. Sans doute tous ces ennemis étaient maintenant désorganisés et dispersés par la terreur des persécutions; mais qu'arriverait-il le jour où ils se réuniraient sous un chef? Il n'y avait qu'un moyen pour donner du prestige et de la force au gouvernement : faire une politique étrangère audacieuse, remporter de grands succès militaires et diplomatiques. Le gouvernement conservateur aurait pu, par exemple, faire oublier beaucoup de ses méfaits en vengeant la honte du traité de Dardanos. Mais cette coterie formée à la hâte, au milieu d'une crise terrible, de tant de personnes différentes qui se méprisaient mutuellement; méfiante, incertaine; divisée par tant de rivalités personnelles; paralysée par la terreur du bouleversement d'où elle était sortie, n'avait aucune énergie. Le Sénat, qui était son organe le plus puissant, ne faisait rien, cherchait à éviter toute occasion de guerre redoutant les conséquences d'une défaite, ne voulant pas engager dans des expéditions lointaines une partie trop considérable des forces dont il pensait avoir besoin à l'intérieur pour défendre la constitution de Sylla. En 81 on avait vu une chose extraordinaire : le roi d'Egypte Alexandre II avait imité l'exemple du roi de Pergame et laissé en héritage au Sénat l'Égypte, le royaume le plus riche du monde ancien; mais le Sénat avait refusé et s'était contenté de prendre l'argent du roi déposé à Tyr. Sans doute il résistait aux sollicitations de Mithridate qui voulait que le traité de Dardanos fût reconnu par le Sénat, n'osant pas, même alors, partager avec Sylla la responsabilité de cet acte si grave; mais il ne paraissait pas s'apercevoir que par cette résistance il rendrait inévitable une autre guerre et ne faisait rien pour s'y préparer. . . . .

Il n'est donc pas étrange que, Sylla mort, les restes du parti démocratique se soient aussitôt agités. Mais une chose plus grave était arrivée pendant que César était en Orient, et qui démontre combien le gouvernement fondé par Sylla était faible : les *populares*, à peine leur agitation commencée, avaient pris pour chef l'un des consuls de l'année 78, Marcus Emilius Lepidus. Lépide était noble et riche; il possédait le palais le plus somptueux qui fût à Rome (1); il avait été conservateur jusque-là et ami de Sylla; il s'était même enrichi en achetant les biens des proscrits (2). Mais, irrité de ce que Sylla eût cherché à empêcher son élection au consulat, ambitieux, léger et violent, il s'était, dès la mort de Sylla (3), improvisé chef du parti populaire en proposant de rétablir les distributions de blé (4), de rappeler les exilés (5), de restituer leurs droits électoraux (6) et leurs terres aux villes qui en avaient été dépouillées (7). Le succès de l'agitation avait été extraordinaire; la faiblesse du gouvernement s'était aussitôt manifestée : bien que Lépide fût presque seul, le Sénat, dont beaucoup de membres avaient commis tant de rapines et de crimes pendant la réaction, et qui

(1) Pline, *H. N.*, XXXVI, xv, 109.
(2) Mommsen, *R. G.*, III, 18.
(3) Peter, *G. R.*, II, 138; Ihne, *R. G.*, VI, 8; Mommsen, *R. G.*, III, 18 : Drumann, *G. R.*, IV, 339, en se basant sur le discours de Lépide dans Salluste, *Hist.*, I, fr. 55 (Maurenbrecher), croient qu'il commença à faire de l'opposition du vivant de Sylla. Avec Nitszch, *G. R. V.*, II, 176 et Franke, *J. P. P.*, 1893, I, 49, je trouve plus vraisemblable que le mouvement n'ait commencé qu'après la mort de Sylla.
(4) Gran. Licinius, 43, éd. Bonn.
(5) Gran. Licinius, 43; Florus, II, 11; Salluste, *Hist.*, fr. 77, 6; éd. Maurenbrecher, Leipzig, 1893.
(6) Supposition, vraisemblable, de Drumann, *G. R.*, IV, 42.
(7) Gran. Licinius, 45; Appien, *B. C.* I, 107.

n'avait à Rome aucune armée dont il pût disposer sûrement, s'était alarmé, avait cédé en partie, se montrant favorable aux distributions de blé et au retour des exilés, pour s'opposer au contraire plus énergiquement aux autres propositions, surtout à celle de la restitution des terres (1). Mais l'agitation de Lépide avait fait fermenter l'esprit de révolte dans toute l'Italie. En Étrurie, autour de Fiésole, beaucoup de propriétaires dépouillés par Sylla étaient venus à main armée chasser les nouveaux possesseurs de leurs anciens domaines (2). A Rome, les conservateurs intransigeants qui avaient à leur tête l'autre consul, Quintus Lutatius Catulus (3), avaient accusé Lépide de fomenter cette révolte, et proposé des mesures énergiques; mais le Sénat n'avait pas osé les approuver (4), et il avait trouvé plus simple d'éloigner Lépide de Rome, en pressant sous différents prétextes, et de façon à ce qu'il eût lieu avant les élections de leurs successeurs, le départ des deux consuls pour les provinces qui, à ce qu'il semble, leur avaient déjà été assignées, la Gaule Narbonnaise à Lépide, l'Italie à Catulus (5). On leur avait même donné beaucoup d'argent pour l'administration des provinces et on les avait

(1) Franke, *I. P. P.*, 1893, I, 54-55.

(2) Gran. Licinius, 45.

(3) Plutarque, *Pomp.*, 16.

(4) Plutarque, *Pomp.*, 16. C'est, je crois, à cela que fait allusion le passage de Salluste, *Hist.* I, fr. 77, 6 et suiv., et non à une attaque de Rome que Lépide aurait véritablement tentée.

(5) Il me semble que Salluste, *Hist.*, I, fr. 66, fait allusion au départ des consuls pour les provinces et non (Mommsen, *R. G.*, III, 26) à une expédition commune en Etrurie pour réprimer les désordres; c'eût été trop peu de chose pour deux consuls. Le passage relatif à cela dans Gran Licinius 45, est trop mutilé et trop incertain pour pouvoir servir de document. Au reste toute cette histoire est très obscure. Franke, *I. P. P.*, 1893, I, p. 57.

fait jurer de ne pas combattre l'un contre l'autre.

Jules César, revenant à Rome au milieu de cette effervescence, dut trouver des visages sombres, un accueil froid et une défiance jalouse dans la coterie au pouvoir, qui n'avait oublié ni sa parenté, ni sa révolte contre Sylla. Ce retour à l'improviste, quand une révolution semblait commencer, dut même paraître très suspect. Il fut au contraire accueilli avec joie par le parti de Marius qui préparait déjà une petite insurrection. Lépide avait pris l'argent du Sénat et était parti; mais arrivé en Étrurie il s'était arrêté pour enrôler ouvertement les misérables de ce pays et des autres parties de l'Italie, tandis qu'un autre noble compromis dans la révolution et épargné par Sylla, grâce à ses relations de famille, Marcus Junius Brutus, d'accord certainement avec Lépide, recrutait une armée parmi les désespérés de la vallée du Pô (1). A Rome, où bien des gens étaient au courant du projet et se préparaient à rejoindre les deux chefs de la révolution, le beau-frère de César, Cinna, chercha à le décider à le suivre (2); mais César refusa. Avec les années et l'expérience, le tempérament aventureux et impétueux du jeune homme qui avait risqué sa tête pour l'amour de sa dame se modérait, et un des instincts essentiels de son tempérament, la prudence, commençait à prendre de la force.

Mais, la guerre ayant éclaté, le Sénat avait à envoyer deux hommes sûrs contre Lépide et Brutus. L'un était naturellement le consul Catulus; et l'autre aurait dû être un magistrat en charge. Mais il y avait dans le parti de Sylla un jeune homme ambitieux, impatient,

(1) Franke, *I. P. P.*, 1893, I, p. 56.
(2) Suétone, *Cæs.*, 3.

intrigant; c'était Cneus Pompée. Il était né en 106 d'une grande et riche famille; nous avons vu qu'il s'était signalé tout jeune à la tête d'une armée dans les guerres que Sylla avait faites à son retour en Italie contre le parti populaire; il avait ensuite épousé une nièce du dictateur. Pour continuer à jouer un rôle extraordinaire dans le gouvernement conservateur, il eut l'idée de demander le commandement de cette guerre, bien que cette année-là il fût un homme privé, sans aucune magistrature. De la part d'un admirateur de Sylla, du réformateur qui avait imposé la stricte observance des vieilles règles pour la succession des magistratures, la prétention était bizarre, et démontrait bien que les amis eux-mêmes du dictateur ne prenaient au sérieux sa constitution que là où elle favorisait leurs intérêts. Mais le Sénat, qui tremblait toujours et se méfiait de tous, ne sut pas résister aux intrigues du jeune homme qui, au moins par son passé, promettait d'être un instrument fidèle; et oubliant qu'il aurait dû être le gardien sévère de la constitution de Sylla, il lui donna une armée pour combattre Brutus. Ainsi la guerre commença. Tandis que Lépide cherchait à prendre Rome défendue par Catulus, et par Appius Claudius, nommé *interrex*, à qui le Sénat avait fini par donner pleins pouvoirs (1), Brutus, au nord, vaincu et enfermé dans Modène par Pompée, se rendit à condition d'avoir la vie sauve; mais il fut déloyalement mis à mort par le vainqueur (2), et il mourut laissant à Rome une jolie

(1) Je pense avec Franke, *I. P. P.*, 1893, I, p. 63, n. 4, que Florus, III, 23, se trompe en disant que Rome fut défendue par Pompée et Catulus. Pompée était alors dans la vallée du Pô en train de combattre Brutus, comme le raconte Plutarque, *Pompée*, 16.

(2) Plutarque, *Pomp.*, 16; Orose., V, 22; Tite-Live, *P.*, 90.

veuve du nom de Servilia et un jeune fils d'un peu plus d'un an (1), qui portait son nom. A la suite de la défaite de Brutus, et peut-être aussi à cause des pertes qu'il avait subies dans les assauts donnés à Rome, Lépide dut se retirer au nord; mais, défait à Cosa, en Étrurie, il s'embarqua avec les restes de l'armée pour la Sardaigne, où il combattit avec peu de succès le gouverneur Caius Valerius Triarius (2), jusqu'à ce qu'il mourût, tué par les fatigues et, dit-on, par le chagrin d'avoir découvert l'infidélité de sa femme. Les restes de son armée furent conduits en Espagne, à Sertorius, par un officier du nom de Perpenna.

César avait été assez heureux et assez avisé pour ne pas entrer dans ces affaires qui avaient si mal tourné. Mais ambitieux comme il l'était, il lui tardait de faire parler de lui. Il était né dans une famille très ancienne, mais déchue et abâtardie, dans laquelle, en remontant à six générations, personne n'était arrivé à une magistrature plus haute que la préture; qui s'était apparentée avec des parvenus tels que Marius et avait cherché des alliances dans la bourgeoisie capitaliste, échappant à la ruine, mais sans réussir toutefois à s'enrichir (3). Si César pouvait faire bonne figure et vivre largement, il le devait à la sagesse de sa mère Aurélia, noble modèle de l'antique matrone romaine (4). Il fallait donc qu'il se mît en évidence, et se sentant plus hardi pour les épreuves d'éloquence que pour les

(1) Les considérations de Bynum, *L. M. I. B.*, 6 et suiv., me persuadent que Brutus naquit en 79 ou en 78 avant Jésus-Christ et non en 85, comme on l'admet généralement.

(2) Asc. in Scaur., p. 19 : (Orel.); *B. C. H.*, 11, p. 265, n. 27.

(3) Cela me paraît, en l'absence de documents précis, une juste conclusion tirée par Drumann, *G. R.*, III, 733, de l'histoire des premières années de César.

(4) Voy. Drumann, *G. R.*, III, 128.

mouvements révolutionnaires il accusa en 77 deux puissants personnages de la coterie de Sylla, Cornelius Dolabella d'abord, ami du dictateur et ancien gouverneur de la Macédoine, puis un autre général de Sylla, Caius Antonius Ibrida, au sujet des dommages commis en Grèce pendant la guerre. Ces accusations avaient un but politique. Après avoir réduit au silence les tribuns du peuple, dont le droit absolu équivalait dans la démocratie romaine à ce qu'est la liberté de la presse dans les régimes actuels; après avoir détruit le parti populaire, terrifié la classe moyenne, le peuple et les chevaliers qui en avaient été la force, le gouvernement conservateur avait pu abuser trop facilement du pouvoir, de sorte que la réaction conservatrice, malgré les réformes de Sylla, avait accru la corruption politique. A Rome les questeurs, jeunes gens frivoles pour la plupart, bien vite ennuyés de chiffres et d'affaires de finances, laissaient faire les greffiers du Trésor qui abusaient de leur confiance, admettaient de fausses créances, négligeaient de faire payer les débiteurs de la république, gaspillaient de toute façon les deniers publics (1). Des hommes violents, cupides, sans scrupules, qui souvent s'étaient déshonorés dans les répressions de Sylla, comme Caius Verrès, Cneus Dolabella, Publius Cethegus, se faisaient facilement élire aux magistratures et disposaient d'une grande autorité au Sénat, parmi les nobles nombreux et indolents. Dans la Gaule narbonnaise, les financiers corrompaient les gouverneurs, qui, par la fraude et la violence, usurpaient les terres des peuples libres de la frontière, et leur affermaient ces terres à vil prix (2). Dans toutes les

(1) Plutarque, *Caton d'Utique*, 17-18.
(2) Voyez tout le discours de Cicéron, *Pro Fonteio*.

provinces, les gouverneurs commettaient des cruautés et des rapines qui n'étaient jamais punies. A Rome il n'y avait aucune garantie pour la justice; les tribunaux sénatoriaux reconstitués par Sylla fonctionnaient encore plus mal que ceux des chevaliers, tant il était facile à tout homme riche et puissant de se faire absoudre, en employant l'intrigue et l'argent (1). Le public était mécontent de ce désordre; et César espérait porter atteinte au gouvernement et à son crédit en accusant des personnages aussi puissants.

Mais l'impatience avait poussé César à se montrer à un moment qui était peu propice. En effet la terreur qu'avait inspirée Lépide une fois calmée, une peur plus grande s'emparait des esprits. Sertorius, le petit propriétaire de Norcia que sa mère avait envoyé faire ses études pour qu'il devînt avocat, et qui s'était fait homme de guerre, reprenait inopinément en Espagne la défense d'une cause que tout le monde croyait perdue. Il avait conquis presque toute la péninsule, construit un arsenal, organisé une armée, créé une école pour y faire donner une éducation latine aux fils de la noblesse espagnole. Il avait accueilli les fugitifs du parti de Marius; il avait choisi parmi eux un sénat, et il avait infligé plusieurs défaites à Metellus Pius. A l'autre angle du monde Mithridate, alarmé par la résistance du Sénat qui ne voulait pas mettre par écrit le traité de Dardanos, se préparait avec une ardeur extraordinaire à une nouvelle guerre. Il fournissait de l'argent, et il s'entendait en cachette avec les pirates dont le nombre et l'audace avaient augmenté dans la Méditerranée pendant le désordre de la révolution; il accumulait des approvisionnements; il fabriquait des

(1) Cicéron, *in Verr.*, A., I., 13, 37-40; 15, 43-45.

armes ; et convaincu, par l'expérience même, qu'une armée petite mais valide valait mieux que les armées orientales, dont le nombre était plus encombrant qu'utile, il essayait d'organiser avec l'aide de nombreux Italiens qui étaient passés à son service une armée plus petite, à la romaine (1). Bien des gens à Rome s'inquiétaient en voyant ainsi le temps à l'orage, exactement comme en 89 : la guerre civile dans le pays, Mithridate prenant les armes, les pirates toujours plus nombreux et plus audacieux. On soupçonnait même une correspondance et une entente à travers la mer, entre l'Espagne et le Pont (2). Au milieu de telles inquiétudes les accusations lancées contre des personnages puissants, même si elles étaient justes, rappelaient trop les scandales dont les tribuns du peuple s'étaient servis pour troubler la république, étaient facilement dénoncées par les scélérats comme des menées révolutionnaires, et épouvantaient les honnêtes gens timides qui, tout en se réjouissant en secret de voir poursuivre la canaille puissante, n'osaient soutenir les accusateurs. De fait les deux accusés, malgré l'éloquence de l'audacieux jeune homme, furent absous, et César, à la suite de ses procès, déplut encore davantage aux grands qui regardaient d'un mauvais œil ce pétulant et dangereux neveu de Marius (3). Il comprit qu'il avait commis une imprudence, et que le moment était encore favorable aux jeunes hommes qui avaient servi la cause de Sylla, comme Pompée. Celui-ci était revenu de sa guerre contre Brutus encore plus orgueilleux, plus ambitieux, plus sûr de lui qu'il ne l'était avant son départ ; il avait conservé son armée sous les

(1) Reinach, *M. E.*, 315 et suiv.
(2) Salluste, *Hist.*, II, xlvii, 6 et suiv.
(3) Suétone, *Cæs.*, 4.

armes dans le voisinage de Rome, et il avait tellement intrigué pour être envoyé en Espagne au secours de Metellus, contre Sertorius, que le Sénat, dans sa faiblesse, redoutant une révolte de l'armée, y avait consenti, bien que Pompée n'eût encore été élu à aucune magistrature (1). Découragé, César se décida à retourner en Orient, à Rhodes cette fois, la ville à la mode pour les jeunes gens riches de Rome qui voulaient se perfectionner dans l'éloquence. Mais il lui arriva aussitôt dans son voyage une aventure désagréable : il fut pris par les pirates, qui le gardèrent comme prisonnier à bord pendant cinquante jours, jusqu'à ce que fussent revenus ses affidés, entre autres son esclave Epicratès, qu'il avait envoyés en Asie chercher l'argent nécessaire pour son rachat. C'était là un fâcheux contre-temps qui devait amuser bien des gens à Rome; mais l'ambitieux jeune homme chercha à s'en consoler en mandant à Rome, quand il eut recouvré la liberté, un récit probablement très exagéré de son séjour au milieu des pirates. Il aurait vécu quarante jours au milieu d'eux comme un prince entouré de ses esclaves, tantôt jouant avec eux, tantôt leur récitant ses poèmes, tantôt les menaçant de les faire tous pendre, s'ils lui rendaient la liberté; il ajoutait qu'une fois libre il avait réellement armé un vaisseau, leur avait donné la chasse et en avait fait mettre en croix plusieurs (2). Quoi qu'il en soit, à Rhodes il se mit tranquillement et sérieusement à étudier, tandis qu'autour de lui, à son insu et à l'insu de tous, le monde se renouvelait, à mesure que disparaissait la génération révolutionnaire de Marius et de Sylla et que s'avançait la génération nouvelle

(1) Plutarque, *Pompée*, 17.
(2) *Id.*, *Cæs.*, 2 ; Suétone, *Cæs.*, 4.

de ceux qui étaient nés vers l'an 100 avant Jésus-Christ.

La timide sagesse des hommes s'était encore une fois trompée. Les calamités de ces années terribles n'avaient pas ruiné pour jamais l'Italie; la terreur de la révolution et de la réaction une fois passée, elle se reprenait à vivre, à agir, à espérer; elle cherchait à s'adapter aux conditions nouvelles crées par les événements et à en tirer la plus grande somme possible de bonheur. C'est la loi éternelle de la vie des peuples, et plusieurs causes permettaient à l'Italie de l'accomplir. Même les destructions et les ravages de la guerre civile avaient servi jusqu'à un certain point à rétablir dans la société italienne l'équilibre entre la richesse et les besoins. Assurément des massacres aussi grands que ceux dont la guerre civile et la guerre d'Orient avaient été la cause auraient ruiné un petit peuple sujet et tributaire, pauvre de capitaux et d'esclaves, vivant de son travail, parce qu'ils lui auraient fait perdre une partie trop considérable des hommes aptes à la guerre et à la production. Mais ces massacres étaient au contraire un avantage pour une nation telle que l'Italie, où tant de gens luttaient pour exploiter à leur profit la suprématie politique déjà acquise sur les peuples du bassin méditerranéen, et pour vivre sur le travail des esclaves et des sujets. Ces guerres avaient diminué le nombre des concurrents à l'exploitation de l'empire; la violence de la lutte s'adoucissait; dans beaucoup de familles décimées par la révolution, les survivants se trouvèrent plus riches au retour de la paix, malgré les pertes subies pendant la révolution. La révolution avait en outre décrété en 86 la réduction des trois quarts des dettes, c'est-à-dire avait allégé beaucoup de patrimoines de leurs charges les plus

lourdes, en compensant ainsi pour bien des gens, et au détriment d'un petit nombre, les dommages des guerres civiles. L'Italie avait réorganisé pendant cette crise son armée, et si elle n'avait pu sauver son empire qu'au prix du traité de Dardanos, elle avait pu, après la victoire, faire payer par l'Asie et par la Grèce une partie des frais de sa révolution. Sylla avait capturé en Asie et vendu aux Italiens un grand nombre d'esclaves; il avait confisqué en Grèce beaucoup de terres appartenant aux villes et aux temples et il les avait louées à des capitalistes italiens; il avait versé au Trésor les restes du butin asiatique, quinze mille livres d'or et cent quinze mille livres d'argent, qui équivaudraient aujourd'hui à près de vingt millions de francs et qui alors valaient bien davantage. Si on pouvait connaître les sommes données par lui aux soldats en Asie et qu'ils rapportèrent en Italie, les sommes dépensées en Italie pour corrompre les soldats de l'armée démocratique, les sommes qu'il conserva pour lui ou qu'il donna à ses amis, on arriverait peut-être à une somme quatre ou cinq fois supérieure. Mais un effet encore plus important de ses victoires fut que, l'empire une fois sauvé, l'exploitation financière des provinces, et surtout celle de l'Asie, recommença de plus belle, nullement entravée par les décrets de Sylla qui avaient aboli l'ancien système de fermage. Si les chevaliers italiens ne prenaient plus à bail la dîme, les villes de l'Asie n'en avaient pas moins dû payer à Sylla vingt mille talents et les arrérés de cinq ans, contribution écrasante pour un pays ruiné par une révolution et une guerre, qui avait forcé les villes et les particuliers à emprunter des sommes énormes aux seuls grands capitalistes de l'époque, les capitalistes italiens. La situation de la Grèce, naturel-

lement plus pauvre, était encore plus horrible. Rappelés par les villes et les particuliers besogneux, les capitalistes romains, que l'on avait chassés et poursuivis avec tant de fureur dix ans auparavant, reparaissaient peu à peu en Orient pour y recueillir les débris du terrible naufrage : à Délos, qui avait été si maltraitée par Mithridate; à Patras, à Argos, en Élide, en Laconie, à Ténos, à Mitylène, à Assos, à Lampsaque, dans la Bithynie même, qui était encore indépendante. Partout ils prêtaient de l'argent aux villes et aux particuliers, s'emparaient d'une partie du commerce local et d'exportation, se substituaient aux marchands indigènes ruinés par la guerre. Un jeune homme entre autres, un chevalier qui avait hérité de l'immense fortune de son oncle, l'un des plus riches publicains de Rome, Titus Pomponius Atticus, était allé peu après les victoires de Sylla à Athènes pour y faire ses études et échapper aux dangers de la révolution; mais il avait aussi trouvé dans la Grèce rançonnée et dévastée un champ fructueux pour l'emploi de ses capitaux, le moyen d'accroître son savoir par les études et sa fortune par les prêts. Naturellement la Grèce et l'Asie n'étaient plus, après que tant d'aventuriers avides y avaient passé, une proie aussi riche qu'autrefois, aux temps de l'annexion; car la partie la plus considérable des richesses accumulées sous les Attalides avait été déjà saisie et emportée par les financiers italiens, les magistrats de Rome, les généraux de Mithridate. Néanmoins il y avait encore, surtout en Asie, des métaux précieux, des objets d'art, des édifices, des artisans habiles en toute espèce de travail, des paysans qui labouraient et exploitaient cette partie si fertile de l'ancien monde; et les capitalistes pouvaient hypothéquer à leur profit les récoltes futures de la malheu-

reuse province, s'emparer des statues, des tableaux, de la vaisselle d'or, des maisons, des champs, des édifices publics, des hommes même; ils réduisaient en esclavage les paysans qui ne payaient pas leurs dettes, ou acceptaient en paiement les enfants des débiteurs. Beaucoup de financiers se rendirent aussi dans la Gaule narbonnaise, où les impôts levés pour l'armée qui combattait en Espagne contre Sertorius obligeaient les particuliers et les villes à s'endetter. Enfin en Italie même, si la révolution avait détruit beaucoup de richesses, elle en avait remis en circulation d'autres qui gisaient inutiles depuis des siècles, comme les trésors déposés dans les temples et les biens de mainmorte vendus par le Sénat.

En somme l'Italie avait trouvé des compensations considérables aux pertes subies dans la guerre et la révolution. Quant aux confiscations et aux pillages faits pendant la révolution démocratique et sous la réaction, cette masse immense de biens avait changé de maîtres, mais n'avait pas été détruite; et si les propriétaires dépouillés avaient mille raisons de se plaindre, la nation entière n'avait pas reçu de ce bouleversement un grand dommage économique. Ces biens existaient toujours; et les nouveaux propriétaires n'étaient pas moins désireux que les anciens de les exploiter et d'en jouir. On s'explique ainsi comment, à si peu de distance d'une révolution et d'une réaction si terribles, pendant que César étudiait à Rhodes, le luxe augmenta singulièrement. Parmi les esclaves capturés en Asie par Sylla pendant la guerre d'Orient, et vendus aux marchands italiens (1); parmi ceux que les financiers achetèrent ensuite en Asie ou que volèrent les pirates, il y avait d'habiles agricul-

(1) Appien, *Mith.*, 61.

teurs, des teinturiers, des tisserands, des parfumeurs, des cuisiniers, des sculpteurs, des peintres, des forgerons, des ciseleurs, des musiciens, des ingénieurs, des architectes, des hommes de lettres, des grammairiens, hommes et femmes à l'intelligence fine et prompte, qui apprenaient facilement, quand ils ne les savaient pas encore, tous les arts permis ou défendus. Ces esclaves répandirent les premiers le nouveau luxe, dès que les familles se disposèrent à jouir tranquillement de ce qu'elles avaient acquis ou sauvé dans la révolution, et ils apprirent aux maîtres du monde à ne plus dépenser les richesses des conquêtes dans un luxe barbare et pour satisfaire des appétits grossiers, mais à affiner les mœurs, à améliorer l'agriculture, à étudier, à jouir des beaux-arts, à rendre le vice lui-même plus élégant. Tandis que César étudiait à Rhodes, il se formait rapidement à Rome une *high life* italien, dont faisaient partie des financiers très cultivés et étrangers à la politique, comme Titus Pomponius Atticus; des millionnaires qui, comme Pompée et Crassus, faisaient de la politique par ambition; des jeunes gens de vieilles familles nobles qui avaient recouvré leur fortune pendant la révolution, comme Lucius Domitius Ænobarbus (1), et des jeunes gens des familles riches ou aisées des municipes, qui, après avoir reçu dans leur famille une éducation soignée, étaient venus à Rome mener la vie mondaine ou acquérir de la gloire dans l'éloquence, les magistratures et la guerre, comme Cicéron, Varron, Caius Octavius, fils d'un riche usurier de Velletri (2); des avocats célèbres comme Hortensius, qui gagnaient de grosses sommes à

(1) Cicéron, *in Verr.*, A., II, 1, 53, 139.
(2) Drumann, *G. R.*, IV, 229.

défendre les gouverneurs accusés de concussion; des hommes savants comme Valerius Caton et Cornelius Népos; des courtisanes des pays d'Orient parvenues à un grand renom de beauté; des savants de Grèce et d'Asie accueillis dans les grandes maisons de Rome; des dames émancipées, faisant de la politique, savantes en grec et en philosophie. Dans ce *high life*, chacun communiquait aux autres sa passion la plus forte : les hommes studieux donnaient le goût de la culture aux financiers et aux politiciens; les viveurs faisaient sentir l'attrait des plaisirs aux lettrés et aux hommes d'affaires; les financiers indiquaient l'esprit, sinon toujours l'habileté de la spéculation aux viveurs, aux guerriers, aux hommes d'État : et peu à peu toutes les passions s'attisant au contact mutuel, le train de vie devenait plus dispendieux et plus raffiné. Chacun désormais devait posséder des villas à la campagne et dans les stations balnéaires, qui commençaient à être à la mode, comme Baïa (1). Il fallait avoir beaucoup d'esclaves, dont chacun avait son office particulier (2); non seulement des laquais et des porteurs de litières (3) et de lampes pendant la nuit (4), mais des musiciens (5), des secrétaires (6), des bibliothécaires, des copistes (7), des médecins (8). Il fallait se servir

(1) C'est ainsi que CORNELIUS NEPOS, *Att.*, XIV, 30, considère comme surprenant qu'un homme aussi riche qu'Atticus n'ait possédé *nullam suburbanam aut maritimam sumptuosam villam*. Voy. aussi VARRON, *R. R.*, I, XIII, 6.

(2) CICÉRON, *in Pis.*, 27, 67.

(3) CATULLE, X, 16 et suiv.

(4) VALERIUS MAXIMUS, VI, VIII, 1; SUÉTONE, *Aug.*, 29.

(5) CICÉRON, *in Verr.*, A., II., 5, 25, 64.

(6) SUÉTONE, *Cæs.*, 74.

(7) CORNELIUS NEPOS, *Att.*, XIII, 3; CICÉRON, *Ad fam.*, XIII, LXXVII, 3; MARQUARDT, *V. P. R.*, I, 177.

(8) SUÉTONE, *Cæs.*, 4; SENÈQUE, *De ben.*, III, 24.

d'objets fabriqués tous à la maison par les esclaves (1), à l'exception des choses rares et de grand luxe que l'on faisait venir de pays lointains. Il fallait posséder des œuvres d'art grec, des tables de Delphes, des vases de Corinthe, des tasses, des candélabres, des margelles de puits sculptées, des statues, des peintures, des bronzes. Beaucoup de riches financiers et de sénateurs abandonnaient les maisons simples et étroites où ils étaient nés, et ils se faisaient construire des palais encore plus vastes et plus somptueux que celui de Lépide; pleins d'imitations gréco-asiatiques, avec des salles de réception et de conversation, une bibliothèque, une palestre, une salle de bains, des ornements de stuc et des peintures murales (2). L'usage se répandait de correspondre par lettres, et par suite le besoin d'écrire aux amis, l'impatience d'avoir leur réponse et de savoir ce qui se passait à Rome et dans l'empire; l'usage d'envoyer continuellement des esclaves dans les régions les plus éloignées de l'empire. On s'invitait fréquemment à dîner ou à venir à la campagne; l'hospitalité généreuse devenait obligatoire; il fallait voyager non plus avec une petite suite, mais avec de nombreux esclaves (3). Le luxe des funérailles grandissait; la mode se répandait de tombeaux de famille monumentaux, élevés, pour attirer l'admiration du public, sur les grandes routes d'Italie (4); le costume devenait plus varié et plus orné; le luxe de l'argenterie augmentait, ainsi que la variété et le prix des étoffes (5). Il se formait pour les riches

(1) Cicéron, *in Pis.*, 27, 67.
(2) Schiller-Voigt, 394; Pline, *H. N.* XXXVI, xv, 110; Friedlaender, *S. G. R.*, III, 88.
(3) Suétone, *Cæs.*, 4; Plutarque, *Cat. U.*, 12.
(4) Schiller-Voigt, 396.
(5) *Id.*, 405.

de Rome et d'Italie ce code conventionnel de l'élégance dont les classes riches, à mesure que la civilisation progresse, sont de plus en plus esclaves, jusqu'à en perdre le sentiment du sérieux et de la réalité de la vie; et les jeunes gens l'observaient, le propageaient, l'imposaient aux autres avec un zèle, une chaleur, une violence qui toujours choquaient les vieillards attachés à la rude simplicité des anciennes mœurs. Cependant il y avait encore parmi ceux qui protestaient un jeune homme de famille noble et riche, descendant de Caton le Censeur, Marcus Portius Caton, qui se révoltait à sa façon contre la tyrannie de l'élégance à laquelle voulait le soumettre la jeunesse dorée de Rome, et il sortait de temps en temps sans chaussures ni tunique, pour s'habituer, disait-il, à ne rougir que des choses honteuses par elles-mêmes et non par convention (1).

Les besoins de l'esprit augmentaient aussi, et dans les hautes classes de l'Italie se répandait cette soif ardente du savoir qui est le signe des grandes époques de l'histoire. Un jeune homme d'une famille distinguée ne pouvait plus se dispenser d'aller passer quelques années en Grèce ou en Orient pour y suivre les cours de rhéteurs ou de philosophes célèbres, comme était en train de le faire César. Tous apprenaient à prononcer des discours, à écrire des vers et de la prose ; tous voulaient avoir une culture variée, encyclopédique, et lire des livres sur tous les sujets : rhétorique, esthétique, histoire, géographie, agronomie, stratégie, tactique, poliorcétique, philosophie, médecine. L'encyclopédie d'Aristote apportée en Italie par Sylla eut de nouveau une grande vogue (2). Cette encyclopédie avait

(1) Plutarque, *Cat. U.*, 6.

(2) Varron, *De re rust*, II, V, 13, dit que lire Aristote était une expression presque proverbiale, qui signifiait être savant en

été peu prisée des spécialistes qui, pendant les deux siècles précédents, avaient étudié dans la solitude discrète des vastes musées entretenus par les rois d'Orient les sciences spéciales, l'astronomie, les mathématiques, l'histoire littéraire. Elle fut admirée de nouveau alors que, les classes élevées de l'Italie ayant à administrer un vaste empire, beaucoup de gens devaient être tantôt guerriers, tantôt hommes d'État, orateurs, juges, financiers, organisateurs de fêtes et de travaux publics, amiraux, agriculteurs, ambassadeurs ; et avaient besoin de posséder non pas telle ou telle science spéciale, mais une vaste culture générale qui leur servît à comprendre vite n'importe quel sujet. Aristote, le philosophe des empires en formation, le maître d'Alexandre d'abord, des Arabes ensuite, offrait aux fondateurs de l'empire italien une encyclopédie vaste, bien ordonnée, écrite avec simplicité et clarté, riche de faits et de ces idées générales qui, même imparfaites, sont si nécessaires à qui doit s'aventurer dans l'inconnu d'un immense avenir, parce qu'elles donnent une direction dans la confusion des choses contingentes et empêchent de changer de route à chaque contradiction passagère des événements.

Cet accroissement du luxe et des besoins répandait aussi l'esprit de spéculation dans les hautes classes. Sylla avait pu rétablir les vieilles institutions romaines, mais l'esprit de l'époque aristocratique se perdait rapidement dans la nouvelle génération. Même dans la noblesse historique disparaissait l'ancienne répugnance pour les spéculations et les affaires. Les grands financiers et les grands propriétaires, les vieilles familles

science grecque. Voy. Cicéron, *De Or.*, II, xxxvi, 152 ; III, xlvii, 182 ; Porzio, *in R. S. A.*, 1889, p. 227.

aristocrates et les parvenus millionnaires commençaient à se mêler et à former une classe unique d'hommes d'affaires et de faiseurs d'argent dans laquelle devait s'affaiblir le vieil antagonisme entre les chevaliers et le Sénat, entre la bourgeoisie capitaliste et la noblesse militaire et politique... En même temps commençait une transformation profonde dans l'économie de l'Italie. Pendant le demi-siècle précédent, les capitaux italiens s'étaient de préférence portés à l'étranger, surtout en Asie, pour exploiter les provinces récemment conquises, tandis que très peu de capital avait été employé en Italie et dans l'agriculture. En général si les propriétaires peu riches avaient cherché à faire des améliorations agricoles, les grands propriétaires, ceux qui avaient accaparé les terres des petits propriétaires ruinés, plus préoccupés d'agrandir leurs domaines que de faire progresser l'agriculture, s'étaient bornés à former des *latifundia* cultivés par des esclaves ou à transformer les anciens propriétaires en *coloni*, qui continuaient à suivre les systèmes surannés de culture. Mais depuis que les provinces, et surtout l'Asie, trop exploitées et ruinées par les guerres, commençaient à donner de moins beaux revenus, les capitaux se tournèrent vers la terre.

C'est alors que commençait en Italie cette fièvre d'améliorations agricoles qui devait en un siècle accomplir l'admirable transformation de la culture à peine commencée pendant les cinquante années précédentes (1). Tous les grands ou les moyens propriétaires achetaient des esclaves, mais ils apportaient à les choisir un soin inconnu des anciens ; ils s'efforçaient d'avoir parmi les rudes esclaves propres aux

(1) Nissen, I, L, 458.

fatigues les plus dures et enfermés dans les sombres ergastules des ouvriers et des cultivateurs plus intelligents, mieux traités et capables de perfectionner les cultures et d'accroitre les revenus (1).

Rhodes était alors le marché mondial du vin (2); la Grèce, les îles de la mer Egée, l'Asie Mineure étaient la Bourgogne et la Champagne du monde antique, les pays qui exportaient le divin breuvage dionysiaque dans les régions où le raisin ne mûrissait pas ou dans ceux où les riches dédaignaient le vin grossier du pays. Dans les bandes d'esclaves orientaux que Sylla avait vendus à l'Italie, que les pirates, les publicains et les marchands italiens volaient et achetaient en Asie pour les expédier en Italie, se trouvaient beaucoup d'agriculteurs qui connaissaient à fond la culture de la vigne et de l'olivier, les soins à donner au vin et à l'huile. Les financiers enrichis par le fermage des gabelles, par les fournitures militaires et l'usure en Asie, les propriétaires pourvus de capitaux, les nobles d'ancien lignage, comprirent qu'on pouvait tenter d'enlever à l'Asie et à la Grèce leur supériorité vinicole, d'autant plus que la consommation du vin et de l'huile augmentait en Italie. Ils achetaient donc des esclaves orientaux; ils leur faisaient planter en grand dans les régions favorables (3) la vigne et l'olivier, choisissant des endroits voisins de la mer ou des routes, par exemple les plaines de la Romagne, les environs de Faenza (4) et la Sicile (5). Les fermes furent construites avec plus de soin, de façon à ce que

(1) Voy. Varron, *R. R.*, I, xvii, 4 et 5; II, x, 4.
(2) Nissen, I. L. 452.
(3) *Id.*, 439.
(4) Varron, *R. R.*, I, ii, 7.
(5) Franchina, *Les conditions économiques de la Sicile à l'époque de Verrès*, Palerme, 1897, I, 26.

les esclaves y fussent mieux pour habiter et pour travailler (1). Les troupeaux errants avaient été la spéculation préférée de la noblesse romaine au siècle précédent, mais ils n'étaient qu'un objet d'insouciance aristocratique à la belle époque de l'*ager publicus*; la nécessité au contraire, à mesure que le sol enchérissait et que la vie devenait plus dispendieuse en Italie, apprenait maintenant à perfectionner l'élevage, à choisir comme chefs bergers des esclaves d'une certaine intelligence et d'une certaine instruction, à se préoccuper de la race des animaux, des croisements, de la nourriture, de l'hygiène (2). Bien des propriétaires se livraient à l'élevage en dehors de l'Italie dans les régions les moins peuplées et les plus barbares. Ainsi Atticus possédait de vastes terres et d'immenses troupeaux en Epire (3). On essayait aussi en Italie l'élevage rationnel du cheval et de l'âne (4). Les gouverneurs et les officiers, dans les régions où ils voyageaient pour des opérations militaires ou pour leur administration, commençaient à observer les plantes, les animaux, les troupeaux et les soins qu'on leur donnait; ils interrogeaient les gens et acquéraient des connaissances utiles (5). Un très grand nombre de gens, même parmi les nobles, s'adonnaient à des spéculations financières, et cherchaient en se servant de courtiers et d'agents d'affaires à prêter de l'argent à un taux élevé, surtout en Asie; ils déposaient des capitaux auprès des banquiers de Rome et d'Ephèse pour les faire fructifier;

(1) Varron, *R. R.*, I, xi, 15.
(2) Voyez tout le second livre de Varron et spécialement, II, ii, 7 et suiv., II, iii, 8 et suiv., II, vii, 16; II, x, 3; II, x, 10.
(3) Varron, *R. R.*, II, préf., 6; II, ii, 20; Cornelius Nepos, *Att.*, xiv, 3.
(4) *Id.*, *R. R.*, II, vi, 1.
(5) *Id.*, *R. R.*, II, préf., 6.

ils acquéraient des *partes* ou des *particulæ* — nous dirions aujourd'hui des obligations et des actions — de la société des publicains qui affermaient les domaines, les gabelles, les fournitures de l'empire (1). D'autres exploitaient des gisements d'argile et fabriquaient des briques ou construisaient à Rome des maisons de rapport qu'ils louaient à la classe moyenne ou au petit peuple qui augmentait tous les ans. On spéculait beaucoup sur les esclaves orientaux, habiles dans ces arts de luxe dont les produits étaient de plus en plus demandés; on achetait des architectes, des grammairiens, des médecins, des stucateurs, pour les louer à ceux qui avaient besoin d'eux; ou encore on les affranchissait à condition qu'ils rendissent à l'ancien patron une partie de leur gain professionnel.

Les hautes classes d'Italie commençaient en somme à étendre comme une toile, de Rome sur l'empire, un vaste système de profits multiples; la bourgeoisie moyenne des villes secondaires d'Italie ne manquait pas de suivre leur exemple, comme aussi le menu peuple des petits propriétaires, des colons pauvres, des artisans émigrés d'Orient, des affranchis de tous les pays, des malheureux ruinés par la guerre civile. A Rome ces mêmes hautes classes excitaient dans le petit peuple la passion des divertissements et de la gourmandise en augmentant la splendeur des fêtes que les candidats et les magistrats donnaient au peuple et la somptuosité des banquets (2), où le peuple commençait à apprécier le bon vin, les grives, les poulets, les oies et même les paons (3). Dans les petites villes et dans les campagnes d'Italie, les soldats de Sylla étaient de-

(1) Cicéron, *Pro lege Man.*, vii, 18; Valerius Maximus, VI, ix, 7.
(2) Voy. Cicéron, *De off.*, II, xvi, 57.
(3) Varron, *R. R.*, III, vi, 6; III, v, 8; III, ii, 16.

venus des exemples vivants des vices et du luxe appris en Orient, de l'ivresse, de la débauche, de la fastueuse ostentation des métaux précieux (1) ; et leur exemple éveillait les espérances, les ambitions, les instincts aventureux, l'esprit mercantile des jeunes gens dans les familles des petits propriétaires et des colons. Les plus pauvres s'enrôlaient dans l'armée espérant s'enrichir dans de lointaines expéditions; d'autres, qui avaient un petit capital, essayaient un trafic (2) ; d'autres enfin s'ingéniaient, en cherchant à imiter le riche propriétaire voisin, à acheter quelque esclave, à ne semer que le grain nécessaire pour se nourrir eux et leurs esclaves, et à planter, dans ce qu'il leur restait de terre, de la vigne, des oliviers, des arbres à fruits, des fleurs pour les abeilles, de façon à retirer de la vente de ces produits de luxe un profit en argent (3). L'accroissement des dépenses du peuple augmentait à son tour les spéculations lucratives des riches capitalistes et des nobles dont quelques-uns tentaient de faire un petit commerce au moyen d'esclaves ou d'affranchis, en ouvrant dans leurs palais une boutique et en y faisant vendre les produits de leurs propriétés par un commis qui était souvent un esclave ou un affranchi. La prospérité revenait ainsi à ceux qui avaient survécu à la terrible époque des guerres civiles. L'esprit mercantile s'étendait encore davantage que dans la génération précédente. Le prix des choses, la valeur des terres et du travail augmentaient. L'Italie traversait une de ces époques heureuses de rapide accroissement des richesses, où les occasions de lucre naissent les

(1) SALLUSTE, *Cat. C.*, 11 ; CIC., *in Cat.*, II, IX, 20.
(2) Par exemple, Ventidius Bassus, AULU-GELLE, XV, 4.
(3) Par exemple, VARRON, *De re rust.*, III, XVI, 10, le père de Virgile Donatus, p. 54, 10.

unes des autres et se multiplient avec une rapidité progressive. Aux catastrophes de la révolution succédait une rapide renaissance ; l'effort pour conquérir la richesse, la puissance, le plaisir devenait plus universel et plus intense ; cette bourgeoisie italienne de propriétaires et de marchands, d'hommes cultivés et de politiques ambitieux, qui se formait depuis un demi-siècle, allait s'enrichir, s'instruire, disputer avec plus d'énergie le gouvernement de l'empire à la vieille aristocratie romaine (1).

(1) Un grand nombre des faits cités ici pour documenter le commencement de ce mouvement de mœurs et de fortunes appartiennent à une époque un peu plus récente ; mais j'ai cru pouvoir m'en servir parce qu'il m'a paru vraisemblable que ce changement qui était déjà accompli entre l'an 50 et l'an 40 avant Jésus-Christ ait commencé entre 80 et 70, c'est-a-dire à une époque où la crise révolutionnaire avait été surmontée et où une nouvelle génération arrivait avec des forces nouvelles pour continuer l'œuvre de la précédente. Varron en effet, dans son livre si précieux sur l'agriculture auquel j'ai beaucoup puisé, résume tous les progrès accomplis pendant sa génération.

VII

LA CONQUÊTE DE LA BITHYNIE

A cette grande transformation sociale correspondait un changement profond dans l'esprit public. La situation créée par la révolution et la réaction ne pouvait durer longtemps. Peu à peu, sans s'en apercevoir, à mesure que la vieille génération disparaissait, les classes et les partis qui s'étaient combattus avec tant de violence oubliaient leurs rancunes et se rapprochaient dans un égal désir de conciliation. Dans la classe moyenne de l'Italie se calmait cet esprit révolutionnaire et antiromain, qui avait déchaîné la guerre sociale et poussé tant d'Italiens à rejoindre les rangs de Mithridate. L'épouvante de la terrible réaction de Sylla d'abord; la paix, l'action du temps, la prospérité renaissante ensuite apaisaient cette classe depuis longtemps dévouée à Rome, pleine de patriotisme italique, de sagesse prudente. A mesure qu'ils plantaient des oliviers et des vignes, qu'ils bâtissaient des maisonnettes, ou achetaient des esclaves, ou s'enrôlaient dans les armées, les petits propriétaires, les *coloni*, les marchands et les entrepreneurs de toute l'Italie devenaient partisans de la paix, amis de l'ordre et patriotes; ils oubliaient les grands services que la révolution avait rendus à leur cause; ils prenaient en haine et

considéraient comme des traîtres les nombreux révolutionnaires de la génération précédente que la misère et les persécutions avaient fait passer au service de Mithridate; ils abandonnaient Sertorius, le dernier héros survivant du parti de Marius, le champion indomptable de la révolution italique. Pompée, en effet, était devenu très populaire dans toute l'Italie parce qu'il avait remporté sur lui quelques succès, du reste peu importants. En même temps l'esprit réactionnaire s'affaiblissait dans les classes riches et même dans la noblesse. La guerre sociale, la réduction des dettes, les proscriptions tombaient dans l'oubli; on commençait à se persuader que les craintes d'une nouvelle révolution étaient très exagérées; on constatait surtout que l'émancipation de l'Italie, cette réforme qui avait tellement effrayé les classes conservatrices pendant cinquante ans, s'était accomplie sans aucune des catastrophes redoutées. Bien que le nombre des électeurs eût augmenté et s'élevât à près de neuf cent mille, la petite oligarchie des électeurs résidant à Rome qui, en s'opposant à l'extension du suffrage, avait déchaîné une crise si terrible, se trouvait, à peu près comme auparavant, maîtresse de l'État et de l'empire. Comme les comices se tenaient tous les ans à Rome, les électeurs qui résidaient dans les différentes parties de l'Italie ne pouvaient pas faire plusieurs fois par an le long voyage de Rome et ils n'auraient pu exercer leurs droits sans une réforme qui eût aboli l'antique centralisation des fonctions politiques à Rome. Mais le triomphe de la réaction et le terrorisme de Sylla avaient d'abord apaisé cette agitation, et bientôt d'autres préoccupations rendirent indifférent à la plupart des gens l'exercice de ces droits, pour la conquête desquels tant de sang avait été versé. Le droit

de cité était apparu autrefois comme le remède de tous les maux, et les partis avaient tour à tour agité cette question pour échauffer les masses; mais maintenant que les occasions de lucre et de fortune devenaient plus fréquentes, la classe moyenne préférait émigrer, s'occuper de ses affaires et gagner de l'argent. A quoi bon perdre son temps dans des luttes politiques, où il était difficile à la plupart des gens de poursuivre un but précis, quand chacun pouvait travailler lui-même à améliorer son sort? Parmi tous les privilèges des citoyens romains, c'était justement du droit de voter aux comices que la majorité se souciait le moins, laissant les magistratures au pouvoir de la petite oligarchie qui résidait à Rome, c'est-à-dire au pouvoir des classes riches. A Rome la classe moyenne, si forte dans les villes d'Italie, ne comptait presque pour rien, car la majorité des électeurs y était composée de citoyens pauvres, libres ou affranchis, qui vivaient au service des classes riches, trouvant de l'ouvrage dans les travaux publics, faisant les maçons, les tisserands, les fleuristes, les charretiers, les tailleurs de pierre, se mettant au service des familles riches comme clients. Or il était facile aux classes riches, tant qu'elles seraient unies, de dominer cette populace besogneuse et de la faire voter pour ses candidats; de sorte qu'un homme de famille riche ou noble, ayant des relations dans l'aristocratie et dans le monde des chevaliers, était sûr de réussir aux élections, et n'avait à craindre que la rivalité d'hommes de sa classe. Cette petite oligarchie de familles nobles et riches, de sénateurs et de chevaliers, qui vivaient à Rome, ayant entre aux des liens d'amitié et de parenté, était donc maîtresse des magistratures, c'est-à-dire de la république et de l'empire, que lui abandonnait la classe moyenne,

adonnée aux affaires; et à mesure qu'elle s'apercevait que sa puissance n'avait nullement diminué par l'effet de la révolution, beaucoup de ses membres — surtout les jeunes — osaient reconnaître que la constitution aristocratique rétablie par Sylla ne répondait plus aux besoins de l'époque. La réaction avait surexcité dans beaucoup de vieilles familles l'esprit aristocratique et romain; on voyait de nouveau des nobles vivre entre eux, éviter le plus qu'ils pouvaient les contacts avec les autres classes, même avec les chevaliers, agir et parler comme si tous les Italiens n'étaient encore que des sujets de Rome. Mais la nécessité des choses était plus forte que ces extravagances. Les hommes clairvoyants comprenaient que la noblesse ne pourrait, une fois la crainte de la réaction passée, dominer les électeurs de Rome sans l'aide des riches chevaliers; et les chevaliers, piqués sur le vif par cette renaissance de l'esprit aristocratique, privés par Sylla de plusieurs de leurs privilèges, n'étaient nullement enclins à soutenir indéfiniment la nouvelle constitution. La nécessité de quelque concession de ce côté s'imposait. En outre, si la classe moyenne de l'Italie se servait peu de son droit de voter, elle avait acquis, par la guerre sociale, le droit de ne plus être traitée comme une nation sujette. Cette crise terrible avait produit son effet sur tous les esprits; les hommes raisonnables de tous les partis reconnaissaient qu'il ne fallait plus négliger l'opinion de l'Italie, qui fournissait à la république presque tous ses soldats et les officiers inférieurs, les centurions. Or la classe moyenne de l'Italie n'avait plus pour la noblesse romaine le respect mêlé de crainte d'autrefois; et si elle s'attachait à la loi et détestait la révolution, elle détestait encore plus le gouvernement fondé par Sylla.

Ainsi, tandis que César étudiait à Rhodes, le mécontentement contre le parti au pouvoir se répandait en Italie partout et gagnait toutes les classes. Ce gouvernement de coterie ainsi fermé, ce régime de désordre et de corruption, dont les horribles souvenirs de la réaction augmentaient l'infamie, répugnait à un nombre toujours plus grand de gens, même de la noblesse, même de la coterie. Les abus des gouverneurs, la corruption des tribunaux sénatoriaux, les odieuses intrigues pour les élections et les *legationes liberæ* (c'est le nom que l'on donnait au privilège accordé par le Sénat à ses membres de voyager gratis même pour leurs affaires privées, d'obtenir des provinces le logement et les moyens de transport pour eux et leur suite sans payer) excitaient un mécontentement universel; les erreurs et la paresse de cette coterie tremblant de peur et divisée par tant de haines, de rivalités, de jalousies, achevaient d'exaspérer l'opinion publique. On négligeait d'une façon honteuse les intérêts publics les plus essentiels; on laissait Mithridate préparer sa revanche, les pirates capturer des citoyens romains, Sertorius triompher tout à fait en Espagne. Les sénateurs, qui n'avaient pu empêcher l'envoi de Pompée, mais qui étaient jaloux de tant d'honneurs accordés à un jeune homme, cherchaient même à lui faire manquer son entreprise en empêchant que le Sénat votât les fonds nécessaires; Pompée avait dû avancer lui-même l'argent nécessaire pour les soldats et pour les préparatifs (1). L'Italie, reprenant confiance en elle, réclamait une politique vigoureuse, et le Sénat sommeillait; il n'avait donné signe de vie, ces années-là, aux ennemis de Rome, que par une petite expédition du proconsul

(1) PLUTARQUE, *Pomp.*, 20.

de Macédoine, Appius Claudius, en Thrace, que par une guerre contre les Dardaniens de Caius Scribonius Curion, qui était arrivé jusqu'au Danube; que par la conquête de Salone qui avait achevé une petite guerre en Dalmatie. A la suite de tant de scandales et à mesure que s'évanouissait la peur de la réaction, le souvenir de Sylla devenait odieux; on recommençait dans toutes les classes, même dans la noblesse, à admirer Marius, le vainqueur des Cimbres, qui avait réorganisé l'armée et qui symbolisait la démocratie victorieuse (1); on se dégoûtait de plus en plus des malversations, des iniquités, des corruptions de tant de membres de la coterie dominante, surtout de la faveur et de la vénalité qui régnaient dans les tribunaux des sénateurs; on regrettait l'ancienne liberté de parole; on oubliait les torts des tribuns du peuple, pour ne se souvenir que de leurs accusations que redoutaient les scélérats au pouvoir (2). Tous les ans, quelque tribun plus audacieux, comme Lucius Sicinius en 76, Quintus Opimius en 75, attaquaient la constitution de Sylla, excitaient surtout le peuple à la haine et au mépris des tribunaux aristocratiques (3). En 75, le consul Caius Aurélius Cotta, oncle de César, réussit même à faire abolir la disposition de Sylla d'après laquelle un tribun du peuple ne pouvait être élu à aucune autre charge (4).

Il en résulta bientôt un changement de la politique extérieure et intérieure, tandis que César était encore à Rhodes. Vers la fin de l'année 75 ou au commence-

(1) Napoléon III. *J. C.*, I, 282. Voy. Dion Cassius, XXXVI, 32 (discours de Catulus, et Cicéron, *in Verr.*, A, II, III, 35, 81; *Pro Rab. perd.* x, 29.)
(2) Cicéron, *Verr.*, A., I, xv, 44; *Id.*, *Pro Cluentio*, xxviii, 77.
(3) Lange, *R. A.*, III, 175.
(4) Drumann, *G. R.*, IV, 385.

ment de l'année 74 (1), le petit despote de Bithynie mourut, laissant en héritage aux Romains son royaume et ses sujets. C'était le second héritage échu en peu d'années au Sénat romain, mais un héritage plus onéreux que l'Égypte, car il devait amener une guerre avec Mithridate. Le roi du Pont ne pouvait pas laisser les Romains occuper la Bithynie sans perdre tout prestige en Orient. Qu'allait faire le timide et inerte Sénat romain, qui avait peu d'années auparavant refusé l'Égypte? Il semble en effet que tout d'abord le Sénat inclinait à refuser même la Bithynie. Mais cette fois l'opinion publique s'imposa. La Bithynie, où les financiers italiens avaient déjà commencé à faire des affaires (2) sous le règne de Nicomède, possédait un vaste domaine de champs, d'étangs poissonneux, de mines (3) qui, une fois le pays annexé, pouvait être loué à des capitalistes italiens en même temps que les gabelles des riches cités grecques et des ports (4); la confiance renaissait; le patriotisme s'échauffait; on disait partout qu'il fallait venger le traité de Dardanos, qu'une guerre avec Mithridate était inévitable (5). Contraint par l'opinion publique, le Sénat annexa donc la Bithynie et déclara le fils de Nicomède illégitime. Il se forma aussitôt à Rome une société pour affermer les biens de la couronne de Bithynie (6); et on commença à se disputer le commandement de cette guerre que l'on prévoyait fructueuse et glorieuse.

Un homme d'une famille à la fois illustre et mal

(1) Voyez l'Appendice B.

(2) Suétone, *Cæs.*, 49.

(3) Cicéron, *De leg. agr.*, II, xix, 50; II, xv, 40.

(4) *Id.*, xv, 40.

(5) Plutarque, *Luc.*, 5.

(6) Cicéron, *De leg. agr.*, II, xix, 50. C'est probablement la société à laquelle il est fait plus tard allusion dans Cicéron, *F.*, XIII, 9.

famée, Lucius Lucinius Lucullus, était consul cette année-là. On soupçonnait son père de s'être laissé corrompre en 102 par les esclaves révoltés en Sicile; on accusait sa mère, sœur de Métellus Numidicus, d'avoir mené une vie très dissolue; son grand-père, étant consul, avait été compromis dans un vol de statues; son bisaïeul, étant édile, avait été accusé de prévarication (1). Il se peut cependant que ces accusations aient été en partie des inventions ou tout au moins des exagérations dues aux haines terribles qui avaient sévi pendant la révolution. Quoi qu'il en soit, il est certain que la famille, malgré sa noblesse, était pauvre, et que Lucius, de même que son frère cadet Marcus, tout en recevant une éducation littéraire très soignée, avait grandi dans une demeure modeste, avec des habitudes simples, au milieu des grands souvenirs du passé; et il y avait contracté l'orgueil de caste et avait été imbu des principes conservateurs de la vieille noblesse romaine. Pendant sa jeunesse, Lucius avait assisté aux luttes terribles qui avaient préparé la révolution; et bien qu'il fût un helléniste passionné, il s'était en politique rangé, comme la meilleure partie de la noblesse pauvre, au parti de Rutilius Rufus, qui s'opposait à toutes les forces sociales nouvelles, à la démagogie et au capitalisme. Intelligent, actif, résolu, il avait été un des rares hommes de la noblesse, qui, comme nous l'avons vu, prirent part à la guerre civile; il s'était distingué comme officier de Sylla dans la guerre d'Orient; il avait combattu avec énergie la révolution; mais, tout pauvre qu'il était, il n'avait pas pris part au pillage des fortunes des vaincus. Il avait épousé une femme sans dot, mais de famille très

(1) DRUMANN, *G. R.*, IV, 119, 120.

aristocratique, Clodia, fille d'Appius Claudius, qui était consul en 79, et après la guerre civile il avait obtenu en 77 la préture, en 76 le gouvernement de l'Afrique qu'il avait exercé avec honnêteté (1). En somme il était un de ceux qui représentaient avec sincérité, au milieu de tant d'aventuriers et de criminels, la seule chose digne de respect dans le gouvernement fondé par Sylla, la pure tradition aristocratique des temps anciens, remise en honneur avec si peu de résultats. Ambitieux, intelligent, honnête, mais orgueilleux, passionné, brusque dans ses actions, peu rusé, peu exercé dans la dissimulation et l'intrigue, il avait joué jusque-là sérieusement son rôle de disciple de Rutilius Rufus; il s'était vigoureusement opposé aux tentatives faites pour renverser la constitution de Sylla, et en même temps il traitait durement et sans ménagements la partie la plus corrompue de la coterie régnante, la noblesse besogneuse et vicieuse, les aventuriers. Il avait eu de violents démêlés avec Lucius Quintius, le tribun du peuple de cette année-là, et avec un des hommes les plus infâmes et les plus puissants de la coterie, Publius Cethegus qui, partisan d'abord, puis transfuge du parti de Marius, s'était enrichi avec les proscriptions, et qui était alors haï de tous en secret, mais entouré d'hommages et redouté comme le sont toujours dans les temps de réaction conservatrice les scélérats puissants (2). Naturellement, par cette politique il s'était attiré la haine de tous les partis. Dès qu'il fut question à Rome d'une guerre probable avec Mithridate, Lucullus jugea que personne n'avait le droit d'être désigné pour la diriger avant lui, car il avait déjà

(1) Drumann, *G. R.*, IV, 123-124.
(2) Plutarque, *Luc.*, 5. Voy. Drumann, *G. R.*,

combattu sous Sylla contre Mithridate, et connaissait à fond les affaires de l'Orient; mais malheureusement dans la répartition des provinces il avait déjà eu la Gaule Cisalpine, et les concurrents au commandement furent bientôt nombreux. Outre son collègue Cotta, il y avait Marc Antoine, fils du grand orateur et préteur de l'année précédente; peut-être aussi Pompée, alors en Espagne, qui, irrité de ce que le Sénat ne lui donnait pas les fonds nécessaires pour continuer la guerre, menaçait de venir à Rome avec ses légions (1). Lucius Octavius, qui gouvernait la Cilicie, étant mort sur ses entrefaites, Lucullus songea à échanger la Gaule pour la Cilicie, dont le gouverneur aurait eu certainement la mission d'envahir le Pont en traversant la Cappadoce (2). Tout le monde, en effet, à Rome s'imaginait que l'on porterait facilement la guerre sur le territoire ennemi et que l'on détruirait ce royaume. Mais cet échange de gouvernement n'était pas chose aisée, Lucullus ayant beaucoup plus d'ennemis que d'amis dans le monde politique. L'excitation à Rome était grande; tout le monde sentait qu'avec cette guerre on sortirait à la fin de la vieille politique peureuse et négative; les ambitions étaient nombreuses. Lucullus comprit que le moment était décisif pour son avenir et peut-être pour celui de son parti; et l'ambition cette fois fut plus forte en lui que son orgueil aristocratique. Au grand étonnement de tous il se mit à intriguer avec une ardeur et une souplesse dont personne ne l'aurait cru capable. Dans la société italienne les femmes, comme il arrive toujours, avaient conservé plus longtemps que les hommes les mœurs, les idées et les

(1) PLUTARQUE, *Pomp.*, 20.
(2) *Id.*, *Luc.*, 6.

sentiments de jadis; beaucoup vivaient encore, dans les familles nobles, comme la mère de César, simplement et honnêtement, conservant jusqu'à la prononciation latine primitive que les hommes gâtaient au dehors dans les tavernes, dans les carrefours, au forum, au milieu du caquetage de la lie cosmopolite qui pullulait à Rome. Mais déjà apparaissaient les corruptions et les perversions qu'occasionne dans le monde féminin la civilisation mercantile, riche, cultivée et voluptueuse : la vénalité des femmes des classes élevées, qui font entretenir leur luxe par des hommes riches; l'ascendant des femmes intelligentes et corrompues sur les hommes affaiblis par les plaisirs et disposés à apprécier plus dans la femme le vice amusant que l'honnêteté ennuyeuse; la chasse à la dot et la tyrannie exercée par la femme riche sur son mari besogneux; le féminisme, c'est-à-dire la tendance des femmes à vivre comme les hommes, à étudier, spéculer, monter à cheval, jouer, faire de la politique. Parmi les femmes qui à Rome à cette époque-là représentaient la « femme nouvelle » était la maîtresse de Cethegus, une certaine Précia, intelligente, corrompue, habile, qui grâce à ses illustres amants et surtout à Cethegus disposait d'une grande puissance. Lucullus condescendit jusqu'à lui faire la cour en même temps qu'Antoine et probablement que les autres concurrents. Il lui envoya des présents, des compliments, des prières. Il fit aussi la paix avec Quintius et le paya grassement (1). Précia se laissa toucher par les assiduités de cet homme fier entre tous les aristocrates de Rome; elle fit tant qu'elle réconcilia Cethegus avec lui. Ce que femme veut...

(1) PLUTARQUE, *Luc.*, 6.

Mais le hasard vint aussi en aide à la belle intrigante et à ses adorateurs et protégés. Mithridate, depuis quelque temps déjà, se préparait à une nouvelle rencontre avec Rome. Il avait accumulé du grain et de l'argent. Il avait continué à entretenir de bonnes relations avec les Barbares de Thrace et les villes grecques de la mer Noire occidentale, telles qu'Apollonie, Odessa, Tomès; et par l'entremise de Lucius Fannius et de Lucius Magius, deux anciens officiers de Fimbria qui s'étaient réfugiés chez lui après le meurtre de leur général, il avait conclu une alliance avec Sertorius, en acceptant les conditions suivantes : l'Asie resterait romaine; la Bithynie, la Paphlagonie, la Cappadoce appartiendraient à Mithridate; il fournirait à Sertorius quatre mille talents et quarante navires, et Sertorius lui donnerait un général, Marcus Marius (1). Mais la mort et le testament de Nicomède amenèrent l'audacieux souverain à hâter les choses et à profiter de ce moment favorable pour précipiter l'inévitable. Inopinément, au printemps de 74 (2), alors que l'on délibérait encore tranquillement à Rome au sujet du commandement de la guerre qui se ferait là-bas, Mithridate mit en marche son armée de cent vingt mille hommes et de seize mille cavaliers (3); il en envoya une partie, sous les ordres de Taxile et d'Hermocrate, envahir la Bithynie, en chassant devant eux les financiers et les marchands italiens, qui se réfugièrent en Chalcédoine; à la tête de l'autre armée, il envahit l'Asie, non plus, comme précédemment, en conquérant, mais comme l'allié de Sertorius et à la suite de Marcus Marius qui

(1) Plutarque, *Sert.*, 23-24.
(2) Pour la chronologie et l'histoire de cette guerre voyez l'Appendice B.
(3) Reinach, *M. E.*, 322.

entrait dans les villes avec les insignes de proconsul pour les délivrer au nom de Sertorius et les exempter d'une partie des dettes (1); enfin, pour soulever les populations, il envoya de petites colonnes volantes de cavalerie, sous les ordres d'Eumachus (2), de Fannius et de Métrophane (3), dans différentes directions, à travers la grande Phrygie, en Cilicie et chez les Isaures du Taurus, qui avaient été récemment soumis (4). Il en revenait à sa vieille politique de déchaîner contre Rome la révolution démocratique et prolétaire. Si le succès ne fut pas aussi grand que la première fois, il fut pourtant considérable au début. En Asie, plusieurs villes de la mer de Marmara, Parios, Lampsaque, Priapos, se rendirent à Marcus Marius; en Bythinie toutes les villes, épouvantées par l'invasion des capitalistes romains, se déclarèrent pour Mithridate, à l'exception de Chalcédoine, qui fut probablement tenue en respect par les Romains qui y habitaient; la crainte d'une nouvelle révolution prolétaire se répandit dans toute l'Asie, où il ne restait plus que les deux anciennes légions de Fimbria sous les ordres d'un simple propréteur, tandis que les deux légions de Cilicie, par suite de la mort du proconsul, étaient sans général. Les villes fidèles se préparèrent de leur mieux à se défendre, et César, chez qui le besoin de faire parler de lui était devenu plus vif encore depuis qu'avait éclaté

(1) Plutarque, *Sert.*, 24.
(2) Appien, Mithr. 75.
(3) Orose, VI, ii, 16.
(4) Ce devaient être de petites colonnes de cavalerie et non une grosse armée comme le dit Reinach des milices d'Eumachus : *M. E.*, 328. Voyez Orose, VI, ii, 16. D'ailleurs de petites colonnes de cavalerie valaient mieux que de grosses armées pour la mission confiée à ces généraux, qui consistait à soulever les populations en traversant rapidement de vastes régions défendues par de petites garnisons ou dégarnies de soldats.

cette grosse guerre, interrompit ses études à Rhodes, accourut sur le continent, et forma une petite milice pour arrêter la rébellion des villes de la Carie (1). C'était là un acte important, non pas en lui-même, mais comme présage. César, en agissant ainsi, rompait absolument avec Sertorius et les restes du parti de son oncle; se déclarait légalitaire, adversaire de la politique révolutionnaire et antiromaine; partisan de la nouvelle politique qui voulait avant tout agrandir le prestige de Rome.

Cette invasion inattendue effraya d'autant plus les Romains qu'ils se souvenaient de la précédente, et elle fit disparaître aussitôt à Rome toute hésitation et toute aversion pour des mesures extraordinaires. Tout le monde crut le danger aussi grand cette fois-ci que l'autre; tout le monde estima que l'on ne pouvait pas dans un tel danger laisser l'Asie à un propréteur avec deux légions, et la Cilicie sans gouverneur jusqu'à l'année suivante; Lucullus, qui avait déjà fait ses preuves dans la guerre précédente, fut considéré par tous comme l'homme nécessaire. L'habile Précia put tout arranger et contenter tout le monde. Pompée eut des fonds pour continuer la guerre contre Sertorius; Antoine eut le commandement de la flotte et de toute la côte, avec la mission de combattre les pirates et de conquérir la Crète, leur principale forteresse; Cotta fut chargé de défendre la Bithynie et la mer de Marmara; Lucullus eut le proconsulat de la Cilicie et la mission de chasser Mithridate de l'Asie avec les deux légions de Cilicie, les deux légions d'Asie et une légion de conscrits recrutés en Italie (2).

(1) Suétone, *Cæs.*, 4.
(2) Cicéron, *Pro Mur.*, xv, 33; Memnon, 37; Plutarque, *Luc.*, 6.

C'était là un chef-d'œuvre de diplomatie d'alcôve, et une énorme faute militaire, car on partageait les opérations de la guerre entre trois généraux sans donner à aucun le commandement suprême. Quoi qu'il en soit, les deux consuls durent hâter leur départ; et ils partirent probablement vers la fin du printemps ou au commencement de l'été : Cotta, ayant réuni une flotte chez les alliés, se rendit à Chalcédoine pour voir si, en partant de cette ville qui était encore au pouvoir des Romains, il pourrait tenter de reconquérir la Bithynie, tandis que Lucullus débarquait en Asie avec la légion de conscrits. Il trouva en arrivant la situation moins mauvaise qu'on ne supposait en Italie, meilleure peut-être qu'il ne le pensait lui-même. La révolution, malgré ses débuts rapides, s'était propagée moins vite que la première fois. Les classes riches ne s'étaient pas laissées surprendre cette fois; les souvenirs de la précédente révolution, qui avait échoué si misérablement, étaient trop vifs dans le peuple. Aucune grande ville ne s'était révoltée; les grandes cités maritimes, Cyzique surtout, se montraient même décidées à combattre à outrance le monarque de la révolution sociale et l'allié des pirates. Ainsi les faibles progrès de la révolution retenaient Mithridate au nord, et il n'osait pas s'aventurer trop avant dans la province. Il fut donc facile à Lucullus de faire venir les deux légions de la Cilicie, de rétablir la discipline dans les vieilles légions de Fimbria, d'alléger un peu la gêne économique des villes d'Asie et de préparer la marche contre l'ennemi. Mais tandis qu'il poussait avec une promptitude admirable les préparatifs de la guerre, un désastre survenait à Chalcédoine. Il semble que Mithridate, quand il eut appris que Cotta allait avec une flotte à Chalcédoine, ait

abandonné l'armée d'Asie et se soit rendu auprès de celle de Bithynie pour la conduire à l'assaut de Chalcédoine. Cette ville étant située sur le Bosphore, en face de Byzance, une flotte romaine aurait pu de Chalcédoine inquiéter les navires du Pont qui portaient de la mer Noire dans la mer de Marmara le blé pour l'armée. Mais quand Mithridate fut arrivé avec son armée jusqu'auprès de Chalcédoine, on imagine facilement ce qui se passa dans la ville. Les riches financiers qui s'y étaient refugiés, et qui étaient impatients de retourner à leurs affaires, se pressèrent autour de Cotta, qui semble avoir été un homme de peu de capacités; ils l'engagèrent à agir vite et à tenter un coup hardi pour anéantir Mithridate et délivrer la Bithynie. Cotta y consentit; mais après une bataille qui se termina par une grave défaite sur terre et par la perte de toute la flotte (1) il dut s'enfermer dans Chalcédoine. Ce revers au commencement de la guerre était un malheur, mais il servit au moins à rétablir l'unité du commandement. Lucullus, en effet, qui s'était avancé jusqu'au Sangarius avec trente mille hommes et deux mille cinq cents cavaliers (2), devenait l'arbitre et le maître suprême de la guerre sur le continent. La nouvelle du désastre ne lui fit pas perdre courage. Sans écouter ceux qui conseillaient l'invasion immédiate du Pont, Lucullus continua à avancer sur l'armée pontique qui opérait en Asie, et auprès de laquelle Mithridate était sans doute retourné après la

(1) C'est à peu près tout ce que l'on peut dire de la bataille de Chalcédoine sur laquelle nous n'avons que des récits incomplets et discordants : APPIEN, *Mithr.*, 71 ; PLUTARQUE, *Luc.*, 8 ; OROSE, VI, II, 13. Voy. REINACH, *M. E.*, 323.

(2) Chiffres de PLUTARQUE, *Luc.*, 8. APPIEN, *Mithr.*, 72, réduit les cavaliers à seize cents.

victoire de Chalcédoine; mais sachant quelle importance décisive aurait sa rencontre avec le roi du Pont, après tant de défaites, il sut avoir la prudence d'un grand général. Quand il se fut approché de Mithridate, il chercha d'abord à se renseigner exactement sur les forces de l'ennemi et, voyant combien elles étaient supérieures, il décida de ne pas risquer tout dans une bataille. Il se procura de partout le plus de blé possible, le chargea sur les mulets et les chevaux qui suivaient les légions pour porter les bagages et les tentes, se mit obstinément à suivre l'ennemi pas à pas sans jamais accepter la bataille, s'enfermant chaque soir dans son camp et cherchant par de subites attaques de cavalerie à gêner l'ennemi dans ses approvisionnements (1). Mithridate n'avait réussi qu'en partie à organiser une armée à la romaine; et, malgré les nombreux Italiens qu'il avait pris à son service, malgré les réformes introduites, il avait dû cette fois encore se mettre en campagne avec une armée nombreuse et lente, dont les approvisionnements devenaient plus précaires, plus difficiles, plus imparfaits à mesure qu'en s'enfonçant dans l'Asie il s'éloignait des ports du Pont sur la mer Noire, où les navires apportaient le blé de Crimée. Le port de Lampsaque était sans doute d'un secours insuffisant, et les convois de blé, qui se faisaient par terre, allaient si lentement et arrivaient si irrégulièrement que souvent l'armée restait sans blé pendant trois ou quatre jours (2). Lucullus put ainsi, en peu de temps, par le trouble qu'il apportait dans le service d'approvisionnement déjà si imparfait, causer tant de gêne à l'ennemi que Mithridate

(1) PLUTARQUE, *Luc.*, 8.
(2) *Id.*; APPIEN, *Mithr.*, 72.

se vit contraint de se replier sur ses bases de ravitaillement, les ports du Pont sur la mer Noire. Cependant abandonner la province d'Asie et l'espoir d'un vaste soulèvement asiatique; se borner à se défendre dans son propre pays signifiait s'avouer déjà à demi vaincu. Ne pouvant pas se faire à cette retraite, l'orgueilleux monarque voulut tenter encore la fortune; et il conçut le projet d'une entreprise hardie : s'emparer de Cyzique, le port le plus important de la mer de Marmara; remettre ainsi sur pied en Asie son parti et la révolution languissante, reprendre avec vigueur dans la même province les opérations militaires contre Lucullus, s'appuyant sur ce grand port voisin où il pourrait débarquer le blé expédié du Pont. Un soir donc il leva le camp, en silence, tandis que l'armée de Lucullus dormait, et par une marche forcée il arriva à l'aube en vue de Cyzique, qu'il voulait prendre par surprise (1). Malheureusement la surprise échoua, et Mithridate dut mettre le siège en cernant la ville par terre et par mer. Lucullus le suivit. Le roi aurait pu attaquer le général romain à ce moment; mais il n'osa pas lancer contre lui une partie de l'armée avec laquelle il assiégeait Cyzique; et il se laissa cerner à son tour dans une vaste ligne de fossés et de tranchées, sans jamais se décider à livrer bataille, espérant s'emparer à la longue de Cyzique, et pouvoir toujours, assiégeant et assiégé à la fois, s'approvisionner par mer, si les

(1) Ces événements sont assez bien racontés dans PLUTARQUE (*Luc.*, 8, 9), qui a probablement repris le récit de Salluste. APPIEN (*Mithr.* 72, 73) est plus confus. La marche sur Cyzique, bien qu'elle fût audacieuse, ne mérite pas les critiques que font un grand nombre d'historiens modernes. Mithridate, à moins de se retirer, ne pouvait pas tenter autre chose. La situation elle-même explique la tentative. APPIEN, *Mithr.*, 73, et CICÉRON, *Pro Mur.*, XV, 33, en donnent aussi les raisons.

Romains lui fermaient les voies de terre. Un double siège commença, dans lequel la fortune de la guerre dépendit de la résistance des habitants de Cyzique. Si la ville avait succombé, Mithridate, maître d'une excellente base d'opérations aurait pu facilement rejeter Lucullus hors de l'Asie; si la ville résistait, Mithridate devait se trouver un jour dans une impasse terrible, entre les assiégés et Lucullus. Mais Lucullus réussit à donner du courage aux habitants de Cyzique en les avertissant de sa présence; le siège se prolongea; Mithridate s'obstina et se laissa prendre par l'hiver. Les tempêtes rendirent les approvisionnements difficiles; le pain et le fourrage vinrent à manquer; les cadavres d'hommes et d'animaux laissés sans sépulture rendirent l'air insalubre; les épidémies éclatèrent (1). Seul au milieu de tous, l'orgueilleux monarque du Pont, à qui les généraux n'osaient pas révéler l'état de l'armée, ne voyait, ne savait rien, et il s'obstinait à vouloir prendre Cyzique, alors que ses soldats en étaient réduits à manger des cadavres (2). Il finit cependant, lui aussi, par ouvrir les yeux à l'évidence, et alors il tenta de fuir. Pour tromper l'ennemi, il dirigea vers l'est, sur la Bithynie, la cavalerie et les bêtes de somme, tandis qu'il prenait lui-même la mer et dirigeait son armée vers l'ouest, sur Lampsaque, où il pensait la rejoindre avec la flotte. Lucullus, en effet, se lança, avec son armée, à travers les plaines couvertes de neige, à la poursuite de la cavalerie qui se retirait lentement; il atteignit le convoi au passage du Rindacus; il le mit en pièces, fit un carnage affreux, prit quinze mille prisonniers, neuf mille chevaux,

(1) Plutarque, *Luc.*, 9, 10; Appien, *Mithr.*, 73-75; Florus, III, 5; Eutrope, 6, 6.
(2) Plutarque, *Luc.*, 11.

un grand nombre de bêtes de somme et fit un immense butin. Puis il comprit que le gros de l'armée devait s'être enfui dans une autre direction, et il revint rapidement sur ses pas. La fortune l'aida; une inondation avait arrêté l'armée de Mithridate sur les bords de l'Edépus, où il put l'atteindre et la détruire. Ses quelques restes parvinrent à Lampsaque, où Mithridate les recueillit et les embarqua (1). La Bithynie était conquise; Chalcédoine fut délivrée dans les premiers mois de 73; la première campagne se terminait par une brillante victoire de la petite armés bonne et agile sur l'armée nombreuse et encombrante à laquelle Mithridate avait en vain tenté de donner la rapidité et la force romaines. Toutefois, l'attitude des populations asiatiques, l'insuccès de la nouvelle révolution tentée par Mithridate, avaient été d'un grand secours pour Lucullus. Maintenant l'Asie appartenait définivement à Rome.

(1) En réalité PLUTARQUE, *Luc.*, 11, raconte ces deux fuites comme tentées l'une après l'autre, à un certain intervalle de temps et, par suite, comme deux desseins successifs. C'est aussi ce que dit MOMMSEN, *R. G.* III, 59. Dans ce cas, quand Mithridate faisait partir sa cavalerie, il ne pensait pas encore, contrairement à ce que dit Plutarque, à s'en aller; mais il voulait seulement désencombrer son camp, et ce fut plus tard qu'il résolut de lever le siège, non pas comme le dit Plutarque à la suite du carnage du Rindacus, mais parce que la situation n'était plus tenable dans son camp. Quoi qu'il en soit, la fuite véritable fut celle qu'il tenta à l'ouest vers Lampsaque; c'est la seule dont parle APPIEN, *Mithr.*, 76.

VIII

MARCUS LICINIUS CRASSUS

Cependant en l'an 73 avant Jésus-Christ, César était revenu à Rome. Nous ne savons pas comment se termina son entreprise contre Mithridate; mais le plus probable c'est qu'ayant pris les armes dans la crainte d'une révolution imaginaire, il congédia bien vite ses troupes après l'arrivée de Lucullus en Asie, et prit le parti de rentrer à Rome, quand il sut qu'il avait été élu pontife, à la place de son oncle Caius Aurelius Cotta, qui était mort en Gaule. A Rome, il trouva la situation bien différente de ce qu'elle était à son premier retour d'Orient. Tout se transformait en Italie, même le caractère du peuple; l'ancien caractère romain, ferme et patient, n'était plus qu'une légende; l'opinion publique devenait nerveuse, excitable, violente et fantasque; elle n'était constante que dans son aversion pour le gouvernement fondé par Sylla. Aux plaintes contre l'autorité déjà si nombreuses s'était ajouté encore un motif de mécontentement spécial au peuple de Rome : la fréquence des famines dans la grande ville. Celle de l'année 75 avait été très dure. La population de Rome augmentait; la culture de la vigne et des oliviers s'était étendue, celle du blé se réduisait de plus en plus en Italie, aux

besoins des cultivateurs; l'approvisionnement de la grande ville devenait chaque année plus difficile. Les plaintes adressées au gouvernement pour sa négligence étaient si nombreuses et si vives, que les deux consuls de cette année-là, Caius Cassius Longinus et Marcus Terentius Licinianus Varron, le frère cadet de Lucullus, qu'avait adopté Marcus Terentius Varron, proposèrent, bien qu'ils fussent conservateurs, une loi pour augmenter le tribut de blé que devait fournir la Sicile. Les villes qui étaient déjà soumises à un tribut du dixième auraient fourni un autre dixième, qui leur aurait été payé au prix de trois sesterces le boisseau; les villes exemptes de la dîme auraient envoyé à Rome huit cent mille boisseaux (environ soixante-dix mille hectolitres) de blé, qui auraient été payés trois sesterces et demi le boisseau (1). Ainsi, tant en blé fourni gratuitement qu'en blé donné à un prix de faveur, la Sicile aurait dû envoyer à Rome tous les ans à peu près six cent mille hectolitres (2). Aurait-on ainsi calmé un peu ces habitants de Rome, toujours mécontents? On allait au contraire, cette année même, être en proie à une terreur plus grande. Une petite troupe d'esclaves qui s'étaient enfuis d'une caserne de gladiateurs de Capoue, sous la conduite d'un esclave thrace du nom de Spartacus, était vite devenue une véritable petite armée, qui avait attaqué et défait quelques légions expédiées à la hâte. Comme on avait récemment fait venir un trop grand nombre d'esclaves, et que les maîtres ne savaient pas encore les tenir dans l'obéissance, les plus hardis, les plus violents, s'enfuyaient de partout et venaient

(1) Cicéron, *In Verr.*, A. II, iii, 70, 163.
(2) Ciccotti, *P. V.*, 63.

rejoindre Spartacus; l'Italie parut menacée d'une révolte générale des esclaves. En outre, si les victoires de Lucullus avaient été l'occasion d'une grande joie, Marc Antoine, au contraire, avait échoué misérablement dans son entreprise contre la Crète, et après avoir pillé quelque peu la Sicile il s'était fait battre par les pirates (1). La joie se changea donc en épouvante, quand, peu de temps après, Mithridate, défait sur terre, reprit avec rage la guerre sur mer, mettant à profit ses amitiés et ses alliances avec les populations et les villes de Thrace (2). Tandis que les lieutenants de Lucullus, Caius Valerius Triarius et Barba marchaient, pour les reprendre, sur les villes de la Bithynie qui étaient encore fidèles au roi du Pont, celui-ci dévastait les côtes de la mer de Marmara, assiégeait Périnthe, menaçait Byzance et envoyait une partie de la flotte, sous les ordres de Marius, dans la mer Égée, pour y chercher du renfort auprès des pirates de Crète et d'Espagne. L'épouvante en Italie fut grande : on craignit que la flotte de l'Égée ne voulût menacer l'Italie; on s'alarma de ce qu'il n'y eût pas de flotte pour la défendre (3); on protesta avec fureur contre le Sénat et le gouvernement qui veillaient si mal aux affaires publiques! Précipitamment le Sénat décida que le consul Marcus Lucullus dirigerait l'année suivante, comme proconsul, une grande expédition en Thrace pour y anéantir les alliés de Mithridate (4); il alloua à son frère Lucius 3,000 talents pour construire une flotte, comme si une flotte pouvait se faire en un jour; il prorogea son commandement d'une année; il lui donna

(1) Drumann, *G. R.*, I², 45.
(2) Bernhardt, *C. M. K.*, 23 et suiv.
(3) Reinach, *M. E.*, 322 et suiv. ; Cicéron, *Pro mur.*, 15, 33.
(4) Bernhardt, *C. M. K.*, 25.

peut-être aussi le gouvernement de la Bithynie, en mettant Cotta sous ses ordres (1), et en faisant ainsi de force ce qu'il aurait dû faire par sagesse dès le début : confier à un seul la direction suprême de la guerre sur terre et sur mer.

Excitée par ces événements, l'opposition au parti conservateur et à la constitution de Sylla devenait universelle dans toutes les classes; le parti démocratique renaissait sous des formes nouvelles, non plus comme un parti révolutionnaire et composé de désespérés, mais comme un parti qui prétendait respecter la légalité et composé de ce qu'il y avait de meilleur dans la classe moyenne et dans la haute. On réclamait partout un gouvernement plus juste, plus honnête, plus énergique, qui ne laissât pas l'État au pouvoir des concussionnaires, l'Italie au pouvoir des esclaves révoltés; et même beaucoup de maisons nobles devenaient des *clubs* d'opposition où les jeunes gens protestaient qu'il fallait rétablir la constitution démocratique et en revenir aux réformes des Gracques. On fréquentait entre toutes la maison de Servilia, la jeune, spirituelle et intelligente veuve de ce Marcus Junius Brutus tué par Pompée dans la révolution de 78, qui s'était remariée avec un noble aux idées démocratiques, Decimus Junius Silanus, et qui avait ouvert sa maison à toute la jeunesse nouvelle des hautes classes (2). Cette fois

(1) Il est difficile de déterminer les agrandissements successifs du pouvoir de Lucullus; mais il me paraît vraisemblable que le gouvernement de la Bithynie lui fut donné après la délivrance de Cyzique et de Chalcédoine. Ce qui est certain, c'est que la conquête définitive de la Bithynie fut faite par Lucullus, et que Cotta, même s'il ne fut pas absolument mis sous les ordres de Lucullus, ne fut plus chargé que de missions secondaires, comme le siège d'Héraclée.

(2) Bynum, *L. M. I. B.*, 11.

César fut accueilli volontiers non seulement dans la maison de Servilia, mais encore dans beaucoup d'autres où on l'avait reçu avec peu d'empressement lors de son premier retour d'Orient; et il fut bientôt élu par le peuple *tribunus militum,* nous dirions aujourd'hui colonel, c'est-à-dire commandant de mille hommes pendant la guerre. Maintenant c'était un mérite d'être le neveu de Marius. Encouragé par un tel accueil, il ne tarda pas à débuter dans la carrière politique en cherchant à se rendre populaire. Mais ce n'était pas chose facile (1), même au neveu de Marius. Des neuf cent dix mille citoyens qui avaient le droit de voter une partie étaient des petits marchands, des artisans, des clients et des parasites des gros personnages, des fonctionnaires de l'État occupant d'humbles emplois réservés aux hommes libres, des mendiants, des hommes inoccupés ou ruinés, et tous ces gens-là vendaient facilement leur vote. Le commerce des votes avait même été peu à peu organisé par des hommes qui recrutaient la racaille électorale dans des *clubs* ou collèges; ils en accaparaient les votes au moyen de banquets, de faveurs, et de petits subsides; puis ils vendaient *à forfait* les votes aux candidats avec des précautions compliquées pour assurer la fidèle exécution des contrats (2). Au contraire les bourgeois aisés de Rome et d'Italie, les grands fermiers, les marchands, les propriétaires, les riches affranchis, les hommes cultivés que l'aisance, la puissance mondiale de l'Italie, la culture, l'esprit du temps rendaient orgueilleux et capricieux, votaient, quand ils prenaient part aux comices, tantôt d'une façon et tantôt d'une autre, se lais-

(1) Phlégon, fr. 12 (le chiffre se rapporte à l'an 69 av. J.-C.)
(2) Cicéron, *In Verr.*, A. I., viii, 21; *De petit. consul.*, v, 19.

sant influencer par les sympathies personnelles, par les égards dus à des personnages puissants, par des espérances, des admirations, des haines, des enthousiasmes contagieux et passagers, par des nouvelles vraies ou fausses mises en circulation au dernier moment. Le vent capricieux de la faveur populaire tournait d'heure en heure dans les comices. Souvent, pour des incidents minimes, du soir au matin les probabilités étaient interverties; une audace imprévue venait bouleverser ce qui avait été préparé le plus longuement; au dernier moment les longues incertitudes de la lutte électorale, par un subit retour des esprits, aboutissaient à un résultat qui surprenait tout le monde (1). Acquérir du pouvoir sur un corps d'électeurs si hétérogène et si mobile, sans l'aide de la coterie dominante, n'était pas chose facile. César l'entreprit, en commençant par ces travaux forcés de flatterie auxquels étaient condamnés les hommes politiques de Rome. Il fallait se lever à l'aube, recevoir aussitôt tous les fainéants et les curieux de Rome et des autres parties de l'Italie, qui venaient simplement pour voir l'homme célèbre de Rome, ou dans le but plus pratique de lui demander son assistance dans un procès, un secours d'argent, un prêt, un fermage public, une exemption du service militaire, une lettre de recommandation pour un gouverneur d'une province lointaine. Il fallait descendre de bon matin au forum pour plaider, aller trouver les magistrats, les sénateurs, les riches banquiers pour intercéder pour tel ou tel; se laisser arrêter dans la rue par le premier importun venu, le reconnaître en s'aidant de sa mémoire ou de celle de l'esclave nomenclateur dont l'office était de se

(1) Cicéron, *Pro Mur.*, xvii, 35; xxvi, 53.

souvenir du nom du plus grand nombre possible d'électeurs et de souffler habilement à son maître, afin que l'électeur pût avoir l'illusion d'être reconnu personnellement. Il fallait avoir pour tous un mot aimable, un compliment, une promesse toute prête; inviter tous les soirs des gens à dîner, assister aux mariages, aux funérailles, à toutes les fêtes de famille du plus grand nombre possible de citoyens; soutenir dans toutes les élections tel ou tel candidat; recueillir et secourir régulièrement dans le petit peuple de Rome un certain nombre de clients prêts à servir d'espions dans le peuple, d'agents dans les élections, de claqueurs dans les discours du forum, de sicaires dans une querelle violente.

Mais l'heure de César était encore lointaine. Pour le moment d'autres que lui grandissaient dans l'admiration du public : Pompée, qui en Espagne, lentement et avec peine, il est vrai, gagnait du terrain sur Sertorius; Lucullus, qui, encouragé par son succès à Cyzique et plein d'ardeur, avait recueilli à la hâte une flotte parmi les alliés et poursuivait la flotte pontique dans la mer Egée, attaquant et détruisant l'une après l'autre les différentes escadres, tuant impitoyablement tous les transfuges italiens qu'il faisait prisonniers et même Marcus Marius. Cependant ses lieutenants travaillaient à soumettre les villes de la Bithynie qui étaient encore en armes, et faisaient un grand butin d'esclaves et d'objets divers (1). Ainsi, vers le milieu de l'année 73, Lucullus, à l'exception d'Héraclée, avait réduit en son pouvoir toutes les villes de la Bithynie; il avait contraint Mithridate à retourner par mer dans son royaume, avec les restes de l'armée conduite l'année précédente à la conquête de la Bithynie. Ce fut alors, pendant

(1) Reinach, *M. E.*, 332 et suiv.

l'été, que Lucullus convoqua à Nicomédie un conseil de guerre. Dans ce conseil, presque tous ses généraux estimèrent qu'il fallait faire reposer les soldats jusqu'au printemps suivant. Mais le commandant en chef ne se rendit pas à l'avis de ses lieutenants. Tandis que ceux-ci considéraient les choses à un point de vue strictement militaire, Lucullus passait alors par une crise décisive, qui n'était pas seulement une crise personnelle de son caractère, mais toute la grande crise morale et politique de son époque, réflétée au moment où elle allait se résoudre, comme une petite image d'un grand objet dans un miroir, dans un esprit ardent et profond. Cet homme n'allait pas décider dans ce conseil de guerre une question stratégique; il allait résoudre par un acte d'audace les contradictions où depuis si longtemps traînait toute la politique romaine. Lucullus qui touchait presque à la cinquantaine, avait été jusque-là le parfait modèle de cette vieille noblesse romaine, qui, avec ses qualités traditionnelles, aurait pu rendre sérieuse et durable la restauration de Sylla : austère, simple, ennemi du luxe, de l'argent, des choses étrangères, la culture exceptée, il était fier de sa pauvreté, dédaigneux de popularité et de toute ambition vulgaire. Malheureusement cet aristocrate était à Rome une rareté archéologique, un des derniers champions d'une espèce d'hommes disparus depuis longtemps : et tandis qu'il continuait à professer les vieilles vertus romaines, Lucullus avait vu la richesse, le luxe, l'avidité des plaisirs, le désir de l'admiration se répandre autour de lui; il avait vu ses amis enrichis dans la proscription être plus considérés que lui, resté pauvre, et Pompée, qui avait risqué si peu dans la guerre civile, s'élever si vite et si haut par la force de la popularité. Homme actif, très intelligent et noblement

ambitieux, il devait depuis longtemps se demander si, continuant à jouer ce rôle si démodé, il ne finirait pas par se sacrifier aux ambitieux sans scrupules; il comprenait bien que la politique timide et incertaine de son parti était justement blâmée par toute l'Italie; que le gouvernement de Sylla serait renversé, s'il ne se montrait capable de faire quelque chose. Les intrigues qu'il avait ourdies pour obtenir le commandement de la guerre avaient été le premier signe visible d'un changement que personne jusque-là n'avait soupçonné et dont Lucullus même n'avait peut-être pas conscience... L'exaltation du succès précipita alors le changement; et après les victoires de Cyzique et de la mer Égée, Lucullus se décida à adopter les méthodes politiques de Pompée qui avait fait sa fortune en n'observant jamais la légalité, à envahir tout de suite, sans attendre les ordres du Sénat, le Pont. Il connaissait trop bien son monde à Rome pour douter que, s'il eût attendu les instructions du Sénat, il aurait, au bout d'un temps fort long, reçu l'ordre de ne rien faire, d'attendre, de revenir à Rome. Au contraire, s'il commençait une grande expédition, pendant laquelle il eût été imprudent de le rappeler, on lui aurait facilement prolongé ses pouvoirs, et si les chefs du parti populaire menaçaient de faire opposition, il était maintenant disposé à les corrompre avec l'or de l'Orient. La vengeance du traité de Dardanos, la revanche sur Mithridate, valaient bien cette concession aux mœurs politiques corrompues de l'époque. A la suite du conseil de guerre de Nicomédie, il résolut donc, malgré l'opposition de presque tous ses généraux, d'envahir aussitôt le royaume de Mithridate. Cotta irait pendant ce temps faire le siège d'Héraclée; Triarius attendrait avec soixante-dix navires, dans l'Hellespont, les esca-

dres pontiques de retour de l'Espagne et de la Crète; et lui-même aurait marché avec toute son armée sur les deux ports d'Amisus et de Thémiscyra, dans le but de s'assurer une base de ravitaillement pour une longue campagne dans les régions montagneuses du Pont, dans le triangle formé par Cabira, Amasia et Eupatoria, où Mithridate se retirait pour préparer une nouvelle campagne et attendre le résultat des demandes de secours qu'il avait faites à son gendre Tigrane, roi d'Arménie; à son fils Macarès, vice-roi de Crimée, et aux Scythes (1).

Il fit ses préparatifs avec une rapidité prodigieuse, et, au bout de peu de temps, ayant fait passer son armée au travers de la Bithynie et de la Galatie, il passa les frontières du Pont. L'ennemi qui depuis si longtemps menaçait, provoquait et attaquait les Romains, allait enfin être contraint à se défendre. Mais c'était là quelque chose de beaucoup plus considérable qu'une opération de guerre ordinaire, même d'une guerre très importante, car Lucullus, par cette invasion, changeait non seulement le sort d'une guerre sérieuse et longue, mais aussi toute la politique extérieure de Rome. Par cette invasion du Pont se manifestèrent pour la première fois l'impérialisme agressif et la politique de l'initiative personnelle des généraux qui en dix années devinrent les grandes forces de la politique de Rome et qui remplacèrent l'action incertaine hésitante et contradictoire du Sénat. Faisant le premier et à ses propres risques l'essai de cette nouvelle politique à laquelle Pompée et César devront bientôt leur gloire, Lucullus allait découvrir à l'Italie la situation nouvelle où elle se trouvait; il lui faisait voir

(1) Appien, *Mithr.*, 78.

combien elle était plus forte que les grands États en apparence si puissants et si redoutés; il l'encourageait à se jeter sur eux, à les dominer et à les dépouiller. Il entra avec son armée dans le Pont qui était sans défense et il livra ce pays riche, populeux et depuis longtemps pacifique à ses soldats qui pillèrent les bestiaux, les vivres, les objets précieux et firent une immense razzia d'esclaves, capturant tout ce qui leur tombait entre les mains, hommes et femmes, riches et pauvres, paysans et citadins. Ceux qui pouvaient se racheter en donnant une somme suffisante étaient laissés en liberté; les autres étaient vendus à des marchands qui suivaient l'armée. Bientôt dans le camp romain un esclave ne coûta plus que quatre drachmes, c'est-à-dire moins de quatre francs (1). Mais l'armée n'était pas encore satisfaite; on se plaignait de ce que le général pressé laissait à peine le temps de saisir quelque chose et de ce qu'il acceptait souvent la reddition de villes et de villages avec la promesse de respecter la propriété (2). Ces plaintes étaient inutiles : Lucullus, qui était un général très sévère, y prenait à peine garde. Il mena rapidement les légions jusque sous les murs d'Amisus et de Thémiscyra; mais la résistance vigoureuse de ces deux villes obligea l'armée romaine à passer l'hiver dans les tranchées.

Au printemps de 72 la guerre reprit avec force dans le Pont, en Thrace, en Espagne, contre Mithridate et ses alliés. Lucullus ayant appris que la nouvelle armée de Mithridate allait être prête, et ne voulant pas être attaqué sous les murs des deux villes, résolut hardiment de marcher à sa rencontre avec

(1) Appien, *Mith.*, 78; Plutarque, *Luc.*, 14.
(2) Plutarque, *Luc.*, 14.

une partie de l'armée tandis que l'autre continuerait le siège sous le commandement de son général, Lucius Licinius Muréna. La difficulté des approvisionnements rendit la marche et la campagne pénibles et périlleuses; mais Lucullus fut aidé par la trahison de plusieurs généraux du Pont qu'il avait corrompus, et parvint à infliger une défaite décisive à Mithridate qui avait perdu l'année précédente sa meilleure armée dans l'invasion de l'Asie et de la Bithynie, et qui n'avait rien reçu des secours qu'il avait demandés. Lucullus s'empara du camp et des trésors de Mithridate, mais non du roi, qui, dans le désordre de la déroute, put s'enfuir après avoir donné l'ordre de tuer toutes les femmes de son harem (1). Pendant ce temps Marcus, frère de Lucullus, envoyé comme proconsul en Macédoine, faisait la conquête définitive de la Thrace, dépassait les Balkans, et atteignait le Danube (2); il faisait trancher les mains à des tribus entières pour effrayer les autres (3) et pillait non seulement les villages des Barbares, mais les belles et illustres villes grecques de la côte (4), amies de Mithridate. De son côté Pompée, en Espagne, parvenait enfin à mener la guerre à son terme, à l'aide de la trahison et grâce surtout à Perpenna qui avait tué Sertorius, et il commençait une guerre de dévastation et d'extermination contre les villes qui avaient pris parti pour Sertorius ou qui avaient accueilli ses partisans (5). Au contraire en Italie Spartacus, après avoir défait les deux consuls de cette année-là, par-

(1) Reinach, *M. E.*, 337. 342.
(2) Aux exagérations de Florus, III, iv, 6, il faut opposer pour connaître la véritable étendue de ces expéditions Eutrope, vi, 10; Appien, III, 30; Orose, VI, iii, 4; Servus, in Virgilio, *Æ.*, vii, 605.
(3) Florus, III, iv, 7.
(4) Drumann, *G. R.*, IV, 178; Eutrope, vi, 10.
(5) Drumann, *G. R.*, IV, 376.

courait en vainqueur la péninsule d'une extrémité à l'autre, suivi d'une nuée de marchands qui n'avaient pas honte de vendre à l'ennemi de leur classe le fer et les autres matières nécessaires pour faire les épées et les autres armes (1). Les hautes classes et la bourgeoisie aisée tremblaient pour les vignes et pour les oliviers récemment plantés que ces bandes pouvaient saccager, pour les fermes dont les insurgés vidaient les caves bien garnies, pour la fidélité des esclaves importés depuis peu en Italie, qui n'étaient pas encore faits à leur nouvelle condition. Que faisait cependant ce Sénat de concussionnaires et de voleurs, bons seulement pour piller les provinces sans défense? Dans cette génération impressionnable et nerveuse tout était contagieux, le courage comme la lâcheté; et les soldats envoyés pour combattre Spartacus, les officiers, les hommes politiques, tous étaient démoralisés au point qu'aux élections de 71 il y eut disette de candidats, tant on était effrayé à la pensée d'avoir à commander une armée contre l'invincible chef d'esclaves (2). Le Sénat comprit que ce scandale allait combler la mesure de l'indignation publique, qu'il fallait à tout prix trouver un homme énergique et capable qui mît fin à la guerre; et il le trouva dans un préteur de cette année-là, Marcus Licinius Crassus, descendant d'une grande famille et que nous avons vu pendant la réaction se distinguer parmi les amis de Sylla. Enfant gâté de la fortune, il en avait reçu tous les dons: naissance illustre, riche patrimoine, occasions rapides et faciles de se mettre en évidence, éducation splendide; esprit vif, cultivé, curieux; audace et patience.

(1) Appien, *B. C.*, I, 117.
(2) Appien, *B. C.*, I, 118; Orose, V, xxiv, 5.

Il s'était déjà fait une belle réputation militaire pour avoir pendant la guerre civile gagné, en intervenant à temps, la bataille de la Porta Collina, une des plus importantes qui aient été livrées par Sylla et que Sylla était sur le point de perdre. Puis, bien qu'il fût déjà riche, il avait grossi son patrimoine en achetant les biens des proscrits. Par la part qu'il avait prise dans les répressions de Sylla et par ses richesses il était devenu un personnage important au point d'être élu sans peine en suivant l'ordre légal à toutes les charges jusqu'à celle de préteur; il s'était adonné aux affaires avec succès et était devenu un des plus puissants capitalistes de Rome ; il avait ouvert sa maison aux sages orientaux ; il avait étudié la philosophie et mis à profit ses heureuses dispositions à la littérature et à l'éloquence. Riche, intelligent, célèbre, très puissant, Crassus aurait dû être satisfait... Mais une chose le tourmentait, la gloire de Pompée qui était presque du même âge que lui et qui avait été son compagnon d'armes dans la guerre contre la révolution. Tandis que la fortune lui souriait ainsi, Crassus en était venu facilement à croire qu'il valait comme général autant que Pompée et que Lucullus, qu'il allait de pair avec César en fait d'éloquence; qu'il n'avait à céder à personne la première place en fait d'honneurs, de puissance et de considération publique. Malheureusement sa nature était plutôt celle d'un banquier avisé et tenace que celle d'un grand ambitieux, hardi, exalté et prodigue, capable de dominer et d'entraîner les foules. C'était un homme de besoins modiques, exempt de vices, de mœurs respectables (1), aimant sa famille et qui dans la vie et dans toutes les affaires où il prenait

(1) Velleius, II, 46; Drumann, *G. R.*, iv, 111.

part déployait un esprit d'ordre merveilleux, un zèle minutieux et tenace ; il s'appliquait avec prudence et persévérance à tirer parti de toutes les occasions avantageuses, petites ou grandes ; il prêtait de l'argent à beaucoup de monde ; il défendait toutes les causes qu'on lui offrait, même celles d'hommes si vils et si abjects que César refusait de plaider pour eux ; il prodiguait ses amabilités, ses salutations, ses compliments à toutes sortes de gens. Et cependant il était beaucoup moins admiré et populaire que Pompée qui paraissait recevoir les honneurs et les hommages avec une orgueilleuse indolence, sans daigner, en apparence au moins, les solliciter, et qui avait obtenu déjà un triomphe et une charge de proconsul, avant même d'exercer une magistrature. Lui, au contraire, n'était encore que préteur ! Crassus n'avait aucune qualité pour plaire aux masses; et l'homme d'affaires minutieux et calculateur nuisait trop en lui à l'homme politique. Il ne haïssait à mort personne, ne s'attachait non plus pour toujours à personne; il n'était pas cruel par plaisir, mais il n'avait pas de scrupules d'honnêteté, de caste ou de noblesse. Sans qu'il s'en aperçût et en s'imaginant au contraire être généreux, il cherchait à tirer un avantage de tout ce qu'il faisait, de toutes les personnes qui l'approchaient. Grand seigneur par calcul, et non par instinct, il faisait succéder de splendides munificences à des petitesses honteuses, réclamant par exemple inexorablement la restitution de sommes prêtées par complaisance si à l'échéance il jugeait qu'il n'avait plus besoin de son obligé, et il perdait ainsi presque tout le profit des générosités et des services qu'il rendait (1).

(1) Plutarque, *Crass.*, 6, 7.

Si l'on considère, cependant, le crédit de ce richard et sa réputation militaire, on conçoit facilement qu'il ait été choisi pour diriger la guerre contre Spartacus. Stimulé par la gloire que Pompée avait acquise grâce à ses victoires en Espagne, et sachant bien que le vainqueur des esclaves deviendrait très populaire, Crassus se mit aussitôt à l'œuvre avec énergie. Il commença par vaincre la lâcheté contagieuse des soldats, en renouvelant un exemple de sévérité auquel on n'avait pas eu recours depuis longtemps : il fit décimer les premières cohortes qui s'enfuirent devant l'ennemi (1). Mais, tout en infligeant quelques défaites à l'ennemi, il ne réussit pas à l'anéantir ni à capturer le chef, si bien que lui-même, un instant, fut presque découragé (2)... L'exaspération des classes aisées allait croissant : le Sénat prit enfin le parti de rappeler Pompée en Italie, pour le charger d'achever Spartacus (3). Crassus, pour ne pas se laisser enlever l'honneur de terminer la guerre, redoubla de célérité, d'énergie et d'audace. Spartacus était un homme de génie et il avait fait des miracles; mais son armée ramassée un peu partout ne pouvait pas résister indéfiniment : les discordes, l'indiscipline, les désertions vinrent en aide à Crassus, qui put à la fin remporter une bataille dans laquelle périt Spartacus (4). Quand Pompée revint d'Espagne, il ne restait plus qu'à disperser une bande de fuyards qu'il rencontra dans les Alpes (5).

(1) Appien, *B. C.*, I, 118; Plutarque, *Crass.*, 10; Drumann, *G. R.*, IV, 79.

(2) Plutarque, *Crass.*, 11.

(3) C'est ainsi, me semble-t-il, qu'il faut entendre Appien, *B. C.*, I, 119. Il est probable que ce fut le Sénat et non le peuple qui rappela Pompée pour finir la guerre, mais que le Sénat était poussé à cela par l'opinion publique.

(4) Plutarque, *Crass.*, 11; Appien, *B. C.*, I, 120.

(5) Plutarque, *Pomp.*, 21; *Crass.*, 11.

Six mille esclaves pris vivants furent crucifiés le long de la voie Appienne (1), pour effrayer leurs compagnons de captivité. La noblesse était comme toujours sans pitié contre les rebelles, et cette fois la classe moyenne, qui commençait à posséder des esclaves et qui eût été disposée à des sentiments humains en toute autre occasion, devenait féroce elle aussi.

Cependant Lucullus qui avait passé l'hiver de 72-71 à Cabire, dans le palais du roi fugitif (2), employait sa petite armée à la conquête définitive du Pont, traitant toujours son armée comme un instrument inanimé, et non comme un corps vivant et sensible. Dans un homme aussi violent, exagéré, passionné que Lucullus, le changement commencé après les victoires des années 74-73 s'était vite accompli. Il aurait été difficile de reconnaître l'ancien lieutenant de Sylla, pauvre et fier, dans ce général ambitieux, cupide et intrigant, qui s'était fait donner le gouvernement de l'Asie et avait réuni tout l'Orient sous son empire; qui payait à Rome les chefs du parti populaire; qui, après chaque bataille, chaque reddition de ville et chaque pillage, faisait partir pour Rome tant de mulets chargés d'or, d'argent, d'œuvres d'art. La cupidité s'était ainsi réveillée, au contact des richesses du monde oriental, dans cette âme qui avait résisté aux terribles tentations du pillage, même au milieu des proscriptions. Mais, par une contradiction très humaine, il restait l'aristocrate intransigeant des vieux temps comme général, au milieu de ses soldats, n'admettant guère que les légions eussent d'autre droit que d'obéir, exi-

(1) Appien, *B. C.*, I, 120; Orose, V, xxiv, 7.

(2) Phlegon, fr. 12. Si l'on fait commencer la guerre en 74, la correction au texte que propose Reinach, *M. E.*, 336, n. 2, devient inutile. Voyez Bernhardt, *C. M. K.*, 21, n. 5.

geant et dur avec tout le monde jusqu'à l'absurde, surtout quand l'impatience de son ambition agitait son âme passionnée. Après chaque succès, il imaginait quelque entreprise plus grande; et le désir de l'accomplir sans retard le jetait, lui déjà si facile aux engouements, dans un état d'hallucination aveuglante. Son pouvoir absolu, la gloire que lui valaient ses succès, les projets considérables qu'il méditait, son ambition et sa cupidité qui étaient d'autant plus violentes qu'elles étaient plus récentes, rendaient alors démesurés son orgueil, son impatience, sa franchise brutale et son égoïsme. Les soldats se plaignaient qu'il ne vînt jamais parmi eux comme un compagnon, se rendant de tente en tente pour leur parler en ami, les complimenter, les encourager; qu'il passât toujours à la hâte à cheval avec sa suite et seulement pour des raisons de service, préoccupé et taciturne, n'ayant des regards et une voix que pour découvrir des fautes, pour punir, pour demander après un service un autre plus dangereux et plus pénible; que, s'il leur accordait quelque récompense prise sur le butin, ce ne fût qu'avec avarice et comme s'il eût craint de les gâter. Les officiers, appartenant pour la plupart à d'illustres familles, se plaignaient aussi qu'il leur reprochât continuellement leur mollesse, leur lenteur, leur incapacité, sans égards ni pour leur nom ni pour leur famille; qu'il envoyât avec impatience ordre sur ordre, comme s'ils eussent été de fer et non de chair, et qu'eux non plus ne dussent jamais être fatigués : ils avaient beau faire, ils ne pouvaient jamais le contenter (1). Cependant Lucullus aimait ses soldats et il appréciait plusieurs de ses offi-

(1) Dion, fr. 330, 16 (Gros); Plutarque, *Luc.*, 33.

ciers; mais dans la hâte qu'il mettait à penser et à agir, il ne se rendait pas compte du bénéfice immense que lui eussent à certains moments rapporté un éloge et une amabilité. En proie au démon de la richesse; envoyant en Italie, à ses intendants, des charges immenses de pièces de monnaie, d'œuvres d'art, d'objets précieux, il ne voyait pas combien il était contradictoire, après cela, de vouloir refréner l'avidité féroce de ses troupes, comme si tous les soldats n'eussent dû prendre de la peine que pour sa gloire. C'est ainsi que les soldats pensaient alors que Lucullus allait s'emparer des petites forteresses situées sur les hautes roches bien défendues et où étaient déposés les trésors de la cour, les métaux précieux, les meubles, les bijoux (1), et qu'il leur abandonnerait, pour les récompenser de leurs fatigues, les coffrets et les meubles de l'ennemi de Rome. Mais Lucullus estimait avec raison qu'il était plus sage de se rendre d'abord maître du Pont tout entier, en s'emparant des grandes villes grecques, Amasie, Amise, Sinope; et comme de coutume, en véritable général du vieux temps, il ne se préoccupa pas des désirs des soldats. Après avoir obtenu avec de l'argent la reddition de certaines forteresses, il emmena les légions mécontentes à la conquête de ces villes qui étaient, sur les rivages de la mer Noire, les derniers monuments de la puissance civilisatrice de la Grèce. Leur résistance fut longue et opiniâtre, car depuis que le royaume de Pergame avait été si mal administré, la domination romaine était haïe et redoutée de tous les Grecs d'Asie. A la fin de l'année 71, il n'y avait encore qu'Amise qui eût succombé (2). Mais ce fut pour Lucullus une soirée

(1) Reinach, *M. E.*, 260.
(2) *Id.*, 349.

terrible que celle où ses soldats, après s'être emparés de la ville dans un assaut imprévu, se répandirent munis de torches dans les rues pour massacrer et pour voler, et dans la confusion mirent le feu à beaucoup de maisons. Lucullus était un esprit généreux que la culture avait affiné; c'était un guerrier admirateur de l'hellénisme. Quand il vit Amise prendre feu, Amise l'admirable fille d'Athènes, l'Athènes du Pont, il se jeta comme un forcené au milieu des soldats, essaya de les ramener à la raison et à la discipline, de leur faire éteindre le feu, et de sauver cette œuvre si remarquable de la civilisation qu'il adorait. C'était trop demander. Le soldat, depuis longtemps mécontent de son général, perdit patience. Alors qu'il allait enfin se dédommager de ses longues fatigues, à sa manière, brutalement, en se ruant sur une ville riche, ce général trouvait encore moyen de lui demander une absurde modération. Il s'en fallut de bien peu que Lucullus ne fût mis en pièces par une soldatesque en furie. Il dut se retirer en pleurant et laisser cette soldatesque farouche se jeter sur la jolie fille d'Athènes : symbole terrible de cette époque où, tandis que les plus hautes facultés de l'esprit s'affinaient dans le désir et dans la jouissance des plus nobles choses qui soient au monde, l'instinct bestial se déchaînait aussi dans la lutte de l'homme contre l'homme pour la conquête de la richesse et du pouvoir. La vieille sévérité militaire, personnifiée par Lucullus, dut céder à cette révolte de soldats exaltés par la soif du pillage. Le général ne put dans la suite que mettre en liberté les survivants du carnage et rebâtir la ville (1).

(1) Plutarque, *Luc.*, 19 ; Appien, *Mith.*, 83 ; Memnon, 45.

IX

LE NOUVEAU PARTI POPULAIRE

Pendant que Lucullus luttait en Asie, le parti conservateur continuait à perdre du terrain en Italie. Les succès de son général en Orient n'amélioraient nullement sa situation, car tout le monde comprenait qu'on en était redevable à l'initiative personnelle de Lucullus, et non à la politique du Sénat. Même dans la noblesse, les esprits penchaient vers les idées de réforme démocratique; et un des jeunes hommes les plus actifs et les plus célèbres du parti conservateur se préparait à déserter sa cause et à se ranger parmi les adversaires de la constitution de Sylla. Dans la seconde moitié de l'an 71, quand il revint de la guerre d'Espagne à Rome, Pompée n'était plus, comme à son départ, le jeune favori de Sylla, à qui tout le monde prédisait un brillant avenir. Après ses victoires sur Sertorius, dont l'importance avait été exagérée et qui lui avaient acquis une si grande popularité dans toute l'Italie, il était devenu à trente-six ans un des grands personnages de la république; qui pouvait marcher de pair avec les hommes les plus influents et les plus respectés, bien qu'il n'eût exercé aucune charge et qu'il ne fût pas même sénateur. Aucun homme de la nouvelle génération, pas même Crassus, n'avait eu plus de

chance que lui. Néanmoins Pompée comprenait que tant de privilèges lui attiraient trop de haines; et il revenait d'Espagne résolu à régulariser sa situation, se portant enfin candidat, comme tout le monde, à une magistrature. Malheureusement il est parfois aussi difficile de sortir d'une situation exceptionnelle qu'il l'a été de la créer; et Pompée, après avoir commandé des armées comme proconsul et avoir reçu le titre d'*imperator*, ne pouvait recommencer sa carrière par la questure et l'édilité, comme l'auraient voulu les lois. Il s'était donc décidé à viser du premier coup à la magistrature la plus haute, à poser sa candidature au consulat pour l'armée 70 et à rentrer dans les rangs par une irrégularité plus grande que toutes les autres, car il n'avait ni l'âge ni aucune des autres conditions requises pour être consul. Le moment était bon; mais les difficultés étaient nombreuses et les moyens employés jusqu'alors pour obtenir tant d'honneurs extraordinaires n'auraient plus suffi. Il ne pouvait douter que le parti conservateur, où tant de monde enviait sa carrière exceptionnelle et qui avait cherché à le faire échouer là-bas dans la guerre d'Espagne, en lui refusant les moyens de la continuer, s'opposerait de toutes ses forces à sa candidature. D'autre part la situation de Pompée et celle de son parti avaient changé beaucoup pendant les années où il avait combattu en Espagne. Pompée avait grandi autant que le parti conservateur avait baissé; il était maintenant avec Crassus l'homme du jour, le général le plus populaire, et tout le monde au contraire se plaignait du parti conservateur et de la constitution de Sylla, protestait qu'il fallait en finir avec un gouvernement si faible, si inepte, si corrompu. Ambitieux, sans scrupules et sans principes, sûr de lui-même

après tant de succès, plein de rancune contre son parti, Pompée comprit qu'il n'avait plus rien à espérer de la réaction; il ne douta pas un instant qu'il deviendrait l'homme le plus populaire de l'Italie et qu'il ferait triompher l'opposition, s'il se mettait à la tête du parti démocratique; il prit plaisir à se venger par ces représailles de ses anciens amis qui avaient cherché à le trahir pendant la guerre. Il fit donc des avances aux tribuns du peuple, leur promettant de rétablir la puissance tribunitienne s'il était élu consul. Naturellement ces avances furent accueillies avec enthousiasme par le parti populaire, qui manquait de chefs illustres; on trouva qu'un homme si remarquable par sa naissance, par son passé, par sa situation sociale, par sa popularité, valait bien le sacrifice de quelques souvenirs terribles; on oublia le rôle que Pompée avait joué dans la guerre civile et ses fureurs réactionnaires d'autrefois. En peu de jours l'ami de Sylla, l'homme qui avait tué Junius Brutus et étouffé dans le sang la révolte de Lépide, devint le chef admiré du parti populaire et son candidat au consulat.

Toutefois il est probable que Pompée ne serait pas arrivé facilement à se faire élire consul s'il n'avait eu pour cela une chance bien bizarre. Crassus, dont la vieille rancune avait été exaspérée par l'intervention de Pompée dans la guerre contre les esclaves (1), voulut être consul, lui aussi, quand il fut informé de la candidature de Pompée. Mais la candidature de Crassus, bien que moins irrégulière que celle de Pompée, n'était pas non plus tout à fait régulière, de sorte que les deux généraux, tout en se détestant réciproquement, comprirent qu'il leur était nécessaire de

(1) Plutarque, *Pomp.*, 21; *Crass.*, 11.

s'unir, Pompée pour vaincre, avec l'appui de Crassus, qui était si puissant au Sénat, l'opposition des sénateurs; Crassus beaucoup moins populaire que Pompée, pour être recommandé au peuple par celui-ci (1). C'est ce qui arriva. Tous les deux, sous le prétexte d'attendre le triomphe, gardèrent leurs armées sous les armes auprès de Rome; le Sénat intimidé céda et admit les deux candidatures; les comices élurent consuls, sans lutte, pour l'année 70, Crassus et Pompée. Celui-ci pria alors son ami Marcus Terentius Varron de composer pour lui un mémoire sur les devoirs du consul, dont il n'avait aucune idée (2).

Les promesses de Pompée et la popularité dont il jouissait déjà dans la classe moyenne donnaient au parti démocratique l'espoir que ce consulat amènerait les réformes si longuement attendues. Mais durant les mois qui s'écoulèrent entre l'élection et la fin de l'année (les consuls entraient en charge au 1er janvier), ces espérances furent troublées par l'hostilité qui continuait entre les deux consuls, malgré leur coalition électorale. Crassus hésitait à suivre son collègue dans sa conversion et à l'aider dans ses projets de réforme. Il craignait probablement que la gloire de ces réformes revînt tout entière à ce collègue si jalousé, qui en avait pris l'initiative, et il était trop conservateur de naissance, par inclination, par intérêt, pour ne pas être inquiet sur les conséquences d'une réforme démocratique. En accomplissant cette réforme, n'allait-on pas saper à sa base toute l'œuvre de Sylla, sa légitimité morale, sa valeur légale? Or Crassus n'avait pas été seulement un des plus

(1) PLUTARQUE, *Pomp.*, 22 ; *Crass.*, 12.
(2) AULU-GELLE, XIV, 7.

habiles instruments de Sylla; il avait ainsi acheté des biens de proscrits pour des sommes énormes. Ne pouvant se mettre d'accord, aucun des deux consuls désignés ne congédiait ses légions; même après être rentré à Rome en célébrant une *ovatio*, Crassus déclarait qu'il tiendrait son armée sous ses ordres aussi longtemps que Pompée; Pompée, par représailles, accentuait ses déclarations favorables au parti démocratique. Quand le tribun du peuple Marcus Lollius Palicanus, entre la fin de novembre et le commencement de décembre, lui conduisit hors des murailles, au milieu d'une armée avec laquelle il attendait le triomphe, une grande foule pour entendre son programme consulaire (1), il prononça un discours très hardi. Il dit que depuis trop longtemps on voyait les suffrages vendus au plus offrant dans les tribunaux; qu'il fallait mettre fin aux abus intolérables des juges et des gouverneurs de provinces; il fit comprendre qu'il voulait rétablir dans leur intégrité les prérogatives des tribuns. Le succès fut immense. Mais Crassus était encore hésitant, et ce malheureux désaccord des deux consuls pouvait faire échouer tous les projets excellents de Pompée. Des amis s'interposèrent alors; on provoqua de grandes démonstrations populaires pour demander à Crassus et à Pompée de se réconcilier, si bien que, quand Pompée, le 1er janvier, eut pris possession de sa charge, Crassus fut vaincu par le grand mouvement populaire et se déclara prêt à appuyer la politique de son collègue. La réconciliation eut lieu publiquement, à ce qu'il semble, dans les premiers jours du consulat. Les armées furent aussitôt congédiées (2), et bientôt au

(1) CICÉRON, *In Verr.*, A. I., 15 ; ASC., p. 148 (Orel).
(2) C'est dans APPIEN, *B. C.*, I, 121, et non dans PLUTARQUE, *Pomp.*, 23 ; *Crass.*, 12, qu'il faut chercher, bien qu'elle y soit expo-

milieu de grandes distributions de blé faites par Crassus et de fêtes somptueuses préparées par Pompée, celui-ci commença l'attaque contre la constitution de Sylla, en demandant que l'on rendît aux tribuns les pouvoirs que leur avait enlevés Sylla, spécialement celui de proposer des lois sans l'autorisation du Sénat. Comme il fallait toutefois faire encore approuver par le Sénat cette dernière proposition, on commença une grande agitation populaire pour déplacer la majorité. César, toujours en quête d'occasions de se mettre en évidence, se lança dans la mêlée, et prononça de grands discours dans les assemblées populaires (1); Crassus mit habilement en jeu toutes les influences dont il disposait au Sénat.

Encouragées par cette agitation et par la faiblesse désormais évidente du parti conservateur, les rancunes et les haines accumulées depuis longtemps contre la coterie qui avait exploité la réaction de Sylla éclatèrent de toutes parts. Les esprits s'échauffèrent, et tandis que les chefs se contentaient d'attaquer les lois, le peuple voulut une victime. Le hasard la lui livra en la personne d'un certain Caius Verrès, ancien officier du parti populaire dans la révolution, qui, comme Cethegus, avait su sauter à temps hors du bateau qui allait sombrer. Passé ensuite au service du parti conservateur, il avait été élu préteur pour l'année 74; puis envoyé comme propréteur en Sicile, où, grâce à l'influence de ses amis de Rome, il avait réussi à rester trois années au lieu d'une

sée trop sommairement, la vérité sur ces dissentiments et cette réconciliation. En effet SUÉTONE, *Cæs.*, 19, affirme, et toute l'histoire de 70 à 60 confirme, que Crassus et Pompée étaient en mauvaise intelligence quand ils quittèrent le consulat.

(1) Voy. SUÉTONE, *Cæs.*, 5.

seule. Avait-il volé et pillé en Sicile autant que le disaient ses ennemis? Les méfaits de Caius Verrès n'étaient-ils pas, en partie au moins, une légende exagérée et répandue par la haine politique? Il est difficile de juger un homme, quand on ne possède que les pièces d'accusation. Quoi qu'il en soit, il est certain que depuis longtemps on se disait à Rome que Verrès commettait des abus innombrables, non seulement au préjudice des Siciliens, mais aussi au préjudice des citoyens romains; que ces malversations allaient ruiner le plus grand grenier de Rome (1). Les plaintes étaient même si fortes que son successeur Lucius Metellus, bien que conservateur, était allé en Sicile dans l'intention honnête de réparer les dommages causés par Verrès (2), et que, encouragées par ces dispositions, les villes de Sicile avaient envoyé une députation à Rome pour intenter une accusation.

En tout autre moment cette accusation n'aurait pas eu plus de chance d'aboutir que les autres réclamations faites par les provinces à Rome, après la victoire de Sylla et de la réaction, car trop d'intérêts se coalisaient contre la vérité et la justice dans ces procès, où était en question le droit de piller les provinces, que s'arrogeaient les membres du gouvernement. Ne pouvant jamais trouver un patron influent parmi les conservateurs, forcés de s'adresser au parti démocratique encore si faible pour y trouver des défenseurs sans crédit, les malheureux plaignants en étaient d'ordinaire réduits à lutter contre la puissance formidable de l'esprit de coterie, des compli-

(1) Voy. la très belle étude de Ciccotti. *Il processo di Verre*, Milan, 1895, p. 79 et suiv.

(2) Cicéron, *in Verr.*, A. II., 25, 62 et suiv.

cités cachées, de l'intérêt de classe, sans autre arme que la justice de leur cause, arme toujours faible. Cette fois, au contraire, les députés siciliens étant arrivés à Rome quand l'agitation pour la réforme de la constitution commençait, l'opinion publique se déclara tout de suite en leur faveur; Pompée et les chefs du parti démocratique, comprenant qu'un grand procès de concussion serait une chose excellente pour fomenter l'agitation contre le parti conservateur, prirent l'affaire sous leur protection, résolus à ne pas la laisser étouffer comme tant d'autres. Si les députés siciliens ne trouvèrent pas pour patron un homme déjà illustre, ils trouvèrent mieux en la personne de Marcus Tullius Cicéron, jeune homme de trente-six ans, très intelligent, très éloquent, libre de toute espèce de lien avec le parti conservateur et qui voulait devenir un très grand personnage.

Né à Arpinum, d'une famille de chevaliers, et peu fortuné, il appartenait à ce que nous appellerions aujourd'hui la bourgeoisie de province; il avait été élevé dans l'honnête simplicité municipale du bon vieux temps; il avait reçu une éducation littéraire très soignée et était allé en Grèce suivre des cours de philosophie et d'éloquence. Occupée et remplie par l'étude, sa jeunesse sévère, comme celle des vieux Romains, n'avait pas connu les amusements, les distractions, les débauches, où tant de jeunes hommes de sa génération gaspillaient leur temps et leur fortune. Cependant ce n'étaient pas l'ambition politique, l'espoir de jouer un grand rôle dans la République, qui avaient donné à ce jeune homme la force de faire si bien le dur apprentissage de l'éloquence. Quand, après avoir hérité de son père une fortune médiocre, une terre à Arpinum, une maison à Rome et un peu d'argent, il vint

s'établir dans la grande ville, Sylla y était tout puissant, et la réaction aristocratique éloignait de la carrière politique les jeunes hommes issus de famille équestre. Cicéron, qui était un honnête homme et qui avait horreur des violences commises par la coterie de Sylla, dut se persuader bien vite que les portes du pouvoir seraient toujours fermées à un jeune homme comme lui, qui venait d'Arpinum et qui ne voulait servir ni Sylla ni ses bourreaux. Doué de toutes les qualités qui font un artiste, imagination, sensibilité, goût de la beauté, avide aussi de gloire, il avait renoncé sans peine aux rêves de grandeur politique et s'était proposé de devenir un grand avocat, le rival d'Hortensius et des grands orateurs, le prince du forum. Ses débuts avaient été pleins d'éclat. Poussé par son ambition juvénile, par sa haine contre le parti de Sylla, par son indignation contre les violences de la réaction, il avait accepté la défense de plusieurs malheureux persécutés, sous différents prétextes, par des favoris du dictateur. La plus célèbre fut celle de Roscius. Cette audace généreuse et son éloquence vraiment merveilleuse l'avaient bien vite rendu célèbre; sa célébrité lui avait permis de contracter, vers 77, un très bon mariage avec une femme appartenant à une famille distinguée et riche, Térentia, qui lui apporta en dot 120,000 drachmes (à peu près 120,000 francs.) Elle possédait des maisons à Rome et une forêt près de Tusculum. Fort à son aise, sinon très riche, après ce mariage, Cicéron, qui vivait avec simplicité, avait pu continuer à plaider dans les tribunaux, conservant une noble indépendance vis-à-vis du parti conservateur, et réalisant à la perfection l'idéal ancien de l'avocat qui n'admettait pas que l'assistance légale fût une profession rétribuée, mais la considérait

comme un devoir social accompli par les riches gratuitement. Tandis qu'Hortensius et les autres avocats célèbres du parti conservateur se faisaient payer des sommes énormes, spécialement quand ils défendaient les gouverneurs accusés de concussion, et prenaient volontiers leur part de ces pillages, personne n'avait jusqu'alors plus strictement observé la *lex Cincia*, qui défendait aux avocats d'accepter des honoraires de leurs clients. Son honnêteté, son indifférence pour l'argent, la simplicité de sa vie, la courageuse indépendance du parti conservateur, ajoutées à son grand talent et à son éloquence, avaient attiré sur lui tous les regards et de grandes sympathies, non seulement dans le parti démocratique, mais dans toutes les classes sociales, de sorte que, bien qu'il eût peu de fortune et peu d'ambition politique, il avait été déjà élu questeur, sans difficulté, sans lutte et sans dépense (1).

Cicéron accepta la défense des Siciliens avec enthousiasme. Dès le mois de janvier, à ce qu'il semble, il réussit à faire rejeter par le préteur Manius Acilius Glabrion une accusation analogue à celle portée contre Verrès et que dirigeait contre lui Quintus Cecilius, son ancien questeur; on ne sait d'ailleurs si cette accusation était sérieuse ou si elle était portée d'accord avec Verrès. Puis, s'étant fait assigner un délai de cent dix jours pour recueillir les preuves, il partit pour la Sicile.

Cependant le parti conservateur n'avait pas pu résister aux attaques de Pompée. Quand la proposition sur les pouvoirs des tribuns fut discutée au Sénat, un petit nombre de gens seulement osèrent s'y opposer.

(1) Voy. l'admirable travail de Boissier, *Cicéron et ses amis*, 1902, p. 9, 83 et suiv.

Ce furent Marcus Lepidus, Marcus Lucullus, Catulus, qui reconnut cependant que la proposition de Pompée pouvait sembler justifiée par la corruption des tribunaux sénatoriaux (1). La majorité approuva (2). C'est là une preuve décisive que l'opposition au gouvernement aristocratique s'était, après dix années de scandales et de luttes, répandue dans toutes les classes et même dans une partie de la noblesse, la meilleure et la pire à la fois, la plus jeune, la plus énergique et la plus intelligente, la plus ambitieuse et la plus corrompue. La vieille société aristocratique et agricole s'était changée en une société mercantile et ploutocratique; il ne restait de l'aristocratie historique de Rome qu'un certain nombre de familles, presque toutes pauvres (3); les classes élevées n'étaient plus composées des nobles seulement, mais aussi des riches chevaliers, des hommes d'un grand talent, quoique d'humble origine; comme Cicéron, enfin des hommes les plus habiles et les plus audacieux dans la lutte universelle pour la richesse, la culture et le pouvoir. Il y avait encore, il est vrai, quelques familles anciennes conservant les idées et les sentiments qui survivent dans toutes les aristocraties à leur ruine politique, et que la réaction de Sylla avait réveillés : la haine des classes nouvelles, le mépris de l'époque présente considérée

(1) Cicéron, *In Verr.*, I, 15; Ascon, in Cicéron, *Pro Cornel*, p. 79, éd. Orelli.

(2) Drumann, *G. R.*, IV, 388.

(3) Comme exemples de familles nobles ruinées à cette époque on peut citer la famille de Marc Antoine, préteur en 75 (Drumann, *G. R.*, II, 46); la famille d'Appius Claudius Pulcher, consul en 79 et père du célèbre Clodius, d'Appius Cl. P. consul en 54 et de Clodia (Drumann, *G. R.*, II, 184 et suiv.) : de Cneius Pison (Salluste, *C. C.*, 18), de Publius Lentulus Sura (*id.* 17). Voy. ce que nous avons dit de la famille de César. Plutarque (*Cic.*, 10) parle de la pauvreté de la vieille noblesse romaine à cette époque.

comme vulgaire et corrompue, le préjugé du principe d'autorité et par suite l'horreur de tout désordre politique, qu'il soit insensé et criminel ou nécessaire au progrès. Ces gens-là ne pouvaient se faire à l'idée que le fils du paysan de Velletri ou d'Arpinum devenu riche à millions grâce à l'usure, rivalisât de richesse avec eux et prétendît partager avec eux les magistratures; qu'une foule d'avocats obscurs et de tribuns venus d'en bas pût lancer des accusations contre les patriciens que le peuple du bon vieux temps vénéraitcommedes demi-dieux; que les cordonniers, les artisans, les petits marchands en détail, les affranchis de Rome osassent les siffler au forum, leur refuser leurs voix aux élections; que l'on ne respectât plus rien, ni la naissance, ni la fortune, ni la sagesse. Beaucoup de nobles, au contraire, comprenaient que l'on ne pouvait plus traiter la classe moyenne et les chevaliers, devenus si puissants, comme on l'avait fait deux siècles auparavant; que l'esprit des temps était changé; qu'il fallait donner satisfaction aux aspirations nouvelles; et par intérêt, par conviction philosophiqne, par ambition, ils s'adaptaient à ce régime social où, malgré toutes les protestations, l'intelligence et la richesse l'emportaient sur la noblesse de race. Du reste s'adapter aux transformations démocratiques des mœurs et des institutions, c'était le plus sûr moyen de conserver la puissance sociale de la noblesse. La centralisation des fonctions politiques à Rome, les affaires, le manque de traditions et de célébrité, les souvenirs terribles de la révolution et de la réaction écartaient de la politique presque tout l'ordre équestre et la classe moyenne; de sorte que, sans recourir aux grandes familles nobles non encore disparues, on n'aurait pas trouvé ce qu'il fallait de magistrats de toute sorte pour

gouverner l'empire. Si la noblesse ne s'entêtait pas dans des prétentions absurdes et surannées, elle pourrait continuer à se partager presque tous les emplois de l'État.

Après ce premier succès, l'œuvre de Sylla fut attaquée de toutes parts. Le tribun Plotius, secondé par César, fit approuver une amnistie pour tous les survivants des guerres civiles, les guerres de Lépide et de Sertorius y compris (1). La censure, suspendue depuis dix-sept ans, fut rétablie et les censeurs Lucius Gellius et Cneus Lentulus, en avril ou en mai, débarrassèrent le Sénat de beaucoup d'amis de Sylla, chassant entre autres ce Caius Antonius Ibrida contre qui César avait inutilement porté plainte en 77. Lucius Aurelius Cotta, noble à l'esprit démocratique, proposa de rendre le pouvoir judiciaire aux chevaliers : ils étaient presque tous riches et on ne pourrait plus les corrompre (2). Mais les choses se compliquèrent; et la réforme judiciaire se heurta à une opposition beaucoup plus grande que les autres. Cette loi, proposée quand tout le public prenait si vivement parti pour les accusateurs siciliens contre Verrès, mit l'alarme au camp des conservateurs. Les tribuns avaient recouvré leurs anciennes prérogatives, et il suffisait d'accuser un homme puissant pour que tout le monde le condamnât sans appel. Allait-on alors donner le pouvoir de juger les sénateurs à leurs vieux ennemis, aux chevaliers? Tous les gouverneurs des provinces allaient-ils être à la merci de leurs sujets? Des députations viendraient chaque année de toutes les provinces réclamer justice à Rome, et les tri-

(1) Suétone, *Cæs.*, 5.
(2) Cicéron, *In Verr.*, A. II, II, 71, 174; II, 96, 233. — Voy. Lange, *R. A.*, III, 193.

bunaux, sous la pression de l'opinion publique, condamneraient sans relâche! Les bonnes résolutions et la belle morale de tous les partis et de toutes les classes ne durent ordinairement qu'autant que l'on peut avec elles conserver le pouvoir. Bien des conservateurs admettaient depuis longtemps qu'il était nécessaire d'améliorer la justice et de réprimer les abus; mais ils n'hésitèrent pas, dans la crainte que la justice ne s'exerçât sur eux-mêmes, à rejeter tous les projets de réforme. Non seulement ils cherchèrent à faire échouer la loi judiciaire; mais ils entreprirent le sauvetage de Verrès, dont le procès et la condamnation devaient jeter tout leur parti dans la honte et le discrédit. On décida de présenter des candidats à toutes les magistratures les plus importantes et d'employer tous les moyens pour les faire réussir : Quintus Hortensius, le célèbre avocat, et Quintus Metellus seraient les candidats au consulat; Marcus Metellus, frère de Quintus et de Lucius, gouverneur de la Sicile, allait briguer la préture. Ces candidats et d'autres hommes considérables de l'aristocratie, tels que Caius Scribonius Curion, s'entendirent bientôt avec Verrès. Celui-ci accepta de s'employer pour eux de toutes ses forces pendant les élections. Hortensius se chargea de sa défense; Quintus et Marcus Metellus écrivirent à leur frère Lucius pour qu'il fît disparaître les preuves des méfaits de Verrès. S'ils étaient élus, si la loi de Cotta était rejetée, on chercherait à renvoyer le procès à l'année suivante, et alors il serait discuté devant un tribunal de sénateurs présidé peut-être par Marcus Marcellus, et Verrès aurait un consul pour défenseur (1).

(1) Ciccotti, *P. V.*, 155.

Cependant Cicéron, malgré les intrigues de Métellus, put faire son enquête et revenir à l'époque indiquée, c'est-à-dire vers la fin d'avril, avec un dossier bien fourni de documents (1); mais il ne put pas discuter immédiatement l'affaire. Il lui fallait attendre la fin d'un autre procès intenté à un gouverneur de Macédoine pour différer, paraît-il, celui de Verrès. C'était du moins dans cette intention que l'on traînait les choses en longueur. Cependant le retard avait plus d'avantages que d'inconvénients pour Cicéron, qui comptait se porter candidat à l'édilité et qui était ainsi plus libre pour s'occuper de son élection. Le procès de Verrès différé, le projet de Cotta arrêté par l'opposition des conservateurs, les forces des deux partis auraient dû se concentrer sur les élections, qui allaient avoir lieu, comme d'habitude, vers le milieu de l'année. Malheureusement, quand Cicéron revint de Sicile, le parti démocratique était menacé d'une crise précoce, peu de mois après sa première victoire, parce que les démêlés entre Crassus et Pompée recommençaient. Les historiens de l'antiquité ne nous renseignent guère sur les motifs et les circonstances de cette discorde qui entraîna de si grands événements; mais il est probable qu'elle fut amenée par les projets de Pompée. Pompée était le type parfait de l'homme de talent, qui n'a pas l'énergie créatrice du génie, mais qui saisit vite les nouveautés créées par les hommes de génie et qui est habile à en profiter. Si on l'avait envoyé en Orient à la place de Lucullus, il n'aurait très probablement pas osé se lancer dans une aventure aussi périlleuse; il aurait procédé avec la prudence traditionnelle de tous les généraux romains;

(1) Ciccotti, *P. V.*, 162.

mais à présent, après les succès retentissants de Lucullus, il avait tout de suite compris ce que ces conquêtes montraient aux esprits clairvoyants : que la politique timide du Sénat en Orient s'accordait mal avec la réalité; que ces grandes monarchies asiatiques, si imposantes au dehors, étaient très faibles; que l'on pouvait les soumettre facilement avec une politique un peu énergique en élargissant la domination et l'exploitation financière de l'Italie dans des champs nouveaux et riches; en donnant aux généraux et aux partis un moyen nouveau d'acquérir de la gloire, des richesses, de l'influence. Il avait donc formé le projet de se faire envoyer en Orient, pour y remplacer Lucullus comme proconsul (1), pour moissonner à son tour ce champ où Lucullus travaillait depuis quatre ans, et pour assurer aussi à son parti la direction et l'exploitation de la nouvelle politique orientale créée par Lucullus, dont l'importance semblait être à peine comprise par les conservateurs. Malheureusement, cette fois encore, Crassus, qui était toujours jaloux de son collègue, se plut à lui barrer le chemin et à lui faire une opposition opiniâtre; il défendit dans la politique extérieure la cause de Lucullus, qui était celle du parti conservateur, avec un tel acharnement que les deux consuls en vinrent bientôt à se quereller sur tous les points (2). Une telle discorde ne pouvait qu'être funeste au parti populaire qui se relevait à peine après avoir été si longtemps persécuté, et qui ne possédait pas une organisation aussi solide que celle du parti conservateur, très bien monté encore malgré ses défaites en clientèles,

(1) Mommsen, *R. G.*, III, 106.
(2) Plutarque, *Pomp.*, 22.

en hommes et en argent. En effet le parti populaire fut tellement paralysé par ces querelles des chefs, qu'il ne fut plus capable de rien faire. Vers le milieu de l'année il laissa Cotta défendre seul sa loi; aux élections de 69, il laissa élire les candidats conservateurs au consulat et Marcus Metellus à la préture. Verrès, dans l'ivresse de cette victoire et d'accord avec ses protecteurs, songea à intimider par l'entremise d'Hortensius et de Métellus les ambassadeurs siciliens, de façon à les amener à retirer leur accusation et à faire échouer, à force d'argent, la candidature de Cicéron dans l'élection des édiles. La défaite de Cicéron aurait découragé définitivement les Siciliens, que le résultat des élections consulaires inquiétait déjà, et tout aurait été fini en peu de jours (1).

Cependant l'impression que firent ces élections fut si mauvaise que Pompée, les hommes en vue du parti populaire et l'opinion publique furent un peu tirés de leur torpeur. Cicéron, soutenu avec énergie par le parti démocratique, fut élu édite. La loi de Cotta fut enfin approuvée, grâce à un effort plus vigoureux et à quelques concessions habiles. Les juges seraient choisis non pas seulement parmi les chevaliers, mais parmi les sénateurs, les chevaliers et les riches plébéiens (2). On encouragea les Siciliens à tenir ferme et on poussa avec énergie le procès de Verrès, dont la première audience fut fixée au 5 août. On ne parla bientôt plus à Rome et en Italie que du procès imminent; mais on y pensait comme à un spectacle de gladiateurs où, sous les yeux d'un public avide d'émotions, un jeune

(1) Cicéron, *In Verr.*, A. I., 9.
(2) *Id.*, *A. II.*, 5, 69, 178.

avocat d'avenir réclamant la condamnation de Verrès serait aux prises avec le prince des orateurs romains, et où toutes les ressources et tous les pièges de l'éloquence du forum seraient employés de part et d'autre avec une souveraine habileté. Les racontars, les prévisions favorables ou défavorables allaient leur train : l'un savait que l'on tenterait de corrompre les juges désignés par le sort; un autre parlait de preuves accablantes trouvées en Sicile, mais que l'on tenait en réserve pour donner le coup de grâce; les sceptiques affirmaient que, comme tant d'autres rats pris au piège, celui-ci s'échapperait sans même y laisser la queue. Les grands amateurs d'éloquence étaient surtout impatients d'assister au duel oratoire entre Cicéron et Hortensius. Cicéron était un jeune homme très studieux et plein de talent; mais il lui manquait l'expérience de son adversaire. On se préparait cependant de part et d'autre à la lutte. Cicéron, excité par l'attente universelle, sentait que c'était pour lui une épreuve décisive et, renonçant à lutter de subtilité avec des adversaires aussi habiles et aussi puissants, il comprit qu'il fallait s'appuyer sur l'opinion publique si favorable aux accusateurs, aller sans hésitation au-devant de tout, frapper l'esprit des masses par une suite de révélations extraordinaires et inattendues. Il s'efforçait donc de grouper les témoignages de la façon la plus propre à faire une impression très profonde sur la foule, et préparait pour chaque groupe de témoignages un discours bref mais serré et précis (1). De leur côté, Verrès et ses amis, encouragés par le succès des élections, cherchaient à circonvenir, à amadouer les témoins; ils se faisaient envoyer des villes de Sicile des éloges

(1) Ciccotti, *P. V.*, 176 et suiv.

pour Verrès; ils étudiaient un plan de défense tout plein de ruses pour ralentir les attaques furieuses des accusateurs. On chercherait à tirer les choses en longueur de façon à arriver au 16 août, jour où les audiences seraient suspendues pendant quinze jours pour célébrer les jeux promis par Pompée depuis la guerre contre Sertorius; puis on continuerait la même manœuvre de façon à ce que le procès fût renvoyé à l'année suivante. Ils espéraient y réussir : il y avait en effet de fréquentes suspensions des tribunaux pendant les mois qui restaient : du 4 au 19 septembre pour les jeux romains; du 26 octobre au 4 novembre pour les jeux de la victoire; du 4 au 17 novembre pour les *ludi plebei* (1).

Le matin du 5 août, quand le procès commença, une foule énorme se pressait au forum, autour des bancs disposés pour les juges, les témoins et les parties. Verrès arriva avec Hortensius. Plusieurs grands personnages l'accompagnaient; sa démarche était assurée, son air audacieux; il avait pleine confiance dans les ruses longuement méditées avec son avocat. Malheureusement pour lui son affaire n'était pas seulement un procès de concussion; la politique y était mêlée, et Cicéron s'était mieux rendu compte qu'Hortensius de l'état de l'esprit public. Quand les documents et les témoignages habilement disposés par le jeune accusateur furent connus du public, quand le long supplice enduré par la Sicile fut raconté et exagéré au forum par des témoins indignés, les colères accumulées depuis dix ans dans le public contre Sylla, la réaction et le parti conservateur se déchaînèrent tout à coup. Certains témoignages pathétiques émurent le public jusqu'aux

(1) Ciccotti, *P. V.*, 175 et suiv.

larmes; d'autres soulevèrent des murmures d'indignation; d'autres firent pousser des cris de rage. A la fin de chaque audience les révélations faites au procès se répandaient immédiatement dans toute la ville : déformées, grossies en passant de bouche en bouche, elles indignaient tout le monde; et le jour suivant une foule plus grande encore se pressait sur le forum, essayait d'entendre les terribles récits, criait et s'indignait, même sans rien entendre quand elle voyait les gens les plus voisins du tribunal crier ou s'indigner. Un jour un témoin raconta que Verrès avait fait crucifier un citoyen romain qui avait en vain crié *Civis romanus sum*. Ce fut un moment terrible : la foule devint furieuse, et si le préteur n'avait aussitôt suspendu l'audience, Verrès aurait été écharpé sur le forum. Ce n'était pas un homme qu'on jugeait, mais un parti, un gouvernement, toute une époque que l'on exécutait; et la conscience publique, si longtemps forcée de se taire, se soulageait à la fin en déchaînant sa fureur sur ce malheureux propréteur livré à sa haine par le hasard, et en lui faisant expier non seulement ses fautes, mais toutes les violences commises par Sylla, par sa coterie, par la réaction. La fureur du peuple fut telle que Verrès et ses amis, qui ne s'y attendaient pas, se sentirent accablés et perdirent courage. Pendant treize jours ils tâchèrent de résister; mais voyant le public se surexciter chaque jour davantage, le moment vint où ils comprirent que les juges n'oseraient pas acquitter l'accusé. Le quatorzième jour, le procès ayant été suspendu, Verrès, pour sauver une partie de sa fortune, abandonna la lutte et partit de lui-même pour l'exil (1). Il disparut pour

(1) Ciccotti, *P. V.*, 171-194.

toujours, prenant le chemin solitaire et obscur de l'oubli universel, tandis que Cicéron, devenu désormais un des principaux personnages de Rome, avançait à grands pas sur la longue route ensoleillée de la gloire. Ils ne se doutaient ni l'un ni l'autre, en se tournant le dos pour aller à des destins aussi différents, que les chemins opposés qu'ils prenaient les feraient cependant se rencontrer encore une fois, au bout de vingt-sept ans, sur le bord du même abîme.

Tandis que ceci avait lieu en Italie, Lucullus était allé passer l'hiver de 71-70 dans la province d'Asie dont il avait été nommé gouverneur, et qu'il trouva ravagée par les vexations que les financiers italiens faisaient subir aux populations. Lucullus, s'il avait changé sur bien des points, avait conservé de sa jeunesse l'aversion de la noblesse de vieille race pour les hommes de finances. Encouragé par ses succès, il avait cherché, avec son ardeur et son énergie ordinaires, à renouveler la politique de Rutilius Rufus, à prendre des mesures pour arrêter la cupidité des publicains, sans considérer quels puissants ennemis cette politique libérale allait irriter (1). Il se sentait si fort, si grand, si sûr de lui, et il formait dans son esprit exalté un si vaste dessein! Ne voulait-il pas envahir et conquérir tout le royaume de Tigrane, roi d'Arménie et gendre de Mithridate, auprès duquel celui-ci était venu chercher un refuge? Grâce à la faiblesse de la politique romaine pendant les cinquante dernières années, grâce aussi aux derniers événements, la guerre de Bithynie et la conquête du Pont, qui avaient distrait le Sénat romain de tout autre objet, Tigrane avait pu, dans les quinze années précédentes, par les conquêtes,

(1) PLUTARQUE, *Luc.*, 20.

les alliances, les soumissions, élargir son empire dans toutes les directions : au nord jusqu'au Caucase, où les populations à demi barbares des Albanais et des Ibères l'avaient reconnu pour souverain ; au sud, à l'est, à l'ouest, où il avait conquis presque tout l'empire des Séleucides, les plaines de Cilicie, la Syrie, la Phénicie ; il avait enlevé aux Parthes beaucoup de provinces et reçu la soumission des satrapes de la grande Médie, de la Médie Atropathène, de la Gordienne (1). Lucullus voulait maintenant étendre sa politique agressive à cet empire même.

L'aigle romaine, petite mais féroce, agitait furieusement les ailes, venant du Pont, pour s'abattre sur l'énorme et somnolent pachyderme. Le général romain, toutefois, avant d'envahir l'Arménie, et pour n'avoir pas d'ennemis à ses trousses, avait voulu faire la conquête définitive du Pont. Tandis qu'il envoyait son beau-frère Appius Claudius demander à Tigrane de lui livrer Mithridate (2), certain d'ailleurs du refus qui serait un prétexte de guerre, il était allé au printemps de 70 achever le siège de Sinope et d'Amasie, qui se rendirent en automne, et auxquelles Lucullus put cette fois épargner une partie au moins des brutalités des soldats, bien que, même dans ces villes, un bon nombre des habitants fussent faits prisonniers (3). Héraclée, au printemps, avait eu bien plus à souffrir. Le stupide et féroce Cotta l'assiégeait par terre, tandis que Triarius, habile, mais encore plus féroce, l'assiégeait par mer. Quand ils l'eurent prise, ils pillèrent sans merci les maisons et les temples, y prirent l'or et l'argent et tous les meubles précieux ; ils massacrèrent

(1) Reinach, *M. E.*, 310 et suiv. ; Strabon, XI, 14, 15 (532).
(2) Plutarque, *Luc.*, 21.
(3) Reinach, *M. E.*, 356.

ou réduisirent en esclavage toute la population; ils enlevèrent même la merveilleuse statue d'Hercule, célèbre sur toutes les côtes de la mer Noire par sa massue habilement ciselée, par la peau de lion, le carquois, les flèches qui étaient en or massif. Puis ils avaient mis le feu à la ville, et tandis que la fumée en montait au ciel, les navires romains avaient quitté le port, si chargés de butin que plusieurs sombrèrent pendant le voyage (1).

Cependant la réponse de Tigrane était arrivée : il refusait de livrer Mithridate. Poussé, semble-t-il, par ses conseillers, qui redoutaient d'avoir un rival en Mithridate, le roi d'Arménie n'avait pas voulu le recevoir et l'avait pour ainsi dire relégué dans la lointaine résidence d'une de ses forteresses; mais il n'avait pas voulu céder aux intimations du général romain, craignant de s'abaisser ainsi au rang d'un roi vassal. On avait maintenant un prétexte pour l'invasion, qui devait commencer au printemps de 69.

(1) Memnon, 51, 52.

X

LA CONQUÊTE DE L'ARMÉNIE ET LES DETTES DE L'ITALIE

A Rome cependant l'année 70 avait mal fini pour le parti populaire. Pompée avait été tellement surpris, déconcerté, exaspéré par les intrigues de Crassus, qu'il avait renoncé à son dessein de remplacer Lucullus et déclaré qu'il rentrerait après son consulat dans la vie privée (1), sans accepter aucune autre province. Crassus, très content d'avoir déjoué les calculs de Pompée, était resté lui aussi à Rome, renonçant à avoir une province qui lui aurait rapporté beaucoup moins que ses spéculations. Les conservateurs, un peu rassurés par l'insuccès de Pompée et par les magistratures dont ils s'étaient emparés, se remettaient de leurs alarmes de l'année précédente. D'ailleurs l'empire était tranquille depuis la défaite de Mithridate. La seule guerre à faire pour le moment était celle contre les pirates de Crète qui, après la défaite de Mithridate, avaient en vain envoyé des ambassadeurs à Rome pour demander à faire la paix (2).

Lucullus seul ne prenait aucun repos. Au printemps

(1) Velleius, II, 31.
(2) Appien, *Sic.* VI, 1.

de l'année 69 il entreprenait la conquête de l'Arménie avec deux légions et quelques troupes d'auxiliaires asiatiques, galates et thraces, à peine vingt mille hommes en tout (1), et n'ayant que des informations très vagues sur ce pays, où Mithridate et Tigrane, devenus amis à la suite des intimations de Lucullus, préparaient contre lui une forte armée. Si, en faisant la conquête du Pont, Lucullus avait interprété d'une façon très large les ordres du Sénat, en envahissant l'Arménie, il inaugurait définitivement à ses propres risques la politique de l'initiative personnelle des généraux. Ne s'arrêtant jamais que la nuit, ne laissant prendre aucun repos à son armée, il descendit rapidement jusqu'à l'Euphrate, par la grande route des caravanes qui traversait la Mélitène; il passa l'Euphrate, marcha sur Tigranocerte, et repoussa avec tant de violence l'armée du général Mitrobarzane, que Tigrane, épouvanté, se retira précipitamment au nord de l'Arménie, laissant à Tigranocerte un général avec ses trésors et son harem (2). Lucullus mit le siège devant Tigranocerte; mais bientôt Tigrane, qui avait une armée de quatre-vingt mille hommes (3), remis de son effroi, revint sur sa décision, comme l'avait prévu (4) Lucullus, et pris d'un accès d'impatience se porta au secours de la ville sans même attendre Mithridate, qui était en route avec de gros corps de cavalerie. Lucullus alors laissa six mille soldats dans les tranchées sous le commandement de Muréna (5),

(1) Voyez la critique judicieuse que fait REINACH, *M. E.*, 358, n. 1, des chiffres donnés par PLUTARQUE, *Luc.*, 24, et APPIEN, *Mith.*, 84.

(2) PLUTARQUE, *Luc.*, 24, 25.

(3) REINACH, *M. E.*, 360 a raison de prendre parmi les différents chiffres celui de MEMNON, c. 57, qui est le moins élevé.

(4) PLUTARQUE, *Luc.*, 26.

(5) *Id.*, 27.

et avec environ quatorze mille hommes, cavaliers et fantassins, il alla au-devant de l'armée qui venait pour la délivrance. Quand les deux armées s'aperçurent sur les deux bords du Tigre, Tigrane et son état-major, à l'exception de quelques généraux qui connaissaient mieux les Romains, pensèrent que l'ennemi allait se retirer devant une armée cinq fois plus nombreuse. Mais Lucullus, que les victoires avaient rendu encore plus hardi, n'hésita pas : un matin il passa le Tigre à gué et lança sa petite armée sur les Arméniens, comme une meute de mâtins sur un énorme troupeau de moutons. L'armée arménienne fut mise en déroute; et le roi ne se sauva qu'avec une faible escorte. Débarrassé de Tigrane, Lucullus revint au siège de Tigranocerte, dont il ne tarda pas à s'emparer. Et alors, dans la joie d'un si grand succès, cet homme violent et inégal s'abandonna soudain à ses instincts généreux, étouffés jusqu'alors par son irritabilité, son impatience et l'extrême tension de son esprit : il voulut montrer par des actes d'éclatante générosité son admiration respectueuse pour l'hellénisme; il ordonna que les femmes et les propriétés des Grecs fussent respectées; il renvoya dans leur patrie les habitants des villes grecques et les barbares que Tigrane avait déportés pour peupler la ville; il reconnut cette fois que les légions avaient droit de toucher une partie des huit mille talents (environ quarante-huit millions) qu'il trouva dans le Trésor royal, des seize autres millions qu'il tira de la vente des objets saisis. Chaque soldat reçut, agréable surprise après tant de rigueurs, un présent de huit cent drachmes (1). Les anciens tributaires de Tigrane qui se

(1) STRABON, XI, XIV, 15 (532); PLUTARQUE, *Luc.*, 29; REINACH, *M. E.*, 363.

rendirent à Lucullus furent traités avec douceur; Antiochus l'Asiatique fut reconnu roi de Syrie; l'armée fut ramenée, pour y prendre ses quartiers d'hiver, dans la Gordienne. Dans ce doux pays, pendant l'hiver, Lucullus, maître désormais des provinces arméniennes au sud du Tigre, médita une entreprise encore plus grande pour l'année suivante : recommencer l'aventure d'Alexandre le Grand, envahir la Perse, conquérir l'empire des Parthes. Il avait déjà envoyé à leur roi un ambassadeur pour le détourner de l'alliance avec Tigrane.

Le sénateur qui, à Rome, avait obtenu à grand' peine et par les intrigues d'une belle courtisane le commandement d'une petite province et qui avait débarqué en Asie avec une petite armée ramassée à la hâte, était maintenant devenu en Orient, au bout de six ans et avec ses quelques légions, l'émule d'Alexandre le Grand. Audacieux, infatigable, sûr de lui-même, sans hésitation, agissant toujours à sa fantaisie et comme si le Sénat n'existait plus, il ne reculait plus devant aucun obstacle, ni devant les plaines immenses, ni devant les montagnes couvertes de neige, ni devant des armées cinq fois plus nombreuses que la sienne, ni devant des forteresses imprenables; il marchait toujours en avant, partant après chaque succès pour une nouvelle entreprise plus lointaine, comme s'il ne pouvait jamais voir la limite dernière de son ambition; pillant partout d'immenses trésors; se plaisant à jouer le rôle de grand protecteur de l'hellénisme à sa façon, par une capricieuse extravagance de générosités sans exemple dans l'histoire militaire de Rome. Alors que les populations superstitieuses de l'Orient l'adoraient presque comme une apparition divine, l'Italie n'aurait-elle pas dû au moins l'admirer

comme le créateur de la nouvelle politique depuis si longtemps désirée? Malheureusement l'Italie commençait à être agitée par une crise sociale et économique qui devait peu à peu troubler profondément l'esprit public et ses jugements sur les hommes et les événements. L'or et l'argent affluaient en Italie. Aux trésors déjà accumulés par les générations précédentes s'ajoutaient de nouveaux trésors acquis par la force des armes ou de l'argent déjà possédé : les capitaux que Marcus Lucullus avait rapportés du sac des villages thraces ou des villes grecques de la mer Noire; ceux qu'envoyait son frère Lucius; les intérêts des capitaux prêtés à usure ou utilisés dans différentes parties de l'empire; le butin personnel qu'avaient apporté en revenant de la guerre les soldats et les officiers; les tributs payés à l'État. La république avait alors un budget annuel de 50 millions de drachmes (1) qui, si l'on suppose entre la valeur de l'or et celle de l'argent le rapport de 1 à 15 que nous avions en Europe avant la dernière baisse du métal blanc, correspondraient à une somme de 38 à 39 millions de francs, dont la majeure partie venait des provinces (2). Mais les besoins d'argent croissaient encore plus vite. Il fallait de l'argent, et toujours

(1) Plutarque, *Pomp.*, 45.

(2) Le rapport cependant semble avoir été plus favorable à l'argent. Il devait être ordinairement de 1 à 12. La somme correspondante serait par conséquent plus grande. Il faudrait aussi tenir compte de la valeur plus grande qu'avaient alors les métaux précieux, chose très difficile; mais, même si l'on quadruple la valeur de cette somme qui deviendrait 160 millions de notre monnaie actuelle, on voit que le budget du plus grand empire de l'antiquité était inférieur à celui d'un riche petit État européen comme la Suisse, la Belgique, la Hollande. Cela peut donner une idée de la pauvreté du monde antique en comparaison du monde moderne.

davantage, pour acheter dans tout l'empire le blé nécessaire pour nourrir Rome. Il fallait de l'argent pour préparer les guerres, pour payer et entretenir les armées d'Espagne, de Macédoine, de la Gaule narbonnaise. Il fallait de l'argent pour prêter aux particuliers, aux villes, aux souverains étrangers. Il fallait de l'argent pour satisfaire le goût du luxe qui croissait et se répandait partout. Il fallait enfin de l'argent, beaucoup d'argent pour les spéculations dont la fureur devenait contagieuse et qui absorbaient maintenant toute l'Italie. En peu d'années le mouvement d'affaires commencé avec le rétablissement de l'ordre avait acquis une vitesse vertigineuse. Hommes et femmes, nobles et plébéiens, riches capitalistes et propriétaires des petites villes, modestes marchands, artisans, affranchis, tous, enfiévrés par des espoirs ardents et trompeurs, se disputaient la terre d'Italie, la vendaient, la rachetaient dans une manie de rapides et continuelles spéculations agraires qui était le résultat de trois grands faits : la loi de Spurius Thorius qui, en convertissant en propriétés privées une grande partie du sol, avait augmenté l'étendue des terres à vendre et à acheter; l'esprit mercantile qui croissait depuis un siècle et demi, et enfin le droit de cité qui avait conféré à tous les Italiens les privilèges des citoyens romains. Tous les Italiens, désormais, n'ayant besoin pour cela que de la présence de sept citoyens romains, pouvaient, au moyen de la *mancipatio*, acheter et vendre des terres d'Italie, et même faire ce marché de loin, achetant à la mesure comme on fait pour le blé, et non pas telle propriété avec telles limites, mais tant d'arpents de terre dans une région (1). Bien des

(1) Weber, *R. A. G.*, 98 et suiv.

gens achetaient et vendaient rapidement des terres comme cela se fait maintenant en Australie, en spéculant sur la hausse ou la baisse des prix. D'autres achetaient des esclaves capables de faire de bons agriculteurs, et plantaient de la vigne, des oliviers, des arbres à fruits pour faire concurrence à l'Orient. Mais comme la plupart ne possédaient pas de capitaux suffisants et que l'institution grecque des hypothèques, récemment introduite, rendait les opérations de crédit plus faciles, on ne tarda pas à en abuser. Celui qui avait acheté un champ l'hypothéquait pour acheter des esclaves et planter de la vigne. Celui qui possédait un terrain en ville l'hypothéquait pour pouvoir y construire une maison. D'autres hypothéquaient leurs terres pour prêter de l'argent dans les provinces, en Asie ou en Afrique, à des particuliers, à des villes, à des souverains, espérant que ce placement leur rapporterait davantage (1). On ne s'inquiétait guère de ce que l'argent, étant si recherché, coûtât fort cher. Après avoir contracté à la légère une première dette pour améliorer les cultures, pour bâtir une maison, pour faire du luxe, on en faisait bientôt de nouvelles pour payer les intérêts trop élevés de la première; on s'embarrassait de plus en plus, toujours dans l'espoir de pouvoir un jour rembourser tout, et on risquait au contraire de tout perdre (2). Beaucoup de gens com-

(1) Cicéron, *pro Sul.*, 20.

(2) Voyez le passage très important de Cicéron dans les *Catilinaires*, II, viii, 18 où il décrit admirablement les conditions économiques des campagnes d'Italie et le grand nombre de propriétaires endettés. Nous savons qu'à cette époque les nouvelles méthodes de culture faisaient fureur en Italie, et vraisemblablement une grande partie de ces dettes venaient de l'empressement où l'on était de les expérimenter. Le discours fut prononcé en 63; on peut donc supposer que vers l'année 68, dont il est ici question, on avait déjà commencé à faire des dettes.

mençaient à se trouver en Italie dans cette situation difficile (1). Au contraire ceux qui possédaient des capitaux et qui savaient bien les employer s'enrichissaient réellement; et personne ne s'enrichissait plus vite que Crassus qui, avec une ténacité infatigable, travaillait à grossir sa fortune et sa puissance. Il n'achetait pas, comme tant de gens imprudents, des terrains à des prix très élevés dans l'espoir que leur valeur augmenterait encore; mais il spéculait, au contraire, sur les spéculateurs téméraires qui manquaient de capitaux. Il achetait un grand nombre d'esclaves en Orient, choisissant avec soin ceux qui s'entendaient à l'art de bâtir, ingénieurs, architectes, maîtres maçons; il avait monté chez lui une sorte d'école pour apprendre cet art aux jeunes esclaves; et il les louait ensuite aux petits constructeurs de maisons trop pauvres pour acheter à leurs frais des esclaves si chers. Les incendies très fréquents à Rome, où beaucoup de maisons étaient en bois, et où les édiles négligeaient d'organiser un service pour les éteindre, lui avaient suggéré l'idée d'une autre spéculation très ingénieuse : il avait formé parmi ses esclaves une escouade de pompiers et il avait disposé des vigies dans tous les quartiers de Rome : dès qu'un incendie se déclarait, la vigie courait avertir l'escouade; celle-ci arrivait, mais accompagnée d'un homme d'affaires de Crassus qui achetait presque pour rien la maison incendiée et souvent aussi les maisons voisines que le feu menaçait; puis, le marché conclu, il faisait éteindre le feu et reconstruire la maison. C'est de cette façon qu'il acquérait à peu de frais beaucoup de maisons et devenait un des

(1) Voyez dans Plutarque, *Crass.*, 2, l'intéressante opinion de Crassus sur les spéculations des terrains et des maisons à Rome.

plus grands propriétaires de Rome en terrains et en maisons, qu'il échangeait ensuite, vendait, rachetait de différentes façons (1). Un des plus riches, sinon le plus riche de Rome, ce grand manieur de millions, à mesure que la pénurie de l'argent augmentait, dominait Rome, le Sénat, les comices, à la tête de son armée de comptables, d'administrateurs, de secrétaires, à l'aide de ses livres de comptes où figuraient les noms des fermiers, des marchands, des constructeurs à qui il avait loué des esclaves, des innombrables locataires de ses maisons, des sénateurs qui lui avaient emprunté de l'argent.

Cette gêne croissante et ces soucis d'argent faisaient naître une crise au milieu de laquelle le mouvement populaire s'aigrissait et, de politique qu'il était, devenait social. Il en est toujours ainsi dans les démocraties où peu de citoyens sont riches et où le plus grand nombre vit dans la gêne. Personne ne se préoccupait plus de continuer les réformes démocratiques de la constitution commencées en 70; cette question qui avait passionné pendant dix ans l'Italie n'intéressait plus l'opinion publique trop capricieuse; et le parti populaire semblait retombé dans la désorganisation et la faiblesse d'autrefois, sans progamme et sans chefs. Crassus était de nouveau rentré dans les rangs des conservateurs et travaillait partout avec eux, par haine contre Pompée; Pompée se montrait peu en public, ne descendait presque jamais au forum pour y plaider, et n'admettait qu'un petit nombre de gens dans son intimité (2). Quant à César, n'ayant rien de plus important à faire dans cette période de trêve, il

(1) Plutarque, *Crass.*, 2.
(2) *Id.*, *Pomp.*, 23.

s'amusait, faisait des dettes en profitant des relations de sa famille avec la haute bourgeoisie capitaliste, cherchait à se rendre populaire dans la plèbe par ses prodigalités, son adresse, son éloquence, ses manières aimables, et aussi par quelque invention un peu audacieuse, qui pût frapper l'imagination de la foule. Ainsi, sachant que la foule, si démocratique qu'elle soit, s'extasie toujours devant les descendances illustres, il ne se contentait plus d'être le neveu de Marius : il prétendait avoir pour ancêtres du côté de son père le roi Ancus Martius et du côté de sa mère Vénus elle-même. C'était une activité bien mesquine; mais pour le moment il n'y avait rien de plus important à faire.

Cependant cette tranquillité n'était qu'apparente. Si Pompée faisait mine d'être dégoûté de la politique, sa retraite et son silence n'étaient que des moyens pour se faire regretter. Il voulait prendre sa revanche sur Crassus et sur le parti conservateur; se faire envoyer, par n'importe quel moyen, à la place de Lucullus en Orient; et puisqu'il ne pouvait rien espérer du Sénat, trop dominé par Crassus, il préparait en cachette une agitation populaire qui obligerait le Sénat à retirer à Lucullus son poste pour le lui donner. Cette agitation commença en 69 par une adroite campagne contre Lucullus, faite à Rome dans toutes les classes sociales. Il est probable que Pompée soutint de toute son influence les réclamations avancées par les riches publicains contre les réformes introduites en Asie par Lucullus; qu'il tâcha de gagner à sa cause l'appui de la haute finance en promettant d'abolir tout ce que le vainqueur de Mithridate avait fait. Il est certain que ce fut lui qui inspira la campagne commencée dès ce moment contre Lucullus par les tribuns de la plèbe, qui cherchaient à exciter contre lui les

préjugés et les rancunes antiplotoucratiques, dont la masse est toujours animée aux époques de crise et de gêne. Ces tribuns répétaient que, au moment où tout le monde en Italie était dans la gêne, quelques privilégiés s'appropriaient des parts énormes de ce butin qui appartenait à l'État, c'est-à-dire à tous (1); ils attaquaient avec une violence particulière Lucullus qui faisait alors la guerre la plus lucrative de toutes. Si certains citoyens riches et éminents, pour lui témoigner leur admiration, lui laissaient souvent en mourant des legs et des héritages (2), la foule pauvre et ignorante ajoutait foi aux bruits malveillants que l'on faisait courir au sujet des trésors qu'il envoyait en Italie. On allait jusqu'à prendre en pitié les rois d'Arménie et d'Orient que, disait-on, il dépouillait pour son propre compte, au lieu de faire la guerre et d'exécuter les ordres du Sénat. On trouvait aussi que son commandement en Orient avait déjà duré trop longtemps (3). Après la bataille de Tigranocerte il fut même accusé par la rumeur publique de n'avoir pas poursuivi Tigrane, simplement pour prolonger la guerre et pour continuer son pillage (4). On reprochait presque au Sénat de ne pas l'arrêter sur sa route de victoires.

Lucullus, au fond de l'Asie, prêtait à peine attention à ces murmures qui n'eussent peut-être pas eu grande portée si derrière les tribunes ne se fussent cachés les riches publicains et Pompée. Mais ceux-ci étaient puissants et ils le devenaient plus encore quand ils étaient, comme alors, appuyés par l'opinion publique.

(1) Voy. Cicéron, *De leg. agr.*, 1, 4, 12 ; 2, 22, 59.
(2) Cicéron, *Pro Flac.*, 34, 85.
(3) Plutarque, *Luc.*, 24 et 33.
(4) Dion Cass., 36,330 fr. 2 (Gros).

Au cours de l'an 69, bien que Lucullus fût fortement soutenu au Sénat par Crassus et le parti conservateur, le Sénat se vit forcé par l'opinion publique et les intrigues des financiers à faire quelque chose. Cherchant à nuire le moins possible à Lucullus et à satisfaire, sur le point essentiel, les financiers qui étaient les alliés les plus puissants de Pompée, il se contenta d'enlever à Lucullus, pour l'an 68, le gouvernement de l'Asie, qui fut rendu à un propréteur (1). Mais peu de temps après, Pompée trouva des alliés sur lesquels il ne comptait guère, dans les soldats mêmes de Lucullus. Les légions que celui-ci avait laissées dans le Pont se refusèrent à partir quand Sornatius, leur légat, reçut l'ordre de rejoindre Lucullus pour envahir la Perse avec lui au printemps de 68 et pour marcher sur Ctésiphonte (2).

Sa rigueur démodée avait poussé à bout de patience les soldats qui ne voulaient plus être traités par leur chef comme les légionnaires des guerres puniques. En effet, l'exemple fut contagieux; les milices mêmes que Lucullus avait dans la Gordienne ne se montrèrent pas non plus disposées à s'aventurer en Perse; et Lucullus, malgré sa sévérité habituelle, fut obligé cette fois de céder. Il renonça à son plan et songea à envahir l'Arménie au printemps de 68, sans se douter qu'ils allaient être pris, lui et son armée, dans le filet invi-

(1) Nous disons en 68; ce n'est qu'une supposition, mais qui nous paraît plus vraisemblable que celle de REINACH, *M. E.*, 374, qui veut que ce soit en 69. En effet selon DION, XXXVI, 330, fr. 2 (Gros), ce fut après la bataille de Tigranocerte que l'autorité de Lucullus fut ainsi diminuée. Elle le fut encore l'année suivante quand on nomma Q. Martius Rex gouverneur de la Cilicie. Lucullus aurait été ainsi dépossédé par degrés, comme il est naturel pour un personnage aussi puissant.

(2) REINACH, *M. E.*, 366.

sible d'intrigues qui s'ourdissaient à Rome dans la maison de Pompée. Dès que cette révolte eut fait comprendre à Pompée combien les légions étaient mécontentes de Lucullus, cet ambitieux sans scrupules conçut un plan terrible : provoquer le rappel de Lucullus, en rendant impossible la prolongation de ses pouvoirs par une révolte générale de son armée.

XI

LA CHUTE DE LUCULLUS

Cette même année, Quintus Metellus allait gouverner la Crète comme proconsul, et César, élu questeur (1), commençait sa carrière politique comme un des plus distingués parmi les jeunes champions du parti populaire. Son intelligence, son éloquence, sa distinction, sa naissance, lui attiraient des sympathies dans toutes les classes, même parmi les conservateurs éclairés. D'ailleurs, bien que nous ne sachions pas exactement quelles étaient alors ses idées politiques, nous pouvons d'après son rang, son caractère, ses actes, supposer avec vraisemblance que ce n'étaient pas des idées à lui aliéner les esprits sérieux et modérés des différents partis. César — il est impossible de comprendre son rôle dans l'histoire de Rome et sa vie extraordinaire, sans avoir bien saisi ce côté de son caractère — César n'était pas un de ces hommes d'action au tempérament impulsif, à l'imagination déréglée, à l'orgueil violent et cruel, qui se précipitent au milieu des dangers au hasard, sans les voir. C'était au contraire un jeune homme très élégant, très à la mode, aimable, magni-

(1) PLUTARQUE, *Cæs.*, 5; VELLEIUS, II, XLIII, 4. En ce qui concerne la date de son élection, voyez DRUMANN, *G. R.*, III, 140.

fique et prodigue, de santé délicate, vif, nerveux, ambitieux, avide de jouir et d'agir, très bien doué pour toutes les formes de l'activité intellectuelle. Au milieu des distractions d'une vie élégante et un peu débauchée, il avait su devenir un des plus éminents orateurs de son temps (1); il s'était adonné avec passion à l'étude de l'astronomie scientifique créée environ un siècle auparavant par Hipparque, et qui avait depuis fait de si grands progrès en Asie et en Égypte (2); il étudiait probablement sur les textes grecs la tactique et la stratégie; il affinait son goût du beau et du magnifique pour devenir un grand organisateur de fêtes et un constructeur de monuments. C'était vraiment une belle intelligence, vive, souple, assez bien équilibrée malgré sa nervosité délicate; un artiste et un savant au fond, qui, par sa souplesse et son activité, devait bien réussir aussi dans la politique et la guerre. Un tel homme devait naturellement pencher en politique pour des doctrines moyennes, d'autant plus qu'il vivait dans les hautes classes, c'est-à-dire dans un milieu où par scepticisme et par intérêt les exagérations de la démagogie n'étaient pas beaucoup prisées. On peut donc se faire une idée assez vraisemblable de ces doctrines moyennes, professées alors par César, surtout si l'on envisage de près certaines influences de la pensée grecque sur les classes cultivées de son temps. Sans doute César vivait à une de ces rares époques d'anarchie idéale où chacun peut suivre son penchant et où toutes les écoles philosophiques, artistiques, littéraires, trouvent des adeptes. Le monde intellectuel de l'Italie se composait alors pres-

(1) Cicéron, *Brut.*, 72, 252; Suétone, *Cæs.*, 55; Quintilon, *I. O.*, X, i, 114; Tacite, *De Or.*, 21; Plutarque, *Cæs.*, 3.

(2) Macrobe, *Sat.*, i, 16; Pline, XVIII, xxv, 214.

que entièrement d'amateurs appartenant aux hautes classes; et comme il n'y avait à Rome ni écoles publiques, ni traditions intellectuelles, ni aucune organisation officielle du savoir, tous les courants de la pensée grecque s'y précipitaient pour se choquer et se mêler avec violence comme dans un immense tourbillon : le platonisme, l'épicurisme, le stoïcisme en philosophie; le romantisme décadent des Alexandrins et le pur classicisme des Éoliens et des tragiques dans la poésie; l'emphase du style asiatique et la pureté, l'élégance, la clarté de l'atticisme dans l'éloquence; les raffinements compliqués de l'art gréco-asiatique ou gréco-égyptien et la sobriété archaïque de l'époque de Phidias. Toutefois, au milieu de ce désordre, on remarque un courant qui, de plus en plus large et fort, entraînait la grande majorité des esprits : c'est le courant classique, l'admiration et l'imitation de la Grèce de Sophocle, de Démosthène, de Phidias, de Platon, de Périclès, d'Aristote. En politique, en littérature, dans les arts, ce siècle tend évidemment de plus en plus à se modeler sur la Grèce classique des villes indépendantes, des petites démocraties agitées, des arts municipaux, des littératures écrites dans le dialecte, des écoles privées de philosophie encyclopédique, plutôt que sur la vaste Hellade cosmopolite des grandes monarchies bureaucratiques fondées en Asie et en Afrique par Alexandre, avec sa langue commune, sa littérature et son art protégés par la cour, ses établissements royaux d'enseignement, son goût pour les sciences spéciales et les philosophies à caractère moral. L'influence grandissante de Cicéron remettait en honneur Démosthène et ramenait l'éloquence de la profusion asiatique d'Hortensius à la sobriété classique. Dans les arts on délaissait tellement l'école de Rhodes et toutes les écoles

asiatiques pour l'art de Phidias, de Polyclète, de Scopas, de Praxitèle, de Lysippe, que le plus célèbre parmi les sculpteurs contemporains, Pasitèle, grec de l'Italie méridionale et citoyen romain, fondait une école de sculpture néo-attique pour exécuter des copies des œuvres antiques, et pour imiter dans des œuvres originales la belle et sobre élégance des grands modèles classiques. En politique on reprenait volontiers la théorie formulée par Aristote d'un gouvernement qui concilie les principes de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie (1). D'après cette théorie, qui est une des idées fondamentales de la politique d'Aristote, le peuple doit posséder assez d'autorité pour ne pas être opprimé par les grands; les familles riches et nobles doivent jouir d'une puissance considérable, mais à condition de s'en servir pour le bien commun, et en donnant l'exemple des vertus civiques; un magistrat, si cela est nécessaire, peut dominer tous les autres à titre de président investi de grands pouvoirs, mais à condition qu'il soit choisi parmi les meilleurs citoyens de la république, qu'il gouverne selon les lois et qu'il les observe lui-même tout le premier, la loi devant être le véritable souverain impersonnel de la république. Sans ce contrepoids nécessaire de principes opposés, la démocratie dégénérerait en démagogie, l'aristocratie en oligarchie, la monarchie en despotisme asiatique, le pire de tous les gouvernements et qui pouvait convenir aux populations énervées de l'Orient, mais non à la noble race des Hellènes. Ces théories d'Aristote, que Polybe avait

(1) Nous verrons plus loin, dans le second volume, qu'il ne serait pas possible d'expliquer le grand succès qu'eut le *De republica* de Cicéron en l'an 52 sans admettre que ces idées étaient depuis longtemps populaires dans les classes élevées.

reprises en étudiant la société romaine de l'époque de Scipion Émilien, se répandaient de plus en plus et semblaient devoir concilier les traditions antimonarchiques et aristocratiques de l'histoire de Rome, les nouveaux courants démocratiques, et l'espoir de voir finir les difficultés politiques au milieu desquelles la république se débattait depuis cinquante ans.

Il est probable que César penchait alors, comme presque tous les nobles appartenant au parti populaire, vers des idées de conciliation entre l'aristocratie et la démocratie semblables à celle d'Aristote et de Polybe; qu'il rêvait d'une république libre et conquérante, artiste et cultivée comme Athènes, mais plus étendue et plus puissante, et qui, gouvernée par une aristocratie énergique, sans préjugés de caste et sans esprit de tradition, fît de l'Italie, avec l'aide de la classe moyenne, la métropole de la force, de la richesse, de l'art, de la science, de l'éloquence, de la liberté. A défaut d'inclination, l'intérêt lui aurait du reste imposé beaucoup de modération. Sa fortune personnelle ne suffisait point aux dépenses considérables qu'entraînait la vie politique; et César était depuis quelque temps forcé d'emprunter beaucoup d'argent. Comme sa famille avait de grandes relations dans l'ordre des chevaliers, il ne lui était pas difficile de faire des dettes, car beaucoup de ces riches publicains prêtaient volontiers à ce jeune neveu de Marius, à qui tout le monde prédisait un grand avenir, même s'ils n'étaient pas bien sûrs de recouvrer leur argent. Au fond ces emprunts aux hommes politiques étaient, pour les riches financiers, une corruption cachée, un moyen adroit pour acquérir de l'influence sur le gouvernement, tout en restant étrangers aux luttes des partis. Mais César ne pouvait compter sur le puissant appui financier des chevaliers,

que s'il conservait leur confiance; et il l'aurait perdue, cette confiance, s'il se fût trop compromis avec le mouvement démagogique et révolutionnaire, qui allait commencer.

En effet il ne fit presque rien dans sa questure, tant qu'il resta à Rome, se bornant à prodiguer des hommages aux mânes de son oncle, hommages qui pouvaient être considérés comme des actes révolutionnaires au point de vue du strict droit, car Marius avait été proscrit, mais qui lui attiraient les sympathies universelles. Tout le monde reconnaissait que le héros de Champs Raudiens méritait d'être mis au nombre des grands personnages historiques, à cette place d'honneur que la haine des partis lui avait enlevée. Ainsi ayant perdu dans cette même année, sa femme et sa tante, la veuve de Marius, César osa porter les statues du vainqueur des Cimbres dans la procession funèbre (1). Puis il partit pour l'Espagne, comme questeur du préteur Antistius Vétus (2). Pompée, au contraire, restait à Rome, pour y travailler à la ruine de Lucullus, qui au printemps s'était jeté dans l'Arménie avec sa témérité habituelle, traînant après lui sa petite armée mécontente, fatiguée, savamment travaillée par les officiers amis de Pompée. Parmi ces traîtres, qui semaient l'esprit de révolte dans les légions, il y avait même un beau-frère de Lucullus, Publius Clodius, jeune homme de famille noble et pauvre, qui, comme tant d'autres comptait s'enrichir dans la politique (3). Lucullus

(1) Suétone, *Cæs.*, 6; Plutarque, *Cæs.*, 5.
(2) Plutarque, *Cæs.*, 5; Suétone, *Cæs.*, 7.
(3) Que Clodius ait été l'instrument de Pompée, cela résulte non seulement de ce que dit Plutarque (*Luc.*, 34); mais aussi de la vraisemblance des choses. C'est pour Pompée seulement qu'il pouvait s'exposer ainsi; et il ne devait pas être le seul.

était donc trahi par sa famille même; et cependant il se risquait dans une aventure terrible, il essayait de conquérir, toujours avec sa petite armée, un autre empire immense. Était-il aveuglé à tel point par le succès qu'il ignorait toutes ces intrigues et marchait au bord de l'abîme sans le voir? La chose ne serait pas en elle-même impossible; mais comme le peu de documents que nous possédons sur cette campagne ne nous permettent d'expliquer la conduite de Lucullus que par des hypothèses, il y a lieu de proposer une autre explication. Il se peut que Lucullus, se doutant de la mauvaise volonté de ses officiers et n'osant pas la réprimer par des actes de sévérité, ait résolu d'aller au-devant du danger avec sa hardiesse habituelle, et d'étouffer le mécontentement de son armée par un succès aussi éclatant que la conquête de l'Arménie. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il avança à grandes journées jusqu'au plateau du lac de Van, où il trouva les armées de Mithridate et de Tigrane réunies. Mais cette fois les deux alliés avaient pris le parti d'attendre, bien retranchés, dans un camp fortifié à la romaine, sur le haut d'une colline, que l'hiver précoce d'Arménie contraignît l'armée romaine à une retraite désastreuse. Lucullus, après de vaines tentatives pour livrer bataille, chercha à obliger l'ennemi à se déplacer, en marchant lui-même sur Artassata, la capitale. Tigrane en effet, craignant de voir son harem et ses trésors tomber aux mains de Lucullus, se décida à lever le camp, suivit Lucullus, essaya de lui barrer le passage de l'Arsaniade. Sur les bords de fleuve eut lieu une bataille, dans la quelle le roi arménien essuya une nouvelle défaite (1). Un autre général s'en serait

(1) Reinach, *M. E.*, 366, 367.

tenu là et se serait arrêté à l'approche de l'automne : Lucullus, au contraire, comme un joueur enragé qui risque tout de suite son gain pour le double, résolut de profiter de sa victoire pour frapper sans délai au cœur même l'empire de Tigrane, et marcha sur la capitale. Les nouvelles de Rome avaient-elles contribué à lui faire jouer cet extrême coup d'audace? La chose est probable, car sa situation à Rome était fort compromise. L'agitation populaire qui avait sommeillé depuis l'an 70, se rallumait; la gêne excitait toutes les passions démagogiques; l'Italie commençait à vivre dans un état de fermentation violente, où tout acte ou proposition de loi vexant les riches et les grands était sûr de la faveur populaire. La lutte contre un conservateur et un aristocrate de vieille race comme Lucullus devenait facile à Pompée, malgré les grandes choses que Lucullus avait faites en Orient. Après des efforts très pénibles, les amis du proconsul étaient arrivés à ce que la commission chargée d'organiser le gouvernement du Pont fût composée de personnes qui lui fussent dévouées et ils y avaient même fait entrer son frère Marcus; mais ils avaient dû céder à Pompée et à l'opinion publique sur un autre point très important en lui enlevant pour l'année suivante le gouvernement de la Cilicie. Il est vrai que, comme petite compensation, ils avaient donné la Cilicie à un beau-frère de Lucullus, qui était consul cette année-là, Quintus Marcius Rex, dans l'espoir que le conquérant du Pont continuerait à gouverner la province par l'extremise de son beau-frère : mais la lutte devenait chaque jour plus âpre pour le parti de Lucullus, et Pompée, soutenu par l'opinion publique, gagnait sans cesse du terrain, malgré l'opposition de Crassus. La prise d'Artassata, la conquête définitive de l'Arménie

auraient pu seules ranimer le courage dans son parti et arrêter les attaques des ennemis. Lucullus, bien que l'automne approchât, ordonna à ses légions d'avancer sur Artassata; et une fois encore, par un effort suprême de sa sévérité redoutable, il ébranla les légions à bout de patience... L'armée se mit en route; mais pour peu de temps : quand l'automne d'Arménie commença à faire sentir ses froids précoces, les soldats se révoltèrent et refusèrent d'avancer. Comme presque tous les officiers soutenaient la sédition — plusieurs l'avaient même excitée, — Lucullus dut céder et reconduire son armée, probablement au mois d'octobre, en Mésopotamie.

Cette retraite était un premier grand succès de la coterie de Pompée. Malheureusement pour Lucullus, ce premier échec en entraîna d'autres beaucoup plus graves. Une fois en Mésopotamie, Clodius, résolu à en venir aux grands moyens, profita d'une absence de Lucullus pour provoquer une révolte générale des légions en leur dépeignant les heureux loisirs des soldats de Pompée (1). Lucullus se hâta de revenir, et Clodius fut contraint de s'enfuir; mais ces révoltes et ces luttes avaient redonné courage à un homme que l'on avait cru trop tôt disparu, Mithridate, qui, tout à coup, vers la fin de l'année 68, envahit le Pont avec une petite armée de huit mille soldats, y souleva les paysans, et réussit à enfermer à Cabire le légat que Lucullus y avait laissé. Lucullus aurait voulu courir à son secours, mais les légions refusèrent de se mettre en marche avant le printemps de 67. Ce fut Triarius, l'amiral de Lucullus, qui débarqua des renforts dans le Pont et délivra le légat enfermé dans

(1) Reinach, *M. E.*, 369 et suiv.

Cabire. Malheureusement il ne parvint pas à chasser Mithridate du Pont et il dut prendre ses quartiers d'hiver en face de l'armée ennemie à Gaziure, au cœur même du Pont, pendant que les soldats de Lucullus s'occupaient de commerce et de réjouissances, comme si la tranquillité eût régné partout et que leurs compagnons n'eussent pas couru un grand danger (1).

Ces nouvelles arrivèrent à Rome, paraît-il, vers la fin de l'an 68, et ne firent qu'augmenter l'excitation publique déjà grande. La situation était des plus bizarres. La crise économique augmentait; les partis et les coteries luttaient avec acharnement et s'infligeaient des échecs, mais sans jamais obtenir de succès définitifs, de sorte que toutes les questions traînaient sans arriver à aucune solution; tout le monde était également irrité, exaspéré, mécontent. Ainsi les conservateurs se plaignaient de la tournure qu'avaient prise les événements en Orient; Pompée et sa coterie n'étaient nullement satisfaits des succès remportés. Malgré tout Crassus restait le plus fort des deux au Sénat; et Pompée ne pouvait plus se flatter d'obtenir par un *sénatus-consulte* les pouvoirs retirés à Lucullus. Il aurait fallu s'adresser directement aux tribus, demander au peuple ce que le Sénat refusait, enlever la position par un de ces coups de main dans les comices, dont les partis étaient depuis longtemps coutumiers, quand ils se sentaient les plus forts. Mais le résultat d'une pareille tentative paraissait probablement trop incertain à Pompée. Il avait pour lui la plèbe; mais celle-ci, bien que nombreuse, était désor-

(1) SALLUSTE, *Hist.*, 5, fr. 9 (Maurenbrecher); REINACH, *M. E.*, 370 et suiv.

ganisée, tandis que les sénateurs et les chevaliers avaient une grande influence dans les votes. Il ne pouvait donc pas être sûr de maîtriser les comices par la seule force de sa popularité; et il n'osait se risquer, bien qu'il cherchât à augmenter sa popularité par tous les moyens. C'est très probablement d'accord avec lui et sur son conseil qu'un de ses anciens questeurs, Caius Cornélius, homme honnête mais borné, élu tribun du peuple pour l'an 67, préparait deux rogations extrêmement populaires : une loi interdisant aux citoyens romains de prêter de l'argent dans les provinces, pour soulager la crise financière de l'Italie et arrêter l'exportation du capital; une loi qui enlevait aux sénateurs, pour le donner au peuple, le droit de dispenser de l'observance d'une loi. Mais toutes ces menées ne lui auraient probablement pas servi à grand'chose si un événement inattendu n'eût dérangé tous les calculs, en donnant un autre cours aux luttes des partis, aux intrigues de Pompée et à l'agitation populaire. Une disette terrible survint pendant l'hiver.

Les hommes ont toujours besoin d'imputer leurs malheurs à la méchanceté d'autrui. Cette fois, pour le peuple, la cause de la disette, ce furent les pirates qui interceptaient en mer les expéditions du blé, le Sénat et les magistrats qui depuis tant d'années n'avaient su nettoyer les mers, et aussi Lucullus dont le général Triarius, envoyé avec une flotte dans la mer Egée, n'avait rien fait et avait laissé, sous ses yeux mêmes, le pirate Athénodore saccager Délos. L'irritation contre le Sénat et son inactivité, qui avait tant contribué aux victoires populaires de l'an 70, éclata de nouveau. Proposées au milieu de cette excitation, les deux lois de Caius Cornélius provoquèrent de

véritables émeutes; les luttes à main armée sur le forum recommencèrent; on semblait revenu aux temps qui avaient précédé la guerre sociale et la révolution de Marius. Mais Pompée comprit vite que toutes les questions de politique intérieure et extérieure allaient être écartées pour faire place à la question du pain; et que s'il consultait les comices sur cette question, il en obtiendrait toutes les réponses qu'il désirait. Renonçant pour le moment à ses projets sur l'Orient, il fit proposer aux comices par un de ses clients, Aulus Gabirius, homme d'origine obscure et de fortune médiocre, qui était tribun du peuple, une loi d'après laquelle le peuple élirait parmi les sénateurs de rang consulaire un dictateur des mers pour faire la guerre aux pirates. Ce dictateur des mœurs aurait une flotte de deux cents navires, une grosse armée, six mille talents, quinze légats et une autorité proconsulaire absolue pendant trois ans sur toute la Méditerranée et sur les côtes jusqu'à cinquante milles du rivage, avec en surplus le pouvoir de recruter des soldats et de recueillir de l'argent dans toutes les provinces (1). Son plan était fort ingénieux. Il pensait faire approuver facilement cette loi par le peuple affamé; or, s'il réussissait à diminuer la disette, il grandirait tellement dans l'admiration populaire qu'il pourrait se passer à l'avenir de l'approbation du Sénat pour ses projets, réduire Crassus à l'impuissance, et obtenir des comices tout ce qu'il voulait, même le remplacement de Lucullus. En effet la première partie de ses prévisions se réalisa tout de suite. Le parti conservateur essaya de combattre le projet, redoutant que cette dictature de

(1) Dion, XXXVI, 21; Plutarque, *Pomp.*, 25; Appien, *Mithr.*, 94; Velleius, II, 31.

la mer, une fois confiée à Pompée, ne menaçât les commandements de Lucullus et de Métellus; mais le peuple exaspéré par la disette sortit de son indifférence habituelle, en vint à de grands désordres et menaça de se révolter, si la loi n'était pas approuvée; puis finit par investir Pompée de pouvoirs encore plus étendus que ceux que Gabinius avait d'abord proposés. Il fut autorisé à enrôler une armée de cent vingt mille hommes et de cinq mille cavaliers, à former une flotte de cinq cents navires et à nommer vingt-quatre légats (1).

César, revenu depuis peu d'Espagne, était au nombre de ceux qui avaient soutenu la proposition de Gabinius. La loi était trop populaire pour qu'il pût la combattre. Mais s'il voulait plaire au peuple, il était en même temps si préoccupé de se faire le plus grand nombre possible d'amis parmi les grands et les riches que cette même année il épousa la belle et riche Pompéia, fille de Quintus Pompéius Rufus, aristocrate et conservateur à outrance, tué en 88 par les partisans de Marius, et de Cornélia, fille de Sylla (2). Le neveu de Marius épousant la nièce de Sylla, et la fille d'une victime de la révolution populaire, est bien une preuve de ce que durent les haines politiques; et aussi la preuve des illusions que César se faisait encore à ce moment (3).

(1) Dion. Cassius, XXXVI, 22-35; Plutarque, *Pomp.*, 26, 27; Appien, *Mithr.*, 94. Les chiffres que donnent ces auteurs pour les forces assignées à Pompée ne diffèrent qu'en apparence, comme on le verra plus loin; mais il n'en est pas de même pour le nombre des légats : Appien, *Mithr.*, 95, et Florus, III, 6, leur donnent des noms différents. Voyez Drumann, *G. R.*, IV, 407, n. 36.

(2) Plutarque, *Cæs.*, 4; Suétone., 6; Drumann, *G. R.*, III, 142; IV, 311, 314.

(3) Drumann, III, 142, se trompe en pensant que César par ce mariage voulait créer des liens entre Pompée et lui. Le tableau généalogique établi par Drumann lui-même nous montre que Pompéia n'était pas parente de Pompée.

Comme les mariages des nobles n'étaient plus à Rome que des moyens pour conserver ou augmenter l'influence politique, il est probable que César n'aurait pas épousé Pompéia s'il n'avait voulu s'assurer par cette alliance l'appui de la grande noblesse conservatrice. Ce riche mariage lui donnait du crédit auprès des chevaliers, le liait à beaucoup de sénateurs très influents, faisait oublier au parti de Sylla l'origine et le passé trop démocratique de César : si la conciliation entre les conservateurs et le parti populaire, commencée en 70, continuait, César pourrait un jour être soutenu par le peuple et par la partie la meilleure des classes conservatrices. Ce mariage, en somme, devait servir à mettre en pratique, au profit de César, le programme aristotélique de conciliation entre la démocratie et la noblesse, et il démontre que César n'était alors nullement préoccupé par les luttes entre les conservateurs et le parti populaire. Il ne les jugeait pas susceptibles de compromettre l'œuvre de pacification entre les classes et les partis, qui se poursuivait depuis la mort de Sylla.

Cependant au commencement du printemps de 67 les opérations militaires recommencèrent. Lucullus se porta au secours de Triarius, et Pompée alla recruter, non pas cent vingt mille soldats, mais une petite armée; non pas cinq cents navires, comme il en avait eu d'abord l'intention, mais deux cent soixante-dix, c'est-à-dire tout ce qu'il trouva dans les ports des alliés (1). Il les distribua à ses nombreux légats, choisis parmi les hommes le plus en vue des hautes classes

(1) Kromayer, *Phil.*, lvi, 429 et suiv., me paraît ainsi justifier d'une façon ingénieuse les chiffres discordants donnés par Plutarque, *Pomp.*, 26, et Appien, *Mithr.*, 94, au sujet de la flotte de Pompée.

et aussi du parti conservateur (1), et il chargea chacun d'eux de nettoyer une partie de la Méditerranée. Un de ces légats était Marcus Térentius Varron. Il était facile au peuple de Rome de faire des lois et d'ordonner de rassembler de grandes flottes; mais les bateaux n'existaient pas, tant on avait négligé la marine. Lucullus apprit en route que Triarius, soit qu'il eût été mal informé ou qu'il eût eu l'ambition de vaincre seul, avait livré bataille et avait été défait à Gaziure en subissant de grandes pertes (2). Lucullus demanda du renfort à son beau-frère Marcius, gouverneur de Cilicie, et se porta rapidement au secours de Triarius; mais quand il eût rejoint Mithridate, il s'efforça en vain de l'amener à livrer bataille et ne put effacer par une victoire l'impression produite par la défaite de son général. Pompée, au contraire, en peu de temps menait à bien cette entreprise que tout le monde considérait comme terrible. Dans une ville aussi impressionnable que Rome et à une époque de trouble, on avait pu considérer les pirates comme des ennemis formidables; mais leur force consistait toute dans l'insouciance de Rome, car la Crète était le seul pays où ils eussent une sorte de gouvernement militaire, que du reste Quintus Métellus était en train de combattre depuis un an. Les bandes étaient faibles et n'avaient aucune organisation, depuis que leur puissant protecteur Mithridate était tombé. La nouvelle qu'on avait nommé à Rome un dictateur de la mer, et que l'on faisait des armements considérables, se répandit vite sur toutes les côtes et effraya beaucoup les petites bandes déjà découragées par la destruction du royaume

(1) Appien, *Mithr.*, 96; Florus, III, 6; Drumann, *G. R.*, IV, 408.
(2) Appien, *Mithr.*, 89; Plutarque, *Luc.*, 35; Cicéron, *Pro lege Man.*, IX, 25.

du Pont; l'épouvante grandit à la suite des premières captures et des premiers supplices. Le rusé Pompée, qui voulait un succès rapide, durable ou non, profita adroitement de ce moment de découragement et de panique. Après les premiers supplices il s'adoucit tout à coup, il pardonna à ceux qui se rendaient, il les envoya repeupler telle ou telle ville dévastée. Cette conduite prêtait à de graves critiques qui en réalité ne furent pas épargnées à Pompée par les conservateurs de Rome; car, d'après les lois et les traditions romaines, il était abominable et presque criminel de traiter avec une telle douceur des pirates. Mais Pompée, fort de l'appui populaire, ne visa qu'au succès immédiat sans se soucier beaucoup des traditions de cruauté si chères encore à la noblesse. Bientôt rassurés par cette sorte d'amnistie, les pirates vinrent spontanément de partout livrer leurs flottilles et leurs armes aux généraux romains (1); pendant quelque temps la mer devint plus sûre et Pompée fut salué à Rome comme le héros merveilleux qui, par un coup de foudre, avait annihilé un ennemi aussi formidable. En réalité il n'avait pas fait grand'chose car bientôt, quand l'épouvante qu'inspirait le dictateur de la mer fut passée, les pirates armèrent de nouveau leurs bateaux et recommencèrent à écumer les mers (2).

Lucullus, au contraire, qui avait véritablement détruit pour jamais une grande monarchie, se vit privé de tout le fruit de son labeur. Quand on apprit à

(1) Appien, *Mithr.*, 96, porte un jugement bref mais exact sur ce semblant de guerre, dont la rapidité même avec laquelle elle fut terminée indique la facilité. Voyez Dion Cassius, XXXVI, 35, et aussi Kromayer, *Phil.*, LVI, 430. Plutarque, *Pomp.*, 27, 28, en fait une narration un peu exagérée.

(2) Drumann, *G. R.*, IV, 413.

Rome la défaite de Triarius, la cohorte bruyante des amis de Pompée se remit à faire campagne devant le peuple contre Lucullus, et Gabinius proposa une nouvelle loi qui lui enlevait le commandement de la guerre contre Mithridate et les provinces du Pont et de la Cilicie, qui donnait ces provinces au consul Marcius Acilius Glabrion, congédiait les légions de Fimbria, et menaçait de la confiscation ceux qui désobéiraient (1). L'opposition populaire était trop forte, et le Sénat dut cette fois laisser approuver la loi. Bientôt Lucullus se trouva dans une situation terrible. Marcius, ne voulant pas se compromettre pour son beau-frère, lui refusa le renfort demandé, en prétextant que les soldats ne voulaient pas marcher (2). Le bruit courait que Tigrane s'avançait avec une grosse armée pour se joindre à Mithridate (3); le proconsul d'Asie rendit public l'édit qui rappelait Lucullus (4). Lucullus ne voulut pas encore céder à la mauvaise fortune, et sans prendre garde aux décrets il marcha sur Tigrane, espérant le surprendre en route, l'empêcher de s'unir à Mithridate, lui infliger une défaite qui donnerait une nouvelle tournure aux événements. Mais cet effort désespéré fut le dernier. Pendant la marche ses troupes lasses et subornées se

(1) Salluste, *Hist.*, 5, fr. 13 (Maurenbrecher); Appien, *Mithr.*, 90. De ce passage d'Appien et de celui de Plutarque, *Luc.*, 35, que confirme Dion Cassius, XXXVI, 330, fr. 14 (Gros) et d'après lequel les légions se révoltèrent pendant la marche sur Tigrane en prétendant que Lucullus n'était plus leur général, il me semble que l'on peut conclure que cette seconde loi Gabinia fut votée après la défaite de Triarius et par suite après la première loi. Appien se trompe évidemment en prétendant que ce fut le Sénat qui fit tout.

(2) Salluste, *Hist.*, 5, fr. 15 (Maurenbrecher).

(3) Dion Cassius, XXXVI, 330, fr. 14 (Gros).

(4) Appien, *Mithr.*, 90; Dion, XXXVI, 330, fr. 14 (Gros).

révoltèrent, et s'appuyant sur la loi de rappel refusèrent de suivre celui qui n'était plus leur général. Alors Lucullus se rendit compte brusquement qu'il avait exaspéré ses soldats par une absurde extravagance de rigueurs; il vit son tort, et, avec sa vivacité ordinaire, il voulut le réparer. Il alla visiter dans leurs tentes ses soldats, leur parla doucement, supplia les chefs de la révolte, prit leurs mains dans les siennes. Ce fut en vain. Les soldats déclarèrent qu'ils attendraient jusqu'à la fin de l'été, et qu'alors, si l'ennemi ne s'était pas présenté, ils s'en iraient, ceux qui avaient leur congé chez eux, les autres auprès du consul Glabrion. Lucullus dut céder à la fortune. Bientôt, tandis que Mithridate refaisait la conquête de son royaume et que Tigrane saccageait la Cappadoce, celui qui, deux années auparavant, avait dominé l'Asie comme un second Alexandre, devint dans son camp le jouet et la risée des soldats (1).

Cette chute bizarre et soudaine termina la carrière politique et militaire de Lucullus. Mais pendant les six ans qu'il resta en Orient il avait fait une révolution dans la politique romaine, dont il serait difficile d'exagérer l'importance, car elle fut immense. Son rôle dans l'histoire de Rome est si analogue à celui de Napoléon dans l'histoire de l'Europe, que Lucullus pourrait être défini le Napoléon du dernier siècle de la république. Il avait trouvé la politique extérieure de la république romaine à peu près dans les conditions où Napoléon trouva celle de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle : c'est-à-dire embarrassée par des traditions de lenteur, paralysée par une irrésolution qui s'épouvantait des ombres et reculait devant tout

(1) PLUTARQUE, *Luc.*, 35.

obstacle un peu sérieux, habituée à traîner en longueur toutes les questions au lieu de les résoudre, à piétiner sur place au lieu de marcher, à intriguer et à temporiser au lieu d'agir; ayant un respect presque sacré pour tout ce qui existait et une peur extrême de toucher à l'ordre de choses établi; préférant toujours les négociations diplomatiques à la guerre; ne sachant jamais exploiter à fond un succès et accomplir un effort décisif; préférant toujours les compromis qui pouvaient résoudre les questions aussitôt et sans grand effort, même au risque de les compliquer davantage dans un avenir peu lointain. Cette politique ne manquait pas de sagesse; mais elle s'était à la fin épuisée par son exagération. Lucullus la révolutionna sur tous les points, comme dix-huit siècles plus tard Napoléon : il substitua, autant qu'il put, la guerre à la diplomatie comme moyen de trancher les grandes difficultés de la politique orientale; il remplaça les intrigues interminables et savantes des négociations par l'impression de ses campagnes rapidement menées, de ses attaques inattendues, de ses victoires éclatantes; la souplesse des compromis par l'effort violent pour se rendre maître de la situation dans tout l'Orient, éblouissant et épouvantant tous les États par une suite de guerres audacieuses. Cette politique, comme celle de Napoléon, eut un grand succès, car elle rétablissait l'équilibre entre la vieille politique du Sénat devenue inutile, et les circonstances trop changées; et comme elle était destinée à rendre de grands services, tant qu'elle ne se serait pas épuisée à son tour par son exagération, elle trouva tout de suite des imitateurs. Pompée et César seront les deux grands élèves de Lucullus, qui iront récolter dans le champ semé par celui-ci. Mais Lucullus ne devait avoir que

le rôle, glorieux mais triste, du précurseur qui partage tous les risques et ne jouit que des premiers bénéfices. Sa chute néanmoins ne fut pas seulement l'effet des intrigues de Pompée. Celui-ci aurait échoué dans sa lutte si Lucullus n'eût offert aux coups de ses ennemis un point faible. C'est cette cause dernière de la chute de Lucullus qui donne à ce malheur individuel l'importance d'un événement historique. Par un effort de génie ce noble de vieille race, cet ancien disciple de Rutilius Rufus, cet ami dévoué et désintéressé de Sylla, avait pu s'affranchir du lourd esclavage des traditions et de l'esprit de caste en devenant le créateur du nouvel impérialisme; mais il était resté l'aristocrate inflexible du bon vieux temps dans la conception de ses devoirs de général, vis-à-vis des soldats. Cette contradiction l'a perdu. Au nouvel impérialisme il fallait d'autres généraux, que ceux qui avaient commandé les légions dans les deux premières guerres puniques, car les soldats aussi avaient trop changé. On ne pouvait plus les traiter avec la sévérité ancienne, les soumettre à la discipline de jadis. Lucullus ne le comprit que trop tard; et tous ses grands mérites furent impuissants à le sauver d'une des plus cruelles humiliations qu'ait reçues un général romain. Sa chute est le dernier insuccès de la restauration aristocratique tentée par Sylla. Parce qu'il était resté fidèle aux vieilles mœurs et aux vieilles idées dans ce qu'elles avaient de plus noble et de plus grand, le plus noble et le plus grand des amis de Sylla devait céder à d'autres la continuation et la gloire de la nouvelle politique qu'il avait créée, en risquant sa fortune et sa vie.

XII

MARCUS TULLIUS CICÉRON

Tandis que Pompée domptait les pirates par sa clémence, Quintus Metellus mettait la Crète à feu et à sang, faisait massacrer les prisonniers et s'enrichissait en dépouillant les pirates. Metellus appartenait au petit monde aristocrate des conservateurs intransigeants qui auraient voulu gouverner l'empire comme au temps de Scipion Émilien; et il traitait durement ses victimes pour protester contre la douceur de Pompée, de ce démagogue qui, pour se faire applaudir par le peuple, n'avait pas honte de pactiser avec les pirates. A la fin cependant les pirates, réduits au désespoir, offrirent à Pompée de se rendre à lui. Pompée, qui ne demandait qu'à humilier Metellus, saisit vite l'occasion, accepta la soumission et, prétendant que la loi Gabinia mettait Metellus sous ses ordres, il envoya en Crète Lucius Octavius. Mais Metellus répondit que la Crète était à lui seul, et il punit cruellement les villes qui, s'appuyant sur le décret de Pompée, refusaient de lui obéir. Lucius Octavius était sur le point, pour soutenir les droits de son général, de faire une guerre où il aurait défendu les pirates contre le proconsul romain. Heureusement, des événe-

ments plus graves vinrent distraire Pompée de cette dangereuse querelle (1).

Vers la fin de l'année 67 arrivèrent à Rome de très mauvaises nouvelles d'Orient. Les riches financiers surtout recevaient de leurs correspondants d'Asie lettres sur lettres, leur donnant d'alarmants détails sur cette province. Lucullus n'avait plus d'armée; Glabrion et Marcius étaient des hommes incapables; Mithridate était redevenu maître du Pont; la Cappadoce avait été dévastée par Tigrane; des colonnes volantes avaient déjà fait leur apparition en Bithynie et incendié les villages de la frontière (2)..... A la fin une panique éclata; on revoyait déjà Mithridate à Pergame, les Italiens massacrés, les capitaux confisqués comme jadis; et bientôt ce fut l'avis de tout le monde que les magistratures ordinaires étaient insuffisantes pour parer à un aussi grand péril. C'était une opinion très populaire dans le parti démocratique; mais cette fois ce fut aussi celle de beaucoup de conservateurs et de financiers épouvantés. Les amis de Pompée en profitèrent et au commencement de l'année 66 le tribun Manilius proposa que l'on donnât à Pompée, en plus des pouvoirs qui lui étaient déjà confiés, le gouvernement de l'Asie, de la Bithynie et de la Cilicie, le commandement de la guerre contre Mithridate et contre Tigrane, le droit de déclarer la guerre et de conclure des alliances au nom du peuple romain avec qui bon lui semblerait (3); c'est-à-dire l'autorisation légale de faire cette politique personnelle et indépendante du Sénat, dont Lucullus avait pris l'initiative. Crassus, à

(1) Plutarque, *Pomp.*, 29; Appien, *Sic.*, vi, 2; Florus, III, 7; Dion, 329, 1, 2 (Gros).

(2) Cicéron, *Pro lege Man.*, 2.

(3) Plutarque, *Pomp.*, 30; Appien, *Mithr.* 97; Dion, 36, 40-41.

qui le succès de Pompée dans la guerre des pirates avait été fort désagréable, frémissait en voyant son rival sur le point de l'emporter définitivement et sous les yeux de toute l'Italie dans le duel d'intrigues qu'il avait engagé avec lui quatre ans auparavant. Le parti conservateur, qui avait déjà blâmé la clémence démocratique de Pompée, ne voulait pas reconnaître par une loi en faveur de Pompée la nouvelle politique personnelle qu'il avait tolérée chez Lucullus. Quelques-uns de ses membres les plus éminents, tels que Catulus et Hortensius, essayèrent même de combattre le projet de loi, en faisant appel aux sentiments républicains et en montrant que cette dictature équivaudrait à un pouvoir monarchique (1). Cette fois cependant, après son succès dans la guerre contre les pirates, Pompée, bien qu'il fût loin, et en dépit de toutes les oppositions, était plus puissant à Rome que Crassus, que le parti conservateur, et que les traditions. En Italie, comme c'est toujours le cas dans les démocraties où la civilisation, la richesse, la variété des occupations et des plaisirs augmentent, les classes supérieures, les propriétaires riches et aisés, les capitalistes, les marchands, les artistes, absorbés la plupart du temps par leurs affaires privées ou leurs plaisirs, faute de temps et par égoïsme, abandonnaient l'État aux mains de la petite minorité de politiciens professionnels, et ils ne s'intéressaient aux affaires publiques que quand un événement extraordinaire venait troubler tous les esprits. Mais lorsqu'une de ces grandes excitations collectives secouait les masses, il n'y avait pas de parti, de coterie ni de corps politique qui osât lui résister. C'est ainsi qu'en 70 la haine violente qu'avait sou-

(1) PLUTARQUE, *Pomp.*, 30 ; CICÉRON, *Pro lege Man.*, XVII, 52.

levée contre lui le parti conversateur avait amené beaucoup de conservateurs à approuver les lois démocratiques. Puis l'enthousiasme public était tombé, et César, Pompée et les tribuns du peuple s'étaient en vain efforcés de le ranimer. Or le public s'était ému de nouveau; toute l'Italie, heureuse du succès dans la guerre contre les pirates, admirait Pompée et le considérait comme un général incomparable; elle n'avait confiance qu'en lui; c'était lui qu'elle voulait pour porter le dernier coup à Mithridate.

Ce n'était pas seulement la plèbe qui voulait un dictateur de l'Orient; c'étaient la haute finance, les capitalistes, les nombreux sénateurs ou chevaliers qui avaient placé de l'argent là-bas. Ce n'était pas seulement César qui s'efforçait de faire approuver le projet de loi, mais aussi Cicéron qui pour la loi de Manilius allait prononcer son premier discours politique et sacrifier la belle indépendance qu'il avait pu conserver jusqu'alors. Après le procès de Verrès, Cicéron avait continué à plaider ses causes gratis, à étudier les philosophes grecs, à gérer sa fortune avec sagesse et à élever sa fille en plein accord avec sa femme; il avait éclipsé Hortensius et était devenu le premier orateur de Rome; mais il s'était tenu toujours à l'écart des luttes des partis. Cependant son influence avait grandi, et il avait obtenu pour cette année la préture urbaine, qui était la plus honorable, sans lutte, sans coalition, sans brigue. C'était la première fois qu'à Rome l'éloquence poussait un homme sans naissance et peu riche dans les dignités publiques avec tant de succès (1).

(1) G. Boissier, *Cicéron et ses amis*, Paris 1902, p. 44, a très bien remarqué que Cicéron, « jusqu'à l'âge de quarante ans, ne fut que ce que nous appelons un avocat ». Je crois au contraire qu'il se trompe, en supposant que ce fût un fait constant et gé-

Quels motifs le décidèrent à se jeter, cette fois, dans la mêlée? Nous ne le savons pas. Il est probable que l'excitation publique et surtout l'alarme des chevaliers eurent une grande influence sur sa décision. Cicéron avait le plus grand nombre de ses relations dans cette classe de riches financiers, qui avaient des origines aussi modestes et des mœurs peu différentes des siennes, et dont beaucoup possédaient une culture très remarquable. Il était, entre autres, très lié avec Atticus, ce riche chevalier qui avait placé de si grands capitaux en Orient et qui s'occupait beaucoup d'histoire, d'archéologie, de philosophie. Son frère cadet, Quintus Cicéron, qui était venu habiter avec lui à Rome, avait même épousé la sœur d'Atticus, Pomponia. Il est donc probable que, croyant lui aussi le danger très grave, Cicéron céda aux pressions des amis de Pompée et voulut rendre service en même temps à Pompée, à la république, et à ses amis les chevaliers, en prononçant en faveur de la loi un grand discours fort habile. A son public de riches marchands, de sénateurs usuriers, de fermiers aisés, d'artisans, il sut dire que l'ancien royaume de Pergame était la province la plus riche de l'empire, que les plus beaux revenus du trésor venaient d'Asie; que les capitaux des publicains, des marchands, des particuliers étaient placés là-bas, et qu'ainsi c'était le devoir de toutes les classes de défendre cette province jusqu'à la mort (1). César, qui avait l'intention de se présenter à l'édilité pour l'année 65, et qui redoublait de zèle pour se rendre

néral que l'éloquence judiciaire menât à tout. C'était au contraire, je crois, une exception jusqu'à cette époque. Cicéron fut le premier qui arriva aux grandes charges sans richesse et sans noblesse, par la renommée littéraire.

(1) Voyez en particulier le chapitre VII du discours *Pro lege Manilia*.

populaire, soutint aussi la loi, et elle fut approuvée malgré la fureur de Crassus. Pompée en reçut la nouvelle en Cilicie, où il avait pris ses quartiers d'hiver, et il prépara immédiatement la guerre.

On était au printemps de 66. Toujours favorisé par la fortune, Pompée avait été chargé de tuer un homme déjà blessé à mort. Mithridate s'était brouillé avec Tigrane, qui le soupçonnait de pousser ses fils à se révolter pour mettre sur le trône d'Arménie un allié plus soumis; et séparé de Tigrane, ne possédant plus que trente mille hommes environ et quelques milliers de cavaliers (1), il n'avait plus qu'un espoir, bien faible du reste : c'était que Phraatès, le nouveau roi des Parthes qui avait succédé à Arsace, viendrait à son aide. Mais Pompée se hâta d'envoyer une ambassade à ce roi pour lui persuader de faire plutôt la guerre à Tigrane (2) et délibéra d'en finir au plus vite avec l'ancien roi du Pont, pour couper court à toutes ces intrigues. Toute pressante que fût cette nécessité, Pompée avait néanmoins une chose très délicate à accomplir auparavant : relever de son commandement Lucullus, qui s'obstinait à rester au milieu de ses légions désobéissantes. Laissant les trois légions de Marcius en Cilicie (3), il s'avança avec un gros corps d'armée qui devait servir en même temps à faire la guerre à Mithridate et à persuader Lucullus de la nécessité de se soumettre. Le jeune favori de la fortune dans l'insolence de son succès approchait du vieux héros, aigri par tant de déceptions. Bien des gens dans les deux camps attendaient avec anxiété, ne sachant pas comment iraient les choses dans cette rencontre;

(1) Appien, *Mithr.*, 97 ; Plutarque, *Pomp.*, 32.
(2) Reinach. *M. E.*, 382. Rawlinson, *S. O. M.*, 143.
(3) Cela résulte d'un passage de Dion Cassius, XXXVI, 46.

des amis communs s'interposèrent afin que tout s'accomplît avec dignité et sans scandale, et enfin on put amener les deux généraux à avoir une entrevue à Danala, en Galatie (1). L'entrevue débuta bien par des compliments réciproques; mais bientôt Lucullus, qui n'avait jamais été habile diplomate, se prit à soutenir une thèse impossible. Pompée selon lui n'avait autre chose à faire qu'à retourner à Rome, car il avait lui-même terminé la guerre. De part et d'autre on s'échauffa; et l'entrevue se termina par des injures (2). Lucullus s'entêta encore à émettre des décrets et à distribuer les terres de la Galatie qu'il avait conquise, cherchant ainsi à faire croire aux autres et à s'imaginer lui-même qu'il n'allait pas céder; mais Pompée n'eut pas de peine à lui prendre tous ses soldats, sauf seize cents qu'il lui laissa pour l'accompagner en Italie.

Avec une armée qui n'était guère que de trente mille hommes (3), Pompée envahit le Pont. Imitant ce que Lucullus avait fait contre lui pendant la campagne de 74 (4), Mithridate chercha d'abord à entraver le ravitaillement de l'ennemi par des escarmouches; mais

(1) Strabon, XII, v, 2 (567).

(2) Dion Cassius, XXXVI, 44 ; Plutarque, *Pomp.*, 31 ; *Luc.*, 36.

(3) C'est du moins le chiffre donné par Dion Cassius, XXXVI, 45. Reinach, *M. E.*, 382, n. 2, compte 60,000 hommes dans l'armée de Pompée en se basant sur les sommes d'argent distribuées aux soldats à la fin de la guerre ; mais Mommsen (*R. G.*, III, 116, 117) a émis des doutes sur l'exactitude de ces sommes et sur leur répartition. En outre ce chiffre donné par Reinach serait celui de tous les soldats qui prirent part aux guerres d'Orient et qui survécurent, et non pas le chiffre des soldats qui firent cette première guerre. Il faut se souvenir que les trois légions de Cilicie n'y étaient pas.

(4) Dion Cassius, XXXVI, 45. On voit aussi dans Appien, *Mithr.*, 98, 99, mais d'une façon moins nette, que ce fut là le caractère de la guerre.

quand il eut perdu une partie de sa cavalerie dans une embuscade, quand Pompée eut réussi à se faire une voie de ravitaillement rapide et sûre par l'Acélisène, il dut passer de l'offensive à la défensive et se retrancher dans une forte position à Dasteira. Pompée alors ordonna aux légions de Cilicie de venir le rejoindre. Mithridate comprit qu'il allait être bientôt cerné par des forces écrasantes (1), et une nuit il fila sans qu'on l'aperçût à côté du camp romain, comptant atteindre l'Euphrate, le passer, se retirer en Arménie, où il essaierait de continuer la guerre. Mais Pompée le poursuivit, l'atteignit au bout de trois jours et lui infligea une grave défaite (2). Mithridate réussit cependant encore à se sauver, et avec les débris de son armée il gagna Sinoria, la plus forte de ses citadelles sur les confins de l'Arménie; il y prit une grosse somme d'argent, donna à ses soldats un an de paie, leur distribua une grande partie de ses autres richesses et envoya demander l'hospitalité à Tigrane, roi d'Arménie. Puis, ne pouvant attendre la réponse à Sinoria, où il était trop près de l'ennemi, il repartit avec une faible escorte et, recrutant des soldats le long du chemin, il remonta jusqu'aux sources la rive droite de l'Euphrate, redescendit ensuite dans la Colchide qui, au milieu du désordre des dernières années, était redevenue presque indépendante; il la traversa et s'arrêta à Dioscuriade, la dernière ville

(1) Appien, *Mith.*, 99 sans nommer Dasteira, fait certainement allusion à cette position dont parle Strabon, XII, iii, 28 (555). Voyez Dion Cassius, XXXVI, 46, où le pays appelé improprement Anaitide est certainement l'Acelisène, comme cela résulte d'un passage de Strabon, XI, xiv, 16 (532).

(2) Appien, *Mithr.*, 100; Tite-Live, épit., 101; Dion Cassius, XXXVI, 47. Chacun d'entre eux toutefois raconte la bataille d'une façon différente.

grecque de lacôte qui avait été fondée au pied du Caucase (1).

Pompée, qui dans sa campagne contre Mithridate avait accompli son chef-d'œuvre de stratégie, ne pouvait poursuivre cette bande de fuyards à travers la montagne avec toute son armée. Il n'y avait pas d'inconvénient à remettre l'invasion de la Colchide à l'année suivante, car Mithridate y était cerné et pris comme dans un piège. Il ne pouvait revenir en Arménie; il ne pouvait s'enfuir sur la mer qu'occupait l'escadre romaine; il ne pouvait non plus se réfugier en Crimée, où régnait son fils Macharès, devenu l'ami des Romains et dont le séparaient d'ailleurs les populations barbares du Caucase qu'il n'avait pas pu réduire, même au temps de sa plus grande puissance. Pompée préféra donc se tourner du côté de l'Arménie et il la conquit sans peine. Tandis que Pompée luttait contre Mithridate, Tigrane avait été attaqué par Phraatès et par son fils rebelle; mais Phraatès s'étant bientôt retiré, le fils, effrayé de rester seul, demanda à Pompée son appui. Tigrane chercha à lutter; mais quand il sut que Pompée se préparait à l'attaquer, il fit enchaîner les envoyés de Mithridate, mit sa tête à prix et se rendit seul, à pied, dans une attitude et une mise très humble, au camp romain. Pompée lui fit bon accueil, le rassura, lui rendit tous les domaines héréditaires de sa famille, le réconcilia avec son fils à qui il donna la Sophène; puis il lui donna le titre d'ami et d'allié du peuple romain et exigea qu'il payât six mille talents, environ vingt-huit millions, à lui-même; cinquante drachmes à chaque soldat, mille à chaque centurion, dix mille à

(1) Reinach, *M. E.*, 387 et suiv.

chaque tribun militaire (1). Puis il conduisit ses troupes prendre leurs quartiers d'hiver au nord, sur les bords du Cirus, à la frontière de l'Arménie; et, pour préparer l'invasion de la Colchique, il entra en relations avec les Albanes qui habitaient le Cirvan et le Daghestan et avec les Ibères de la Géorgie. Mais Pompée se trompait en croyant Mithridate vaincu. L'indomptable vieillard avait, lui aussi, fait des démarches auprès des Ibères et des Albanes et les avait amenés à lui venir en aide pour un dernier effort contre Rome. Au mois de décembre les légions qui avaient pris leurs quartiers d'hiver sur les bords du Cirus furent attaqués à l'improviste par les Albanes. La tentative échoua : l'attaque fut repoussée, et Pompée, toujours favorisé par la fortune, fut ainsi averti à bon marché qu'il fallait être plus prudent avec ces Barbares (2).

(1) App., *Mith.*, 104. Cinquante drachmes équivalent à environ trente-huit francs, mille à environ huit cents francs, et dix mille à huit mille francs, sans tenir compte de la valeur plus grande que les métaux précieux avaient alors.

(2) Voyez Reinach, *M. E.*, 388-394.

XIII

LE PROJET DE LA CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE

Cette tentative des Albanes fut le dernier péril couru par Pompée. Au printemps de l'an 65 il commença sa marche sans danger, à travers les vastes monarchies, les villes libres, les républiques maritimes, les petites théocraties; les États de brigands et de pirates qui s'étaient formés en Asie sur les débris de l'empire d'Alexandre. Il allait visiter les pays fabuleux de la poésie grecque; les villes, les champs de bataille les plus célèbres de l'Orient. Il allait pouvoir observer la variété infinie des nations barbares qui depuis le Caucase jusqu'à l'Arabie vivaient éparses en Asie, différant de langage, de mœurs, de religion. Il allait connaître ce vieil Orient industriel et hellénisé, qui vivait en exploitant les Barbares, ses religions monstrueuses, la savante agriculture de ses régions les plus fertiles, ses monuments, ses arts, ses industries raffinées; les villes fameuses qui pourvoyaient au luxe de tous les pays de la Méditerranée; leurs populations d'ouvriers sobres, économes, pieux et impressionnables; leurs philosophes, leurs hommes de lettres professionnels, et aussi le luxe, les vices, les crimes, les trésors, le cérémonial des cours qui choquaient et attiraient en même temps ces républicains d'Italie

encore si simples dans la franche brutalité de leur corruption et de leurs vices.

Au commencement du printemps Pompée envahit le pays des Ibères, aperçut de loin les cimes neigeuses du Caucase, où avait été enchaîné Prométhée; puis il passa dans la vallée du Rion, l'ancien Phase, et descendit dans la Colchide, toute pleine des souvenirs de Médée, de Jason et des Argonautes, où il pensait s'emparer de Mithridate (1). Mais il arrivait trop tard. Le piège était vide. L'indomptable vieillard avait encore accompli un exploit que tout le monde croyait impossible : il avait réussi à passer en Crimée avec sa petite armée, longeant pendant 700 kilomètres les flancs abrupts du Caucase qui baignent dans la mer, et s'ouvrant un chemin, l'épée à la main, à travers les Barbares qui les habitaient. Une fois en Crimée, il avait surpris et contraint à la fuite son fils rebelle, et il avait reconquis un nouveau royaume (2). Le prudent Pompée ne voulut pas envahir par mer la Crimée, mais après en avoir ordonné le blocus, il passa par la vallée du Kur, l'ancien Cirus, et fit une expédition dans le pays des Albanes, qu'il semble avoir surpris par trahison. Puis il revint dans la petite Arménie (3) rapportant aux aventureux marchands italiens des renseignements précis sur la grande route continentale des Indes, qu'ils ne connaissaient pas encore. Cette route remontait depuis son embouchure la vallée du Phase, débouchait dans la vallée du Cirus; puis à travers le pays des Ibères et des Albanes arrivait à la mer Caspienne; au

(1) PLUTARQUE, *Pomp.*, 34; DION, XXXVII, 1. 3; APPIEN, *Mithr.*, 103; REINACH, *M. E.*, 394.

(2) APPIEN, *Mithr.*, 101, 102; STRABON, II, II, 13 (496).

(3) DION, XXXVII, 3; PLUTARQUE, *Pomp.*, 35; REINACH, *M. E.*, 398, n. 1.

delà de la Caspienne elle reprenait à l'embouchure de l'Oxus (l'Amudaria) qui alors ne débouchait pas, comme aujourd'hui, dans le lac d'Aral, mais dans la mer Caspienne (1). On avait naturellement au cours de ces expéditions volé beaucoup de métaux précieux et capturé un très grand nombre d'esclaves. Arrivé dans la petite Arménie, Pompée occupa cette année-là à s'emparer des dernières citadelles et à faire main basse sur les immenses trésors de Mithridate. A Talaura, il trouva ses collections merveilleuses, deux mille tasses d'onyx incrusté d'or; un nombre si immense de fioles, de vases, de lits, de sièges, de cuirasses, dorés et ornés de pierreries qu'il fallut un mois pour en faire l'inventaire (2). Dans une autre citadelle il saisit la correspondance, les mémoires secrets de Mithridate; ses recettes pour les poisons, et les lettres d'amour, assez licencieuses, semble-t-il, que le roi du Pont avait échangées avec sa favorite Monime (3). Tous les trésors du dernier grand monarque hellénisant de l'Asie étaient désormais entre les mains de la démocratie italienne.

Mais cette démocratie victorieuse ne pouvait guère jouir de ses victoires, car pendant toute l'année 66 les choses n'avaient fait qu'empirer en Italie. Après l'intérêt passionné pris aux débats sur la loi de Manilius, et sur les événements d'Asie, le public était retombé dans sa torpeur maussade et irritée. La crise financière devenait aiguë; la gêne des dettes, l'irritation des désirs inassouvis et des espoirs déchus troublaient toutes les classes, les rendant irritables, inconstantes, indifférentes aux menées et aux projets des partis. Au fond, l'ordre une fois rétabli en Orient, il n'y avait

(1) Strabon, XI, vii, 3 (509); Pline, VI, xvii, 52.
(2) Appien, *Mithr.*, 115.
(3) Plutarque, *Pomp.*, 37.

plus qu'une grande question d'un intérêt vraiment national : celle des dettes. Mais aucun des deux partis n'osait l'aborder. Faute de grandes questions qui pussent intéresser le public, les deux petites coteries de politiciens du parti conservateur et du parti populaire en étaient réduites à se faire une guerre d'intrigues, de calomnies, d'insultes et de procès, d'autant plus acharnée que les prétextes en étaient misérables; et ils s'irritaient toutes les deux par cet effort violent dans le vide de l'indifférence universelle. Cette situation, si difficile par elle-même, fut bientôt compliquée par un nouveau revirement de Crassus. Le millionnaire, qui depuis son consulat populaire avait appuyé les conservateurs dans leur lutte contre Pompée, passait de nouveau au parti populaire et en devenait le chef, à la place et en l'absence de Pompée. Les lois Gabinia et Manilia avaient été deux grands échecs pour Crassus; il voulait maintenant sa revanche, et pour l'avoir il se mettait à imiter les intrigues et les menées de son rival. Le peuple demandait-il des conquêtes, des victoires, des pillages? Pompée n'avait-il pas acquis une si grande popularité, parce qu'il était censé avoir rendu l'abondance à Rome, en triomphant des pirates? Eh bien! il donnerait au peuple ce que le peuple demandait; il s'offrirait comme général pour faire une conquête nouvelle qui assurerait pour toujours à Rome le pain à bon marché. Le pauvre Lucullus n'avait pas tardé à trouver des imitateurs de son impérialisme agressif! Tandis que Pompée continuait à appliquer sa politique en Asie, Crassus, imaginant à Rome une autre agression, dans le genre de celles que Lucullus avait accomplies avec tant de succès, méditait la conquête de l'Égypte. On ne peut nier que le riche banquier choisissait bien sa proie. L'Égypte n'était pas seulement le plus riche

pays du monde ancien; mais un pays très fertile où tous les ans la récolte dépasssait les besoins et où tous les pays en proie à la famine pouvaient venir acheter du blé, si le roi le permettait. Quand le pays appartiendrait à Rome, ce surplus de la récolte de tous les ans reviendrait tout entier à la métropole. La conquête de l'Égypte représentait pour les Romains ce que serait pour nous l'abolition des droits sur les blés : le pain à bon marché. Sans doute il fallait un prétexte à la guerre; mais il était aisé de le trouver dans le testament d'Alexandre II qui en 81 avait légué l'Égypte aux Romains. Bien des gens regrettaient maintenant que le Sénat eût alors par timidité refusé cet héritage; mais il était facile de revenir sur ce refus car le Sénat, par une de ces contradictions dont il était coutumier, avait refusé aussi de reconnaître le nouveau roi Ptolémée Aulétès, dont la descendance royale était douteuse et qui intriguait en vain depuis longtemps pour se faire reconnaître (1).

Cependant Crassus connaissait trop bien le Sénat pour douter que, sauf une forte pression du dehors, il dérogerait à sa politique traditionnelle si contraire au nouvel impérialisme aggressif, en décidant de sang-froid la conquête d'un pays paisible, qui n'avait nullement provoqué la colère de Rome. Il fallait donc imiter l'exemple de Pompée : échauffer et passionner le public; faire décréter la guerre à l'Égypte par les comices; s'adresser directement à la foule, qui n'avait pas les scrupules diplomatiques du Sénat et qui commençait à admirer toutes les conquêtes. Mais pour réussir dans cette agitation, Crassus devait se réconcilier avec le parti populaire, gagner à sa cause les

(1) Barbagallo, *R. R. E.*, 120.

hommes les plus actifs et les plus habiles de la coterie de Pompée. Après tant de luttes cette réconciliation n'était pas chose aisée, et il paraît en effet que Crassus rencontra dans les amis de son rival les premières difficultés à ses projets. Dans les agitations qui vont suivre, nous ne retrouverons presque aucun des hommes qui avaient aidé Pompée dans sa lutte; et nous savons au contraire que Gabinius s'apprêtait alors à aller rejoindre son chef en Orient comme légat. Il est donc probable que beaucoup des amis de Pompée repoussèrent les offres de Crassus, se méfiant de lui et craignant d'irriter leur protecteur. Parmi ces politiciens populaires un seul lui fut favorable, mais c'était le plus intelligent de tous, César. Celui-ci arrivait à un point critique de sa vie. Il avait donné jusque là son appui au parti populaire, mais sans trop se lier avec personne et sans prendre part à aucune vilenie du genre de celle dont son ami Clodius s'était rendu coupable à l'armée de Lucullus; il avait pu, grâce à cette politique, devenir un des jeunes chefs du parti populaire les mieux vus des conservateurs eux-mêmes. Mais malgré tout il n'était encore qu'au début de sa carrière politique; il avait simplement été élu édile pour l'année 65; et, ce qui eut une importance considérable sur sa destinée, il se trouvait dans de grosses difficultés d'argent. En ce moment où l'enthousiasme populaire faiblissait, il devait jeter l'or plus que jamais, continuer ses largesses et ses prodigalités jusqu'au jour où, nommé préteur, il pourrait faire sa proie d'une province. Justement alors la crise ne disposait guère les riches publicains à avancer des fonds; l'argent se faisant plus rare, ils faisaient moins de largesses aux hommes politiques. Dans de telles circonstances les ambitions et les jalou-

sies de Crassus pouvaient devenir pour César une vraie mine d'or. Poussé par le besoin d'argent, il consentit pour la première fois à se mettre au service du millionnaire, malgré la sourde hostilité de presque tout le parti populaire, et sans toutefois vouloir rompre avec Pompée. Celui-ci, en effet, ne pourrait pas se plaindre de ce que César, qui l'avait aidé à obtenir le commandement en Orient, s'employât maintenant à faire donner l'Égypte à Crassus, qui était aussi un citoyen illustre. Ainsi dans son insouciance géniale il espérait pouvoir servir les projets de Crassus, exploiter celui-ci pour son ambition, conserver l'amitié de Pompée, ne pas compromettre la situation déjà acquise, être en somme plus heureux que tout le monde. César lui-même n'avait pu échapper à la longue à la démoralisation inhérente à la politique, surtout à la politique démocratique d'une époque mercantile, et les effets n'allaient pas tarder à paraître. Le gentilhomme qui s'était d'abord occupé des affaires publiques avec un désintéressement aristocratique allait se confondre avec les politiciens de bas étage, les intrigants, les opportunistes qui ne faisaient de la politique que le paravent de leurs louches intérêts (1).

En effet, peu après avoir conclu la coalition avec Crassus, en l'an 66, César dut entrer dans une intrigue fort louche. Aux élections des consuls, le Sénat, pour faire réussir Lucius Aurélius Cotta et Lucius Manlius Torquatus, avait rayé de la liste des candidats un ancien partisan de Sylla, revenu d'Afrique, où il avait été propréteur, Lucius Sergius Catilina, prétextant qu'il n'avait pas adressé sa demande à temps, et qu'il

(1) Voyez l'Appendice *C*.

était sous le coup d'un procès de concussion. Mais comme, malgré cette intrigue, Publius Antronius et Publius Sylla, neveu du dictateur, avaient été élus, le fils de Lucius Manlius Torquatus (1) avait accusé les deux élus de corruption, et il était parvenu, à force d'intrigues, à les faire condamner et à faire procéder à une nouvelle élection.

Cette fois, les deux candidats du Sénat avaient été élus. Mais ces incidents avaient échauffé les esprits; déjà pendant le procès, il y avait eu du tumulte (2); le parti populaire, pour faire de l'opposition aux conservateurs, avait pris la défense des deux consuls condamnés, et ceux-ci, ainsi encouragés, s'étaient entendus pour former une conjuration : on assassinerait les consuls le premier jour de l'année, et on ferait de nouvelles élections.

Catilina et quelques jeunes hommes de grande famille et pleins de dettes, comme Cneus Pison, étaient entrés dans la conjuration; et ce qui est plus grave, César et Crassus paraissent en avoir connu le projet et l'avoir encouragé à demi-mot, en se dérobant, sans se compromettre trop. C'était tout de même une imprudence très grave; et des hommes aussi adroits ne l'auraient pas commise, si les difficultés de leur entreprise ne les eussent forcés à avoir recours à des moyens téméraires. La coterie de Pompée se refusait obstinément à aider Crassus, malgré les sollicitations les plus vives; César et le millionnaire restaient seuls dans la lutte, et c'était une tâche bien pénible pour eux que de remuer à eux seuls le peuple et de vaincre l'opposition du Sénat et des magistrats. Dans cette

(1) Drumann, *G. R.*, II, 514, a démontré que ce n'était pas le candidat lui-même, mais son fils.

(2) Cicéron, *Pro Sul.*, 5.

situation, il leur aurait été très utile d'avoir deux consuls favorables à leurs projets et, pour les avoir, ils n'avaient pas hésité à encourager Sylla et Antronius à conquérir là suprême magistrature par un coup de main. Malheureusement la conjuration fut découverte; le public s'émut beaucoup à Rome à cette révélation inattendue de la démoralisation des hautes classes; on réclama de toutes parts une punition exemplaire. Le Sénat se réunit; mais Crassus, pour couper court aux commérages de la ville sur la conjuration et sur la part qu'il y aurait prise, intervint énergiquement, et non seulement il sauva les conjurés, mais il voulut les dédommager de leur échec. Le Sénat, où il avait tant de débiteurs, se plia à ses exigences : on ne poursuivit personne; Cneus Pison fut chargé d'une mission extraordinaire en Espagne; le consul Torquatus lui-même accepta la défense de Catilina dans le procès de concussion (1). Ainsi l'affaire fut vite étouffée; mais Crassus et César, après cet échec, durent aviser à d'autres intrigues.

Cependant Lucullus était revenu en Italie, avec son misérable cortège de seize cents soldats, rapportant du Pont beaucoup d'or et d'argent en monnaie et en lingots (2), et un présent plus modeste et aussi plus précieux, un arbre ignoré jusque-là, le cerisier, que l'on commença, après lui, à cultiver en Italie (3).

(1) SALLUSTE, *C. C.*, 18; SUÉTONE, *Cæs.*, 9; ASCONIUS, *In Cic., Tog can.* CICÉRON, *Pro Sul.*, IV, 11; XXIV, 68; *In Cat.*, I, VI, 15; TITE-LIVE, *Per.*, 101; DION, XXXVI, 42; JOHN, *E. G. C. V.*, p. 706-714, a démontré d'une façon définitive que Salluste se trompe en faisant de Catilina le chef de cette conjuration, alors qu'il fut seulement un des conjurés secondaires. Voyez STERN, *C.*, p. 16 et suiv.; TARENTINO, *C. C.*, 29 et suiv.; BELLEZZA, *F. S.*, p. 59 et suiv. Voyez aussi à l'Appendice *C* nos raisons pour la version que nous donnons ici.

(2) PLUTARQUE, *Luc.*, 37.

(3) PLINE, XV, XXV, 102.

Quand au printemps nous voyons, au milieu d'un champ, un cerisier étaler la neige violacée de ses fleurs, souvenons-nous que c'est là, échappé aux naufrages historiques de vingt siècles, le dernier vestige des conquêtes gigantesques de Lucullus! Mais si la postérité oublie les bienfaits, les contemporains souvent les ignorent, et Lucullus, malgré ses victoires, ses trésors et ses trophées, trouva les portes de Rome fermées à sa modeste procession triomphale. Les querelles entre les deux coteries politiques s'envenimaient; tout devenait, dans les mains d'un parti, prétexte ou moyen pour tracasser le parti rival; Lucullus lui-même à son retour se vit attaqué avec fureur par le parti populaire, comme s'il eût été un scélérat et un brigand. Pour exciter le peuple contre les classes élevées, on reprochait violemment à cet ami de Sylla tout ce qu'on louait et qu'on tolérait dans Pompée : les richesses acquises, les guerres faites sans autorisation, les pillages et les fautes commises par ses généraux. Les tribuns du peuple non seulement interposaient leur veto à chaque fois que le Sénat voulait délibérer au sujet du triomphe de Lucullus, mais ils attaquaient aussi ses officiers et ses généraux, Cotta en particulier, le destructeur d'Héraclée. Le Sénat, à son retour, lui avait décerné de grands honneurs, et il avait reçu le nom de Ponticus. Mais quand il commença à étaler les richesses qu'il avait acquises pendant la guerre, les tribuns le prirent à parti, menacèrent de porter plainte contre lui, et demandèrent la libération des prisonniers d'Héraclée. Cotta, voyant les nuages de tempête s'amonceler, crut prudent de jeter à la mer une partie de son butin, et il versa de grosses sommes au Trésor public. Mais le parti populaire continua ses attaques : ce n'était, disait-on, que comédie

toute pure; Cotta avait conservé pour lui la grosse part. La loi qui libérait les prisonniers fut présentée aux comices. Les chefs du parti populaire préparèrent pour cette réunion une mise en scène pathétique : ils allèrent chercher dans les maisons, dans les carrefours, dans les échoppes des marchands d'esclaves, tous les prisonniers d'Héraclée qu'ils purent trouver; ils les habillèrent en deuil, leur donnèrent des rameaux d'olivier et les firent venir ainsi devant l'assemblée. Alors un certain Thrasimède d'Héraclée se leva pour parler : il rappela l'antique amitié d'Héraclée et de Rome; puis il décrivit le siège, le sac de la ville, le carnage et l'incendie, et les esclaves se mirent à sangloter, à se lamenter, à tendre des bras suppliants. Le public fut si indigné que Cotta put à peine parler, et dut s'estimer heureux d'échapper à l'exil (1).

Le parti conservateur répondait à ces provocations en accusant ses ennemis de préparer la révolution. Quand Pompée reviendrait d'Orient avec son armée victorieuse, il se ferait proclamer monarque, et la république serait détruite! Cependant, malgré cette crainte, les conservateurs trouvaient le moyen de se brouiller peu à peu avec Crassus et César. Les deux amis avaient dû, après l'échec de la conjuration, revenir au projet de tenter une grande agitation populaire pour la conquête de l'Égypte; et pour préparer le terrain ils s'ingéniaient à gagner la faveur du peuple par différents moyens. Crassus, qui était censeur, se proposait d'inscrire dans les registres des citoyens les habitants de la Gaule transpadane. C'était un projet très libéral, le couronnement suprême de la grande réforme démocratique qui avait émancipé

(1) Memnon, 59.

l'Italie. César, qui était édile, chercha à éblouir le peuple, aux frais de Crassus naturellement, par des prodigalités inouïes : il décora de tableaux et de statues le Capitole, le forum, les basiliques; il fit célébrer avec un luxe extraordinaire les jeux mégalésiens et les jeux romains; il donna, pour honorer la mémoire de son père, de splendides combats de gladiateurs où pour la première foie on vit briller entre leurs mains des flèches et des lances d'argent; il organisa sous des portiques construits provisoirement sur le forum et dans les basiliques une exposition de tous les objets dont on se servait pour les jeux et les décorations monumentales (1). Mais si le Sénat avait fermé les yeux sur la conspiration, par la crainte que lui inspirait Crassus, la partie la plus intransigeante des conservateurs s'indignait de ces menées, en gardait rancune surtout à César, qui était moins puissant que le millionnaire. La vieille méfiance mêlée de haine, de crainte et de mépris qu'avait inspirée le neveu de Marius, commençait à se réveiller... Catulus, le plus digne parmi les vieux conservateurs, eut enfin le courage de commencer la résistance; et, comme il était censeur, il s'opposa au projet de Crassus qui voulait qu'on inscrivît parmi les citoyens les transpadins, et cela avec une telle fermeté que Crassus dut renoncer à son idée (2). Tout à coup, un matin, une nouvelle étrange courut dans ville : les trophées de Marius, que Sylla avait renversés, avaient été rétablis sur le Capitole pendant la nuit. C'était César qui avait préparé cette surprise (3). Et le succès en fut immense; car pendant

(1) Suétone, *Cæs.*, 10 ; Plutarque, *Cæs.*, 5 ; Dion, XXXVII, 8 ; Pline, *H. N.*, XXXIII, iii, 53.
(2) Dion, XXXVII, 9.
(3) Suétone, *Cæs.*, 11 ; Plutarque, *Cæs.*, 6.

plusieurs jours la foule accourut au Capitole pour voir ces grands souvenirs de la guerre de Jugurtha et des Cimbres et l'image vénérée du héros que la noblesse poursuivait de sa haine implacable! On vit même de vieux soldats pleurer. Le Sénat, se sentant faible devant cet enthousiasme populaire, n'osa pas faire enlever de nouveau les trophées; mais Catulus en plein Sénat attaqua ouvertement César, s'écria qu'il voulait détruire l'État non plus par de sourdes menées, comme la conspiration, mais à la face du ciel.

C'est par cette attaque de Catulus que commença la nouvelle lutte entre César et les conservateurs, qui devait durer si longtemps et avoir de si graves conséquences. L'œuvre de pacification entre les deux partis, dans le succès de laquelle César avait eu tant de confiance, allait bientôt échouer. Les conservateurs, excités par ces premières escarmouches, redoublèrent d'ardeur, s'attaquèrent aussi à Gabinius, cherchèrent à l'empêcher de partir en Orient, comme légat de Pompée. Ils n'y réussirent pas (1); mais quand César, qui croyait avoir bien préparé le peuple, lança enfin avec l'aide des tribuns la question de la conquête de l'Égypte, ils s'y opposèrent avec une énergie dont ils n'étaient plus coutumiers (2). Comme César invoquait toujours le testament du roi Alexandre, ils émirent des doutes sur l'authenticité du testament; ils affirmèrent que, même s'il était authentique, Rome ne

(1) Drumann, *G. R.*, III, 44.

(2) Plutarque, *Cras.*, 13; Suétone, *Cæs.*, 11. Suétone cependant se trompe sur les motifs invoqués pour l'expédition, comme cela résulte d'un passage de Cicéron, *In leg. agr.*, II, 16 et suiv., et il a tort d'attribuer à César l'intention d'aller en Egypte. Voyez, dans l'Appendice *C*, les raisons pour lesquelles je trouve plus vraisemblable la version de Plutarque d'après laquelle Crassus devait être le général dans cette expédition.

devait pas convoiter tous les pays et se mettre en guerre avec tout le monde (1). Cette opposition de la petite coterie conservatrice aux projets de Crassus et de César est un fait important, non pas tant par ses conséquences immédiates que par ses effets lointains. Jusque-là ce parti n'avait pas encore pris une attitude bien nette à l'égard du nouvel impérialisme agressif, qui avait été créé par un de ses membres : il avait laissé faire Lucullus; il s'était opposé aux ambitions de Pompée, affirmant qu'elles étaient contraires à l'esprit de la constitution républicaine; mais il ne s'était pas prononcé sur cette politique en elle-même. Dès ce moment le parti conservateur se déclarait contraire à la politique d'expansion et liait son sort à une politique pacifique dont l'Italie sentirait tôt ou tard la nécessité. Et tout d'abord les conservateurs n'eurent qu'à se féliciter du choix fait entre les deux politiques, car ils réussirent facilement à mettre en échec Crassus et César. Tout ingénieux qu'il fût en lui-même, le projet de conquérir l'Égypte ne réussit pas à émouvoir le public. Les causes de cet insuccès furent multiples. Une partie considérable de la coterie de Pompée, se méfiant de Crassus, ne voulut pas le soutenir. Crassus n'eut pas non plus la chance qu'il se produisît d'événements impressionnants, comme la dernière menace de Mithridate à l'Asie, qui avait tant aidé Pompée. Enfin le moment n'était pas favorable. Les classes riches, les financiers surtout, qui avaient jusque là favorisé et encouragé le parti démocratique, commençaient à redouter la violence démagogique du mouvement populaire et les propositions de lois qui en sortiraient; ils se tournaient peu à peu du côté des

(1) Cicéron, *In lege agr.*, 2, 16, 42.

conservateurs, dont les chefs les flattaient par d'habiles manœuvres, comme par exemple en faisant restituer aux chevaliers le privilège, aboli par Sylla, de siéger au théâtre sur les bancs des sénateurs. Quant à la classe moyenne, les précédentes victoires démocratiques ne lui avaient rien rapporté, si ce n'est le mécontentement à la suite des dettes trop lourdes qu'elle avait contractées : elle était désillusionnée, énervée et rebutée. César et Crassus s'aperçurent que l'agitation ne réussissait pas et durent bientôt abandonner leur projet (1).

La violence des luttes croissait; et cependant c'était pour des ombres que l'on combattait, et le nombre des combattants diminuait à mesure que les esprits s'échauffaient. Les hautes classes ne possédaient plus, comme au temps des Gracques, de privilèges politiques et économiques qui pussent faire obstacle au développement des classes moyennes. Si les traditions de l'époque aristocratique conservaient encore dans cette démocratie quelques avantages aux derniers restes d'une noblesse glorieuse; si les grandes charges étaient encore réservées à ces grandes familles survivantes, l'Italie tout entière ne formait plus désormais qu'une seule classe de dominateurs qui s'entendaient pour mettre la main sur toutes les richesses de l'empire. Sans doute, dans le partage du butin les proportions étaient très différentes; mais aucun n'en était exclu. Le fils d'un petit propriétaire pauvre et ayant beaucoup d'enfants pouvait, en se faisant soldat, se procurer le capital nécessaire pour acheter une belle propriété et quelques esclaves, ou pour s'établir commerçant. Dans les légions les grades de centurion, et

(1) Suétone, *Cæs.*, 11.

parfois aussi celui de *præfectus fabrum*, ou chef du génie, étaient réservés à des Italiens d'origine humble ou médiocre, qui, s'étant enrôlés, se signalaient par leur intelligence et leur courage. Ceux qui disposaient d'un certain capital pouvaient entreprendre des travaux publics ou des fournitures militaires, émigrer en Grèce ou en Asie, devenir à Rome tribuns, édiles, questeurs; ils pouvaient prendre part aux affaires, au profit des guerres, servir à Rome et suivre dans les provinces un homme politique puissant. Un jeune homme intelligent, même s'il n'avait qu'une fortune modeste, en étudiant, en se mettant au service des chefs de partis, en devenant avocat ou jurisconsulte, pouvait s'enrichir, recueillir de nombreux héritages et acquérir de la renommée. Les fils des riches financiers faisaient très vite, s'ils le voulaient, leur carrière politique. Il n'était pas jusqu'aux vagabonds et aux oisifs qui ne pussent trouver à vivre à Rome dans les *clubs* électoraux, en vendant leur vote ou en servant de clients et de sbires aux chefs de parti. Il y avait des emplois pour tout le monde dans l'empire. Des officiers de tous les partis étaient au service des généraux aristocrates ou populaires; les chefs des deux partis avaient pour amis les mêmes financiers, usaient des mêmes procédés pour se rendre utiles à la classe moyenne, et recherchaient la popularité par la même corruption et en faisant à la foule la même aumône. On déclamait beaucoup dans le parti populaire contre les abus des magistrats; mais c'était seulement par habitude et par calcul et sans prendre la chose au sérieux, car tout le monde savait bien que ces abus n'étaient qu'une forme nécessaire de cette exploitation du monde qui enrichissait l'Italie. Les magistrats populaires ne commettaient pas moins d'abus

que les magistrats conservateurs. On discutait, on intriguait beaucoup; mais, en dehors des rivalités d'hommes et de coteries, il n'y avait qu'un seul péril, qu'une seule souffrance, les dettes. Dans l'impatience où l'on était de jouir et de posséder, bien des gens se laissaient embarrasser dans des dettes qu'ils ne pouvaient pas payer, et la démocratie maîtresse du monde, depuis les sénateurs qui portaient un grand nom jusqu'aux humbles cultivateurs, depuis Jules César jusqu'aux petits marchands de Rome, était au pouvoir d'un petit nombre d'usuriers, grands, moyens ou petits, dont beaucoup n'étaient pas d'illustres chevaliers comme Atticus, mais des affranchis sordides et obscurs, ou des fils d'affranchis, ou des plébéiens ignorants (1), gens grossiers et avares qui vivaient pauvrement, sans luxe et sans ambitions dispendieuses. Une tempête devait éclater quand un homme audacieux apparaîtrait pour agiter entre créanciers et débiteurs cette question brûlante, que les deux partis redoutaient également.

(1) Plutarque, *Cic.*, 10.

XIV

COMMENT CÉSAR DEVINT DÉMAGOGUE

La conjuration de 66, l'agitation populaire pour la conquête de l'Égypte, les dettes, les soupçons de vénalité éveillés par sa coalition avec Crassus, avaient beaucoup nui à César. Il s'était aliéné bien des gens qui l'avaient d'abord admiré, mais qui le voyaient maintenant avec regret s'enfoncer dans les intrigues d'une politique interlope. Le rêve de son ambition juvénile était fini; tout le monde comprenait désormais que la conciliation aristotélique de l'aristocratie et de la démocratie était une chimère. Les classes aisées, préoccupées par les embarras d'argent, dégoûtées par tant d'agitations politiques inutiles ou dangereuses, devenaient indifférentes ou penchaient vers les conservateurs; et le parti populaire devait chercher son point d'appui plus bas, dans la plèbe misérable de Rome, parmi les propriétaires ou les marchands de l'Italie criblés de dettes, au milieu des désespérés, des mécontents, des déclassés de toute sorte. Il n'était plus question que de proposer des lois agraires, d'abolir les dettes, de confisquer leur butin aux généraux et de venir en aide aux classes inférieures par des moyens révolutionnaires. De son côté, par réaction, le parti conservateur était en train

de se réduire à une petite coterie, pleine de mépris et de rage, qui ne rêvait que massacres, exécutions et coups d'État.

A cette époque, César dut souvent envier Pompée qui, loin de ces agitations, réussissait merveilleusement dans les deux projets pour lesquels il était allé en Orient : il augmentait sa puissance et il amassait une immense fortune. Il était déjà devenu aussi riche que Crassus, en obligeant les rois d'Orient à lui verser de grandes sommes, en faisant de grandes razzias d'hommes, en vendant les prisonniers pauvres, en rançonnant les riches (1); il avait placé une partie de ses capitaux en Orient même et avait fait des prêts usuraires aux petits souverains endettés, tels que le roi de Cappadoce Ariobarzane (2). Désormais, après ses brillantes victoires, il dominait l'Orient presque comme un roi des rois, avec une autorité telle qu'aucun Romain n'en avait eu d'aussi grande avant lui; et à cette même époque, au printemps de 64, il pouvait jouer un rôle d'une splendeur unique à Amisos, où il avait réuni une cour de rois, pour leur distribuer les grâces et les faveurs au nom de Rome. Il donna de nouveaux rois à la Paphlagonie et à la Colchide; il élargit les domaines des tétrarques galates; il nomma Archelaüs, le fils du défenseur d'Athènes, grand prêtre de Comana; il répartit le territoire du Pont entre onze villes et il y rétablit, sous la surveillance du gouvernement romain, les institutions républicaines de la *polis* grecque (3). Pompée, de même que tous les hommes cultivés d'Italie, à cette époque, considérait le gouvernement

(1) Dion, XXXVII, 20.
(2) Cicéron, *A.* VI, i, 3.
(3) Appien, *Mithr.*, 114 ; Reinach, *M. E.*, 400 ; Mommsen, *R. G.*, III, 153.

républicain du type hellénico-italien comme le meilleur, et il le rétablissait parmi les populations grecques libérées du joug des monarchies orientales par les armes romaines. Non content d'avoir achevé si heureusement les choses commencées par Lucullus, il irait bientôt cueillir de nouveaux lauriers en Perse ou en Syrie. Le choix entre les deux pays à conquérir n'était pas encore fait. Mais l'un ou l'autre de ces deux grands empires était irrévocablement destiné à tomber comme le Pont; car, après avoir réorganisé l'Orient, Pompée voulait mener à bonne fin une conquête dont il n'aurait à partager le mérite avec personne. De l'or, de la puissance, de la gloire, il avait tout à souhait.

César, au contraire, devait faire des prodiges d'adresse pour ne pas chavirer en risquant sa petite barque dans le courant du mouvement populaire. Dès les premiers mois de l'an 64, Crassus avait repris son ancien projet de faire élire pour l'an 63 deux consuls prêts à favoriser ses desseins; et ce fut encore César qui dut jouer dans cette affaire le rôle le plus périlleux. Il y avait sept candidats au consulat pour l'année 63, Publius Sulpicius Galba et Caïus Licinius Sacerdos, deux nobles honnêtes, mais de peu d'autorité; Caius Antonius Ibrida, le général de Sylla que César avait accusé de concussion en 77 et qui se présentait maintenant aux électeurs criblé de dettes et avec tous ses biens hypothéqués; Quintus Cornificius, Lucius Cassius Longinus, hommes de peu de valeur, et enfin Cicéron et Catilina (1). Ce dernier était un homme très intelligent, mais sans scrupules, ambitieux, vindicatif et violent, que l'intrigue dont il avait été victime en 65 venait de rapprocher du parti populaire. Entre des

(1) Asconius, *In Cic. tog. cand.*

candidats si nombreux, si différents, et à un moment si étrange, la lutte allait être compliquée et pleine de surprises. En effet, au début, Cicéron redoutait de voir les conservateurs lui préférer les deux nobles, à lui, homme nouveau et compromis avec le parti populaire, et il se demandait s'il ne serait pas prudent de s'unir à Catilina, qu'il connaissait personnellement, sans toutefois être lié d'amitié avec lui (1). Mais Crassus et César le prévinrent. Catilina par son énergie et sa haine des conservateurs, et Antoine par son cynisme, sa bassesse, ses dettes, étaient trop bien les gens qu'il leur fallait. Ils s'entendirent avec Catilina et avec Antoine, et ils se préparèrent à leur prêter, comme aux deux candidats populaires, un appui énergique. Cicéron, qui avait obtenu les autres magistratures par le consentement unanime de tous les partis, allait cette fois être abandonné par tous si les conservateurs s'obstinaient à lui préférer des nobles. Mais les conservateurs redoutaient tellement l'élection de deux consuls dévoués à Crassus que, pour opposer à Catilina un candidat sérieux, ils acceptèrent l'homme nouveau. Abandonné par les siens, Cicéron, que les emportements du parti démocratique avaient dégoûté depuis quelque temps, accepta à son tour d'être le candidat des conservateurs, sans prendre garde que dans la lutte des partis ces brusques revirements sont toujours dangereux, surtout pour un honnête homme. Ainsi,

(1) Cicéron, *A*. 1. 2. J'écarte tout à fait, comme invraisemblable, ce que dit Salluste de cette seconde candidature de Catilina qu'il considère comme une partie essentielle de la seconde conjuration. Mes raisons sont celles que donne si habilement John, *E. G. C. V.*, 738 et suiv. Voy. aussi Tarentino, *C. C.*, 39 et suiv. Il me paraît absolument démontré qu'il n'y avait pas alors de conjuration et que l'aide que prêta Crassus à la candidature de Catilina venait de son désir d'obtenir l'Egypte.

les conservateurs et le parti populaire furent obligés de déployer toutes leurs forces. Catilina dépensa beaucoup de son argent et beaucoup de celui de Crassus; César s'employa de toutes ses forces à aider Catilina, et cet ancien général de Sylla contre lequel il avait porté plainte treize ans auparavant; Crassus mobilisa ses clients, ses affranchis et ses locataires en retard. Le public se passionna cette fois pour la lutte et les élections se firent au milieu d'une grande agitation. Le résultat montra que les électeurs étaient perplexes : aucun des deux partis ne l'emporta ni ne fut non plus entièrement battu. Catilina, le candidat populaire qui inspirait le plus de crainte, ne fut pas élu, et au contraire Cicéron le fut, mais Antoine aussi avec lui. De toute façon, Crassus avait échoué encore une fois, car il ne pouvait lui être utile en rien d'avoir pour ami un des consuls seulement et le moins capable des deux.

Après cette lutte il y eut une trêve, pendant laquelle l'attention publique se porta de nouveau sur Pompée. Celui-ci avait enfin fait son choix et s'était décidé à envahir la Syrie, bien que tout un parti, dans son entourage, cherchât à le persuader de mettre à exécution l'ancien projet de Lucullus et de conquérir la Perse. Avait-il, moins grand génie mais homme plus sage que Lucullus, deviné d'avance que la tâche de conquérir l'empire des Parthes était au-dessus de ses forces et de celles de Rome? Ce serait une preuve remarquable de clairvoyance. Néanmoins, certains faits portent à croire qu'il n'avait pas, en 64, une vision si nette de la réalité et qu'il hésitait entre la crainte de laisser à autrui la gloire d'une si grande conquête et la peur de se risquer dans une aventure trop dangereuse. Je ne saurais expliquer autrement pourquoi il divisa son armée en deux corps : l'un qui, sous ses ordres, entrerait en

Syrie par la route sûre de la Cilicie; l'autre qui, sous le commandement de Lucius Afranius, occuperait la Gordienne et irait le rejoindre en Syrie, en traversant une province des Parthes, la Mésopotamie (1). Cette violation du territoire des Parthes était une provocation, sur la gravité de laquelle Pompée ne pouvait se faire illusion; c'était sans doute une concession faite aux partisans de la guerre avec la Perse. Ne voulant pas déclarer la guerre, Pompée se contentait de faire une démonstration militaire pour montrer aux peuples de l'Orient qu'il n'avait pas peur de ce grand empire et ne reculerait pas devant une guerre, le cas échéant. C'était encore la politique intimidatrice de Lucullus, mais déjà dégénérée dans ses procédés, s'attardant dans ses jeux d'escrime, au lieu de frapper vite et fort. Cependant, bien que très ingénieux, ce plan faillit tourner mal, car il s'en fallut de peu qu'Afranius se perdît avec toute son armée dans la Mésopotamie (2), où il s'était aventuré, sans guides sûrs, sans renseignements précis, sans préparatifs suffisants. Pompée, au contraire, qui avait eu l'adresse de se réserver la part la plus facile de l'entreprise, accomplit sa tâche sans péril et sans fatigue. L'ancienne monarchie des Séleucides, qui avait fait tant de conquêtes à ses grands jours de gloire et de puissance, s'était brisée dans un grand nombre de principautés rivales, dont aucune n'eut ni la force ni le courage de résister à l'invasion d'une armée romaine. Pompée n'eut qu'à se montrer et il fut le maître. Il envoya en Phénicie et en Célésyrie, pour occuper Damas, Aulus Gabinius et Marcus Emilius

(1) Dion, XXXVII, 5, 6.
(2) *Id.*, 5.

Scaurus, fils de ce Marcus Emilius Scaurus qui, fils lui-même d'un marchand de charbon, était devenu président du Sénat (1). Puis il commença à distribuer des royaumes et des territoires. Il donna la Comagène à cet Antiochus que Lucullus avait fait roi de Syrie (2); il déclara Séleucie libre et protégea Antioche, en reconnaissance d'une grosse somme qui lui avait été versée (3). Il se montra généreux envers le chef des Arabes Ituréens (4). Enfin, prétextant que la dynastie nationale n'existait plus, il déclara la Syrie province romaine, avec l'obligation pour tous les habitants de payer le vingtième de leurs revenus. Il avait, lui aussi, comme Lucullus, ajouté un immense territoire nouveau à l'empire de Rome.

Cependant une nouvelle guerre éclatait derrière lui. Irrité par la marche d'Afranius et n'osant pas s'attaquer à Pompée lui-même, le roi Phraatès avait déclaré la guerre au roi d'Arménie. Tigrane ayant demandé du secours, beaucoup de ses officiers poussèrent de nouveau Pompée à envahir la Perse et à en faire la conquête. Mais si Phraatès avait été épouvanté par la marche d'Afranius, le danger couru par celui-ci paraît avoir fait une très vive impression sur Pompée, qui cette fois n'écouta que lui seul; et, changeant l'attitude provocatrice maintenue jusque-là vis-à-vis du roi des Parthes, il voulut être raisonnable et n'avoir pas trop d'ambition. Il se borna à envoyer trois commissaires pour décider la question entre les deux rois (5). Cependant Scaurus et Gabinius avaient trouvé une

(1) Nous avons parlé de ce personnage à la page 78.
(2) Strabon, XVI, 749; Appien, *Mith.*, 114.
(3) Strabon, XVI, 751; Eutrope, vi, 14. Porphyr Tyr., dans *Frag. Hist. Græ.* (Didot), III, p. 716, fr. 26.
(4) Drumann, *G. R.*, IV, 454,
(5) Dion, XXXVII, 6, 7; Appien, *Mithr.*, 106.

mine d'or dans la Judée, où sévissait la guerre civile entre deux membres de la famille royale des Asmonéens, Aristobule et Ircanius. Tous les deux s'étaient adressés aux généraux romains, en leur demandant leur appui. Ce fut Aristobule qui l'obtint en donnant près de deux millions à Scaurus, et près d'un million et demi à Gabinius (1).

Les conquêtes faciles de pays très riches se succédaient ainsi, et personne en Italie ne s'imaginait que Mithridate songeât à soixante-dix ans et du fond de la Crimée à renouveler l'entreprise d'Annibal; qu'il avait passé toute l'année 64 à recruter une petite armée. Les enrôlements une fois finis, il comptait se mettre en route le long du rivage septentrional de la mer Noire, enrôler, chemin faisant, Sarmates et Bastarnes; remonter la vallée du Danube en entraînant sous ses étendards les tribus celtiques; traverser enfin la Pannonie et se jeter sur l'Italie à la tête d'une puissante armée (2). Était-il renseigné au fond de la Tauride sur la situation de l'Italie, et croyait-il possible d'allumer de nouveau la guerre sociale, en attisant les haines des partis? C'est peu probable. Ce projet paraît être plutôt le suprême délire d'un vieux maniaque, qui ne voulait pas se soumettre au destin. Quoi qu'il en soit, s'il eût été renseigné sur les conditions de l'Italie, Mithridate n'aurait travaillé à son projet qu'avec une ardeur encore plus grande. La trêve survenue après les élections n'avait pas duré longtemps. Vers le mois de novembre, un bruit commença à se répandre à Rome, et produisit dans toutes les classes une émotion très vive : les tribuns du peuple

(1) Josèphe, *A. J.*, XIV, ii, 3; iii, 2.
(2) Appien, *Mith.*, 109; Dion, XXXVII, 11; Plutarque, *Pomp.*, 41.

désignés préparaient une loi agraire (1). Le fait était significatif. Depuis la dictature de Sylla, personne n'avait plus osé parler à Rome des lois agraires; le parti populaire devait donc se sentir très fort s'il rallumait ce flambeau de guerre civile, après que tant de fois déjà on le lui avait arraché des mains. Bientôt on vit les tribuns, et spécialement celui que devait proposer la loi, un certain P. Rullus, prendre des déguisements bizarres, paraître en public avec les cheveux mal peignés, la barbe non rasée, et couvert de guenilles (2). Ces mascarades étaient encore un mauvais signe; la loi devait être très révolutionnaire si les tribuns se hâtaient de courtiser la lie la plus misérable de Rome, en s'habillant comme elle. Mais si grand que fut l'émoi des conservateurs, il n'égalait pas celui de Cicéron.

Cicéron n'était pas un homme d'action (3); il n'avait pas les deux passions, la soif de l'argent et l'ambition du pouvoir, qui poussent les hommes à affronter les périls des grandes luttes sociales; c'était un artiste de premier ordre, un écrivain incomparable, à la sensibilité délicate, à l'imagination vive, à l'esprit souple et fort, dont la suprême ambition n'était pas d'amasser des richesses ou de commander à ses semblables, mais d'être admiré. Sauf ces grandes qualités d'ordre intellectuel et cette ambition, il reproduisait plutôt les traits distinctifs que la longue sujétion avait imprimés dans cette bourgeoisie moyenne de l'Italie d'où il était issu, c'est-à-dire l'esprit d'épargne et de sagesse, le dédain un peu craintif de l'apparat, la sévérité de la vie privée, les affections de famille, la timi-

(1) Cicéron, *In lege agr.*, II, v, 11.
(2) *Id.*, 13.
(3) Boissier, *Cicéron et ses amis*, Paris, 1902, p. 38.

dité, la prudence, le respect un peu humble pour la noblesse et la richesse. La vie publique de son temps, avec ses violences et ses mensonges, ses haines et ses trahisons, avec cet opportunisme, ce cynisme, cette frivolité et ce goût d'étalage et de plaisirs qui caractérisaient alors plus ou moins tous les politiciens en vue, avec ces partis qui, au lieu de défendre des principes, servaient des intérêts ne lui convenait point. Il l'avait du reste compris si bien lui-même qu'il s'était contenté jusqu'alors d'être le plus grand orateur et le plus grand avocat de Rome, et il n'avait recherché les charges publiques que parce qu'il avait pu les obtenir sans lutte.

Le consulat ne devait être, d'après les calculs de Cicéron, que la continuation de cette jouissance paisible des grands honneurs publics et comme la récompense de ses mérites littéraires. S'il avait accepté l'appui des conservateurs, il ne voulait nullement compromettre sa popularité; il voulait conserver, même comme consul, sa place privilégiée dans la considération publique, au-dessus des partis. Malheureusement une loi agraire était une grosse difficulté pour une telle politique. Serait-il possible de contenter tout le monde, même en prenant l'attitude la plus conciliante? Confiant dans son prestige, Cicéron ne désespéra pas d'y réussir; il alla trouver les tribuns : il leur dit que lui aussi désirait faire quelque chose d'utile au peuple, et qu'ils pourraient travailler d'accord. Mais à sa grande surprise il fut très mal accueilli. Non sans une certaine pointe d'ironie, les tribuns refusèrent de rien lui dire au sujet de la loi et lui déclarèrent qu'ils n'avaient pas besoin de son

(1) Boissier, *Cicéron et ses amis*, Paris, 1902, p. 44.

appui (1). Éconduit de cette façon, Cicéron dut attendre, pour connaître le projet, que Rullus vers la fin de décembre en donnât lecture au peuple. La loi était plus compliquée et plus révolutionnaire que les précédentes et contenait beaucoup de dispositions qui alarmaient les conservateurs et les riches, surtout par leur manque de précision. Elle instituait une sorte de dictature économique de dix commissaires élus par dix-sept tribus pour cinq ans, avec pleins pouvoirs et exempts de l'intervention des tribuns. Ces commissaires auraient pu vendre en Italie et au dehors toutes les propriétés tombées dans le domaine public, en l'année 88 ou après, et dont le Sénat avait décidé la vente depuis l'année 81; ils pourraient aussi faire l'inventaire du butin des généraux à l'exception de Pompée, les obliger à restituer ce qu'ils avaient pris; et avec l'argent tiré de ces ventes et réclamé aux généraux, acheter des terres en Italie et les distribuer aux pauvres (2).

Cicéron devina tout de suite que Rullus agissait dans cette affaire pour le compte de Crassus et de César (3); et il avait raison, car il serait difficile d'admettre, quand toute l'activité du parti populaire était dirigée par eux, que des tribuns obscurs eussent l'audace de proposer une loi si révolutionnaire, sans être soutenus par les deux chefs. En outre, on ne voit pas dans quel but les tribuns auraient proposé la loi de leur propre initiative. Au contraire il est vraisemblable que Crassus et César poursuivaient un double but : forcer Cicéron à compromettre sa popularité, et soulever de nouveau, sous une forme différente, la

(1) Cicéron, *Lege agr.*, II, 5.
(2) Drumann, *G. R.*, III, 148, 149.
(3) Cf. *In lege agr.*, I, I, 1; I, V, 16; II, XVII, 44; II, XVII, 46.

question de l'Égypte (1). Une fois élus décemvirs, César et Crassus auraient pu affirmer que parmi les propriétés devenues publiques après l'an 88 étaient aussi les biens des Plolémées, laissés en héritage avec le royaume d'Égypte par Alexandre II en 81, et faire déclarer la guerre à l'Égypte pour entrer en possession de ces biens, en se servant des immenses moyens de corruption que la loi agraire conférait aux décemvirs. Le peuple, espérait-on, se montrerait favorable à la conquête, dès qu'il saurait que les profits devaient servir à lui acheter des terres. Ceci admis, il est aussi possible d'expliquer pourquoi Crassus et César firent proposer la loi par les tribuns, au lieu de s'en déclarer ouvertement les auteurs. Une loi si révolutionnaire blessait trop de susceptibilités et alarmait trop d'intérêts; elle inquiétait à la fois : les conservateurs qui redoutaient dans le décemvirat une espèce de dictature déguisée des chefs populaires; les généraux qui s'étaient enrichis dans les guerres récentes; les publicains qui avaient pris à ferme les terres publiques de la Bithynie et du Pont dont on délibérait la vente; tous ceux en somme qui avaient le plus profité des conquêtes de Lucullus et de Pompée, et que l'on voulait dépouiller au profit de la plèbe misérable. L'issue de la lutte nécessaire pour faire approuver une telle loi devait paraître si douteuse que ni Crassus, ni César ne voulurent y engager leur nom et leur personne. En effet les conservateurs et les riches ne tardèrent pas à travailler avec ardeur contre la loi; on en exagéra la portée révolutionnaire; on affirma qu'elle entraînerait une liquidation géné-

(1) Cicéron le dit très clairement : *In lege agr.*, I, I, 1; II, XVI, 41; II, XVII, 44.

rale de la propriété de l'État, car les décemvirs y auraient compris les propriétés publiques de la Grèce et de l'Asie, sous prétexte que ces provinces avaient été reconquises par Sylla après 88 (1); on chercha à épouvanter ceux qui avaient acheté les biens des proscrits par Sylla, en les persuadant que la loi s'appliquerait même à leurs propriétés. Un tribun n'avait-il pas proposé en même temps d'annuler la dégradation civique dont Sylla avait frappé les fils des proscrits (2)? Cicéron, malgré sa volonté d'être admiré par tous, dut se décider à défendre les intérêts de ses amis les chevaliers et la cause des conservateurs.

Ce fut la première grande affaire de son consulat; et elle lui réussit à merveille. César et Crassus s'étaient trompés profondément en croyant qu'une loi si grave et si révolutionnaire pût être proposée avec chance de succès par des hommes de paille, des tribuns obscurs et ineptes, qui n'avaient ni le prestige, ni la puissance ni l'intelligence nécessaires pour bouleverser tant d'intérêts. Les conservateurs, les chevaliers, les généraux enrichis par les dépouilles travaillèrent avec énergie; les tribuns ne surent combattre leurs intrigues ni agiter le peuple qui resta calme; César et Crassus, n'osant se jeter dans la lutte ouvertement, ne firent que préparer un succès éclatant à Cicéron. Celui-ci amena le peuple à repousser la loi par deux discours d'une nuance très démocratique, dans les quels il déclarait vouloir être un consul populaire (3), et se donnait comme grand admirateur des Gracques et de leurs lois agraires, qui visaient véritablement au bien du

(1) Cicéron, *In lege agr.*, I, ii, 5; II, xv, 39.
(2) *Id.*, II, iv, 10.
(3) *Id.*, 9.

peuple (1); il affirmait qu'il combattait la loi de Rullus parce qu'elle était contraire aux intérêts populaires et compromettait, sous prétexte de le favoriser, le bien-être des classes pauvres (2).

César et Crassus avaient subi un autre échec. Décidément l'agitation démocratique ne réussissait pas. Cependant ils ne voulurent pas encore s'avouer vaincus; ils soulevèrent d'autres questions pour attiser les passions démagogiques du peuple et mettre Cicéron dans l'embarras. Les tribuns du peuple continuèrent presque tous à faire les uns après les autres des propositions révolutionnaires. Un tribun ne demandait rien moins que l'abolition des dettes; un autre voulait qu'on levât leur peine à Publius Antronius et à Publius Sylla, les conjurés de 66 (3). Mais personne ne les prenait plus au sérieux, et tout tombait dans le néant. Cependant au milieu de ces manœuvres et de ces feintes l'irritation des conservateurs allait croissant, ainsi que le malaise de toutes les classes (4). Les capitalistes inquiets hésitaient beaucoup à prêter; l'argent, déjà rare en temps ordinaire, le devenait de plus en plus; et c'était un grand danger pour beaucoup de débiteurs. D'après le droit hypothécaire fort sévère qui était alors en usage, si, l'échéance venue, le débiteur ne payait pas, le créancier s'emparait de la propriété hypothéquée, même si elle avait deux ou trois fois la valeur de la somme prêtée; et bien des gens, qui ne pouvaient plus trouver ailleurs de l'argent à emprunter pour payer les intérêts ou rembourser le capital, devaient vendre à des prix dérisoires leurs

(1) Cicéron, *In lege agr.*, II, v, 10.
(2) *Id.*, iv, 10.
(3) Dion, XXXVII. 25 ; Lange, *R. A.*, III, 230.
(4) Cicéron, *In lege agr.*, I, viii, 23; II, iii, 8.

terres, leurs maisons, leurs bijoux, leurs œuvres d'art. Il se produisait sur tout une baisse rapide dont tout le monde souffrait plus ou moins, même les riches sénateurs qui n'avaient plus la facilité des gros crédits nécessaires à l'administration compliquée des vastes patrimoines (1). Une irritation très vive régnait non seulement parmi les politiciens du parti conservateur, mais dans toute la classe riche; on déclarait les tribuns responsables de ces difficultés; et si l'on respectait Crassus, qui était trop riche, trop puissant, trop redouté, on n'épargnait point César, pauvre, décrié, accablé de dettes, et qui n'avait pas de parents puissants. Il est probable en effet que déjà les parents aristocrates qu'il avait du côté de sa femme l'abandonnaient petit à petit; et quant à sa famille à lui, elle continuait à s'allier à des parvenus pour relever une fortune que les prodigalités de César avaient compromise. C'est ainsi que naguère une de ses nièces avait épousé un certain Caius Octavius, le fils très riche d'un usurier de Velletri, qui, avec l'argent de son père, cherchait à se faire des amis dans le grand monde et à se préparer une carrière politique. On pouvait donc, puisque l'on épargnait Crassus, faire tomber les coups sur César. N'était-il pas d'ailleurs payé par Crassus pour les recevoir? Ce fut alors probablement que commença à se former la première légende césarienne qui en exagérant ses défauts faisait de lui le représentant de tous les nouveaux vices de l'époque mercantile, le symbole de tout ce qui choquait le plus la vieille conscience latine dans les mœurs nouvelles. Il

(1) Voyez en ce qui concerne cette crise financière, l'intéressant passage de VALERIUS MAXIMUS IV, VIII, 3. Bien qu'elle ait éclaté au moment de la conjuration de Catilina, c'est-à-dire l'année suivante, il est probable qu'elle avait commencé plus tôt.

avait des dettes, sans doute : mais on les faisait monter à des chiffres fabuleux dans les conversations des conservateurs. On parlait de millions (1). César avait vite compris de quel immense pouvoir disposaient les femmes de son temps, dans le secret des familles; et il courtisait, cherchait à avoir pour amies les femmes de Crassus, de Pompée, de Gabinius, de tous les chefs populaires; il fréquentait beaucoup la maison de Servilia, la veuve de ce Marcus Junius Brutus mort dans la révolution de 78, et sœur de Caton, femme très intelligente et très influente qui s'était remariée avec Decimus Junius Silanus. Cependant aucune de ces femmes ne paraît avoir été sa maîtresse, Mucia, la femme de Pompée, exceptée (2). Quoi qu'il en soit, après la légende des dettes, les conservateurs créèrent celle des bonnes fortunes de César, et l'accusèrent d'être à la fois l'amant de Servilia, de la femme de Pompée, de la femme de Crassus, de la femme de Gabinius; en somme, des femmes de tous les chefs du parti populaire. Ses relations avec Mucia étaient surtout l'objet d'amères railleries. On comprenait maintenant pourquoi César avait appuyé les lois Gabinia et Manilia avec tant d'ardeur. Il s'agissait pour lui simplement d'envoyer bien loin le mari de la belle

(1) Plutarque, *Cæs.*, 5 dit que, d'après ce que l'on racontait, César aurait fait 1,300 talents de dettes avant même de commencer sa carrière politique. La somme est si grande que l'on ne peut ajouter foi à cette affirmation, de laquelle du reste Plutarque même ne se porte pas garant. Elle fait partie de cette légende césarienne, inventée par les conservateurs.

(2) Suétone, *Cæs.*, 50. C'est à cette époque, c'est-à-dire avant son départ pour la Gaule, qu'il devrait avoir eu toutes ces intrigues amoureuses; mais quatre à la fois semblent quelque chose d'exagéré, même pour César. Toutefois pour des raisons que nous verrons plus loin, il paraît vraisemblable qu'il ait été l'amant de la femme de Pompée.

Mucia! En somme César devenait aux yeux des conservateurs l'incarnation de toutes les abominations nouvelles, le jeune débauché qui arrive par les femmes; l'aventurier sans scrupules qui pour payer ses dettes, assouvir son ambition et sa soif de richesses, était prêt à tout, même à bouleverser la république. Cette légende exagérée sans mesure allait peu à peu obliger César à transformer certains des vices qu'on lui imputait en véritables forces révolutionnaires de son époque.

Ainsi attaqué, César dut en effet se défendre. Le danger était sérieux, car si, au milieu de cette agitation, des troubles éclataient; si on arrachait au Sénat le décret de l'état de siège, il aurait pu périr comme les Gracques et Saturninus. Ces sanglantes exécutions des chefs du parti démocratique ne pouvaient qu'inquiéter vivement ceux qui avaient hérité de leur rôle et de leur popularité. Avec sa compréhension rapide, son extraordinaire lucidité de jugement et son énergie, César comprit que le meilleur moyen de se défendre était d'épouvanter ses adversaires par quelque coup d'audace démagogique; mais en les attaquant, non plus sur le terrain des grandes réformes économiques, comme la loi agraire, mais sur celui des questions politiques, qui était moins dangereux et sur lequel il était plus facile de faire marcher le petit peuple de Rome, ignorant, mécontent et plein de haine pour les nobles. Il réussit en effet à soulever une question politique bien bizarre. Dans un coin écarté de Rome vivait un vieux sénateur, Caius Rabirius, qui passait pour avoir tué de sa main un tribun du peuple trente-sept ans auparavant, à l'époque de la révolte de Saturninus. Naturellement personne ne s'en souvenait plus. Tout à coup César le découvre, le fait accuser

de *perduellio* par un certain Titus Atius Labienus, jeune homme obscur qu'il avait pour ami et qui était tribun du peuple; puis il le fait renvoyer par le préteur, qui était d'accord avec lui, devant deux juges et lui-même était l'un des deux. Rabirius fut déclaré coupable (1). Pour la *perduellio,* la peine était la mort. L'audace avec laquelle César avait conduit la chose et aussi le sort du malheureux vieillard émurent les conservateurs; Rabirius en appela au peuple; Cicéron prit sa défense et il le défendit véritablement avec beaucoup d'éloquence, disant ouvertement que ce à quoi l'on visait, ce n'était pas à avoir la tête de Rabirius, mais à affaiblir tout ce qui protégeait l'ordre public, de façon à pouvoir renverser plus facilement la République (2). Mais le peuple, qui avait laissé tomber la loi agraire, s'était ému cette fois; les souvenirs de la grande révolution avaient produit l'effet attendu et Rabirius aurait été condamné si un sénateur n'avait trouvé un stratagème pour dissoudre l'assemblée. César, qui ne tenait pas à avoir la tête de Rabirius, laissa en paix le vieillard : il lui suffisait d'avoir calmé l'admiration des conservateurs pour les rapides procédures auxquelles on a recours dans l'état de siège et de leur avoir montré combien, même au bout de trente-sept ans, il était facile d'exciter la colère du peuple contre ceux qui en étaient responsables.

Sur ces entrefaites, la charge de *pontifex maximus*

(1) Les historiens (Drumann, *G. R.*, III, 162; Mommsen, *R. G.*, III 169) n'ont pas vu le rapport qui existe entre ce procès, les troubles de cette époque, et la position critique où était alors César. Ils considèrent à tort ce procès comme une tentative faite par César dans le simple but de rappeler les conservateurs au respect des lois constitutionnelles en matière de procès politiques.

(2) Cicéron, *Pro Rab. perd.*, ii, 4; xii, 23.



était devenue vacante par la mort de Metellus Pius. C'était une charge à vie dont le titulaire avait la direction suprême du culte officiel et le privilège d'habiter dans un édifice public. Sylla avait retiré au peuple et donné au collège des pontifes le droit d'élire le *pontifex maximus*. César, qui redoublait d'audace dans le péril, conçut le projet hardi de faire rétablir par une loi que proposerait Labienus l'élection populaire du *pontifex maximus,* et de se présenter comme candidat. S'il réussissait à devenir le chef du culte, un consul oserait difficilement le comprendre dans un massacre organisé à la suite du *videant consules*. Plusieurs personnages illustres, tels que Catulus et Publius Servilius Isauricus, concouraient au pontificat. Ils se prirent à rire quand ils surent qu'un homme qui n'avait pas quarante ans; qui était athée, accablé de dettes, compromis avec les démagogues les plus vulgaires, et qui était passionné pour l'astronomie d'Hipparque, concourait avec eux pour une charge aussi éminemment conservatrice. Catulus n'hésita même pas à faire à César une proposition insolente : il lui offrit de l'argent pour qu'il abandonnât la candidature (1). C'était le blesser au vif en le traitant de vendu. Mais César se lança impétueusement dans la mêlée, et, appuyé par Crassus qui lui prêta de l'argent, il sut si bien dire, faire et payer que, le mode d'élection ayant été changé, il fut, le 6 mars, élu *pontifex maximus* (2).

(1) PLUTARQUE, *Cæs.*, 7.
(2) OVIDE, *Fast.*, III, 415. — VELLEIUS, II, 43, et DION, XXXVII, 37, se trompent sur la date.

XV

CATILINA

Les conservateurs furent un peu consolés de ces défaites par un petit succès : ils réussirent enfin à faire décréter le triomphe de Lucullus. L'ancien proconsul put entrer dans Rome avec ses soldats. Mais, malgré les cent mille barils de vin que Lucullus distribua au peuple à cette occasion (1), la cérémonie fut froide. On eût pu croire que ce n'était qu'un général obscur revenant d'une petite expédition contre les Barbares, et non le créateur du nouvel impérialisme si populaire, et qui valait maintenant tant de gloire à Pompée. Lucullus d'ailleurs se souciait peu de tout cela. Après dix ans d'absence il allait rentrer dans la maison paternelle, dégoûté des hommes, indifférent à l'admiration de la masse, prêt à chercher toute sa récompense pour ce qu'il avait fait dans l'admiration des hautes classes et dans la jouissance des immenses richesses apportées de là-bas. Mais une nouvelle ignominie l'attendait à son retour. Il découvrit que Clodia, la femme qu'il avait épousée sans dot, avait une liaison incestueuse avec son frère Publius Clodius, le suborneur de ses légions (2). Il dut la répudier.

(1) PLINE, *H. N.*, XIV, XIV, 96.
(2) CICÉRON, *Pro Mil.*, XXVII, 73 ; PLUTARQUE, *Cic.*, 29.

Cette même année, une petite révolution débarrassait l'heureux Pompée de Mithridate. Pharnace, les soldats et le peuple de Crimée, effrayés de son projet d'envahir l'Italie, s'étaient révoltés au printemps de 63, et avaient forcé le grand vieillard à se tuer. Ainsi se terminait la seconde grande lutte entreprise par un homme contre Rome. Mithridate n'avait pas eu un meilleur sort qu'Annibal. Il avait conçu l'audacieux projet de détruire Rome en allumant tout autour de la Méditerranée et dans l'Italie elle-même le plus terrible et le plus vaste incendie révolutionnaire que le monde antique aurait jamais vu; mais comme Annibal, après des succès encourageants au début, il s'était peu à peu épuisé. Le fils de celui qui avait rêvé de régner sur tout l'Orient dut se contenter d'accepter, comme présent des Romains, le petit royaume de Crimée. Le génie admirable et l'indomptable énergie d'un homme avaient échoué de nouveau contre ce système de forces politiques et militaires, si puissant encore malgré ses crises réitérées, et qui de l'Italie dominait un si vaste empire.

La nouvelle de la mort de Mithridate fut l'occasion d'une grande joie à Rome; et un nouveau titre de gloire pour Pompée à qui le parti populaire attribuait le mérite de tous les événements heureux. César, qui cherchait à courtiser Pompée, se hâta de lui faire décréter par le peuple des honneurs très solennels (1). Puis les nouvelles d'Orient redevinrent monotones. Pompée parcourait la Phénicie et la Célésyrie en y rançonnant les petits princes (2); il n'avait trouvé d'autre résistance que celle d'une petite ville et d'un

(1) Lange, *R. A.*, III, 256.
(2) Josèphe, *A. J.*, XIV, III, 2.

petit peuple avec lequel les Romains entretenaient depuis l'an 139 (1) des relations amicales. La ville s'appelait Jérusalem; mais il s'agissait là d'une affaire sans importance. Les deux souverains des Juifs en guerre l'un avec l'autre, et à qui Scaurus et Gabinius avaient déjà extorqué tant d'argent, avaient eu recours à Pompée; celui-ci, après avoir longtemps hésité, s'était décidé à venir en aide à Aristobule, sous promesse d'une forte somme. Mais quand Gabinius était entré à Jérusalem pour y recevoir l'argent, une émeute populaire l'avait forcé à fuir, et Pompée avait dû mettre le siège devant la ville (2).

L'attention publique ne pouvait s'occuper beaucoup de cette petite guerre, alors que la lutte politique devenait encore plus ardente en Italie. Au printemps on vit arriver à l'improviste à Rome, pour se présenter comme candidat au tribunat, Quintus Metellus Népos, beau-frère de Pompée et l'un de ses généraux (3). Ce Metellus était fils du consul de 98, neveu du conquérant des Baléares, petit-neveu du Macedonicus (4); il appartenait donc à une des plus grandes familles de Rome; mais comme tant d'autres nobles, il était entré à la suite de Pompée dans le parti populaire pour faire vite sa carrière et pour s'enrichir. En effet l'escorte, si nombreuse d'esclaves et de mulets chargés de bagages qui le suivait, démontrait qu'il avait atteint ce second but. L'arrivée de Metellus produisit une grande sensation parmi les conservateurs. Tout le monde pensa qu'il venait poser sa candidature d'accord avec Pompée, pour quelque but à poursuivre; et on se demanda

(1) Castelli, *Gli Ebrei*, p. 280.
(2) Josèphe, *A*, XIV, iii, 4; Castelli, *Gli Ebrei*, p. 280.
(3) Plutarque, *Cat. U.*, 20.
(4) Drumann, *G. R.*, II, 16, 29.

anxieusement quel pouvait être ce but. Les préoccupations devinrent bientôt si vives qu'on décida de présenter un candidat conservateur au tribunat, ce que l'on ne faisait pas depuis longtemps. Mais quel conservateur aurait osé affronter les risques d'une lutte presque désespérée? Parmi les conservateurs non plus il n'y avait pas abondance d'hommes courageux et dévoués. Faute de meilleur candidat, on se décida à recourir à un homme dont les conservateurs se moquaient et se méfiaient en même temps, à ce Caton que nous avons vu protester contre l'élégance de ses contemporains. C'était un homme d'esprit borné mais tout d'une pièce, honnête, vertueux, inflexible, sans tache et sans peur, ne transigeant jamais sur rien et avec personne. Il ne fallait rien moins que son suprême mépris de la populace pour poser sa candidature, lui conservateur à outrance et dans un pareil moment, à une charge aussi populaire que le tribunat. Mais le danger était pressant. César à ce moment même annonçait sa candidature à la préture pour l'année 62. C'étaient là deux sujets d'épouvante. Un troisième vint bientôt s'y ajouter.

Catilina se préparait à courir de nouveau les chances du consulat, et il adoptait pour programme électoral l'abolition des dettes (1). Il promettait, s'il était élu consul, de proposer une loi qui dispenserait tous les débiteurs de rembourser leurs créanciers. Le programme était sans doute révolutionnaire; mais il ne faut nullement y voir pour cela la préparation délibérée de ce qui devint ensuite la conjuration de Catilina. Celui-ci cherchait alors seulement à se rendre populaire en

(1) On vit que c'était bien là le programme de Catilina en lisant SALLUSTE, *C. C.*, 16 et 33 ; CICÉRON, *In Cat.*, II, 8, 10 ; *Id.*, *F.*, V, VI, 2. Voyez JOHN, *E. G. C. V.*, 739 et suiv.

faisant une proposition qui paraissait abominable aux capitalistes et aux créanciers, mais qui était loin au contraire de déplaire au plus grand nombre des citoyens; une proposition qui, sous une forme plus brutale, était analogue à celle d'un député socialiste qui promettrait aujourd'hui à ses électeurs de réduire l'intérêt de la dette publique à deux pour cent. La réduction et l'abolition des dettes avaient été chose fréquente dans l'histoire grecque, que l'on étudiait tant à cette époque-là et n'étaient pas inconnues dans l'histoire romaine, depuis les temps les plus anciens jusqu'à la dernière abolition qui avait été délibérée en 86; et c'est d'ailleurs un expédient auquel tentent périodiquement de recourir tous les peuples qui se trouvent embarrassés dans des dettes trop lourdes. En somme, Catilina ne faisait qu'imiter la politique démagogique de Crassus et de César en choisissant un projet non moins révolutionnaire, mais plus simple et plus clair que la loi agraire de Rullus. Cette fois, quand on lui proposerait tout simplement de ne plus payer ses dettes, le peuple comprendrait! Il est très probable, bien que les sources historiques ne nous en disent rien, que Catilina chercha tout d'abord à s'entendre avec César et Crassus. Mais l'accord ne se fit pas : pour quelles raisons? nous l'ignorons. Il se peut que Crassus et César, profondément déçus par l'insuccès de la loi de Rullus, aient désespéré de réaliser leurs projets par un moyen aussi téméraire. Tous les deux étaient des révolutionnaires bien prudents, qui ne voulaient pas trop se compromettre avec les éléments vraiment démagogiques; et Crassus — ne l'oublions pas — était un des plus grands créanciers de Rome. Il est probable que, placé entre la probabilité de perdre son argent et celle d'ob-

tenir l'Égypte, il prit le parti de sauver l'argent (1).

Catilina dut marcher seul. Mais il se jeta dans la lutte avec une énergie extrême, résolu à dépenser toute sa fortune s'il le fallait. Et l'effet produit par sa propagande révolutionnaire, dans cette société déjà si inquiète, fut immense tout d'abord. Sa proposition exprimait si bien le secret désir de tant de gens que Catilina devint brusquement très populaire parmi tous les mécontents des classes hautes et basses, dans la jeunesse dissipatrice, dans la noblesse déchue, dans le petit peuple de toute l'Italie et même dans la classe moyenne des propriétaires aisés à qui la manie de spéculer avait fait contracter de lourdes dettes (2). La loi de Rullus n'avait fait passer sur les esprits qu'un léger frisson de peur; Catilina troubla profondément toutes les classes, et eut bientôt à Rome et dans beaucoup de villes d'Italie des partisans zélés, anciens soldats et anciens colons de Sylla, comme Caius Manlius de Fiésole, bourgeois obscurs, propriétaires aisés de villes de second ordre (3), nobles besogneux, comme Publius Lentulus Sura, Caius Cethegus, Publius Sylla, Marcus Portius Leca, et Sempronia, grande dame élégante, accablée de dettes et femme du Decimus Brutus qui avait été consul en 77 (4) : tout un cortège de gens frivoles, de faméliques, de déclassés, qui se préparaient à exproprier les riches, comme si c'était la chose la

(1) John, *E. G. C. V.*, p. 739 et suiv. Taventino, *C. C.*, 72, n. 2, ont démontré que César et Crassus ne prirent aucune part à cette agitation provoquée par Catilina, ni non plus à la conjuration qui en résulta.

(2) Voyez le passage très important de Cicéron, dans les *Cat.*, II, viii, 18. Voyez aussi Salluste, *C. C.*, 16, 17; Cicéron, *Pro Cœl.*, v, 11.

(3) Drumann, *G. R.*, V, 416.

(4) Salluste, *C. C.*, 17 et 25.

plus facile du monde et qu'on pût faire à son aise, au moyen de lois approuvées par la majorité dans les comices. Mais l'illusion ne dura guère. Le péril d'une abolition des dettes qui paraissait si redoutable groupa des hommes qui depuis un demi-siècle se regardaient avec défiance et mépris : les riches chevaliers et la partie la meilleure de la noblesse, celle qui avait conservé encore de la fortune et des traditions. Les riches capitalistes, qui avaient tout d'abord considéré l'agitation avec mépris, furent bientôt pris d'une vive inquiétude quand ils en virent le succès populaire; et en peu de jours l'inquiétude devint de l'anxiété, de l'épouvante, de la panique, et la situation politique changea tout à coup. Sous l'empire de la peur, les chevaliers secouèrent leur habituel scepticisme politique, se déclarèrent prêts à aider de tous les moyens dont ils disposaient le parti qui défendait la propriété et la légalité : la partie la meilleure de la noblesse, bien que peu menacée par la loi de Catilina, donna volontiers son appui aux riches financiers, par esprit d'autorité, par haine pour cette démagogie qui voulait bouleverser du fond en comble l'ordre établi; une coalition se forma toute seule, qui n'avait pas seulement pour but de faire échouer Catilina aux élections, mais de rétablir, disait-on, l'empire de l'autorité, la force des lois, l'ordre et la paix dans la république envahie par des bandes de factieux qui voulaient seulement piller les biens des riches. Catilina n'était qu'un de ces factieux, le plus dangereux pour le moment. Les conservateurs à outrance triomphaient. Même les chevaliers, d'habitude si indifférents et parfois favorables au parti populaire par un sot esprit de jalousie contre la noblesse, reconnaissaient maintenant que l'on avait trop laissé croître

l'audace des démagogues et le désordre moral par suite de l'insouciance générale, et qu'il fallait rétablir un gouvernement énergique. Ainsi Catilina et ses partisans eurent à lutter contre une résistance plus grande que celle qu'ils avaient calculée : ils eurent contre eux les conservateurs et les chevaliers. Malheureusement pour ceux-ci, leur peur et les préparatifs de défense augmentaient les dangers de la situation. Au milieu de cette agitation, personne ne voulut plus prêter, l'argent enchérit d'une façon effrayante, les faillites des débiteurs devinrent plus nombreuses (1); et cette crise servait à la propagande de Catilina, en faisant sentir plus vivement aux débiteurs la nécessité de conquérir leur libération par des moyens révolutionnaires. Bientôt ce fut un véritable chaos à Rome et en Italie, au milieu duquel Crassus épouvanté se déroba, et César dut se tenir à l'écart par prudence.

Cicéron aurait très volontiers agi de même. Mais il ne le pouvait pas, car il était consul. Il se trouvait donc de nouveau dans un certain embarras. Sans doute la coalition de tous les hommes respectables lui donnait le courage de combattre Catilina et son agitation; mais il n'ignorait pas que Catilina avait beaucoup de sympathies dans la grande masse, dont il ne voulait pas perdre l'admiration. Il prit le parti de s'opposer à Catilina, mais plutôt par des moyens indirects que par une lutte déclarée. Il commença à acheter la neutralité de son collègue en lui cédant sa province de Macédoine. Après cela il fit un projet de loi d'après lequel la corruption serait passible de peines plus sévères, et qui modifiait aussi la façon de voter d'une façon nuisible à Catilina, et il

(1) Valerius Maximus, IV, viii, 3.

chargea un illustre jurisconsulte, Servius Sulpicius, d'étudier ce projet (1). C'est ainsi que commençait le travail électoral aux approches du mois de juillet, mais au milieu d'un malaise général : les conservateurs étaient très irrités, la classe moyenne était hésitante, et il y avait désaccord dans le parti populaire. Outre Catilina, trois candidats se présentaient au consulat : Servius Sulpicius, qui avait préparé la loi électorale; Lucius Licinius Muréna, l'ancien général de Lucullus, et Decimus Junius Silanus, le mari de Servilia. Crassus semble avoir soutenu Muréna, tandis que César combattait pour Silanus, et Caton pour Sulpicius. Bientôt coururent des bruits inquiétants : on disait que Catilina faisait venir d'Étrurie, pour les élections, les vétérans de Sylla; que ceux-ci étaient prêts à tout, et que Cicéron serait assassiné (2). La vérité était simplement que Catilina avait fait venir des bandes de paysans d'Arezzo et de Fiésole pour grossir le nombre de ceux qui voteraient pour lui; mais les on-dit grossissaient le long du chemin, comme il arrive quand les esprits sont surexcités : chacun, pour étonner la personne à qui il parle, exagère ce qu'il a appris, dit avoir vu ce qui lui a été simplement raconté, y ajoute du sien, invente même, si bien que la chose, passant par des milliers de bouches, une petite supposition devient très vite une longue histoire très détaillée. Rome était pleine de gens qui avaient entendu, qui avaient vu, qui avaient appris et qui avaient besoin de raconter à tout le mode ce qu'ils avaient appris; et beaucoup couraient raconter les choses aux magistrats (3).

(1) Voyez au sujet de cette loi Drumann, *G. R.*, V, 445 et suiv.
(2) Plutarque, *Cic.*, 14.
(3) *Id.*

Dans le monde politique on discutait ces bruits et on les jugeait de façons différentes. Les conservateurs non seulement affirmaient la chose, mais un peu par mauvaise foi et par haine de parti; un peu aussi parce qu'ils y croyaient réellement, ils dénonçaient comme complices tous ceux qui émettaient des doutes. Dans le parti populaire, au contraire, on disait que tout cela n'était que racontages et inventions pures (1). Cependant les élections approchaient, l'agitation électorale allait croissant; l'or était répandu à pleines mains par César, par Metellus, par Catilina et par Muréna, qui en avait rapporté beaucoup d'Orient; des bandes de paysans et de propriétaires, que Catilina faisait venir, entraient tous les jours dans Rome; les conservateurs et les capitalistes luttaient de toutes leurs forces contre Catilina, et les bruits qui couraient étaient de plus en plus effrayants. Catilina, disait-on, faisait enrôler des soldats en Étrurie pour son compte. Ce serait une insurrection comme celle de Lépide, et Catilina ferait massacrer le Sénat (2).

Les prévisions étaient de plus en plus incertaines et anxieuses. Ces bruits alarmants, la violente opposition des conservateurs, la crise financière très aiguë, avaient épouvanté la classe moyenne des propriétaires; mais Catilina, avec une énergie incroyable, agitait le petit peuple tapageur et désespéré de Rome où il appelait aussi les prolétaires d'Italie. Les conservateurs de plus en plus inquiets, répétaient qu'un vaste complot, tramé non seulement par Catilina, mais par César, et par tout le parti populaire, menaçait la république; les plus indignés com-

(1) Cicéron, dans les *Cat.*, I, xii, 30.
(2) Plutarque, *Cic.*, 15.

mençaient à réclamer des mesures énergiques. Cicéron faisait ce qu'il pouvait pour montrer aux conservateurs tout le zèle qu'il apportait à maintenir l'ordre. Il avait attaché comme espion à Catilina un certain Quintus Curius, jeune homme bavard, qui racontait tout ce que Catilina disait ou faisait à son amante Fulvie, femme d'assez bonne famille, mais très corrompue, et qui ensuite rapportait tout à Cicéron; il écoutait les avis, s'informait, recevait à tout moment ceux dont c'est le métier d'espionner et ceux qui espionnaient par plaisir. Il s'ingéniait à accréditer tous les bruits défavorables à Catilina, et il n'était guère une séance du Sénat où, aidé de Caton, il n'attaquât Catilina en l'accusant de corruption et en le menaçant d'un procès (1). Mais il se refusait à marcher plus loin, car il n'était pas aveuglé au point de ne pas voir qu'il ne s'agissait que de soupçons et de présomptions et non de faits, qui seuls auraient permis de prendre des mesures graves (2).

Un incident imprévu vint encore compliquer la situation déjà si difficile. Servius, le jurisconsulte qui avait étudié la loi électorale, s'était mis sur les rangs pour le consulat, mais en respectant sa loi, et sans dépenser un sou. Malheureusement au milieu de tant de candidats qui prodiguaient l'or, personne ne prenait au sérieux un candidat si avare, comme si la loi qu'il avait faite n'était qu'une plaisanterie. Indigné, Servius, au beau milieu de l'agitation électorale, déclara qu'il retirait sa candidature et qu'il allait poursuivre Muréna pour corruption. Il se mit en effet à recueillir des preuves, aidé de

(1) Cicéron, *Pro Mur.*, xxv, 51.
(2) Plutarque, *Cic.*, 14.

Caton qui s'indignait, lui aussi, de voir abandonner le meilleur des candidats conservateurs (1). Ce scandale à la veille des élections augmenta l'audace de Catilina qui, confiant de plus en plus dans la victoire, fit alors un grand discours à ses électeurs, et leur dit que les malheureux n'avaient pas à compter sur les riches pour améliorer leur sort (2). Cicéron, toujours résolu à travailler contre la candidature de Catilina, mais sans s'exposer à la haine du peuple, et en semblant au contraire prendre à cœur ses intérêts, fut bientôt obligé de porter contre Catilina des accusations plus graves que celle de corruption dont tout le monde se moquait. Il est possible que ces paysans que Catilina avait fait venir et dont beaucoup étaient conduits par d'anciens soldats de Sylla aient tenu alors des discours imprudents; il est possible que Manlius, le vieux soldat de Sylla, se soit moqué de cette génération frivole et timide qui espérait abolir les dettes par une loi. Il savait bien, lui, le survivant d'une génération révolutionnaire que les débiteurs ne pouvaient être affranchis qu'avec l'épée. Ces rumeurs étaient habilement exagérées par les conservateurs, et Cicéron en profita pour déguiser son opposition à Catilina sous le prétexte de la défense de l'ordre; il prétendait ne pas combattre le candidat populaire, mais l'homme dont César et Crassus eux-mêmes s'étaient éloignés, l'ennemi de la paix publique qui se préparait à mettre Rome à feu et à sang. Mais le public ajouterait-il assez de foi à ces racontars, et surtout s'en indignerait-il suffisamment pour faire échouer Catilina? Les conservateurs en doutaient. Les élections allaient avoir

(1) Cicéron, *Pro Mur.*, xxiv, 48.
(2) *Id.*, xxv, 50. Voyez John, *E. G. C. V.*, 744.

lieu; il fallait faire quelque chose pour impressionner le public au dernier moment.

Cédant très probablement aux pressions des chefs conservateurs, Cicéron prépara un coup avec lequel il pensait nuire beaucoup à Catilina. La veille du jour fixé pour les élections, il convoqua le Sénat à l'improviste et, avec une certaine solennité, demanda que l'élection fût retardée de quelques jours pour que l'on pût délibérer le jour suivant au sujet de la position dangereuse où se trouvait le Sénat; et le lendemain il raconta avec emphase tous les bruits qui couraient sur les intentions de Catilina; il intima pour ainsi dire à celui-ci de se disculper, dans l'espoir de tirer de lui des déclarations compromettantes. Mais Catilina répondit simplement que son intention était d'être le chef du seul corps vigoureux qui existât encore dans la république, le peuple (1). Le coup était manqué, et il fallut cette fois procéder aux élections, qui eurent lieu dans les derniers jours de juillet, ou dans les premiers jours du mois d'août (2). La situation était si incertaine, au matin même du scrutin, que des deux côtés on fit les plus grands efforts. Cicéron alla présider les comices, entouré d'une garde de ses amis; il portait une cuirasse, et de temps à autre, il entr'ouvrait sa toge, pour qu'on la vit reluire; il voulait impressionner le public et les gens indécis ou timides qui auraient voté pour Catilina; des soldats occupaient les temples voisins;

(1) Cicéron, *Pro Mur.*, xxv, 51. Voyez John, *E. G. C. V.*, 750.

(2) On a cru longtemps que les élections avaient eu lieu en octobre; mais il me semble que John, *E. G. C. V.*, 750-755, a démontré d'une façon définitive qu'elles eurent lieu à peu près à l'époque normale, à la fin de juillet ou au commencement d'août.

l'ordre équestre fut mobilisé presque tout entier; des nobles et des chevaliers, qui n'avaient jamais paru au Champ de Mars, vinrent voter, l'air anxieux et résolus, traînant après eux leurs clients et leurs amis. La lutte fut vive; mais, cette fois encore, l'argent l'emporta sur le nombre. Malgré les votes du petit peuple, Catilina ne fut pas élu. César, au contraire, fut élu préteur, et Metellus tribun, mais en même temps que Caton.

Il restait encore un espoir à Catilina : si Muréna était condamné dans le procès que lui intentait Sulpicius, il faudrait refaire l'élection. Mais Muréna fut défendu avec éloquence par Cicéron, dans un discours qui nous est resté, et il fut acquitté. Après ses trois échecs, il ne restait à Catilina d'autre parti à prendre que de renoncer pour toujours au consulat. Cicéron pouvait se féliciter de s'être tiré avec honneur et habileté de l'embarras terrible où l'avait mis la candidature de Catilina, sans trop mécontenter ni les conservateurs ni le parti populaire. Mais le violent et orgueilleux Catilina n'était pas homme à se déclarer vaincu. Furieux de son échec et redoutant les représailles des conservateurs, il prit des résolutions téméraires : il donna de l'argent à Manlius qui retournait en Étrurie et le chargea de recruter une petite armée parmi les misérables; il persuada aux plus désespérés de ses partisans de tenter un coup audacieux en assassinant Cicéron et en s'emparant de force du consulat, quand l'armée de Manlius serait prête (1). Les mois d'août et de septembre furent employés à préparer cette tentative. Mais il ne fut pas possible de tenir cachés pendant aussi longtemps tous les préparatifs.

(1) Voyez John, *E. G. C. V.*, 755 et 791.

La paix qui avait succédé aux élections fut bientôt troublée par des bruits alarmants, et Cicéron fut de nouveau accablé de dénonciations, de conseils, d'exhortations à veiller à la défense. Que fallait-il faire? Il se montra de nouveau très actif, sans toutefois vouloir précipiter les délibérations. ni non plus en venir à des mesures de rigueur qui auraient pu paraître odieuses au peuple. Mais les conservateurs devenaient de jour en jour plus violents; ils réclamaient l'état de siège, et ils pressaient Cicéron à mesure que les bruits de la conjuration grossissaient. Cicéron, qui avait hésité jusque-là, fut impressionné à la fin par toute cette agitation des hautes classes et aussi par les dangers auxquels il était lui-même exposé; et, comme tout le monde l'engageait à agir vite, il prit à la fin le parti de convoquer le Sénat pour le 21 octobre, et d'y affirmer comme étant des faits véritables et résultant des informations que lui, consul, avait fait prendre, les bruits les plus graves qui couraient alors. Ainsi il amènerait le Sénat à décréter l'état de siège et contenterait les conservateurs. Dans la séance du 21 il affirma « qu'il savait tout », qu'il possédait les preuves certaines des accusations les plus graves contre Catilina, ce qui ne pouvait pas alors être vrai (1). Il dit, entre autres choses, que le 27 octobre Caius Manlius devait prendre les armes en Étrurie à la tête d'une

(1) Cicéron en effet, quand il prit la parole, ne pouvait pas encore avoir de nouvelles officielles et sûres des faits les plus graves qu'il affirmait : cela est prouvé non seulement par le passage de PLUTARQUE, *Cic.*, 14, et celui de SALLUSTE, *C. C.*, 30, mais même par celui de Cicéron lui-même, *Cat.*, I, III, 7, où il montre une joie presque ingénue en constatant que ce qu'il avait affirmé de Manlius s'est trouvé vrai. *Comperi omnia*, « je sais tout », semble avoir été la phrase de Cicéron, comme cela résulte des allusions malicieuses faites par Clodius et par Antoine. Voyez CICÉRON, *A.* I, XIV, 5 ; *F.* V, V, 2.

armée et que Catilina complotait le massacre des sénateurs pour le 28. Catilina, invité par le consul à se disculper, répondit très insolemment ; mais le Sénat, convaincu par les déclarations explicites de Cicéron (personne ne pensait qu'il pût affirmer des choses aussi graves sans preuves certaines), n'hésita pas davantage et l'état de siège fut déclaré (1).

L'émotion fut grande à Rome quand la chose fut connue. Comme on juge toujours le présent par le passé, on crut qu'on allait revoir, comme au temps des Gracques et de Saturninus, le consul convoquer en armes les sénateurs et les chevaliers, et faire un massacre des hommes du parti populaire. César dut passer quelques heures dans une angoisse terrible. Mais il n'y eut rien. Le consul et les sénateurs rentrèrent chez eux tranquillement, bien qu'ils fussent très émus par les nouvelles qu'on leur avait communiquées, par la séance et la délibération ; et on se borna à mettre des garnisons dans les différents quartiers de la ville. Les temps étaient changés : les hommes n'avaient plus l'audace impulsive des époques barbares et, comme dans toutes les civilisations trop riches et trop voluptueuses, ils étaient devenus moins téméraires et plus lents à l'action, par peur, par douceur et par scrupule. Certains sénateurs osèrent encore affirmer que Cicéron avait menti (2) ; beaucoup d'entre eux se disaient que le parti populaire, une fois la frayeur passée, vengerait ses chefs mis à mort ; beaucoup d'autres avaient consenti par faiblesse à décréter l'état de siège, mais ils n'étaient pas persuadés que le

(1) Cicéron, *Cat.* I, iii, 7 ; C, I, II, 4. Voy. Tarentino, *C. C*, 86.
(2) Dion, XXXVII, 31.

danger fût aussi grand; d'autres encore étaient retenus par des scrupules moraux, légaux et constitutionnels. Cicéron, qui aurait dû ordonner la répression, avait trop peur de s'attirer par quelque violence la haine que l'on avait eue pour un Nasica, pour un Opimius, et de passer pour un petit imitateur de Sylla. D'ailleurs la menace à elle seule faisait maintenant sur le peuple impressionnable le même effet que la violence dans des temps plus barbares. Le parti conservateur se contenta donc de la vague menace de la loi martiale, et d'un procès intenté pour violences à Catilina par le jeune Lucius Æmilius Lepidus, autre fils du chef de la révolution de 78, mais qui était passé au parti aristocratique.

L'agitation cependant croissait à Rome; les rumeurs inquiètes grossissaient comme les vagues sur une mer démontée; tous les personnages puissants recevaient des avertissements, des dénonciations, des lettres anonymes qui contenaient des révélations. Cicéron devait vivre dans une grande inquiétude, sachant bien que si une partie au moins des faits qu'il avait affirmés au Sénat ne se vérifiaient pas, on lui ferait payer son mensonge plus cher qu'à tous les autres. Il fut un peu rassuré le jour où Crassus lui-même vint lui apporter un paquet de lettres anonymes et de dénonciations qu'il avait reçues (1). Le puissant sénateur, inquiété par la menace d'une révolution prolétaire, croyait donc lui aussi au péril! Mais Catilina, un peu abattu par les menaces dirigées de partout contre lui, par la malveillance et les soupçons dont il se sentait l'objet, imagina une parade habile pour se couvrir et guetter l'occasion de se porter en avant. Il se présenta chez

(1) Plutarque, *Cic.*, 15.

M. Lepidus et lui demanda de lui permettre d'habiter sa maison : on verrait ainsi qu'il se sentait assez innocent pour ne pas craindre de vivre sous la garde journalière d'un homme très considéré. Lépide ne voulant pas devenir son geôlier de confiance, Catilina avec encore plus d'audace se rendit chez Cicéron, lui demandant asile dans sa maison. Cicéron à son tour l'ayant repoussé, il alla trouver un certain Marcus Marcellus, qui l'accueillit (1).

Le public impartial était désorienté. Qui fallait-il croire? Cicéron était certes un homme de bien et un homme illustre; mais il était singulier cependant qu'après avoir annoncé une révolution il ne prît aucune mesure contre celui qu'il avait dénoncé comme en étant le chef. Catilina était un homme audacieux; mais était-il possible, s'il préparait la révolution, qu'il fût assez effronté pour aller trouver le consul qui l'accusait, et pour lui demander de vouloir bien le loger dans sa maison? De temps en temps le grand vent des rumeurs se calmait et alors le soupçon que Cicéron avait tout inventé allait grandissant. Par bonheur pour Cicéron, au bout de quelques jours, on apprit de source sûre que Manlius s'était montré ouvertement en Étrurie à la tête d'une petite armée (2), et peu de temps après arrivèrent des lettres de Manlius lui-même à Quintus Marcius où il déclarait que lui et les siens auraient pris les armes, ne pouvant plus supporter les dettes dont ils étaient accablés (3). L'émotion fut vive; les conservateurs s'agitèrent de nouveau ; il n'y avait pas de temps à perdre: c'était la véritable guerre

(1) Cicéron, *In Cat.*, I, viii, 19 ; Dion, XXXVII, 32 (avec des inexactitudes).

(2) Salluste, *C. C.*, 30 ; Plutarque, *Cic.*, 15.

(3) Salluste, *C. C.*, 33.

civile, il fallait agir avec vigueur. Au Sénat, tout le monde était bouleversé, et après avoir tant hésité on décida avec précipitation de prendre les mesures les plus rigoureuses, comme si toute l'Italie se soulevait. On promit des récompenses à ceux qui donneraient des renseignements sur le complot; on envoya dans la Pouille Quintus Metellus, qui attendait encore son triomphe pour la conquête de la Crète; on envoya Quintus Marcius en Étrurie, Quintus Pompeius Rufus en Campanie, Quintus Metellus Celer dans le Picène (1). Cicéron, à son étonnement et à sa joie, devint d'un jour à l'autre l'objet de l'admiration universelle; on trouvait qu'il avait apporté à la défense de la république une énergie et une clairvoyance extraordinaires. Malgré tout, il n'osait pas encore agir contre Catilina. Celui-ci, au contraire, sentant les sympathies de ses derniers amis s'éteindre autour de lui, et les haines de ses ennemis se dresser plus farouches, en vint aux résolutions extrêmes. Il semble avoir eu un instant l'idée de s'emparer, le 1er novembre, de la forteresse de Préneste (2); mais ce projet ayant encore échoué, grâce à la vigilance de Cicéron, il trompa la surveillance de son hôte, rassembla la nuit du 6 au 7 novembre (3), dans la maison de Leca, ses fidèles les plus compromis, leur démontra la nécessité d'une vaste insurrection dans toute l'Italie pour seconder Manlius qui avait pris l'offensive, et esquissa un plan de cette insurrection qui commencerait par l'assassinat de Cicéron (4). Deux chevaliers qui étaient présents consentirent à

(1) Salluste, *C. C.*, 30.
(2) Cicéron, *Cat.* I, iii, 38.
(3) Voy. Tarentino, *C. C.*, 89 et suiv. Son raisonnement pour déterminer cette date paraît très exact.
(4) John, *E. G. C. V*, 792.

aller le lendemain matin saluer Cicéron et le tuer; mais Fulvia avertit aussitôt le consul, qui convoqua d'urgence le Sénat pour le jour suivant, qui était le 7 novembre. Audacieux jusqu'au bout, Catilina s'y rendit. Mais à son entrée dans la salle tout le monde s'écarta de lui et, seul sur son banc, il dut écouter le violent discours que Cicéron prononça contre lui et que les sénateurs applaudirent. Catilina comprit qu'il n'avait plus rien à espérer du Sénat; il se leva, prononça quelques paroles de menaces et sortit. Il partit le soir même pour l'Étrurie, mais en toute liberté, avec une suite nombreuse. Cicéron désirait tellement éviter la responsabilité d'une répression sanguinaire qu'il n'osa pas l'empêcher de partir. Il se réjouit au contraire de cette fuite d'où pouvait naître une guerre civile. Si Catilina prenait les armes, personne n'oserait plus le défendre; Cicéron se serait heureusement tiré d'affaire une seconde fois à la satisfaction de tous.

Quelques conservateurs courroucés prétendaient, il est vrai, que le consul aurait dû s'emparer de Catilina et le faire mettre à mort, tandis qu'un petit nombre de gens affirmaient encore que Catilina avait été calomnié (1). Mais ces critiques ne touchaient guère Cicéron qui, devançant tout à coup César et Crassus, était devenu l'homme le plus populaire de Rome, après Pompée. Malheureusement tout n'était pas fini encore. Les plus compromis des partisans de Catilina, Lentulus, Cethegus, Statilius, Ceparius, perdirent la tête quand Catilina fut parti. Se sentant dans une situation périlleuse et abandonnés de la plupart de

(1) Voyez le second discours de Cicéron contre Catilina, qui répond à ces deux accusations extrêmes et opposées.

ceux qui les avaient encouragés aux beaux jours où l'on espérait obtenir par une simple loi et sans danger, l'abolition des dettes, ils se mirent alors à tramer à la hâte une sotte conspiration en suivant le plan esquissé par Catilina. Il s'agissait de soulever le petit peuple et les esclaves et, en allumant de côté et d'autre des incendies dans Rome, d'accroître le désordre au moment où Catilina s'approcherait avec son armée. La peur avait si bien fait perdre la raison à ces conjurés qu'ils firent même demander à certains ambassadeurs allobroges, qui étaient venus à Rome porter leurs doléances au Sénat, si leur peuple consentirait à leur venir en aide et à leur prêter des soldats et de la cavalerie. Ce fut l'erreur suprême. Les Allobroges les dénoncèrent; Cicéron se procura facilement des preuves écrites de la trahison et, agissant cette fois très vite, il fit arrêter les principaux conjurés le matin du 3 décembre, et les fit amener devant le Sénat. Ici il leur montra les lettres données aux ambassadeurs pour les chefs des Allobroges, et il les confronta avec les ambassadeurs. Surpris et confus, ils firent tous des aveux. En un instant le bruit de cette découverte se répandit et jeta l'épouvante dans Rome. On disait qu'il y avait eu une immense conjuration pour incendier la ville et lancer les Gaulois sur l'Italie! L'impressionnable métropole blêmit de terreur. Non seulement les riches capitalistes et les nobles, mais encore tous ceux qui possédaient quelque chose, la moyenne bourgeoisie, les fermiers, les marchands, les boutiquiers, tous furent indignés et épouvantés comme à l'approche d'un danger suprême. Le public, que César et Crassus avaient en vain tenté d'ébranler, s'émut cette fois, mais d'une façon bien différente qu'il ne l'avait fait en 70;

c'était maintenant au parti conservateur qu'il allait, et avec tant d'empressement que les chefs du parti populaire et le petit peuple lui-même, qui est toujours avec les démagogues, en furent effrayés. De partout une grande foule anxieuse se dirigeait vers le Sénat pour avoir des nouvelles, et quand, l'interrogatoire terminé, Cicéron se montra, on lui fit une grande ovation. La nuit survint et l'on ne dormit guère à Rome : on se cherchait les uns les autres, on se consultait, on se préparait à l'épreuve suprême du lendemain. Les conservateurs, à la fois exaspérés et contents, voulaient que l'on mît fin à toute faiblesse complaisante à l'égard du parti populaire; que l'on frappât non seulement les complices de Catilina, mais tous les chefs du parti populaire et spécialement César. Les chevaliers, les hommes de la classe moyenne, enflammés d'un zèle civique contagieux, se préparaient à sortir en armes le jour suivant pour ramener dans l'ordre les révolutionnaires. On mettait partout tant de violence à réclamer un exemple que certains citoyens dont les fils s'étaient compromis dans l'agitation de Catilina se souvinrent que, d'après l'ancien droit, ils étaient les juges de leurs enfants, et ils les firent tuer par leurs esclaves.

Le jour suivant, le Sénat se réunit pour entendre d'autres témoins et continuer l'enquête; mais les esprits étaient profondément troublés. Les chefs du parti conservateur, Catulus spécialement, se mirent à poser aux conjurés des questions captieuses pour leur faire avouer que César avait été au courant du complot. Un délateur, qui cherchait assurément à aider les conjurés, affirma que Crassus était complice; mais le Sénat arrêta cette accusation par de violentes rumeurs. La confusion était énorme; de temps en temps le bruit

courait que la populace allait se soulever pour délivrer les prisonniers; tout le monde avait perdu la tête, Cicéron et César exceptés. Cicéron, même à cette heure agitée, entrevoyait les dangers lointains de mesures trop révolutionnaires (1). Mais que faire? Le public était exaspéré et s'adressait à lui comme au seul soutien de la république. Il ne lui était plus possible d'hésiter, du moins il n'en eut pas le courage et, comme il arrive toujours dans des cas semblables, il prit le parti de précipiter les choses : le jour suivant on déciderait du sort des conjurés. César, de son côté, se rendait bien compte que, s'il se taisait, on l'accuserait ensuite de lâcheté; mais il comprenait aussi que, s'il défendait les accusés, il risquait, dans l'état de surexcitation où l'on était, d'encourager ses ennemis à quelque violence contre lui.

Le 5, le Sénat se réunit. Une foule immense et agitée encombrait le forum, les temples et toutes les rues voisines de la curie. Silanus, interrogé le premier, proposa la mort; et tous les autres sénateurs interrogés après lui furent du même avis, jusqu'à ce que vînt le tour de César. Celui-ci, après avoir jugé très sévèrement le crime des accusés, démontra que la peine de mort serait illégale et dangereuse; il proposa la détention perpétuelle dans un municipe et la confiscation des biens, et ébranla par son discours très habile et très vigoureux de nombreux sénateurs. L'assemblée semblait hésiter; Cicéron lui-même parla d'une façon ambiguë, en donnant à entendre qu'il se rangerait volontiers à l'avis de César (2). Mais Caton se leva pour contredire César; et il le fit avec tant de véhémence, il

(1) PLUTARQUE, *Cic.*, 19, 20.
(2) Voyez le quatrième discours contre Catilina.

demanda si impérieusement que l'on fît enfin respecter l'autorité en prononçant une condamnation à mort, que tous les esprits furent entraînés, et la peine capitale fut décrétée. Cicéron n'avait plus qu'à aller prendre les conjurés aux différents domiciles où ils étaient gardés, pour les conduire à la prison Mamertine, où les esclaves qui faisaient les fonctions de bourreaux les étrangleraient. Mais les conservateurs intransigeants proposèrent alors d'accompagner solennellement Cicéron dans cette tournée funèbre à travers la ville et jusqu'à la prison : ce serait une démonstration d'autorité aux yeux de la populace tapageuse de la métropole, qui moralement était tout entière complice de la révolte.

Tous les sénateurs s'y rendirent, à l'exception d'un petit nombre, dont César, qui, à sa sortie du Sénat, avait été menacé par un groupe de chevaliers. Rome vit passer cet étrange et solennel cortège du bourreau, composé de toute la noblesse, des riches financiers, des marchands aisés, réconciliés pour un instant et conduits par le consul qui, l'exécution terminée, fut accompagné par la foule jusqu'à sa demeure, au milieu d'applaudissements et d'ovations enthousiastes. Justice était faite et, quelques semaines plus tard, Catilina, qui n'avait pu armer que quelques milliers d'hommes, fut facilement vaincu et tué à Pistoïe, en Étrurie.

Cicéron s'imaginait que, grâce à ces mesures énergiques, il avait arrêté le fléau révolutionnaire qui s'était abattu sur l'Italie. Il oubliait ses incertitudes et ses hésitations. En réalité, si l'on avait triomphé rapidement de ce grand danger public, c'était que l'Italie n'avait jamais voulu se soulever. Elle s'était simplement montrée favorable à l'abolition des dettes par la-

quelle Catilina avait commencé, tant qu'elle l'avait cru facile et pacifique; mais quand peu à peu une petite conjuration révolutionnaire s'était formée au sein de cette agitation politique, et cela plutôt par un enchaînement fatal des événements que par suite d'un projet bien net et bien suivi, l'Italie avait abandonné et même maudit cette entreprise. La génération révolutionnaire de la guerre sociale et civile, de Saturninus, de Marius, de Sylla, de Carbon, de Sertorius, avait disparu, et chez la nouvelle génération était survenu, dans des proportions moins grandes, il est vrai, le même changement que celui qui s'est produit dans l'Europe révolutionnaire du dix-neuvième siècle, après 1870. La richesse s'était accrue, et avec elle le bien-être, les jouissances, la culture; la vie s'était raffinée; une nombreuse bourgeoisie aisée s'était formée qui ne connaissait plus le métier militaire; on s'était accoutumé à une vie plus agréable et plus large, et la population en était devenue plus timide, plus irrésolue, plus désireuse d'ordre et de paix. La bourgeoisie moyenne des différentes classes d'Italie, bourgeoisie mercantile, spéculatrice, avide de civilisation, de jouissances, de richesses, et qui possédait des champs, des maisons, des esclaves, qui trafiquait et cherchait tous les moyens de s'enrichir, n'aurait pas demandé mieux que de ne plus payer ses dettes si une loi commode l'avait dispensée de ce fastidieux devoir; mais elle ne voulait pas pour cela risquer dans une révolution ses biens, l'espoir des jouissances futures et sa vie. Les propriétaires devenaient particulièrement ennemis des guerres civiles, parce qu'ils cultivaient partout des vignes, des oliviers, des arbres qui ne donnent leurs fruits

qu'après de longues années de croissance, et dont la destruction pendant les guerres cause un dommage beaucoup plus grand que la destruction des moissons, des emblavures et des récoltes qui reviennent tous les ans.

XVI

LA PRISE DE JÉRUSALEM

Pendant le siège de la petite capitale du petit peuple hébreu, Pompée et ses officiers avaient pu observer des phénomènes insolites. La ville, dont Ircanus avait ouvert les portes, avait été prise facilement; mais une partie du peuple s'était réfugiée dans le Temple et y soutenait une lutte désespérée. Ce Temple était construit sur une colline qui dominait la ville et il était ceint d'une forteresse aux murailles très hautes. Pompée avait dû faire venir de Tyr un attirail de siège, faire dresser les machines, tandis que les Juifs lançaient avec acharnement sur les soldats des flèches et des pierres; enfin il avait fallu organiser un siège long et difficile. Mais bientôt on remarqua un fait singulier : périodiquement, tous les sept jours, les assiégés, comme frappés de stupeur, laissaient les Romains travailler à leurs machines et ne lançaient plus ni flèches ni pierres. Pompée interrogea Ircanus, qui lui apprit que tous les sept jours il y avait le sabbat, jour où la loi obligeait les fidèles à s'abstenir de tout travail, et que les fervents portaient le scrupule jusqu'à ne pas se défendre (1). Pompée ordonna à ses soldats de travailler

(1) Dion, XXXVII, 16; Josèphe, *A. J.*, XIV, iv, 3; *B. J.* I, vii, 3.

seulement le jour du sabbat, et il put ainsi, en trois mois, élever facilement les tours jusqu'à la hauteur des murailles et donner l'assaut. Faustus, fils de Sylla, fut, paraît-il, le premier à sauter sur les remparts; mais la défense fut acharnée et le massacre épouvantable. Quand Pompée se fut avec tant de peine emparé du temple, il voulut le visiter tout entier et jusque dans les sanctuaires les plus reculés où le grand prêtre seul pouvait pénétrer; il y chercha en vain une statue ou un tableau qui représentât la divinité; il admira l'étrange chandelier à sept branches que les Hébreux semblaient avoir en grande vénération, la table d'or, la provision énorme de parfums pour les cérémonies, et, enfouis dans les souterrains, les trésors qui auraient dû servir à récompenser de ses fatigues l'armée romaine. Mais le Dieu de la Bible donna alors la preuve la plus forte de cette puissance dont la crainte devait se répandre si loin dans le monde : seul de tous les dieux de l'Orient, il fit, cette fois, respecter son or par un général romain. Pompée resta véritablement stupéfait en présence de cet étrange fanatisme et il n'osa pas emporter les trésors (1).

En Palestine, Pompée fut rejoint par une ambassade du roi d'Égypte, qui venait lui rendre hommage, lui présenter une grosse somme d'argent et lui faire une invitation étrange : celle de se porter avec ses légions en Égypte pour aider le roi à vaincre une révolte qui avait éclaté depuis peu (2). Inquiété par les projets de Crassus et de César, désespérant de se faire reconnaître comme roi par le Sénat, Ptolémée Aulète cherchait

(1) Josèphe, *A. J.*, XIV, iv, 4 ; Zon., v, 6; Cicéron, *Pro Fac.*, xxviii, 67 ; ces témoignages annulent l'opinion opposée de Dion, XXXVII, 16.

(2) Appien, *Mith.*, 114.

maintenant à gagner Pompée à sa cause par cette démarche. Si Pompée acceptait, s'il l'aidait à rétablir l'ordre dans son royaume, il se compromettait tellement en sa faveur qu'à son retour à Rome il aurait dû plaider sa cause au Sénat, pour lui obtenir le titre d'ami et d'allié du peuple romain. Néanmoins cette politique, à la fois rusée et audacieuse, avait plusieurs côtés dangereux, car Ptolémée risquait de livrer ainsi son royaume aux Romains. Qu'allait-il faire, si le général romain, après être entré dans ses États, refusait d'en sortir et les soumettait à Rome? Avec un Lucullus ce danger aurait été sérieux. Mais Ptolémée avait à faire à Pompée, c'est-à-dire à un homme plus prudent même qu'il ne le désirait : et Pompée redouta probablement d'irriter, en allant en Égypte, trop de gens à Rome : ceux d'abord qui ne voulaient pas reconnaître Ptolémée, le parti qui s'opposait à la conquête de l'Egypte; puis aussi la coterie qui réclamait cette conquête, c'est-à-dire Crassus et César. Il garda l'argent, mais repoussa poliment l'invitation; puis il déclara la Palestine province romaine avec la Célésyrie; il soumit Jérusalem à un tribut, donna la charge de grand prêtre à Ircanus et, emmenant avec lui Aristobule prisonnier, il revint dans le Pont (1).

Cependant l'Italie se remettait de l'effroi des derniers événements; mais combien elle avait changé en peu de mois! La conjuration de Catilina n'avait pas été un danger terrible, mais elle avait suffi pour bouleverser les classes, les partis, l'esprit de tout le monde, et pour hâter la fin de ce puissant parti populaire, ami des réformes mais modéré, dont Pompée avait été le chef vers l'an 70. Enhardi par le grand

(1) Masi, *V. S. A.*, 25.

succès de la répression et par l'adhésion en masse des chevaliers; profitant de la frayeur publique que les récits exagérés sur la conjuration alimentaient; s'imaginant que cet état d'esprit durerait toujours, le parti conservateur devint une bande de réactionnaires féroces, dans laquelle les plus violents, qui avaient à leur tête Catulus et Caton, s'imposèrent facilement aux modérés et voulurent mener leur victoire jusqu'au bout, écraser le parti populaire, transformer les procès intentés aux complices de Catilina en une vaste persécution systématique de leurs ennemis. Le moment paraissait propice. Pompée était au loin; Metellus Nepos, qu'il avait envoyé à Rome, n'était pas un personnage considérable; Crassus épouvanté par la conjuration s'était hâté de sortir des intrigues et des dangers du parti populaire, à la tête duquel César restait tout seul, et discrédité, affaibli, détesté. Sur sa tête la tempête, apaisée un instant, allait éclater plus violente que jamais. Que fût-il advenu de lui s'il eût été d'un tempérament trop sensible et rendu trop délicat par des préjugés aristocratiques ou des scrupules moraux? Mais César était devenu un parfait politicien, résolu, sans égards ni scrupules, et il n'hésita pas à précipiter l'évolution de la démocratie, commencée déjà depuis quatre ou cinq ans, et à faire d'elle le parti batailleur et grossier de la populace (1). La classe aisée, les chevaliers, allaient-ils abandonner le parti populaire dans ce moment critique? Mais il y avait à Rome, dans les immenses maisons construites par les spéculateurs, une innombrable populace d'af-

(1) Plutarque, *Cat. U.*, 26; Plutarque, *Cæs.*, 8. Le fait est aussi prouvé par le grand nombre de procès pour usurpation du droit de cité que les conservateurs firent faire cette année-là Voyez Lange, *R. A.*, III, 258. Voyez aussi Cicéron, *A.* I., xvi, 11.

franchis, d'artisans, de colporteurs, d'humbles boutiquiers, d'aventuriers, de mendiants, de malfaiteurs venus de tous les points de l'Italie et de l'empire. Ces gens-là vivaient de tous les métiers, honteux ou permis, que leur laissaient les esclaves; ils trouvaient de l'ouvrage dans les travaux publics; ils faisaient les maçons, les tisserands, les fleuristes, les charretiers, les potiers, les tailleurs de pierre, les cuisiniers, les joueurs de flûte; ils se mettaient au service des coteries politiques et des ambitieux comme sicaires, espions ou commissionnaires; ils usurpaient le droit de cité, vendaient leur vote, volaient, trichaient, prenaient part aux distributions publiques du blé et aux banquets politiques; ils avaient constitué un grand nombre de sociétés ou *collegia*, que le Sénat poursuivait depuis la conjuration, en cherchant à dissoudre celles qui étaient déjà formées et à empêcher qu'il ne s'en formât de nouvelles (1). Besogneuse, toujours mécontente, pleine de haine contre les riches, cette population avait admiré Catilina et avait cherché à le faire réussir; et elle était toujours prête, si elle trouvait des chefs, à emplir l'État de tumulte. C'est à la tête de ce monde-là que se mirent, scandale presque incroyable, l'arrière-neveu de Metel-

(1) Voyez dans Waltzing, *C. P. R.*, I, 87-89 l'énumération des sociétés ouvrières de Rome et d'Italie dont on a retrouvé des traces à cette époque-là. Les lois contre les confréries d'artisans auxquelles il est fait allusion ici sont celles dont parle Asconius, *In Corn.*, p. 67 (ed. Kiessling et Schoell); et *In Pis.*, p. 6, 7. Il me paraît douteux que la dissolution ait eu lieu en 64; en effet un passage de Q. Cicéron, *De pet. cons.*, v, 19 et viii, 30, nous montre qu'en 64 il existait de nombreux *collegia* et *sodalitates*; et d'autre part Waltzing, I, p. 98, a démontré, à l'encontre de ce qu'avançait Mommsen, que ces lois étaient dirigées contre toutes les sociétés. En outre le texte d'Ascon *In Pis.*, p. 6, 7, est altéré. De toute façon il s'agit des tentatives que faisaient à cette époque-là les conservateurs pour retirer aux ouvriers le droit de s'associer.

lus Macedonicus et le *pontifex maximus*, pour repousser les attaques des conservateurs devenus frénétiques, en les attaquant à leur tour, non plus sur le terrain trop dangereux des réformes économiques, mais sur le terrain plus facile de l'opposition politique. A peine avait-il pris possession de la préture que César attaqua Catulus lui-même, l'accusa d'avoir mal géré les fonds avec lesquels il avait été chargé de réparer les dégâts subis par le Capitole pendant la guerre civile, et il proposa de confier ce travail à Pompée (1). Cette proposition échoua devant l'opposition énergique des conservateurs; mais vers la même époque Metellus, aidé de César, en mit en avant une plus audacieuse encore : il demandait que l'on rappelât Pompée en Italie avec son armée, afin qu'il fût là pour empêcher à l'avenir que des citoyens fussent mis à mort illégalement. C'était poser ouvertement la question de savoir si les condamnations prononcées par le Sénat contre les complices de Catilina étaient légales, et menacer ouvertement le parti qui continuait à abuser des dénonciations et des procès ayant trait à la conjuration de Catilina. Les conservateurs frémirent. Fidèle à sa mission de semer la révolte, le parti populaire accusait ceux qui s'étaient exposés à de graves dangers pour défendre l'ordre; il voulait charger officiellement Pompée de faire le coup d'État. Caton, qui était alors tribun du peuple, alla seul opposer son véto le matin du jour où la loi fut mise en délibération aux comices. César et Metellus le firent chasser à coups de pierre par des bandes de vauriens; les conservateurs, encouragés par leur exemple, coururent, eux aussi, chercher des gens et ils revinrent à temps pour chasser César

(1) Dion, XXXVII, 44; Suétone, 15.

et Metellus avant que la loi n'eût été votée. C'est ainsi que la question fut pour le moment tranchée. Mais le scandale avait été trop grand et il grossit encore, quand Metellus, menaçant de se venger, sortit de Rome pour retourner auprès de Pompée. Le Sénat, où étaient cependant beaucoup de modérés, ne sut pas résister aux imprécations de la coterie réactionnaire et destitua Metellus et César; mais celui-ci sut si bien se poser en victime de l'injustice des grands, que la populace tapageuse se souleva et que le Sénat, qui avait encore plus peur des émeutes que des réactionnaires, fut obligé de le réintégrer dans sa charge (1). Les chefs du parti conservateur furent exaspérés et tentèrent de l'impliquer dans les procès dressés contre les complices de Catilina; mais l'effervescence du bas peuple croissait tellement (2) que Caton lui-même, pour le tranquilliser et pour mieux le disposer envers le parti conservateur, proposa d'augmenter les distributions de blé au peuple pour une somme d'environ sept millions, en augmentant ainsi le nombre de ceux qui y avaient droit (3).

Les luttes qu'on avait livrées depuis l'an 70 jusqu'à la conjuration de Catilina étaient oubliées; des luttes nouvelles commençaient. Depuis un an la situation

(1) Dion, XXXVII, 43; Plutarque, *Cic.*, 23; Suétone, *Cæs.*, 16, 17; Plutarque, *Cat. U.*, 26-29. Il y a cependant dans ces récits certaines variantes entre lesquelles il est difficile de décider. Selon Suétone, César et Metellus furent destitués; selon Plutarque (*Cat.* 29), Metellus ne fut pas destitué, parce que Caton intervint en sa faveur.

(2) Plutarque, *Cæs.*, 8.

(3) Plutarque, *Cat. U.*, 26, place cette loi avant la proposition de Metellus, ce qui paraît peu vraisemblable. Ce n'est qu'après le scandale de cette proposition que Caton a pu être amené à proposer lui-même une loi si en opposition avec ses idées. Voyez Lange, *R. A.*, III, 258.

politique était entièrement changée; et ce changement profond avait une grande importance, surtout pour deux hommes, Pompée et Cicéron. On savait que Pompée se préparait à revenir, et tout le monde se demandait quel rôle il allait jouer dans cette lutte. Les conservateurs se montraient très inquiets, affirmaient qu'il se servirait de son armée pour se faire nommer dictateur et détruire la république. Et cependant, s'il n'était très difficile, même aux hommes les plus intelligents, de connaître réellement au milieu des luttes politiques les personnages que l'on hait simplement en tant qu'ennemis de son parti, ou que l'on admire parce qu'ils en sont les champions, personne n'aurait appréhendé de voir Pompée devenir un nouveau Sylla à son retour d'Orient. Il méditait tout au contraire à ce moment-là le projet de se réconcilier avec les conservateurs. Pompée était un véritable grand seigneur d'ancienne race, un exquis et intelligent dilettante en art, en littérature, en science, en politique, en guerre, comme il s'en trouve dans la noblesse aux époques civilisées; mais il n'avait ni la ténacité de Crassus, ni l'impétueuse imagination et l'énergie de Lucullus, ni l'intelligence profonde de César. Superficiel, d'esprit versatile, il manquait de passions intenses; ambitieux et orgueilleux, il n'était ni violent, ni insatiable; habile et rusé, il se laissait cependant tromper par les intrigants actifs et troubler par les événements insolites. Il n'était ni méchant ni cruel, mais froid et égoïste, comme le sont souvent les nobles. Un tel homme était par nature un conservateur modéré et non un révolutionnaire. Dans sa jeunesse il avait été partisan fougueux et violent des guerres civiles; puis ses premiers succès avaient fait de lui un intrigant difficile à contenter, qui s'était lié par ambition au parti popu-

laire; mais il avait fini par avoir tant de satisfactions qu'il avait assouvi tous ses désirs de gloire, de puissance et de richesse (1). A son retour à Rome il était le plus célèbre de tous les généraux, grâce à ses grandes entreprises; le plus riche de tous, grâce aux capitaux énormes qu'il avait recueillis et placés; le plus puissant de tous, à cause des obligations personnelles que tant de rois de l'Orient avaient contractées avec lui; mais ses grandes ambitions une fois satisfaites, son tempérament aristocratique et conservateur reprenait le dessus : il détestait maintenant la démagogie turbulente et vulgaire de Rome, et son dégoût s'était accru quand il avait appris les intrigues de Crassus, l'adultère dont on accusait sa femme Mutia et César, et les scandales provoqués par César, devenu le chef de la canaille de Rome. Tandis que bien des gens redoutaient qu'il ne méditât les projets les plus ambitieux, il se préoccupait alors simplement de ne pas gâter son triomphe et de ne froisser personne; il ne disait rien de l'affaire de Catilina (2) dans ses lettres au Sénat; il songeait à divorcer d'avec Mutia, à contracter quelque nouveau mariage qui préparât sa réconciliation avec les conservateurs (3), à gagner du temps et à faire par un beau voyage royal à travers la Grèce sa dernière et sa plus riche moisson de satisfactions d'amour-propre. Ainsi il alla à Lesbos où il délivra Mitylène pour plaire à son favori Théophane, qui était né dans cette ville; il y admira le beau théâtre et fit le projet d'en construire un semblable à Rome, mais

(1) Voyez sur ce changement du caractère de Pompée le beau chapitre de DION, XXXVII, 23, qu'il me semble avoir tiré de Tite-Live.

(2) CICÉRON, *F.*, V, 7.

(3) PLUTARQUE, *Cat. U.*, 30.

plus vaste encore (1). De Lesbos il alla à Rhodes, où il vit Posidonius, l'historien philosophe tant admiré des riches Romains, et il distribua de l'argent aux professeurs (2); puis il se rendit à Ephèse où s'étaient rassemblées l'armée et la flotte.

Les conservateurs auraient pu trouver un allié dans celui qu'ils redoutaient comme leur plus grand ennemi. Ils ne trouvaient pas, au contraire, un appui énergique en Cicéron, qu'ils auraient eu droit de considérer désormais comme un de leurs chefs. La conjuration de Catilina est un événement capital de la vie du grand écrivain, car d'elle date un changement profond dans son caractère. Jusqu'alors il avait été un homme modeste, économe, qui n'aimait ni la puissance ni le luxe, qui se souciait surtout de sa gloire littéraire et qui avait accepté plutôt que recherché les grandes charges de la république. Depuis la conjuration, les louanges hyperboliques, l'admiration exagérée des chevaliers et même des nobles, d'habitude si orgueilleux avec les *homines novi*, les grands honneurs décrétés — entre autres le titre de *père de la patrie* — en somme toutes les exagérations qui suivent la répression d'une révolte peu dangereuse, auxquelles se livrent ceux qui ont eu une grande peur ou qui veulent exploiter la peur des autres, le grisèrent. Il finit par se persuader qu'il avait réellement sauvé la république d'un immense danger et qu'il était un grand homme politique; des idées de grandeur commencèrent à exalter son esprit; il ne se contenta plus ni de la gloire littéraire, ni de la vie modeste qu'il avait menée jusqu'alors. Justement cette année-là, tandis que la lutte

(1) Plutarque, *Pomp.*, 42 ; Velleius, II, xviii, 42.
(2) Plutarque, *Pomp.*, 42.

des partis devenait plus violente, il commettait une des plus graves erreurs de sa vie, en achetant à Crassus pour une somme énorme, 3,500,000 sesterces, une grande maison sur le Palatin (1). Il voulait posséder une demeure plus digne de sa nouvelle situation que la vieille et modeste maison de ses pères; mais il n'avait pas l'argent nécessaire et, pour se le procurer, il dut se départir de sa rigoureuse observance de la loi Cincia; prier les amis qu'il avait défendus de lui prêter, sans intérêt naturellement, de fortes sommes; emprunter de l'argent à un grand nombre de personnes. Un seul de ses clients, P. Sulla, lui prêta deux millions de sesterces (2). Il est vrai qu'il comptait pour payer ses dettes sur son collègue Antoine alors en Macédoine; car, lorsqu'il lui avait cédé sa province, il avait été convenu qu'Antoine lui donnerait une partie du butin qu'il ferait dans ses guerres (3). Mais il contractait une dette immense avec des probabilités bien incertaines de les payer, et il commettait la même erreur que César, en liant sa liberté personnelle avec une chaîne qu'il ne réussirait plus à briser. En même temps, si son ambition s'exaltait, son énergie n'augmentait pas en proportion; et tandis qu'il contractait des dettes énormes et qu'il s'imaginait conserver dans la république la situation exceptionnelle qu'il avait à la fin de son consulat, il se dérobait, laissait les autres défendre son œuvre, n'osait pas se ranger résolument du côté des conservateurs. Le parti populaire le respectait encore dans ses attaques contre les conserva-

(1) Cicéron, *F.*, 5, 6, 2; Velleius, II, 14.
(2) Aulu-Gelle, *N. A.*, XII, 12.
(3) On peut se rendre compte de cette intrigue en lisant les lettres de Cicéron à Atticus, 1, 12, 13 et 14, où *Teucris* est certainement le nom donné à Antoine; et les lettres *ad F.*, 5, 5 et 6. Voyez Drumann, *G. R.*, I², 394; V, 428 et suiv.

teurs; et peut-être espérait-il par cette inertie garder sinon l'admiration de jadis, au moins un certain prestige auprès d'eux. Il restait donc inactif; et alors que les partis en venaient aux mains sur le forum, il se bornait à répéter à tout propos le mérite et la gloire de son consulat; il se disposait même à en écrire une histoire en grec.

Vers le milieu de l'an 62, Pompée était sur le point de quitter l'Asie. Mais avant de s'embarquer il distribua des récompenses à ses compagnons d'armes : à chaque soldat 6,000 sesterces, environ 1,500 francs; des sommes plus élevées aux centurions et aux tribuns, l'ensemble faisant un total qui équivaudrait à environ soixante-quinze millions de francs. Ses généraux eurent à eux seuls cent millions de sesterces; si bien qu'en supposant qu'ils fussent vingt-cinq chacun d'eux eut une somme qui équivaudrait à environ un million de francs, grasse récompense pour des campagnes si peu périlleuses qui n'avaient duré que quatre ans (1). Enfin il mit à la voile pour la Grèce avec son armée. Il alla d'abord à Athènes, où il séjourna pour entendre les philosophes, et il offrit cinquante talents pour restaurer les plus beaux édifices (2). D'Athènes il envoya à sa femme Mutia une lettre où il lui signifiait son divorce (3); puis, s'étant embarqué pour l'Italie, il aborda à Brindes, vers la fin de l'année. Les conservateurs tremblaient, croyant voir arriver un Sylla démocrate, et Cras-

(1) Appien, *Mith.*, 116; Pline, *H. N.*, XXXVII, ii, 16. Il me paraît résulter du passage d'Appien que les 100 millions de sesterces dont parle Pline n'étaient pas compris dans les 16,000 talents (384 millions de sesterces) distribués aux soldats.

(2) Plutarque, *Pomp.*, 42.

(3) *Id.*; Cicéron. *A*, I, xii, 3.

sus se disposait à quitter Rome avec sa famille (1).

A Rome, cependant, tandis qu'on y attendait avec anxiété son retour, un scandale retentissant avait éclaté dans les premiers jours de décembre (2). La femme de César, Pompeia, avait une intrigue avec Clodius, le suborneur des légions de Lucullus; mais la sévère belle-mère faisait une garde sans pitié. Comme Pompeia, à titre de femme du préteur, devait présider la cérémonie de la Bonne Déesse, à laquelle les femmes seules pouvaient assister, Clodius, qui aimait les choses bizarres et scandaleuses (3), eut la fantaisie de s'habiller en femme et de donner un rendez-vous à Pompeia pendant la cérémonie. Mais il fut découvert. Une société aussi sceptique et aussi incrédule aurait dû rire de ce scandale, d'autant plus que les sujets graves dont le public pouvait s'occuper ne manquaient pas. La frayeur que causait l'arrivée de Pompée venait, il est vrai, de s'évanouir. Débarqué à Brindes il avait, à la joie et au grand étonnement des conservateurs, licencié son armée, et il approchait de Rome avec une petite suite pour demander son triomphe. Mais on recevait de la Gaule des nouvelles inquiétantes : les Allobroges s'étaient soulevés et avaient dévasté une partie de la Gaule narbonnaise (4), que le Sénat, toujours faible et incertain dans la politique extérieure, avait depuis quelque temps abandonnée à elle-même; les Helvètes, qui avaient pris part à l'invasion des Cimbres et des Teutous et qui s'étaient établis autour du lac de Genève, étaient inquiétés par les Suèves et voulaient émigrer

(1) Plutarque, *Pomp.*, 43.
(2) Lange, *R. A.*, III, 261.
(3) Drumann, *G. R.*, II, 205.
(4) Dion, XXXVII, 47, 48.

sur les côtes de l'Océan en traversant la province romaine (1). Mais le parti conservateur, négligeant tout, ne voulut s'occuper que de Clodius et il prit la chose au tragique : il fallait non seulement punir un sacrilège horrible, mais réprimer par un nouvel exemple, puisque celui de Catilina n'avait pas suffi, l'insolence de cette jeunesse qui promettait de devenir encore plus séditieuse et plus dissolue que ne l'avait été la génération précédente. Le Sénat consulta le collège des pontifes pour savoir si l'acte de Clodius constituait un sacrilège; et, le collège ayant répondu affirmativement (2), il chargea les consuls de l'année 61, M. Pupius Pison et M. Valerius Messala, de proposer une loi qui fixerait une procédure et établirait un tribunal spécial pour juger un procès aussi grave (3). La proposition d'un tribunal extraordinaire, faite alors que le parti populaire protestait tous les jours contre la condamnation illégale des complices de Catilina, parut une provocation au parti populaire, qui prit aussitôt Clodius sous sa protection. Une vive agitation contre la loi commença, fomentée surtout par un tribun du peuple de naissance obscure, Quintus Fufius Calenus, qui désirait faire parler de lui. Par représailles, les conservateurs s'obstinèrent à réclamer la condamnation du sacrilège. L'aventure galante de Clodius déchaîna ainsi, au commencement de l'an 61, une véritable bagarre politique, dans laquelle les hommes les plus éminents furent obligés d'entrer.

César, qui allait partir pour l'Espagne, sa province, dut ajourner son départ; mais il profita du scandale

(1) Cæs., *B. G.*, 1, 2.
(2) Cicéron, *A.* I., xiii, 3.
(3) *Id.*, xiv, 2.

pour divorcer d'avec Pompeia, dont le parentage aristocratique lui était plus nuisible qu'utile, maintenant qu'il était en guerre ouverte avec le parti aristocratique. Pompée fut sollicité par les deux partis et, bien qu'il se débattît le plus qu'il pût, il dut finir par faire des déclarations qui dans leur ambiguïté parurent plus favorables aux conservateurs qu'au parti populaire (1). Cicéron lui-même ne pût rester à l'écart; il fut entraîné plus loin qu'il n'aurait voulu par une intrigue singulière de Clodius. Celui-ci, pour obtenir son appui, avait essayé de le faire séduire par une de ses sœurs, la seconde, qui était la femme de Quintus Metellus Celer (2), et qui avait une très mauvaise réputation. Elle avait, disait-on, acheté un jardin sur les bords du Tibre à l'endroit où les jeunes gens se baignaient nus, et on lui attribuait un nombre infini d'amants. Mais la femme de Cicéron, Terentia, intervint et, accablant son mari de reproches, le força à lui donner, pour avoir la paix à la maison, la plus grande preuve de fidélité en s'employant à faire approuver la loi judiciaire contre Clodius (3). Celui-ci, furieux, attaqua Cicéron pour sa conduite dans l'affaire de Catilina et, faisant une allusion malicieuse aux affirmations faites par Cicéron au Sénat, l'appela « l'homme qui sait tout (4) ». Ces attaques arrivaient à un moment fâcheux, car Cicéron avait alors d'autres sujets d'inquiétude et de chagrin. Antoine ne lui envoyait rien; bien plus, comme il avait échoué dans une expédition contre les Dardanes, on voulait à Rome le rappeler, et Cicéron dut intervenir pour lui faire conserver son com-

(1) Cicéron, *A.* I., xiv, 2.
(2) Plutarque, *Cic.*, 29.
(3) *Id.*
(4) Cicéron, *A.* I., xiv, 5.

mandement (1). Mais la convention que Cicéron avait faite avec son collègue s'était ébruitée; le parti populaire commençait à l'attaquer; on prétendait que les chevaliers l'avaient payé pour faire condamner les complices de Catilina. Les attaques de Clodius, l'ayant trouvé dans cet état d'irritation et d'inquiétude, l'exaspérèrent, et il se jeta pour se venger au plus fort de la mêlée. La loi fut approuvée, mais avec des modifications favorables à Clodius et que proposa Calenus. Crassus, un peu tranquillisé maintenant, était prêt à entrer dans de nouvelles intrigues politiques et, sous l'instigation de César, il consentit à débourser de l'argent pour corrompre les juges. Les conservateurs, de leur côté, préparaient contre Clodius les témoignages les plus infamants. Quand le procès eut lieu, Clodius nia effrontément être allé à la fête de la Bonne Déesse : l'homme que l'on avait surpris était un autre que lui, car il n'était même pas à Rome ce jour-là. César, interrogé comme témoin, déclara qu'il ne savait rien (2); Lucullus vint révéler l'inceste de Clodia avec son frère (3); mais Cicéron fit une déposition accablante en déclarant que Clodius, ce jour-là, était à Rome et qu'il était venu le voir chez lui trois heures avant le sacrilège (4). Tout le monde croyait la condamnation certaine. Cependant l'or de Crassus fut plus fort que la vérité. Clodius fut absous, à la grande joie du parti populaire et à la grande confusion des conservateurs.

Ils essayèrent de se venger sur César, qui se disposait à partir pour la province. Plusieurs créanciers,

(1) Cicéron, *A.* I., 12, 13, 14; *F*, V, 5 et 6.
(2) Plutarque, *Cæs.*, 10.
(3) Cicéron, *Pro Mil.*, 27, 73. Voy. Drumann, 2, 382, n. 67.
(4) Valerius Maximus, VIII, v, 5; Cicéron, *A. I.*, xvi, 4.

subornés par ses ennemis politiques, exhibèrent une liasse de vieilles *syngraphæ* (nous dirions aujourd'hui des lettres de change) non payées, et ils le menacèrent, s'il ne payait pas, de saisir les gros bagages qu'emportaient avec eux tous les gouverneurs. Ces menaces étaient assurément le résultat d'intrigues politiques, sans quoi ces créanciers auraient été bien sots de retenir César à Rome, au moment même où il allait chercher en province l'argent nécessaire pour les payer. César s'adressa encore une fois à Crassus; celui-ci offrit sa garantie, que les créanciers n'osèrent pas refuser. César ainsi libéré partit aussitôt (1), laissant à Rome Pompée en train de préparer son triomphe, Lucullus au repos désormais et tout à fait retiré, Cicéron en proie, après l'échec subi dans le procès de Clodius, à des inquiétudes grandissantes. Il voyait maintenant le parti populaire, excité par son ennemi, reprendre avec violence toute l'affaire de Catilina, mettre en doute sa bonne foi; affirmer que le 5 décembre on n'avait pas jugé, mais assassiné des citoyens romains. Si au moins, pour compenser cette ingratitude, il lui était venu assez d'admiration d'autre part! Mais bien des gens qui l'avaient tant applaudi et admiré aux jours de frayeur, impressionnés maintenant par l'agitation populaire, commençaient à se demander si Cicéron n'avait pas exagéré le danger. Que faire? Cicéron était trop honnête et trop orgueilleux pour renier son œuvre dans le but de plaire au parti populaire; mais il n'avait pas non plus le courage ni l'énergie nécessaires pour s'unir aux conservateurs à outrance.

Cependant, pour le moment, tout était tranquille.

(1) Plutarque, *Cæs.*, 11 ; Appien, *B. C.*, II, 8.

Seules, les nouvelles de la Gaule causèrent un instant quelque inquiétude. Il se préparait évidemment une crise à la frontière septentrionale de l'Italie, et l'inertie confiante dans laquelle demeurait le Sénat depuis soixante ans vis-à-vis des Gaulois indépendants ne pouvait plus durer. Les peuples de la Gaule étaient divisés par des haines et des guerres de plus en plus violentes et compliquées, dans lesquelles Rome devrait fatalement intervenir un jour ou l'autre, malgré le mauvais vouloir du Sénat. Naguère, les Séquanes, une puissante tribu gauloise, avaient appelé à leur aide, d'au delà du Rhin, un roi germain, Arioviste, qui, avec ses Suèves, les avait aidés à vaincre les Éduens; ceux-ci, qui étaient les alliés des Romains depuis la conquête de la Narbonnaise, avaient, en 61, envoyé à Rome le druide Divitiacus pour demander du secours. Cicéron lui avait donné l'hospitalité (1). Mais l'inquiétude dura peu; le Sénat se tira d'embarras en décrétant que le gouverneur de la Narbonnaise, qui ne disposait d'ailleurs que de forces militaires très restreintes, protégerait les Éduens contre toute tentative des ennemis (2); et bientôt personne ne se préoccupa plus à Rome de ce danger : il y eut un moment d'arrêt pendant lequel les politiciens et les généraux se tinrent en repos; et l'esprit de grandeur qui caractérise cette époque n'était plus représenté par des hommes d'épée, mais par un homme de lettres, un ami de Cicéron, qui habitait un coin caché de Rome et travaillait à une des plus grandes et des plus audacieuses œuvres de la littérature latine. C'était un certain Titus Lucretius Carus, modeste rentier probable-

(1) Cicéron, *De div.*, I, xli, 90.
(2) César, *B. G.*, I, 35.

ment, qui vivait à Rome, dans sa petite demeure, des revenus de quelque propriété. Atteint d'une maladie terrible que les aliénistes appellent la folie alternante ou circulaire, et qui consiste en une succession d'exaltations violentes et de lourds hébétements (1), ce malade de génie avait dû abandonner la politique pour s'adonner à l'étude; il vivait au milieu de ses livres, avec quelques amitiés dans les hautes classes, sans ambition, sans désir de richesse, trouvant son plaisir dans la contemplation de l'infini que lui avait décrit Epicure : tout inondé de la pluie des atomes, tout scintillant d'étoiles, tout peuplé de mondes, vibrant dans un énorme effort vital où Rome et son empire n'étaient plus qu'un petit écueil perdu dans l'immense océan mouvant de l'éternité. Mais Lucrèce n'était pas un simple dilettante qui fuyait un monde plein de passions violentes, pour distraire par d'égoïstes plaisirs intellectuels son esprit malade; c'était au contraire un créateur ardent, un travailleur infatigable, et, dans sa solitude studieuse, un ambitieux aussi insatiable que Lucullus dans le tumulte des camps. Il composait un immense poème sur la nature, en invitant ses contemporains à renverser de leurs trônes les dieux menteurs que l'on avait vénérés jusque-là, et en tentant à lui seul de conquérir, non pas une province nouvelle avec les armes, mais dans un effort titanique de la pensée, la domination spirituelle de la nature. La langue des paysans du Latium était encore trouble, pauvre, concrète et la versification grossière et impar-

(1) S. Hiéron, *ad Ann.* 660 *U. C.* — Stampini, *Il suicidio di Lucrezio*, in *R. S. A. I.*, fas. 4, p. 45, a démontré que ces renseignements donnés par saint Jérôme et qu'il avait pris dans Suétone, sont dignes de foi. Voy. aussi Giri, *Il suicidio di Lucrezio*, Palerme, 1895.

faite; mais, de même que Lucullus avait osé partir avec trente milles hommes seulement, à la conquête de grands empires, Lucrèce osa faire violence à sa lourde langue maternelle, que bien des gens jugeaient encore inapte à exprimer autre chose que des textes de lois, des comptes d'hommes d'affaires et des querelles politiques. Il l'amollit, la purifia au feu de son enthousiasme, la martela longtemps sur l'enclume de la pensée et il parvint à lui donner de la douceur et de la clarté; comme un puissant archer qui tend son arc, il ploya la métrique et lança avec vigueur dans l'infini le vol des hexamètres; puis, avec cette langue et ce mètre il écrivit non pas le résumé aride et versifié d'une doctrine abstraite, mais une philosophie pittoresque et enthousiaste de l'univers; il exprima l'exaltation la plus intense, et la surprise la plus voluptueuse que l'âme humaine ait jamais ressenties devant la révélation de l'éternel mouvement de la vie universelle; il projeta sur la nature infinie l'ombre et la lumière, la mélancolie et la joie qui passaient dans son esprit malade; il décrivit avec une vivacité merveilleuse les épisodes doux et terribles de l'existence, le rire printanier qu'ont après la pluie les prairies verdoyantes, les ébattements lascifs des animaux au milieu des pâturages, le déchaînement des tempêtes bruyantes sur les champs et sur les forêts, les grandes inondations des fleuves, le calme et la colère des mers, les efforts de l'humanité encore animale pour vivre et se civiliser, les horreurs des épidémies et des guerres; les folles terreurs de la mort, la soif ardente d'amour de tous les vivants, l'éternité et l'identité de la vie qui circule dans l'univers à travers les formes périssables des êtres. L'exposition de la théorie épicurienne relie tous ces épisodes dans l'unité vivante du grand poème

solennel, presque religieux qui, s'il n'est pas l'œuvre la plus parfaite, est du moins la plus grandiose de la littérature latine, et dans lequel il ne faut pas voir l'œuvre d'un penseur solitaire, détaché de son époque et de son monde, mais un de ces efforts si puissants vers la grandeur, la puissance et la science que tentait partout cette époque-là, dans le monde des réalités et dans le monde de la pensée. Lucrèce, tout autant que Lucullus, que César, que Cicéron est une des figures caractéristiques de son temps. Il y représente l'effort héroïque de la raison qui, pour avancer dans la science, détruit les superstitions, les traditions, les religions. Son poème *de la Nature* fut une des plus belles créations de Rome; peu admiré au début, il traversa les âges, alors que les trophées, les monuments et la gloire de tant de généraux ont été emportés par le temps.

XVII

LE MONSTRE A TROIS TÊTES

Le méchant tour que ses ennemis venaient de lui jouer avait encore fait sentir à César combien il était urgent pour lui de consolider son patrimoine, et, à peine arrivé en Espagne, il s'occupa d'y amasser de l'argent. Après avoir recruté dix cohortes nouvelles et les avoir réunies aux vingt qui étaient déjà dans la province, il entreprit des expéditions contre les Callèces et les Lusitaniens ; il saccagea sans merci leurs villages, même ceux qui se rendaient (1). Comme la province était chargée de dettes contractées pendant la guerre de Sertorius auprès de capitalistes italiens, il appliqua à l'Espagne la politique de Catilina : il décréta une diminution légale des intérêts et se fit donner en compensation de grosses sommes par les villes (2).

A Rome Pompée avait déjà fait élire consul pour l'année 60 son général Lucius Afranius qui allait avoir comme collègue Quintus Metellus Celer, le beau-frère de Clodius. Mais Pompée différait encore son triomphe pour donner aux trésors conquis le temps d'arriver d'Asie. A la fin de septembre tout fut prêt, et le 29 le

(1) Appien, *B. C.*, II, 8 ; Dion, XXXVII, 52, 53 ; Suétone, *Cæs.*, 54 ; Plutarque, *Cæs.*, 12.
(2) Plutarque. *Cæs.*, 12 ; Suétone., *Cæs.*, 54.

cortège se mit lentement en marche dans la voie Appienne. Il était précédé de deux grands tableaux où étaient récapitulées les entreprises de Pompée et où il affirmait avoir, avec les tributs des nouvelles provinces, fait s'élever le revenu annuel de la république de 50 à 80 millions de drachmes (1). Après ces tableaux venait d'abord une interminable procession de chars chargés de cuirasses, de casques, de proues de navires des pirates; puis des mulets chargés d'argent et portant environ 60 millions que le conquérant versait au Trésor; puis, disposée avec art, la merveilleuse collection de pierres précieuses de Mithridate; puis, chacun sur un char spécial, les objets de grande valeur dont on s'était emparé : une table à jeu formée uniquement de deux pierres précieuses d'une grandeur demesurée; trois lits splendides; un lit d'or massif donné par le roi des Ibères; trente-cinq couronnes de perles; neuf vases de table énormes, en or et garnis de perles; trois colossales statues en or de Minerve, de Mars et d'Apollon; un petit temple des Muses garni de perles et surmonté d'une horloge; un lit dans lequel avait dormi Darius, fils d'Istape; le trône et le sceptre de Mithridate; sa statue en argent, son buste colossal en or; la statue en argent de Pharnace; un buste de Pompée composé en perles par un très habile artiste oriental; d'étranges plantes des tropiques, entre autres l'ébénier. Pendant des heures et des heures la procession des merveilleux trésors du dernier monarque hellénisant de l'Asie se déroula, comme elle put, dans les rues étroites de Rome, sous les yeux d'une foule immense et bruyante, qui endurait le soleil, la poussière, la cohue, les longues pauses du long cortège; qui paraissait ne pas se lasser

(1) D'environ 38 à environ 64 millions de francs.

de voir des choses nouvelles, qui en attendait toujours de plus étonnantes, et qui commentait ou saluait d'exclamations, de cris, d'applaudissements les choses les plus étranges et les plus admirables. Les yeux des femmes brillaient surtout en voyant ces pierres précieuses si nombreuses, si grosses, si splendides.

Le jour suivant, qui était l'anniversaire de la naissance de Pompée, on fit défiler le butin vivant : d'abord de longs groupes de prisonniers de tous les pays, depuis les pirates jusqu'aux Arabes et aux Juifs, tous libres et sans chaînes ; et c'était un pittoresque défilé ethnographique représentant l'immense variété des peuples sur lesquels Rome avait étendu son empire. Puis venaient une foule de princes et d'otages, deux célèbres chefs de pirates, le fils de Tigrane qui après s'être brouillé avec Pompée s'était révolté et avait été privé de la Sophène, sept fils de Mithridate, Aristobule avec un fils et deux filles, de nombreux personnages ibères et albanes ; puis de grands tableaux figurant des épisodes importants de l'expédition, tels que la fuite de Tigrane et la mort de Mithridate ; puis d'étranges idoles des Barbares. Enfin venait le triomphateur sur un char orné de perles ; il était vêtu d'une tunique qu'on disait avoir été portée par Alexandre le Grand, et il était suivi d'un splendide cortège de légats et de tribuns à pied et à cheval (1). Mais ce qu'il y eut de plus merveilleux et qui rehaussait pour l'Italie l'orgueil d'être la pre-

(1) Les éléments de cette description sont pris dans APPIEN, *Mith.*, 116, 117 ; PLINE, *H. N.*, XXXVII, II, 16, et PLUTARQUE, *Pomp.*, 45. Ces écrivains cependant ne sont pas d'accord sur les sommes que Pompée aurait versées au Trésor. Plutarque donne le chiffre le plus élevé, 20,000 talents, dans lesquels il comprend la valeur des objets d'or et d'argent. Pline donne la somme plus faible de 200 millions de sesterces. J'ai choisi la somme moyenne donnée par Appien.

mière de toutes les nations, c'est que, la procession terminée, le triomphateur, qui affirmait avoir porté jusqu'au bout du monde les limites de l'empire, quittait le costume d'Alexandre et rentrait modestement, en simple citoyen, à la maison paternelle.

Mais la fête passée, vers la fin de l'année 61 et dans les premiers mois de l'année 60, la discorde se déchaîna de nouveau. Pompée désirait toujours se réconcilier avec les conservateurs, et dans ce but il avait demandé à Caton les uns disent deux nièces, d'autres deux filles, pour en épouser une et donner l'autre à son fils aîné (1). La fortune de César ne courut jamais plus grand danger. Mais l'intransigeant Caton refusa. Il ne voulait pas mêler les affaires publiques aux affaires privées et il se défiait de la conversion de cet ancien transfuge du parti conservateur. Quant au petit monde réactionnaire, il était trop rancunier, et maintenant qu'il ne craignait plus Pompée qui avait congédié son armée, il ne songeait qu'à se venger de lui. Le parti conservateur répondit donc aux avances de Pompée par des attaques violentes. Quand il demanda au Sénat de confirmer les dispositions qu'il avait prises en Orient, il y eut aussitôt de nombreux sénateurs pour s'y opposer. Crassus et Lucullus le faisaient pour se venger, Caton et le parti conservateur pour lui faire perdre le crédit qu'il avait auprès des souverains d'Orient, et aussi peut-être pour mettre en danger les sommes énormes qu'il leur avait prêtées (2). Les nouveaux revenus et l'usage que l'on allait en faire furent un autre sujet non moins grave de discorde. Pompée faisait la proposition raisonnable de donner

(1) Plutarque, *Cat. U.*, 30.
(2) Dion, XXXVII, 49; Appien, *B. C.*, II, 9.

une partie de cet apport à ses soldats en achetant pour eux des terres en Italie, et de faire bénéficier de l'autre l'Italie en supprimant les douanes d'importation. Le licenciement de soldats que Pompée venait de faire était, avec celui de Sylla, le plus nombreux qui eût été fait depuis que la milice était devenue un métier des basses classes. Mais comme, même en restant vingt ou vingt-cinq ans en Orient, tous n'avaient pas su mettre de côté les sommes suffisantes pour se suffire à eux-mêmes dans leurs vieux jours, il fallait leur faire une pension en leur donnant des terres, où avec l'argent économisé en Orient ils pourraient construire une petite maison, acheter quelques esclaves et essayer d'une culture lucrative. L'abolition des douanes d'autre part était désirée par toute l'Italie; car la consommation des vins, des parfums, des meubles, des couleurs, des étoffes, des objets d'art de l'Orient augmentait, même dans les villes secondaires qui s'embellissaient. Si on leur ouvrait les frontières d'Italie, non seulement les marchandises orientales diminueraient de prix, mais on en aurait fini des contestations si fréquentes avec les publicains qui affermaient les impôts (1). Aussi Pompée avait fait proposer par le tribun Lucius Flavius une loi agraire, et par Metellus Nepos une loi abolissant les droits de douane pour les marchandises importées en Italie. Malheureusement cette augmentation de revenus avait éveillé trop d'appétits. Les conservateurs

(1) Des passages de César, *B. C.*, III, xxxi, 2; III, xxxii, 6, et de Dion, XXXIX, 59 attestent l'existence de sociétés de publicains en Syrie à l'époque de la guerre civile et dans les années précédentes. Il semble donc probable que ces sociétés se formèrent à cette époque-là, aussitôt après la conquête. Je crois que c'est à ces sociétés que fait allusion Cicéron, *A*, I, xix, 4, quand il parle de l'*adventicia pecunia..., quæ ex novis vectigalibus per quinquennium reciperetur.*

désiraient que les nouveaux fonds restassent à la disposition du Sénat pour pouvoir augmenter les sommes assignées aux provinces et aux différents services publics, dans lesquels tant de sénateurs trouvaient leur profit. La puissante compagnie qui avait affermé les impôts d'Asie profitait de cette abondance pour demander au Sénat, avec l'appui de Crassus qui probablement en était actionnaire, une réduction du prix convenu, en se plaignant d'avoir offert un fermage trop élevé et en disant qu'elle y perdait (1). Il en résulta des discussions, des intrigues, des querelles envenimées par les haines politiques qui désorientèrent Pompée et qui meurtrirent les nerfs déjà malades de Cicéron. Pompée qui, rassassié de succès, était revenu à Rome avait l'intention d'y goûter toutes les jouissances de la gloire et de la richesse, se trouva pris dans une misérable lutte d'intrigues qui l'indignait d'autant plus que, bien qu'il affectât de mépriser ses ennemis, il ne réussissait pas à les vaincre. Cicéron dégoûté des conservateurs, inquiet de la haine croissante des démagogues, affligé de la chute rapide de son crédit, pour ne pas s'attirer en outre l'inimitié des publicains avait pris au Sénat la défense des fermiers de l'impôt; mais il écrivait à Atticus que leur cupidité était honteuse; il tâchait de se rapprocher de Pompée, mais il en avait honte, et pour s'excuser il disait à Atticus qu'il espérait ainsi convertir le chef du parti populaire (2). Il avait enfin publié l'histoire de son consulat écrite en grec (3). Mais voulant, sans le dire ouvertement, se justifier des accusations de Clodius, il avait raconté, pour montrer qu'il n'avait pas accueilli

(1) Cic., *A*, I, xvii, 9.
(2) *Id.*, 10 ; I, xix, 7 ; II, i, 6.
(3) *Id.*, I, xix, 10.

à la légère les bruits publics, que Crassus lui avait apporté un soir des lettres et des dénonciations contre Catilina, et Crassus qui, la peur passée, était de nouveau avide de popularité, était furieux de cette révélation qui le mettait au nombre des persécuteurs de Catilina; Crassus était donc, lui aussi, hostile à Cicéron (1). Cependant, en dehors de l'abolition des douanes (2), les discussions nombreuses qui avaient lieu au forum et au Sénat n'aboutissaient à rien. On n'avait approuvé encore ni l'administration de Pompée en Orient, ni la loi agraire, ni la réduction des fermages; et là-dessus encore des nouvelles plus inquiétantes arrivèrent de la Gaule. Malgré le décret de l'année précédente en faveur des Éduens, les Séquanes continuaient la guerre. Arioviste faisait de beaux présents au consul Metellus (3), et cherchait à se faire reconnaître par le Sénat l'ami et l'allié du peuple romain; les Helvètes paraissaient sur le point de se mettre en marche pour leur émigration et ils faisaient déjà des incursions dans la province (4). A Rome, quand on parlait de la Gaule tout le monde songeait à Brennus, aux Cimbres et aux Teutons. On crut donc un instant que l'Italie était menacée d'une grande invasion celtique. Toutes les autres questions furent écartées, et le Sénat décida que les deux consuls tireraient au sort les deux Gaules, la Cisalpine et la Narbonnaise; que l'on ferait des levées; que toutes les exemptions du service militaire seraient suspendues; enfin que l'on enverrait en Gaule trois ambassadeurs pour étudier l'état de choses (5).

(1) Plutarque, *Crass.*, 13.
(2) Dion, XXXVII, 51.
(3) Pline, *H. N.*, II, lxvii, 170.
(4) Cicéron, *De div.*, II, xli, 90; *Id.*, *A*, I, xix, 2.
(5) *Id.*, *A*, I, xix, 24.

César cependant, vers le milieu de l'année 60, se hâtait de revenir d'Espagne pour briguer le consulat de l'année 59. Les candidats au consulat étaient trois cette année-là : César ; un historien du nom de L. Lucceius, qui avait longtemps habité l'Égypte et qui était très riche, et un conservateur intransigeant, Marcus Bibulus, qui avait déjà été le collègue de César comme édile et comme préteur. Lucceius, qui n'était d'aucun parti et qui désirait seulement être élu, se vit sollicité par les deux candidats qui espéraient lui faire payer leurs frais d'élection ; mais César le démagogue populaire l'emporta sur le conservateur intransigeant, et Bibulus fut obligé d'avoir recours à ses amis, qui se cotisèrent pour le défendre (1). Caton lui-même, cette fois, consentit à payer pour Bibulus, tant il redoutait d'avance le consulat de César. César et Bibulus furent élus, et le pauvre millionnaire qui avait payé les frais resta sur le carreau. Pour riposter à cette élection, le parti conservateur fit aussitôt décider par le Sénat que la charge proconsulaire des deux consuls pour l'année 59 consisterait dans la surveillance des forêts et des routes. C'était une petite mission administrative d'importance toute secondaire. On déjouait ainsi d'avance d'une façon presque ridicule l'ambition que l'on prêtait à César d'appliquer à son tour à quelque partie du monde la politique de Lucullus et de Pompée (2).

Ce qu'étaient exactement alors les projets de César,

(1) Cicéron, *A.* I, xvii, 11 ; Suétone, *Cæs.*, 19.

(2) Suétone, *Cæs.*, 19. Je suis ici Suétone, et non Dion, XXXVII, 54, Plutarque, *Cæs.*, 13 ; *Pomp.*, 47 ; *Crass.*, 14 ; Appien, *B. C.*, 2, 9, qui placent avant les élections la réconciliation de Crassus et de Pompée par l'intermédiaire de César. Il me paraît plus vraisemblable qu'elle ait eu lieu après les élections, car elle dut être l'effet d'un long travail pour lequel César, arrivé à Rome peu de temps avant l'élection, n'aurait pas eu le temps nécessaire.

nous ne le savons pas. Il restait encore à la politique romaine trois grandes choses à entreprendre : la conquête de l'Égypte, l'invasion de la Perse, l'extension de la domination romaine en Europe, du côté du Danube et du Rhin. Bien qu'une guerre parût imminente, César ne pouvait penser pour le moment à une entreprise en Gaule, car la Gaule cisalpine était échue à Metellus Celer, qui se disposait à aller prendre le commandement de ses légions (1). On ne peut pas admettre non plus que César eût des visées sur l'Égypte, puisque le parti démocratique allait abandonner les projets de l'année 65 pour se montrer encore plus partisan que ne l'était le Sénat de la conservation de l'indépendance de l'Égypte. Ptolémée Aulétès était parvenu à accomplir cette conversion miraculeuse. N'espérant plus être aidé par Pompée, il avait conçu l'audacieux dessein d'obtenir précisément des mêmes chefs du parti populaire qui peu d'années auparavant voulaient le voir dépouillé de son royaume cette reconnaissance de son autorité que le Sénat hésitait encore à lui donner. Il était en train de traiter avec Crassus, Pompée et César en leur promettant une somme énorme, six mille talents, s'ils parvenaient à le faire reconnaître par Rome souverain légitime. J'incline donc à croire, mais c'est une simple supposition sans preuves, qu'il pensait alors à la conquête de la Perse, que Lucullus avait autrefois méditée; on avait ensuite engagé Pompée à l'entreprendre, et si tous les deux s'étaient arrêtés sur les frontières de la Perse, l'idée qu'il faudrait conquérir aussi ce grand empire était déjà populaire. Ce qui me confirme dans cette hypothèse, c'est l'empressement avec lequel, quatre ans plus tard, César poussa Cras-

(1) Cicéron, *A*, I, xx, 5.

sus à cette entreprise. Quoi qu'il en soit, cette première manœuvre du Sénat invitait le consul désigné à ne pas se faire d'illusions sur les dispositions du parti conservateur. César se prépara aussitôt à la lutte, mais d'une façon que ne prévoyaient pas ses ennemis. Ceux-ci s'attendaient à un consulat turbulent; César revenait au contraire aux idées de modération qui convenaient le mieux à son caractère, à son rang social, à ses intérêts, et il imaginait pour combattre le parti conservateur un projet fort simple : réorganiser le parti démocratique de l'an 70, modéré et réformateur, qui avait l'appui des hautes classes aussi bien que des classes moyennes. Affaissé d'abord par la faute des hommes et des événements, ce parti avait été enfin détruit par la conjuration de Catilina; on pourrait le faire revivre, si on réussissait à mettre d'accord les chefs les plus puissants : Crassus, Pompée et Cicéron.

L'entreprise était difficile; elle n'était pas impossible. Pompée avait besoin que son administration en Orient fût approuvée. Crassus, discrédité auprès des conservateurs par ses projets ambitieux sur l'Égypte, auprès du parti démocratique par son attitude louche pendant la conjuration, désirait regagner la faveur populaire. Quant à Cicéron, il serait content de faire oublier la condamnation des complices de Catilina. César manœuvra si adroitement pendant les mois qu'il passa à Rome comme consul désigné, qu'il parvint à réconcilier Pompée et Crassus, en secret naturellement, car aucun des trois ne voulait que cette réconciliation fût connue, de peur que leurs puissants ennemis, alarmés, ne redoublassent d'énergie pour les combattre (1). En même temps

(1) Dion, XXXXII, 58.

un Espagnol de Cadix, P. Cornelius Balbus, que Pompée avait fait citoyen romain et qui était l'ami de plusieurs grands personsonnages romains, était chargé de traiter avec Cicéron, et de lui proposer une alliance avec Crassus et Pompée. Peu à peu le projet de la coalition devenait plus précis; en prenant une attitude conciliante et avec l'appui de Cicéron, de Crassus et de Pompée, César espérait amener à lui les sénateurs raisonnables, qui étaient en majorité, mais que la peur, depuis la conjuration de Catilina, faisait toujours voter pour le petit clan des conservateurs intransigeants; on reviendrait aux belles journées de l'année 70, et les affaires publiques seraient administrées par eux quatre. La grande bataille engagée alors contre la coterie conservatrice n'avait-elle pas été gagnée, au Sénat, aux comices, au forum, par lui, par Pompée, par Crassus et par Cicéron qui marchaient ensemble? Malheureusement Cicéron, qui était rebuté de tout et vivait dans une irrésolution perpétuelle, ne sut répondre ni oui ni non (1). C'était une déception. Mais elle ne compromettait pas tout le projet; même sans Cicéron, l'union de Crassus et de Pompée suffirait à

(1) Cicéron, *A*, II, iii, 3. Les tentatives faites auprès de Cicéron sont pour moi la preuve décisive que le premier dessein de César était de reconstituer le parti populaire, ami de la légalité, de l'année 70. Ainsi la modération dont César fit preuve au début de son consulat n'était pas simulée comme le suppose Appien, *B. C.*, II, 10. D'ailleurs à quoi eût servi à César de dissimuler pendant quelques semaines, s'il était déjà décidé à la révolution radicale qu'il fit pendant son consulat? Cette politique fut le résultat d'un changement rapide d'intentions et de programme dont on verra la raison. Il me semble en outre peu probable que Pompée et Crassus se fussent unis à César, s'ils avaient su que son consulat se terminerait par une révolution tout à fait démocratique.

reconstituer le parti; et cette fois ce serait César qui en retirerait le plus grand avantage. Non seulement il se serait fait donner un important commandement proconsulaire, mais il aurait exploité sa charge pour faire de l'argent. Il était impossible désormais de jouer un rôle politique sans dépenser beaucoup. A son retour d'Espagne César n'avait rien donné à ses créanciers, à ceux du moins qui ne le tourmentaient pas trop; il continuait à devoir plus de deux cent mille livres à Atticus et à être aussi le débiteur de Pompée (1). Ainsi il acceptait maintenant les propositions avantageuses de Ptolémée Aulétès et, en outre, il s'engageait à faire obtenir quand il serait consul une diminution de fermage aux directeurs de la compagnie des impôts d'Asie. Les directeurs devaient en échange lui donner beaucoup de *partes* de la compagnie (2).

A peine entré en charge, il exprima dans un discours qu'il prononça au Sénat son espoir d'agir en toute occasion d'accord avec Bibulus; et dans plusieurs actes, il témoigna de beaucoup d'égards pour

(1) Un passage de Cicéron, *A.* VI, I, 25 nous montre qu'en l'année 50 Atticus et Pompée étaient créanciers de César. Ces créances devaient remonter à une époque antérieure au consulat, puisqu'il ne me paraît pas vraisemblable que le consul des Gaules se soit fait prêter cinquante talents par Atticus.

(2) Nous connaissons cette intrigue par de brèves allusions de Cicéron, *In Vat*, XII, 29. Cicéron nous apprend que Vatinius en 59 extorqua à César et aux publicains *partes... carissimas*, c'est-à-dire celles de la compagnie d'Asie qui avait profité de la réduction du fermage. Il est évident que les publicains les lui offrirent en échange de la peine qu'il s'était donnée pour obtenir l'approbation de la loi qui réduisait le fermage. Il me paraît donc presque certain que les *partes* qu'avait César, et qu'il donna à Vatinius pour le récompenser de certains services, lui avaient été données à lui aussi, en échange de services rendus, par les directeurs de la compagnie.

son collègue (1). Il fit aussi une réforme administrative qui devait plaire à la classe moyenne, et pour laquelle César mérite aussi une petite place dans l'histoire du journalisme : ce fut lui qui créa à Rome ce que nous appellerions aujourd'hui un journal populaire. Avec la culture et la richesse, la curiosité croissait; on était avide de nouvelles, et beaucoup de gens à Rome cherchaient à gagner leur vie en faisant quelque chose d'analogue à notre journalisme; ils recueillaient les nouvelles publiques et privées qu'ils jugeaient les plus importantes et les plus curieuses; à des intervalles réguliers, de quelques jours, ils les réunissaient en un petit cahier, en faisaient copier par un esclave plusieurs exemplaires qu'ils distribuaient à ce que nous appellerions les abonnés, c'est-à-dire aux gens qui pouvaient payer pour avoir ces fascicules (2). Naturellement les gens riches seuls pouvaient s'abonner. César semble avoir fait décréter qu'un magistrat serait chargé de faire un résumé des nouvelles les plus importantes et qu'il les ferait écrire à différents endroits de la ville sur des murailles blanchies, faisant ensuite passer du blanc sur les nouvelles vieillies pour en écrire d'autres à la place (3). De cette façon, le petit peuple lui-même pourrait être vite informé de tout. César prit aussi des mesures pour que les comptes rendus des séances du Sénat fussent faits d'une façon

(1) Appien, *B. C.*, ii, 10; Dion, XXXVIII, 1.

(2) Voy. Daremberg et Saglio, *D. A.*, I, 50; Huebner, *De senatus populique romani actis*, Lipsia, 1860; E. Caetani Lovatelli, *I Giornali dei Romani* dans la *Nuova Antologia*, 1er novembre 1901. Voy. aussi Cicéron, *F.* VIII, i, 1; VIII, ii, 2; VIII, ii, 4; Suétone, *Cæs.*, 20.

(3) Daremberg et Saglio, *D. A.*, I, 50.

régulière et mis à la connaissance du public (1).

Croyant avoir ainsi bien préparé les esprits, César proposa une loi agraire, d'après laquelle vingt commissaires seraient chargés de distribuer aux vétérans et aux pauvres tout ce qui restait du domaine public, à l'exception de la Campanie, et en y ajoutant des terres que l'on achèterait dans des conditions raisonnables avec l'argent du butin de Pompée (2). C'étaient là des propositions modérées et sages (3), et César les soumit au Sénat en disant qu'il voulait entendre les objections de tout le monde. Mais il fut bientôt déçu dans son espoir d'en revenir à la démocratie et aux victoires de l'année 70. Les temps et les esprits étaient trop changés. Les conservateurs intransigeants entraient en fureur quand ils entendaient parler de César et de lois agraires; et les propriétaires, qui étaient nombreux au Sénat, ceux surtout qui possédaient des terres achetées pendant les proscriptions de Sylla, redoutaient une loi qui attribuait à vingt commissaires un pouvoir dont il était facile d'abuser. Ainsi les conservateurs parvinrent donc facilement, en donnant tantôt un prétexte et tantôt un autre, à faire ajourner la discussion de la loi par ce Sénat d'hommes faibles et sceptiques (4). César patienta quelque temps, tandis que Calenus, qui était préteur, et Publius Vatinius, obscur aventurier politique, qui était tribun du

(1) Darembberg et Saglio, *D. A.*, I, 51 ; Voy. Suétone, *Cæs.*, 20.

(2) Je crois que César proposa deux lois agraires, et à quelques mois de distance. Les arguments décisifs à mon sens sont les passages de Cicéron, *A*, II, xvi, 1, 2; II, xviii, 2 ; Voy. Suétone, *Cæs.*, 20 ; Plutarque, *Cat. U.*, 32 et 33 ; Appien, *B. C.*, II, 10; Dion, XXXVIII, 1 ; Napoléon III, *J. C.*, I, 381, n. 2 ; Lange, *R. A.*, III, 279.

(3) Dion, XXXVIII, 1.

(4) *Id.*, 2.

peuple, proposaient des réformes de la loi judiciaire (1). A la fin, voyant que ni lui ni Crassus ne réussiraient à faire discuter la loi par le Sénat, César déclara qu'il la proposerait tout simplement aux comices (2). Les esprits s'échauffèrent : Bibulus, avec l'aide de Caton et des conservateurs, se mit à faire un violent obstructionnisme liturgique pour empêcher les réunions du peuple (3); César s'entêta, agita le peuple, et après avoir fait tout ce qu'il pouvait pour gagner Bibulus, il en vint à un expédient suprême. Il appela ouvertement à son aide Crassus et Pompée, qui vinrent au forum et déclarèrent que l'obstructionnisme factieux des conservateurs devrait céder à la force, si la persuasion ne suffisait pas (4). La loi fut approuvée au milieu de grands tumultes; une clause qui y fut ajoutée obligeait les sénateurs à jurer de l'observer fidèlement. Mais ce succès n'était rien en comparaison du changement subit qui se fit dans les esprits lorsque l'on sut que ces trois personnages, que tout le monde croyait ennemis, étaient au contraire d'accord. C'était la lutte entre Crassus et Pompée qui, malgré les défaites et les scandales, avait permis à la coterie réactionnaire de rester aussi puissante; et leur querelle était si ancienne et si envenimée que tout le monde la considérait comme éternelle. Au contraire, tout d'un coup et comme par enchantement, on voyait ces deux ennemis réconciliés et tous les deux unis à César, le chef si redoutable et si populaire de la canaille de Rome. Tout le monde en fut stupéfait. Il était évident que si Pompée, Crassus et César marchaient d'accord,

(1) Lange, *R. A.*, 3, 275.
(2) Dion, XXXVIII, 3.
(3) *Id.*, XXXVIII, 6 ; Appien, *B. C.*, II, 11.
(4) Appien, *B. C.*, II, 10; Plutarque, *Pomp.*, 47; *Cæs.*, 14.

ils disposeraient en maîtres des comices et des magistratures, seraient les chefs d'une coterie politique toute puissante, et que, sans leur consentement, il serait difficile d'obtenir une charge, un commandement, une délégation ou un emprunt. La majorité des sénateurs ne songeaient qu'aux honneurs, à l'argent et au pouvoir; ils se rangèrent donc comme toujours du côté des plus forts, et s'éloignèrent en foule de la petite faction des conservateurs intransigeants qui, depuis la mort de Catulus, étaient dirigés par Caton.

Il en est des esprits comme des corps qui perdent l'équilibre quand, ayant fait un trop grand effort contre un obstacle, celui-ci vient à céder tout à coup. C'est ce qui se passa pour César. Il avait été prudent et modéré au début; mais enhardi par le succès de la loi agraire et par la révélation inattendue de sa nouvelle puissance, furieux de l'opposition factieuse des conservateurs, cet homme à l'esprit vif et passionné changea de plan : il conçut le projet de fonder à Rome une démocratie analogue aux démocraties grecques, qui dans des assemblées du peuple, et sans Sénat, gouvernerait l'empire à elle seule. Ayant à sa tête trois Périclès pleins d'éloquence, de gloire et de richesse, elle trancherait seule dans les comices, comme elle avait fait en votant la loi agraire, les questions de diplomatie et de finances, dont le Sénat avait été jusque-là le seul arbitre. Un événement inattendu précipita les résolutions de César. Vers la fin de février, Quintus Metellus Celer, au moment où il allait partir pour la Gaule Cisalpine, vint à mourir, si jeune encore et d'une mort si subite, qu'on accusa sa femme Clodia de l'avoir empoisonné (1).

(1) Cicéron, *Pro Cæl.*, xxiv, 59.

Le gouvernement de la Gaule, qui comportait en même temps le commandement de la guerre probable contre les Gaulois, devenait ainsi vacant (1). C'est à ce moment-là, certainement, que César eut l'idée d'obtenir la Gaule avec des pouvoirs très étendus. Mais le Sénat n'y aurait pas consenti; il fallait, comme l'avait fait Pompée, avoir recours au peuple. César ne perdit pas un instant; il renonça à ses autres projets de conquête, si tant est qu'il en eût formé d'autres; il chercha à faire croire qu'une grande guerre en Gaule était imminente (2), et, profitant de l'impression qu'avait faite la révélation de son alliance avec Crassus et Pompée, il fit aussitôt proposer au peuple par Vatinius une loi qui lui donnait le gouvernement de la Gaule Cisalpine et de l'Illyrie, avec trois légions, pour cinq ans et à partir du jour où la loi serait promulguée. Il pourrait ainsi, dans le cas où la guerre éclaterait avant la fin de l'année, aller bien vite en prendre le commandement, à l'exemple de Lucullus. Grâce à la stupéfaction où le monde politique était plongé, grâce à l'activité de César, à l'aide de Crassus et de Pompée, la loi fut approuvée sans difficultés et promulguée le 1er mars; mais ce coup à peine réussi, César, rendu encore plus hardi par le succès, en prépara trois autres, non moins audacieux. Il fit recon-

(1) LANGE, *R. A.*, III, 283 a vu la liaison qui existe entre la mort de Q. Métellus Céler et la loi qui donnait aussitôt à César le gouvernement de la Gaule Cisalpine. Il me semble que c'est de cette façon seulement que l'on peut expliquer que César eut l'*imperium* à partir du 1er mars 59, et que la Gaule narbonnaise lui fut donnée plus tard par le Sénat. César se fit donner le commandement immédiatement après la mort de Métellus, pour déjouer les intrigues des conservateurs; la loi dût être promulguée le 1er mars. Les autres tentatives qui ont été faites pour expliquer la chose sont peu satisfaisantes.

(2) CICÉRON, *In Vat.*, XII, 30. Voy. LANGE, *R. A.*, III, 282.

naître par le peuple comme ami de Rome Ptolémée Aulétès, roi d'Égypte, et il partagea avec ses amis la récompense qu'il en reçut; il fit accorder par le peuple la réduction des fermages que les publicains demandaient au Sénat; enfin, il fit approuver par le peuple l'administration de Pompée (1). Les *partes* de la compagnie des impôts d'Asie furent en hausse au bout de peu de jours (2). César marchait de succès en succès; il profita avec une fiévreuse activité du bon moment, et il ne s'arrêta même pas après l'approbation de ces lois. Dans le but d'affermir pour longtemps la puissante alliance, il fit épouser à Pompée au mois d'avril sa fille Julia (3), qui était fiancée à Servilius Cepion; celui-ci, comme compensation, épousa la fille de Pompée. Puis, vers la fin d'avril (4), César proposa une seconde loi agraire, d'après laquelle le territoire de la Campanie, dont l'État retirait un revenu considérable, serait aussi distribué à des citoyens pauvres ayant de la famille. Cette loi avait pour but d'appauvrir le Trésor et par suite le parti conservateur, qui, grâce à la puissance dont il disposait au Sénat, s'était souvent servi des fonds publics pour défendre ses intérêts; mais elle eut surtout pour effet d'achever la révolution agraire commencée par Spurius Thorius en 118, et elle détruisait les derniers vestiges du communisme en Italie.

(1) Dion, XXXVIII, 7; Appien, *B. C.*, II, 13; Suétone, *Cæs.*, 20.

(2) Cela semble résulter du passage de Cic., *In Vat.*, XII, 29 : *partes illo tempore* (en 59) *carissimas*.

(3) Cicéron, *A*, II, XVII, 2; Appien, *B. C.*, II, 14; Plutarque, *Cæs.*, 14. C'est seulement après le succès imprévu de l'alliance qu'on dut avoir l'idée de ce mariage, puisque la jeune fille avait déjà été fiancée à un autre. Cela montre bien que ce succès était inespéré, et que la politique du consulat fut fort différente de ce qu'on avait cru pendant les mois précédents.

(4) Cicéron, *A*, II, 16, 1.

Le Sénat n'avait jamais été attaqué avec autant d'audace dans ses prérogatives les plus anciennes et les plus sacrées. Qu'étaient en comparaison de ces attaques celles pour lesquelles avait péri Caius Gracchus? Mais César allait maintenant jusqu'à négliger de convoquer le Sénat; il agissait, il se montrait partout comme le maître de Rome (1), sans que personne pensât à faire une opposition sérieuse. Des récriminations inutiles, des bons mots, des tentations isolées et vaines : voilà tout ce que les classes conservatrices savaient opposer aux coups d'audace de ce révolutionnaire. Bibulus, en ergotant sur des points liturgiques, avait déclaré nulles toutes les dernières délibérations et il ne cessait de lancer contre César, contre Pompée et contre Crassus les édits les plus violents. Varron avait appelé l'alliance de César, de Pompée et de Crassus le monstre à trois têtes, et le mot avait fait fureur dans les salons aristocratiques de Rome où du matin au soir on médisait des trois chefs de la démocratie victorieuse : de Crassus, l'usurier hideux qui vendait son vote en plein Sénat et recevait moyennant finances des criminels dans sa maison; de Pompée, le ridicule vainqueur de guerres sans batailles et qui avait épousé la fille de l'homme qui l'avait trompé avec sa première femme; de César, le complice de Catilina et le mignon de Nicomède. Dans la classe moyenne, dans la haute classe, parmi les gens riches et cultivés qui, sans prendre part aux querelles politiques, les observaient en juges impartiaux et suprêmes, l'immense puissance du triumvirat attirait sur César, sur Crassus et sur Pompée une grande partie de cette aversion qui à Rome comme dans toutes les démocraties était tou-

(1) Suétone, *Cæs.*, 20.

jours réservée au parti et aux hommes, quels qu'ils fussent, qui détenaient le pouvoir. On se pressait, au point de ne plus pouvoir passer aux angles des rues où étaient exposés les édits furibonds de Bibulus qui devenait presque populaire (1). César et Pompée furent souvent reçus très froidement à des fêtes et à des cérémonies publiques (2). Les jeunes gens des hautes classes affectaient un grand mépris pour la démagogie vulgaire que César avait définitivement établie à Rome (3). Cicéron, lui-même, écrivait à Atticus que Pompée aspirait certainement à la tyrannie, et que la république se changeait en monarchie, par la lâcheté des grands et l'audace de quelques ambitieux. Il était particulièrement affligé d'être tombé au rang de personnage secondaire (4) par sa répugnance sincère pour la tyrannie démagogique, par son épouvante devant l'audace croissante de Clodius, que Crassus, Pompée et César protégeaient ouvertement et qui demandait à déchoir du rang de patricien à celui de plébéien pour devenir tribun du peuple. Les difficultés légales étaient grandes, mais César vint à son secours, et avec une *lex curiata de arrogatione* parvint à le faire plébéien. Il serait certainement élu tribun l'année suivante (5).

Cependant tant de malveillance et de rage ne semblait avoir aucun effet. Pompée, il est vrai, qui avait cru comme en l'an 70 devenir le chef d'un nouveau parti populaire, composé d'hommes distingués et amis de la légalité, avait été un peu surpris de se trouver

(1) Cicéron, *A*, II, xix, 2 ; II, xx, 4 ; II, xxi, 4.
(2) *Id.*, xix, 3.
(3) *Id.*, 1.
(4) *Id.*, xvii, 2.
(5) Lange, *R. A.*, III, 277.

avec César et Crassus à la tête d'une démagogie qui répugnait à son tempérament d'aristocrate. Par exemple la pensée que Rome tout entière pouvait répéter contre lui les violentes invectives de Bibulus lui était insupportable (1). Il était aussi un peu effrayé de l'audace de César et il cherchait par d'habiles sophismes à séparer leurs responsabilités (2). Mais Crassus, plus sceptique et plus égoïste, jouissait de sa nouvelle puissance, et César, de plus en plus hardi et fougueux, était le maître à Rome, sans que ni l'un ni l'autre fût beaucoup gêné par la malveillance des hautes classes. Personne ne leur faisait plus d'opposition; personne n'osait répéter en public ce que tout le monde disait dans les réunions privées. Il venait peu de monde aux rares séances du Sénat, et encore moins aux réunions du parti conservateur, qui se tenaient à la maison de Bibulus, tant il était réduit (3). Cicéron, dans ses lettres à Atticus, flétrissait en termes violents la lâcheté des sénateurs; mais il faisait comme les autres (4). Cependant si le parti démocratique n'était pas, comme le prétendait Caton, composé uniquement d'ivrognes (5), César, Pompée et Crassus n'étaient que les chefs d'une clientèle politique détestée des hautes classes qui possédaient la richesse et la culture. Comment cette clientèle pouvait-elle triompher dans une république libre où les fonctions étaient électives? Quel mystérieux maléfice détruisait tout d'un coup la force des classes supérieures et de cette assemblée

(1) Cicéron, *A*, II, xxi, 3.
(2) *Id.*, xiii, 2.
(3) Appien, *B. C.*, II, 12. Ce qu'Appien appelle βουλή est assurément la réunion des fidèles de Caton. Bibulus ne pouvait pas avoir une maison assez grande pour y réunir tout le Sénat.
(4) Voy. Cicéron, *A*, II, xv, xvi, xvii, xxi.
(5) Suétone, *Cæs.*, 53.

qui avait, pendant tant de siècles, gouverné le petit Latium d'abord, puis l'Italie, puis un immense empire mondial? C'était le mercantilisme qui avait achevé son œuvre dévastatrice et ruiné les vieilles institutions. Dans l'ancienne société agricole, aristocratique et guerrière, le Sénat avait eu son énergie et son autorité, tant qu'il avait été l'organe d'une classe unique qui dirigeait toutes les autres; de cette aristocratie de grands propriétaires, dont toute l'éducation avait trait à la guerre et à la politique; qui était soumise à une forte discipline dans la famille et dans la société; qui était d'accord sur le peu de questions essentielles que comportait une politique simple dans une civilisation simple. Mais avec l'impérialisme et les progrès de l'esprit mercantile, du luxe, des jouissances; en un mot de ce que l'on a l'habitude d'appeler la civilisation, les vieilles traditions s'étaient perdues; les passions personnelles, la cupidité, l'ambition, la débauche s'étaient développées, et elles avaient distrait des affaires publiques bien des gens des hautes classes. On ne voyait plus de citoyens comme ceux du vieux temps, disciplinés, prêts à exercer les charges publiques, tous coulés dans le même moule; mais au contraire une infinie variété d'hommes, dont chacun était avide de certains plaisirs, porté à certaines occupations ou à certains vices; dont nul ne voulait plus augmenter ses fatigues ou interrompre ses plaisirs en s'occupant des affaires publiques; tous trop occupés chez eux, trop égoïstes et aussi trop différents les uns des autres pour pouvoir travailler ensemble dans un intérêt commun à tous.

C'est à cette époque justement qu'apparut à Rome pour la première fois un grand poète lyrique, dont les vers passionnés et personnels reflètent cette grande

crise morale et sociale de la république. Caius Valerius Catullus, né en 84, d'une riche famille de Vérone (1), avait reçu une admirable éducation littéraire; puis il était venu à vingt ans à Rome où, introduit par Cornelius Nepos dans la haute société, il avait bientôt connu tous les hommes célèbres, les riches marchands et les grandes dames; et tout en continuant à acheter des livres et à étudier, il s'était mis à mener une vie galante effrénée; il avait dépensé sans compter, fait des dettes, se querellant avec son père trop avare. Il était ainsi tombé passionnément amoureux de la très belle et très lascive Clodia, femme de Metellus Celer. Cette conquête lui avait coûté d'abord peu de peine, car les transports frénétiques du jeune homme ingénu durent plaire à Clodia, comme une distraction agréable après tant de brutales amours. Mais tandis que cette relation n'était pour Clodia qu'un caprice fugitif, elle devint pour le jeune poète une passion violente, jalouse et exclusive, qui avec une femme si légère et capricieuse l'obligea à passer son temps en querelles et en réconciliations, en injures et en supplications, en désespoirs et en résignations (2). Pour se consoler au milieu de ces tourments, Catulle eut recours à son merveilleux génie poétique, et dans des vers d'une sincérité presque brutale, d'une puissance et d'une variété merveilleuses de rythme, de motifs et d'expression, il traduisit tous les instants les plus frivoles et les plus douloureux de sa vie : les appétits des sens violents et soudains; les douces confidences de l'amitié; les tristesses comiques d'un homme qui a des dettes; la mélancolie des départs

(1) Au sujet de la date, voyez Giussani, *L. R.*, p. 158.
(2) Voy. Catulle, 5; 42; 51; 68, v. 131 et suiv., 70; 72; 77; 92.

pour de lointains voyages; le deuil d'un frère mort jeune en Asie; les mots grossiers des colères soudaines et passagères; les souvenirs attendris et fugitifs quand, au milieu du tumulte de Rome, il pensait à son beau lac de Garde bleu, solitaire et tranquille, à sa petite maison de Sirmion qui l'attendait comme une vieille nourrice attend un fils vagabond qui s'est égaré dans un monde immense et lointain; l'amour enfin, l'amour violent et jaloux, avec ses tortures, et l'insoluble contradiction qui lui rongeait le cœur : « Je hais et j'aime. Peut-être me demanderez-vous pourquoi? — Je ne le sais pas, mais je le sens et mon mal me dévore (1). »

La poésie de Catulle nous aide à expliquer le succès de la révolution politique accomplie par César pendant son consulat. Des accents aussi personnels et aussi passionnés n'étaient possibles qu'à une époque où les classes cultivées n'avaient plus d'autre but que la recherche des plaisirs les plus variés, la richesse ou l'amour, le jeu ou la philosophie, et abandonnaient les affaires publiques à une classe de politiciens professionnels dont la majorité étaient toujours au service du parti qui semblait le plus fort. Maintenant que César avait usurpé à l'improviste par un coup de main les pouvoirs du Sénat, la plupart des sénateurs avaient trop peur de tomber en disgrâce auprès des trois chefs de la démocratie que leur union rendait si puissants; Caton et Bibulus essayaient en vain d'organiser une opposition; les hautes classes, mécontentes, mais inertes, se courbaient sous le joug de la tyrannie démagogique. Seul Lucullus voulut un moment faire de l'opposition aux triumvirs; mais César le menaça de lui intenter un procès au sujet du butin qu'il

(1) Catulle, 85.

avait fait dans les guerres d'Orient, et il ne dit plus rien.

Cependant César qui, au fond, était un homme prudent ne se faisait pas d'illusions. Il comprenait bien qu'une puissance acquise si brusquement pouvait se perdre encore plus vite. Il avait fait approuver une série de lois révolutionnaires; mais il savait que dès qu'il aurait quitté Rome, les conservateurs chercheraient à les annuler. Aussi, avec une activité vraiment admirable, il travailla pendant le reste de l'année à consolider la puissance du triumvirat. Il fallait avant tout faire élire consuls pour l'année suivante des hommes qui lui seraient dévoués, à lui et à ses amis. On choisit en effet comme candidats Aulus Gabinius, qui était tout dévoué à Pompée, et Lucius Calpurnius Pison, issu d'une ancienne famille noble, mais qui n'avait pas gardé l'empreinte de sa race. Son père, ayant perdu sa fortune, s'était mis dans les affaires, avait gagné de l'argent dans les fournitures militaires à l'époque de la guerre sociale, et avait épousé une riche plébéienne, fille d'un marchand de Plaisance (1). Pison, autant qu'on en peut juger, était un homme intelligent, mais prêt à entrer au service de n'importe quel parti pour arriver à la fortune et aux honneurs. César, pour être plus sûr de lui, se fiança à sa fille Calpurnie. Il était, en outre, nécessaire d'éloigner de Rome le plus grand nombre des conservateurs de marque et de disposer dans les comices d'une majorité sur laquelle on pût compter, afin que même quand César serait au loin, le parti conservateur ne parvînt pas à faire abolir par le peuple ce que lui, César, lui avait fait approuver. Étant donné l'égoïsme civique et

(1) Cicéron, *In Pis.*, XXXVI, 87.

la malveillance des hautes classes et des classes moyennes, ce n'était que dans la populace pauvre et grossière, parmi les mendiants, les artisans et les affranchis que l'on pouvait trouver des essaims d'électeurs sûrs et prêts à voter sur les ordres d'un chef. Toutefois les événements des dernières années montraient quel danger il y avait à trop se fier à une plèbe éparse et mouvante comme le sable de la mer. César eut alors l'idée d'en organiser au moins une partie en un véritable corps d'électeurs; et ayant besoin d'un homme pour cela, il choisit habilement Clodius, chez qui l'orgueil aristocratique de ses ancêtres s'était transformé en une passion pour tout ce qui est brutal et vulgaire et qui aimait à fréquenter les voleurs, les ruffians et la lie des tavernes. César lui proposa son appui pour le faire élire tribun du peuple, à la condition qu'il deviendrait son grand agent électoral. Clodius accepta par ambition, pour être pendant un an le maître à Rome comme tribun, et pour se venger de Cicéron, contre qui il nourrissait une haine féroce depuis la déposition qu'il avait faite dans l'affaire du sacrilège.

Mais Bibulus renvoya les élections de juillet en octobre. Cependant Cicéron, qui était revenu de la Campanie vers le commencement de juin (1), voyait son crédit renaître rapidement au milieu de cette agitation. Pompée ne manquait pas une occasion de se montrer gracieux pour lui (2); César lui proposait de le nommer son général en Gaule (3), tous les deux désirant ne pas l'avoir pour adversaire; les hommes de l'opposition, les mécontents, les conservateurs,

(1) Drumann, *G. R.*, II, 230 ; V, 16.
(2) Cic., *A.*, II, xix, 4.
(3) *Id.*, xviii, 3 ; *A.*, II, xix, 5.

les jeunes gens assiégeaient sa maison comme aux temps de Catilina. On semblait croire qu'il était le seul homme capable de rétablir la constitution (1). Il n'y avait que Clodius qui emplissait Rome d'invectives et de menaces contre lui (2). Mais Cicéron était fatigué et en proie à des doutes continuels. Les flatteries de César et de Pompée avaient peu de prise sur lui, car son aversion pour la tyrannie démagogique était profonde et sincère; il n'avait pas non plus le courage d'entreprendre une opposition énergique : il était toujours ondoyant, tantôt impatient de grandes batailles, tantôt découragé par l'inertie des conservateurs (3). Dans leurs réunions privées ils disaient tous du mal de César; mais ils n'osaient rien dire, ni rien faire en public. Un seul des candidats pour l'année 58 avait refusé de prêter serment à ses lois. En outre, les menaces de Clodius commençaient à inquiéter Cicéron au point de lui faire oublier les malheurs publics. Il en avait parlé à Pompée, qui l'avait rassuré en lui disant que Clodius s'était engagé auprès d'eux à ne rien faire contre lui (4). Il avait été tranquillisé pour quelque temps; mais bientôt son inquiétude recommença quand il vit Clodius continuer ses invectives. Il écrivit à Atticus de venir vite à Rome pour s'informer des intentions de Clodius par l'intermédiaire de Clodia, avec qui Atticus semble avoir été fort lié (5). En réalité Clodius trompait Pompée : il voulait faire condamner Cicéron à l'exil en l'accusant d'avoir fait exécuter illégalement les complices de Catilina;

(1) Cic., *A.*, II, xxii, 3.
(2) *Id.*, xx, 2.
(3) *Id.*, xviii, 3; xxii, 6.
(4) *Id.*, xx, 2 ; xxii, 2.
(5) *Id.*, xxii, 4 et 5.

mais il était assez rusé pour cacher à tous ses intentions, sachant combien il était difficile de chasser de Rome un orateur aussi célèbre, et il voulait le prendre à l'improviste (1).

Sur ces entrefaites César proposa une loi fort précise et fort bien faite, quoique d'une application difficile, sur les abus des gouverneurs, et il fit proposer par Vatinius qui fut payé de ses peines avec des *partes* des sociétés de publicains une autre loi qui l'autorisait à amener à Côme cinq mille colons jouissant du droit latin (2). Il intervint encore, semble-t-il, pour faire donner par le Sénat au roi des Suèves, Arioviste, qui était en guerre avec les Éduens, le titre d'ami et d'allié, ce qui prouve combien était incertaine et contradictoire cette politique de Rome, qui se déclarait à la fois l'amie de deux adversaires. Mais Pompée était hésitant; il regrettait d'être entré dans la mêlée des partis. Cela inquiétait César, et pour triompher de ses hésitations il eut recours à une habile tromperie : il fit croire à Pompée que la noblesse romaine tramait un complot contre lui. Vatinius persuada à un agent provocateur du nom de Vétius de pousser certains jeunes gens frivoles de l'aristocratie à ourdir une conjuration contre Pompée, puis à la dévoiler. Vétius en parla au fils de Scribonius Curion; mais celui-ci, plus rusé, le dit aussitôt à son père, qui dévoila tout à Pompée. Vétius, mis en prison, dénonça plusieurs jeunes gens, entre autres Brutus, fils de Servilia. Il n'est pas impossible, et cela prouverait que cet agent provocateur se connaissait en hommes, que Vétius ait en effet parlé de la chose à Brutus, et que Brutus ait commis une imprudence. En

(1) Dion, XXXVIII, 12.
(2) Lange, *R. A.*, III, 284.

tout cas Servilia s'empressa d'aller trouver César, qui alla voir Vétius dans sa prison; puis César réunit le peuple et fit amener Vétius, qui raconta la longue histoire d'un complot où il n'était plus question de Brutus, mais où au contraire de vagues accusations tombaient sur des hommes puissants du parti conservateur, sur Lucullus, Domitius Ænobarbus, Cicéron lui-même. Puis il ne fut plus question de la chose. On prétendit même que César avait fait tuer Vétius dans sa prison (1).

Au mois d'octobre, Pison et Gabinius furent élus consuls, Clodius tribun du peuple; différents conservateurs, parmi lesquels Lucius Domitius Ænobarbus, préteurs. Peu de temps après, le Sénat où le parti conservateur avait perdu une grande partie de son pouvoir ajouta, sur la proposition de Crassus et de Pompée, à ce qui avait été donné à César, le gouvernement de la Narbonnaise, avec une légion (2). Sûr désormais de son commandement proconsulaire, César s'occupa de consolider définitivement son pouvoir au forum, en organisant à Rome la *Tammany Hall* de l'antiquité. A peine entré en charge le 10 décembre, Clodius annonça une série de lois, toutes plus populaires les unes que les autres, et qu'il avait certainement préparées d'accord avec César. C'était d'abord une loi sur les blés d'après laquelle les citoyens pauvres seraient fournis de blé par l'État, non plus à un prix de faveur, mais gratuitement; puis une loi qui permettait au peuple de se réunir et d'approuver les lois tous les jours de

(1) Dion, XXXVIII, 9; Cicéron, *A.*, II, xxiv; Suétone, *Cæs.*, 20; Cicéron, *In Vat.*, 10, 11. La chose n'est pas invraisemblable, mais ce n'est qu'une conjecture. Les textes sur ce point sont très confus.

(2) Dion, XXXVIII, 8; Suétone, *Cæs.*, 22; Cicéron, *Prov. cons.*, xv, 36.

fête; enfin une loi qui accordait une liberté entière d'association aux classes ouvrières de Rome (1). Certains conservateurs, et Cicéron lui-même, voulaient s'opposer énergiquement à ces propositions; mais Clodius les trompa habilement et les amena à rester tranquilles en leur donnant à entendre que s'ils consentaient à approuver ces lois, il n'attaquerait plus Cicéron (2). C'est ainsi que dans les premiers jours de l'an 58 tout fut approuvé sans opposition. Aussitôt, par une nouvelle loi Clodius fit donner par le peuple à un de ses clients, Sextus Clodius, homme d'une famille obscure et pauvre, la mission de dresser la liste de ceux qui seraient admis à la distribution gratuite du blé (3).

Il arriva alors une chose fort curieuse et que l'on n'avait pas prévue. Beaucoup de boutiquiers, de colporteurs, d'artisans qui avaient des esclaves, dont l'entretien était fort cher à Rome à cause du haut prix du blé, les affranchirent pour en faire des citoyens qui seraient nourris par l'État (4), ce qui compensait largement le maître de la diminution de ses droits qu'entraînait l'affranchissement. Ainsi le nombre de ceux qui eurent droit aux distributions augmenta rapidement, car Sextus ne se montrait pas sévère pour mettre les noms sur les listes; le petit peuple profita largement de cette loi, et cela accrut la popularité de César, de Pompée, de Crassus et de Clodius. Celui-ci, avec l'aide de Sextus et des consuls, organisa facilement dans la plèbe ouvrière de Rome et pour chaque quartier un grand nombre de sociétés à la fois ouvrières et

(1) Lange, *R. A.*, III, 289 et suiv.
(2) Dion, XXXVIII, 14.
(3) Cicéron, *De dom.*, x, 15.
(4) Dion, XXXIX, 24.

électorales; il les divisa en décuries, organisa ainsi des troupes d'affranchis et même d'esclaves sous les ordres de caporaux prêts à les conduire voter au premier ordre reçu (1). Cette armée électorale recrutée dans le petit peuple cosmopolite de Rome, et semblable à celle que la *Tammany Hall* recrute dans la plèbe cosmopolite de New-York, était au service de la clientèle de César, de Crassus et de Pompée, et elle était entretenue par l'État, grâce à la loi sur les blés. Pour pouvoir faire cette distribution de blé, Clodius fit approuver par le peuple une loi décrétant la conquête de Chypre et la confiscation des trésors de son roi, sous le prétexte que celui-ci continuait à venir en aide aux pirates (2).

Clodius, qui avait ainsi servi les triumvirs avec zèle et habileté, voulait avoir sa récompense : la condamnation de Cicéron, que César, Crassus et Pompée, auraient voulu éloigner de Rome, mais d'une façon honorable. César, déjà sorti de Rome et sur le point de partir pour la Gaule, lui offrit même de nouveau de le prendre pour légat. Mais le rusé Clodius, qui avait assuré à plusieurs reprises les trois chefs du parti populaire qu'il ne voulait qu'épouvanter Cicéron. attendit qu'il eût organisé ses associations électorales, et alors, à l'improviste, comme un animal aux aguets qui se précipite sur sa proie, il proposa une loi qui menaçait d'interdiction quiconque condamnerait ou aurait condamné à mort un citoyen romain sans qu'il ait pu en appeler au peuple (3). C'était justement le cas des complices de Catilina. En même temps, pour engager les consuls à lui permettre de persécuter

(1) Cicéron, *Pro Sext.*, xv, 34 ; xxv, 55, *In Pis.*, v, 11 ; *De domo*, xxi, 54 ; P. *red. in sen.*, xiii, 33.
(2) Tite-Live, *Per.*, 104 ; Cicéron, *Pro Sext.*, 26, 57.
(3) Lange, *R. A.*, 3, 292.

librement Cicéron, Clodius proposa une *lex de provinciis* d'après laquelle, en dépit de la récente loi de César, la Macédoine était attribuée pour cinq ans à Pison et la Syrie à Gabinius, avec le droit de faire la guerre en dehors de la province et de rendre la justice chez les peuples libres (1). Cicéron et ses amis tentèrent de résister; une députation de sénateurs et de capitalistes se rendit auprès des consuls; Cicéron demanda à Pison, à Pompée et à Crassus d'intervenir; ses amis essayèrent de convoquer des *meetings* populaires, pour protester contre la loi de Clodius. Tout fut inutile. Pompée, Crassus et César se plaignirent de Clodius qui les avait si habilement trompés, et qui les faisait en partie responsables de ce scandale, car c'en était un que l'exil d'un citoyen aussi illustre; mais ils n'osèrent pas entrer en conflit avec le tout puissant démagogue. Crassus se borna à laisser agir à sa place son fils Publius, jeune homme d'une grande intelligence et de nobles aspirations, qui devait partir pour la Gaule avec César et qui avait une admiration passionnée pour le grand orateur. Mais le public, intimidé par Clodius et découragé par le silence des trois chefs de la démocratie, n'osa rien faire en faveur de Cicéron. Frappés par ce coup imprévu, ses amis durent lui conseiller de se soumettre pour le moment à son malheur, et de s'exiler lui-même, avec l'espoir d'un retour prochain et honorable. Cicéron commença par se désespérer, par protester, par refuser; puis, vaincu par la nécessité, il prit le seul parti sage qui lui restait, et il quitta Rome dans les premiers jours de mars de l'an 58. Quand il fut parti, Clodius fit confirmer son exil par

(1) Plutarque, *Cic.*, 30 ; Lange, *R. A.*, 293.

une loi, et il détruisit ses maisons et ses villas (1)

Peu de temps après, César qui avait reçu des nouvelles inquiétantes de la Gaule, s'éloignait aussi de Rome, et Caton partait pour Chypre, Clodius l'ayant chargé par une loi de cette entreprise. César emmenait en Gaule beaucoup d'amis qui allaient servir sous ses ordres dans son armée; parmi eux étaient Labienus, le tribun de l'an 63; Mamurra, chevalier de Formie, qui probablement avait été jusque-là fermier de l'impôt, et qui allait être son chef du génie, et Publius, fils de Crassus. Quant à Caton, il avait hésité à accepter la mission extraordinaire de Chypre. Il comprenait bien que Clodius ne cherchait pas à lui ménager des honneurs; mais qu'il voulait éloigner de Rome le chef du parti conservateur, de façon à affermir la puissance des triumvirs et la sienne. Considérant toutefois que Clodius lui aurait fait un procès pour désobéissance à un ordre du peuple, et que d'autre part il ne pouvait plus rien faire à Rome, tandis qu'à Chypre il assurerait du moins à la caisse de la république les trésors du roi que l'on allait saisir, il se décida à partir, emmenant avec lui son neveu, Marcus Brutus, à qui, après l'affaire de Vétius, il convenait de faire un voyage. C'était un jeune homme qui aimait les études avec passion et qui avait déjà à Rome une belle réputation, tant à cause de ses goûts studieux que pour la pureté de ses mœurs, chose rare dans la jeunesse débauchée de cette époque-là.

(1) Lange, *R. A.*, III, 294 et suiv.

XVIII

LA CONQUÊTE

Le luxe faisait alors en Italie de nouveaux progrès. Lucullus, à son retour, avait sinon absolument abandonné, négligé du moins la politique, comme si sa mission historique était terminée; mais il s'en était donné une autre. Après avoir suscité chez le peuple romain la passion des grandes conquêtes il enseignait au pays, maître inconscient du luxe et de la magnificence, l'art d'employer ses richesses. Avec une ardeur étonnante et qui croissait au lieu de diminuer avec la vieillesse, cet homme qui avait vécu pauvre et sobre pendant cinquante ans, jusqu'à ce qu'il eût conquis les immenses royaumes et les trésors de deux souverains d'Orient, étonnait alors l'Italie en étalant un luxe asiatique, comme il l'avait étonnée autrefois par l'audace de ses expéditions. Avec l'argent de Mithridate et de Tigrane il s'était fait construire dans cette partie du Pincio qui s'appelle aujourd'hui la Trinité du Mont, dans l'espace compris entre la via Sistina, la via Due Macelli et la via Capo le Case, une magnifique villa avec des palais, des portiques, des salles, des jardins, des bibliothèques, et ornée tout entière d'œuvres d'art merveilleuses (1). Il avait acheté

(1) LANCIANI, dans *B. C.*, 1891, p. 150 et suiv. ; GILBERT, *T. R.*,

l'île de Nisida et il en avait fait un délicieux séjour en y dépensant des sommes énormes (1). Il avait construit une villa à Baïa et acheté de vastes terres à Tusculum; il y construisait non pas des fermes vulgaires, mais de splendides palais avec des œuvres d'art et des salles à manger magnifiques (2); il y faisait travailler un grand nombre d'architectes grecs (3); il invitait en foule les amis, les savants, les artistes grecs à des repas magnifiques préparés par les meilleurs cuisiniers de Rome, et où il satisfaisait sa gourmandise sénile, l'unique passion des sens qui se fût réveillée chez un homme qui avait tant attendu pour se donner au plaisir. Au milieu de ces banquets somptueux, le vieillard ne se doutait certes pas qu'après avoir créé cette politique dont la gloire devait revenir presque tout entière à César son nom resterait célèbre à cause de ces profusions, que la postérité oublierait qu'il avait apporté à l'Italie le cerisier, qu'elle méconnaîtrait l'importance historique de ses conquêtes en Orient, pour ne se souvenir que des festins qu'il offrait. Cependant avec ces repas, avec ces constructions, avec tout ce luxe, Lucullus continuait la mission historique qu'il avait commencée en faisant la conquête du Pont, en pillant des métaux précieux et en capturant des hommes. Par l'exemple qu'il donnait dans sa vie privée, il propageait dans l'Italie aux mœurs simples la civilisation gréco-orientale, industrieuse, cultivée et sybarite.

Et en effet le changement s'accélérait autour de lui, et l'assimilation des esclaves orientaux, qui allait

III, 376, n. 3; BORSARI, *T. R.*, 196; E. CAETANI LOVATELLI, *I Giardini di Lucullo*, dans la *Nuova Antologia*, 16 août 1901.

(1) VARRON, *R. R.*, III, XVII, 9, me paraît faire allusion à la villa de Nisida.

(2) *Id.*, I, II, 10.

(3) *Id.*, XVII, 9.

donner son caractère à l'époque impériale, se faisait déjà. Jamais l'Italie n'avait eu autant d'esclaves. Les conquêtes des deux Lucullus et de Pompée, les petites guerres de frontière, le commerce courant de débiteurs devenus esclaves ou d'hommes ravis par les pirates, avaient transporté et transportaient en Italie une multitude d'hommes et de femmes; un mélange d'architectes, d'ingénieurs, de médecins, de peintres, d'orfèvres, de tisserands, de forgerons asiatiques, de chanteurs et de danseuses de Syrie, de petits négociants et de sorciers juifs, de marchands d'herbes médicinales et de poisons; de bergers gaulois, germains, scythes et espagnols. Dispersés dans les maisons des riches et de la classe moyenne de Rome et de l'Italie, ces malheureux à qui la lutte de l'homme contre l'homme avait enlevé leur foyer et ravi leur fortune, étaient obligés, quel que fût leur âge, de recommencer leur vie. Et peu à peu dans cette multitude d'esclaves un triage se faisait. Les uns, trop rebelles, avaient été condamnés à mort par leurs maîtres; d'autres s'étaient enfuis et s'adonnaient au brigandage et à la piraterie; d'autres s'étaient égarés dans la grande métropole ou sur les routes d'Italie, et ils avaient péri dans une rixe, dans un guet-apens ou de quelque accident naturel; beaucoup avaient succombé à la maladie, à la gêne, au chagrin d'avoir perdu leur patrie, leur fortune et tous ceux qui leur étaient chers. Dans toutes les grandes émigrations de la famille humaine à travers le monde, qu'elles se fassent volontairement ou par contrainte, beaucoup disparaissent ainsi dans l'inconnu. Mais beaucoup d'esclaves aussi, surtout les hommes qui venaient des pays civilisés de l'Orient, et qui étaient d'habiles ouvriers dans des arts délicats, s'étaient mis peu à peu à con-

naître les hommes et les choses, et ils s'acclimataient, oubliaient un peu leur patrie lointaine, apprenaient comme ils pouvaient la langue des vainqueurs, faisaient connaître à leurs maîtres leurs aptitudes. Parfois ils obtenaient d'exercer leur profession dans une boutique qu'ouvrait leur patron, et en partie à leur bénéfice, en partie au bénéfice du patron; parfois ils obtenaient aussi la liberté à la condition de donner à leur patron une partie de leurs gains. La législation touchant les devoirs économiques et moraux des affranchis fut améliorée; les cas particuliers y furent déterminés et réglés avec précision (1); les affranchis formèrent une classe d'artisans qui, en donnant une partie de leur travail, entretenaient dans l'aisance et dans le luxe la haute et la moyenne classe d'Italie. Les rapports entre les maîtres et les esclaves devenaient aussi plus humains. Ce fut bientôt la coutume de donner la liberté aux esclaves habiles et fidèles après six ans de servitude (2). L'esprit de spéculation, universel chez les Italiens, favorisa admirablement les efforts des esclaves. De nombreux maîtres prenaient un esclave habile dans son art pour l'enseigner aux jeunes esclaves. Les maisons des riches et des gens de la classe moyenne à Rome et en Italie devenaient des écoles d'arts et métiers. C'est ainsi qu'un parfumeur de Mithridate, qui avait été l'esclave, puis l'affranchi d'un certain Lutatius, avait ouvert une boutique à Rome, et qu'il y préparait ses produits odorants non plus pour les concubines du roi, mais pour les grandes dames de Rome (3). Dans toute l'Italie il y avait chez

(1) Ciccotti, *T. S.*, 221 et suiv. E. Ferrero, *Dei Libertini*, Turin 1877, p. 12; Karlowa, *R. R.*, II, 142 et suiv.
(2) Cic., *Phil.*, VIII, xi, 32.
(3) *Id.*, *I. L.*, 1, 1065.

les riches et les gens aisés, comme esclaves ou comme affranchis, des forgerons, des menuisiers, des tisserands qui faisaient des étoffes ou des tapis; des maîtres maçons, des peintres, des tapissiers, qui travaillaient pour le maître et pour le public de plus en plus avide de luxe. A la campagne, d'anciens cultivateurs des îles de la mer Egée et de la Syrie perfectionnaient la culture de la vigne et de l'olivier, enseignaient à faire de meilleures huiles et de meilleurs vins, à élever les animaux avec plus de soin. Ainsi dans la société italienne croissaient la multiplicité des goûts et des aptitudes; la variété des œuvres, des arts et des métiers. La classe humble et méritoire des maîtres de grammaire et de rhétorique était aussi composée en grande partie d'affranchis, le nombre de ces professeurs ayant beaucoup augmenté par suite du désir de s'instruire qui s'était répandu dans la classe moyenne (1). D'autres esclaves profitaient des faiblesses et des besoins de leurs maîtres, chez qui survivait encore souvent la rudesse italienne : les hommes devenaient comptables, administrateurs, régisseurs, conseillers, bibliothécaires, copistes, traducteurs, secrétaires, intermédiaires, corrupteurs; les femmes, concubines et maîtresses. Souvent donc les esclaves servaient à la fois et gouvernaient leurs maîtres. Les maisons des grands, comme celles de Pompée, de Crassus, de César, étaient semblables à des ministères, où de nombreux affranchis et esclaves orientaux venaient en aide à leurs maîtres; ils organisaient les fêtes somptueuses pour le peuple; ils tenaient la correspondance, les comptes, les registres des clients, les archives de la famille.

(1) E. Ferrero, *Dei Libertini*, Turin, 1877, p. 28, n. 2.

A cette même époque où tant d'étrangers venaient des provinces en Italie, un grand nombre d'Italiens émigraient dans les pays conquis. De même que de petites colonies d'Anglais et d'Allemands s'établissent aujourd'hui dans toutes les parties du monde, de nombreux résidents italiens vivaient alors dans toute la région méditerranéenne, non seulement en Grèce et dans la province d'Asie, mais sur les côtes de l'Adriatique depuis peu conquises, à Salone (1) et à Liesk (2), dans la Gaule narbonnaise, dans les villes d'Espagne telles que Cordoue et Séville (3), en Afrique, à Utique, à Adrumète, à Thapsus (4), à Antioche, et dans toute la Syrie, où de nombreux aventuriers et de nombreux marchands venant d'Italie avaient suivi les légions de Pompée (5). Ces Italiens avaient partout des occupations variées : ils étaient fournisseurs des armées, fermiers des impôts, marchands d'esclaves et de produits du pays; directeurs, sous-directeurs, employés des grandes compagnies de publicains; agents de riches Italiens qui avaient des terres ou de l'argent placé dans la province; propriétaires eux aussi ou fermiers des domaines publics; usuriers enfin, le plus souvent. Partis pauvres d'Italie, ces Italiens devenaient vite dans les petites îles, dans les villages, dans les villes secondaires où la fortune les avait conduits, des parcelles vivantes de cette âme unique et immense qui, de l'Italie, étendait sur toutes les côtes de la Méditerranée son empire, ses menaces et sa cupidité. Ils se réunissaient et formaient des sortes de *clubs* ou asso-

(1) Cæs., *B. C.*, III, IX, 2.
(2) *Id.*, III, XXIX, 1 ; III, XL, 5.
(3) *Id.*, II, XIX, 3; II, XX, 5 ; *B. Al.*, LVII, 5.
(4) *Id.*, II, III, 1 ; *B. Al.*, XCVII, 2.
(5) *Id.*, III, 102, 103.

ciations réglées par des statuts et appelées *conventus civium romanorum;* ils formaient le cortège et ils étaient les conseillers des gouverneurs envoyés brusquement dans une province dont ils ignoraient les mœurs, et qui finissaient toujours par devenir leurs instruments inconscients ou leurs complices; ils constituaient parmi les indigènes une aristocratie minuscule, orgueilleuse, insolente à cause de sa richesse, de son droit de cité, de la protection de ses gouverneurs. Comme de petits monarques, ils maltraitaient et dépouillaient les indigènes, se raillaient des lois, devenaient aussi parfois des bienfaiteurs généreux (1). C'est ainsi que la foule des vaincus et leurs vainqueurs se rencontraient sur les grandes routes de l'empire, marchant vers des destins différents. Les uns allaient servir avec leurs bras, leurs aptitudes techniques, leur ruse, leurs vices, leur savoir; les autres allaient user et abuser de leur puissance, avec leur argent, leurs lois, leurs armes, l'orgueil aveugle du maître qui ne voit pas quelle embûche se dresse parfois dans la docilité de ses serviteurs.

La vieille Rome, pauvre, modeste, petite, pleine de bosquets et de prairies, où les patriciens avaient des maisons basses et solitaires, séparées chacune par un petit jardin comme les cottages anglais; la vieille Rome, qui n'avait qu'un petit quartier d'artisans (2), débordait maintenant au delà de son ancienne ceinture de murailles. Le désordre des constructions n'était pas moins grand que celui des esprits. Les maisons de rapport où habitait la plèbe se pressaient partout, innombrables, les unes à côté des autres, hautes

(1) Deloume, *M. A. R.*, 93 et suiv., 302 et suiv.
(2) Gilbert, *T. R.*, III, 49-51.

comme des tours, suspendues aux pentes les plus raides ou dressées sur les sommets les plus aigus des sept collines (1); de grands jardins, de vastes palais, s'étalaient au milieu de cette misère entassée, solitaires comme les âmes de leurs orgueilleux possesseurs, de ces chevaliers, de ces marchands, de ces généraux, qui s'étaient enrichis avec la guerre et avec l'usure en dévalisant l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Rome conservait cependant certains vestiges de la vieille cité latine, des temples affreux et très vénérés de bois vermoulu, de vieilles maisons patriciennes de style latin, des basiliques et des monuments publics décorés de grossières céramiques étrusques. Mais dans les âmes comme dans les choses le vieux monde périssait. C'en était fini désormais de cette discipline du plaisir, de cette combinaison ingénieuse et presque monastique d'enseignements, d'exemples, de surveillances et de menaces réciproques qui avaient fait de la vieille noblesse romaine la maîtresse du monde en modérant chez elle et dans la plèbe l'avidité de jouir. Maintenant comme une troupe de bacchantes, dans le tumulte des orgies, la cupidité, l'ambition, toutes les voluptés, Aphrodite, le dieu Dionysos, les neuf Muses avaient envahi Rome, et après Rome l'Italie, en allumant partout d'ardents désirs de richesse, de puissance, de plaisirs et de savoir. Le grand empire se souvenait à peine de ses petits commencements, de même que Lucullus, au milieu de la splendeur et de l'opulence qui, dans la villa du Pincio, égayaient les dernières années du vieux conquérant du Pont, se souvenait à peine, et comme d'un autre homme qui aurait vécu à une époque lointaine, de l'adolescent austère, simple,

(1) Cicéron, *In lege agr.*, II, xxxv, 96.

pauvre, orgueilleux de sa pauvreté, que le terrible Sylla avait aimé. A quoi bon se souvenir et comparer? Les contemporains qui avaient été à la fois spectateurs et acteurs dans ce grand changement le considéraient comme une corruption des anciennes mœurs, comme un mal provenant de l'incurable faiblesse de la nature humaine, et dont aucune force ne pouvait plus arrêter les progrès effrayants. Mais nous qui avons des choses humaines une expérience historique plus longue et plus mûre, nous sommes plus aptes à juger cette corruption romaine rendue célèbre à travers les siècles par les plaintes et les invectives des écrivains de l'antiquité; et c'est en portant sur cette corruption un meilleur jugement que nous pouvons mieux comprendre ce en quoi consista essentiellement la conquête romaine.

Les anciens donnèrent le nom de corruption à tous les changements occasionnés dans l'ancienne société italienne, aristocratique, agricole et guerrière par les progrès de la conquête, et qui sont comparables aux changements occasionnés par les progrès de l'industrie en Angleterre et en France au dix-neuvième siècle, dans l'Italie du Nord et en Allemagne depuis 1848, dans l'Amérique de Washington et de Franklin depuis la guerre de sécession. Comme il arrive maintenant dans ces pays à mesure que la richesse augmente et que l'industrie progresse, de même alors, à mesure que la conquête romaine s'étendait victorieuse sur les côtes de la Méditerranée, un plus grand nombre de gens abandonnaient les travaux des champs pour s'adonner au commerce, à l'usure, aux spéculations. L'agriculture elle-même devenait une industrie qui avait besoin de capitaux, qui cherchait de meilleures méthodes et s'ouvrait aux innovations. Le prix de la

vie, le désir du bien-être, le luxe augmentaient dans toutes les classes, de génération en génération, avec une rapidité progressive. Les artisans étaient devenus plus nombreux dans toutes les villes, et les métiers qu'ils exerçaient étaient aussi plus variés. La vieille noblesse terrienne était tombée. Les riches commerçants et les manieurs de millions avaient formé une classe nombreuse, orgueilleuse et très puissante. La classe moyenne avait acquis plus de bien-être et plus d'indépendance. L'instruction, qui autrefois était le luxe d'une petite aristocratie, était recherchée avec avidité par les classes moyennes, qui en faisaient un instrument de puissance et de richesse, et s'en servaient pour animer et renouveler les anciennes traditions dans toute la vie publique et privée, depuis l'éducation jusqu'à la médecine, depuis le droit jusqu'à la guerre, depuis l'agriculture jusqu'à la politique. L'argent et l'intelligence étaient devenus les deux plus puissants instruments de domination. Rome avait grandi aussi vite que Paris, New-York, Berlin et Milan au dix-neuvième siècle, et les villes secondaires commençaient aussi à s'agrandir et à s'embellir parce que le goût de la vie citadine se répandait partout.

L'Italie n'était plus un peuple de paysans laborieux et économes, mais le conquérant et l'usurier du monde méditerranéen; un peuple aux appétits bourgeois où, à l'exception de quelques misérables, toutes les classes, la noblesse, les financiers, les commerçants, ne formaient plus qu'une bourgeoisie qui voulait mener une vie large avec les revenus de ses capitaux, avec les gains rapides de la conquête et en exploitant le travail de ses esclaves, qui sous ses regards attentifs travaillaient la terre, exerçaient leurs métiers, prenaient

soin de l'intérieur, étaient employés dans le commerce, dans l'administration, dans la politique. La gêne qui avait tourmenté l'Italie et causé le désordre de l'agitation de Catilina avait été allégée par les grands capitaux que Pompée, ses officiers et ses soldats avaient apportés en Italie, par les revenus des nouvelles provinces conquises et les nouveaux fermages d'impôts. Les métaux précieux étaient devenus moins rares; le crédit était de nouveau facile à trouver. On se remettait donc aux spéculations hardies; on coupait dans toute l'Italie les bois séculaires; on abattait les mauvaises habitations rustiques des moyens et des grands propriétaires; les sombres ergastules disparaissaient ainsi que les bandes d'esclaves enchaînés; la culture de l'olivier et de la vigne se propageait partout. Autour des grandes villes se construisaient des fermes et des villas élégantes au milieu de vastes domaines où, sous la direction d'un intelligent régisseur grec ou oriental, des esclaves mieux traités cultivaient la vigne et l'olivier, élevaient leurs animaux d'étable ou de basse-cour. La campagne était semée de jolies petites maisons de propriétaires qui cultivaient leurs terres avec l'aide de quelques esclaves. Les villes qui étaient encore entourées des murailles cyclopéennes de l'époque où la guerre était incessante entre la montagne et la plaine, le fleuve et la mer, une ville et une autre, maintenant, grâce à la paix qui régnait au loin sur la péninsule, s'embellissaient de temples, de places publiques, de basiliques mieux décorées, de palais plus somptueux qui étaient l'œuvre d'architectes orientaux. Devant la beauté de son ciel et de sa mer, l'Italie se dépouillait de ses bois et de ses blés pour revêtir un beau costume d'arbres orientaux, de vignes et d'oliviers, et elle se couvrait tout entière, ainsi que de

perles, de ses belles cités, de ses villas et de ses fermes.

L'Italie se renouvelait à cette époque, comme l'Europe et les États-Unis se renouvellent aujourd'hui. De nation aristocratique, agricole et guerrière, elle devenait une démocratie bourgeoise et mercantile; et elle tombait dans les mêmes contradictions que celles qui troublent notre civilisation actuelle : la contradiction entre le sentiment démocratique et l'inégalité des fortunes; la contradiction entre les institutions électives et le scepticisme politique des hautes classes et des classes moyennes; entre l'affaiblissement des vertus guerrières et l'orgueil national; l'amour platonique de la guerre et les rêves de conquêtes des classes pacifiques. La vieille noblesse était déchue; les liens de protection qui l'unissaient à la classe moyenne étaient rompus; l'indépendance, l'orgueil et la puissance de la classe moyenne avaient grandi; l'idéologie politique s'était répandue avec l'instruction et la philosophie; il s'était formé à Rome un nombreux prolétariat d'artisans, à la fois révoltés et abandonnés à eux-mêmes; et ainsi était tombé l'étroit mais vigoureux gouvernement aristocratique de l'époque où la noblesse seule exerçait la magistrature, siégeait au Sénat, et savait s'entendre pour imposer à toute l'Italie une même volonté. L'idée que l'État appartient à tous, que la politique est soumise au jugement de chacun, que les magistrats sont les serviteurs et non les maîtres de la nation, s'était répandue alors comme elle se répand aujourd'hui en Europe. En même temps cependant et comme il arrive encore aux États-Unis et en Europe, la plupart des gens des classes hautes et des classes moyennes, pour se donner au trafic, à l'agriculture, aux études et aux plaisirs, négligeaient les affaires publiques,

ne voulaient pas exercer les magistratures, prendre part aux débats politiques, faire un long service militaire, et n'allaient pas même voter. Ce n'est pas que ces classes-là aient vécu insouciantes et inutiles. Elles plantaient sur nos collines des arbres nouveaux importés d'Orient; elles amélioraient les vignes, les oliviers, les troupeaux; elles étudiaient la philosophie grecque; introduisaient en Italie les arts et les industries d'Asie; embellissaient les temples, les maisons, les places publiques; les ornaient d'œuvres d'art; elles commençaient enfin à faire de la rude et agreste Italie un objet d'administration et de joie pour toutes les générations à venir. Il y a maintenant seize siècles que l'empire est tombé, et, bien que dans l'histoire ces classes restent pour ainsi dire cachées derrière la personnalité de quelques politiciens et de quelques généraux, leur œuvre a survécu; aujourd'hui encore sur nos collines et dans nos belles plaines les vignes, les oliviers, les arbres à fruits agitent au vent les derniers trophées de la conquête du monde accomplie par Rome. Mais alors l'esprit civique s'éteignait dans ces classes et les institutions électives de l'État tombaient au pouvoir des dilettanti de la politique et des politiciens de profession, parmi lesquels ceux qui l'emportaient le plus facilement étaient ceux qui savaient le mieux mener les ouvriers de Rome. C'était la seule partie de la population qui se passionnât encore pour la politique, parce qu'elle y trouvait un divertissement gratuit qui lui tenait lieu des passe-temps plus coûteux des hautes classes, et parce qu'elle avait plus besoin que les autres de l'aide des partis politiques et de l'État. Sans cet aide le petit peuple de Rome n'aurait pas eu de pain; il n'aurait pas pu se griser de temps en temps avec des vins généreux et se gorger

de grives et de porc dans les banquets publics ; il n'aurait jamais eu ni le travail facile des entreprises publiques, ni la distraction des spectacles, ni quelques petits sesterces pour jouer aux dés ou pour payer les courtisanes des carrefours. Sous une forme plus rudimentaire, ceci ne correspond-il pas à la puissance croissante qu'acquiert aujourd'hui dans les États qui ont des institutions électives le parti socialiste, formé par les ouvriers des villes qui ont plus besoin que les autres de la protection de l'État, et à la décadence politique de la bourgeoisie qui, se passant plus facilement de l'aide directe de l'État, distraite par ses affaires privées, énervée par des plaisirs trop nombreux et trop variés, orgueilleuse de son instruction, de sa puissance et de sa richesse et par suite trop portée à la critique, au mépris, à la médisance, au désaccord, se détache des luttes politiques? César n'avait fait qu'achever, par la révolution politique de son consulat, une transformation commencée depuis longtemps, et dans cette partie de son œuvre il peut, jusqu'à un certain point, être comparé à un moderne chef des socialistes ou plutôt à un *boss* de la *Tammany Hall* de New-York. La politique romaine était ainsi devenue une foire mondiale aux charges, aux lois, aux privilèges, aux provinces, aux royaumes, aux gains immondes ; pleine d'intrigues, de fraudes, de trahisons, de violence ; fréquentée non seulement par les hommes les plus pervers et les plus violents, mais par les femmes les plus corrompues de l'époque, et dont un homme qui y venait par hasard était vite chassé s'il ne s'encanaillait pas avec les autres.

En même temps que le sentiment civique, l'aptitude à la guerre se perdait chez cette nation bourgeoise. Les conquêtes de Lucullus et de Pompée avaient accru démesurément l'orgueil impérial dans la classe moyenne

et répandu le culte et l'admiration pour Alexandre le Grand, avec tous les rêves d'une puissance mondiale. Mais le plus grand nombre de ceux qui, aux repas et dans les cercles d'amis, proposaient de conquérir le monde en marchant sur les traces du Macédonien, n'auraient pas consenti à vivre un seul jour à l'armée. La loi d'après laquelle tous les hommes de dix-sept à quarante-six ans étaient astreints au service militaire était toujours en vigueur; mais les marchands, les capitalistes, les propriétaires, ne voulaient plus être gênés dans leurs affaires, ni dans leurs plaisirs par des obligations militaires. Les magistrats qui faisaient les levées n'enrôlaient plus que des volontaires, comme cela a lieu maintenant en Angleterre (1), c'est-à-dire des mercenaires qui, n'étant arrivés à rien, ni à la ville, ni à la campagne, prenaient le métier des armes qui leur donnait 225 deniers par an (ce serait à peu près le même chiffre en francs) (2) et dans lequel, en outre, ils étaient nourris et habillés, pouvaient recevoir des dons des généraux et arriver jusqu'au grade de centurion. L'État n'usait de son droit d'obliger au service militaire que quand il y avait pénurie de volontaires et il choisissait toujours ses soldats parmi les mendiants des villes, les paysans libres, les tout petits propriétaires des montagnes où il était resté quelque vestige de l'ancienne race agreste qui avait vaincu Annibal. Les progrès de l'aisance étaient même si grands que l'Italie tout entière devenait une nation bourgeoise, aimant le plaisir et le lucre, studieuse et inhabile à la guerre, au point que, bien que les armées fussent peu nombreuses, il devenait de plus en plus

(1) Rüstow, *H. K. C.*,
(2) *Id.*, 32.

difficile de maintenir les rôles complets avec les recrues faites en Italie. Il fallait non seulement conserver les soldats sous les armes de très longues années, mais aller les recruter au delà du Pô, chez les Latins de la Gaule cisalpine où la vie était restée plus simple et où l'ancienne race celtique et les émigrants italiens s'étaient mêlés, formant une classe de moyens propriétaires qui avaient la même fécondité et les mêmes mœurs qu'un siècle et demi auparavant (1). Nous verrons en effet dans les dix années suivantes les enrôleurs de la république abandonner presque absolument l'Italie épuisée et parcourir la vallée du Pô à la recherche de jeunes gens.

De temps en temps seulement et comme il arrive encore aujourd'hui en Europe, les eaux stagnantes de ce scepticisme civique étaient agitées par de violentes tempêtes. Il se produisait alors un de ces soubresauts de l'opinion publique, ordinairement si apathique, qui surprenaient les coteries politiques et leurs chefs. Ces aventuriers, qui ne craignaient plus ni les dieux du ciel ni aucune autorité sur terre, tremblaient encore devant cette puissance invisible qu'était l'opinion publique, c'est-à-dire l'opinion des classes moyennes et hautes; aucun parti ne se sentait assez fort pour oser faire violence systématiquement au sentiment des milieux puissants par leur richesse, leur nombre et leur culture. C'est ainsi que Pompée, malgré sa gloire et sa richesse, avait eu le scrupule de ne pas offenser le sentiment républicain de l'Italie, et que le très riche et très puissant Crassus tâchait de faire oublier ses intrigues des années précédentes. Quant à César, il partait pour la Gaule avec l'intention d'y acquérir

(1) Nitzsch, *G. V.*, 196.

par de grandes victoires l'admiration de cette classe auprès de laquelle l'avaient trop discrédité sa vie désordonnée, ses dettes, sa vénalité, les violences démagogiques des dernières années, la révolution radicale du consulat. Que de contradictions dans cette singulière époque!

Mais si des contradictions analogues tourmentent et désagrègent la civilisation moderne, l'Italie antique risquait d'en mourir. Le scepticisme politique des nations civilisées et leur peu de goût pour les armes ne semblent pas, pour l'instant du moins, menacer la race blanche dans son existence même, parce que la condition vitale des démocraties mercantiles de notre époque réside dans un effort où la lutte de l'homme contre la nature l'emporte sur la lutte de l'homme contre l'homme; c'est-à-dire dans l'industrie qui s'ingénie à utiliser les forces de la nature de la façon la plus profitable. La lutte de l'homme contre l'homme l'emportait au contraire sur la lutte contre la nature, dans l'effort pour fonder la démocratie mercantile de l'ancienne Italie. Après les analogies que nous venons de noter, il est nécessaire d'étudier aussi cette différence essentielle, provenant de ce que le monde antique était plus pauvre, moins instruit, moins peuplé et qu'il produisait moins. Une bourgeoisie mercantile semblable à celle qui se formait alors en Italie peut se constituer aujourd'hui dans un tout petit pays sans défense comme la Belgique, tout aussi bien que dans une grande nation maritime et conquérante comme l'Angleterre, dans une immense démocratie née comme celle des États-Unis sur un continent presque désert; tout aussi bien que dans une monarchie guerrière comme l'Allemagne, qui a été fondée sur les terres les plus stériles de l'Europe. Il suffit en effet qu'un petit

nombre d'hommes actifs et ingénieux constituent une aristocratie industrielle, accumulent un certain capital, l'emploient sagement et offrent partout du travail aux ouvriers. Si les bras manquent dans le pays, les ouvriers viennent de loin. Ils traversent d'eux-mêmes l'Océan pour trouver du travail; ils l'acceptent, quelque pénible qu'il soit; ils descendent dans les entrailles de la terre; ils passent toute leur vie sur un fragile esquif voguant sur la mer; ils restent tout le jour, du lever au coucher du soleil, dans l'antre des Cyclopes, devant des fourneaux où le fer se liquéfie, obéissant au code autoritaire de la discipline industrielle qu'ils n'ont pas contribué à faire. C'est ainsi que peinent dans les usines des États-Unis une multitude d'ouvriers cosmopolites qui ont émigré volontairement de toutes les parties du monde. Dans le monde ancien il en était autrement; il fallait pour fonder une bourgeoisie mercantile un vaste empire et une suprématie militaire. Il y avait à Rome une multitude d'esclaves et d'affranchis orientaux, gaulois, germains, espagnols, scythes, qui travaillaient pour les bourgeois riches et aisés; mais ceux-ci, au lieu d'avoir quitté volontairement leur patrie, comme les ouvriers émigrés en Amérique, avaient été amenés de force en Italie. Or, la cause de cette différence essentielle consiste en ce que la terre n'était pas assez peuplée et que la vie était trop simple à cette époque. Dans la civilisation moderne, le genre de vie des classes sociales va de la misère à la richesse, en passant par une gradation très lente de besoins, de plaisirs, de luxes innombrables, si bien que dans chaque classe, même parmi les ouvriers, il y a d'homme à homme, de métier à métier, des différences de besoin et de luxe aussi grandes qu'entre les différentes

classes. Cette gradation multiple est l'instrument très délicat et très puissant avec lequel une bourgeoisie capitaliste peut, dans les temps modernes, attirer, même de pays très éloignés, des hommes pour la servir. En réalité dans notre monde si populeux et si avide de jouissances, il est toujours possible, en stimulant la volonté par une récompense proportionnée, de trouver des hommes qui, pour subvenir à leurs besoins, pour se donner un peu plus de plaisir et de luxe, consentent à apprendre et à accomplir les travaux les plus fatigants et les plus difficiles, ceux qui réclament le plus de discipline et d'empire sur soi-même. Dans l'antiquité, au contraire, il y avait beaucoup moins de nuances entre les différents besoins : d'un luxe hors de prix et qui n'était possible qu'aux gens riches, on passait brusquement aux besoins les plus élémentaires du peuple qui se nourrissait sobrement et n'avait en fait de plaisirs qu'un peu d'amour, quelque boisson enivrante et quelque fête gratuite offerte par les prêtres, par les riches ou par l'État. Ayant moins de besoins, l'artisan libre d'Orient était moins actif et moins entreprenant que l'ouvrier moderne, et même si, la population augmentant, la vie devenait plus difficile, il restait dans son pays. N'ayant ni le moyen, ni le désir d'améliorer sa situation, rien ne le poussait à affronter les dangers et les peines d'une émigration lointaine, et à travailler pour un maître étranger. Les aventuriers et les vagabonds venaient en grand nombre et d'eux-mêmes à Rome de tous les pays du monde; mais les travailleurs n'y venaient pas, à moins qu'ils n'y fussent amenés de force. C'est pour ces raisons que l'esclavage fut une institution essentielle du monde antique; et non comme le prétend M. Loria, parce qu'il y avait beaucoup de

terre libre, car en réalité il n'y avait pas alors dans tout l'empire un pouce de terre qui fût libre. Or l'esclavage poussait à faire des conquêtes et les rendait nécessaires. Avec les prisonniers qui sont aujourd'hui un embarras, on était en partie indemnisé des dépenses de la guerre, et les Romains se montrèrent plus hardis et plus ambitieux dans leurs conquêtes à mesure que le besoin d'esclaves se fit plus sentir. Une des raisons pour lesquelles les conquêtes de Lucullus furent si populaires, c'est qu'elles accrurent l'abondance d'esclaves sur les marchés de l'Italie, qui avait besoin de bras.

Quand une bourgeoisie capitaliste et industrielle prospère dans un pays, la population y augmente de telle façon que le territoire environnant ne suffit plus pour la nourrir. C'est ce qui arrive aujourd'hui dans beaucoup de pays d'Europe, et c'est ce qui arriva alors à Rome. Mais de nos jours le commerce privé pourvoit facilement à ce besoin, parce que les moyens de transport sont faciles et peu coûteux, et parce que dans les pays nouveaux où la population n'est pas dense et qui sont très fertiles, il y a des hommes qui ont la même civilisation que la nôtre, les mêmes besoins, et qui tous les ans récoltent plus de blé qu'il ne leur en faut. Ils sont donc disposés à nous offrir leurs blés en échange de nos produits industriels; et ils en auraient tant à nous fournir que beaucoup de pays industriels en refusent une partie en mettant un droit d'importation sur les céréales. Pour un homme de l'antiquité qui reviendrait à la vie, il n'y aurait rien de plus incompréhensible que les droits sur les blés. Jadis il n'était guère de pays qui n'eût de la peine à produire le blé qui lui était nécessaire; et même ceux qui, comme la Sicile, l'Égypte ou la Crimée faisaient ordinairement d'abondantes récoltes, aimaient à conserver

leurs provisions. Les pays capitalistes, loin de mettre un frein à l'importation, cherchaient donc au contraire à la favoriser, et ils s'efforçaient surtout d'étendre leur puissance sur les pays chers à Cérès, afin de pouvoir à leur guise en faire venir du blé (1). L'approvisionnement de Rome devint en effet une des questions les plus importantes de la politique romaine, dès que la ville commença à être une métropole mondiale. C'était là aussi une des raisons pour lesquelles la démocratie mercantile de l'antiquité était favorable à la politique de conquête.

Les progrès d'une démocratie mercantile étaient alors déterminés, comme ils le sont aujourd'hui, par l'augmentation progressive des besoins de génération en génération, et par l'augmentation du nombre de ceux qui veulent vivre plus richement. Nous avons constaté ce progrès de génération en génération, et pendant cent cinquante ans, depuis la génération qui grandissait à la fin de la guerre contre Annibal jusqu'à celle de César. Chacun, en regardant autour de soi, peut observer le même phénomène dans la civilisation moderne. Mais les instruments de production dont nous disposons sont si puissants, la richesse déjà accumulée par les hommes est si grande que, tant que l'énergie de ceux qui gouvernent l'industrie d'une démocratie mercantile ne fléchit pas, il est facile de satisfaire les besoins croissants des nouvelles générations, en consommant une partie de la richesse produite, non pour satisfaire les besoins présents, mais pour produire d'autre richesse. Ces aristocraties industrielles sauront tirer du sein fécond de la terre tout ce qui est nécessaire pour augmenter la produc-

(1) Voy. l'appendice A.

tion, aussi bien les métaux précieux employés dans les échanges devenus plus nombreux, que de plus grandes provisions de céréales et de matières premières. Les métaux précieux surtout sont si abondants et se prêtent si facilement que ceux qui promettent de payer un léger intérêt et de les rendre en trouvent toujours. Dans le monde antique, au contraire, où la production était plus lente et moins abondante, les désirs des générations croissaient plus vite que les moyens de les satisfaire; les démocraties mercantiles manquaient tour à tour des moyens nécessaires pour accroître la production et la consommation, et souffraient surtout de la pénurie de métaux précieux. En effet, de 70 à 60 avant Jésus-Christ, alors que l'Italie faisait de l'usure dans tout le bassin de la Méditerranée et que Rome était le Londres du monde antique, la métropole financière où les souverains et les villes de toute la région méditerranéenne venaient faire leurs emprunts, on y souffrait continuellement de la quantité insuffisante de métaux précieux; on se plaignait de l'intérêt trop élevé de l'argent; on voulait en empêcher l'exportation; on réclamait l'abolition des dettes. Le besoin d'argent croissait plus vite que l'argent, si rapidement même qu'on ne sait ce qui serait arrivé si, pour le satisfaire, on n'avait ajouté à l'usure la guerre, le pillage de tous les trésors des temples, des palais des rois, des maisons des riches, et cela aussi bien chez les peuples civilisés que chez les Barbares. La guerre activait la circulation des capitaux, qui était trop lente pour les désirs impatients d'une bourgeoisie en formation, et elle remplissait ainsi une fonction vitale qu'elle ne remplit plus aujourd'hui.

La pauvreté, la population restreinte, le peu de puissance productive du monde antique faisaient donc

qu'une bourgeoisie capitaliste ne pouvait pas s'y former sans la guerre et la lutte de l'homme contre l'homme. D'autre part la guerre, par les destructions et les dégâts terribles qu'elle occasionne, empêchait dans tous les pays la population de croître, l'industrie de progresser, la richesse d'augmenter, bien qu'elle causât en un sens moins de dommage qu'aujourd'hui, parce qu'elle coûtait moins. La contradiction était insoluble, et les contemporains de César ne pouvaient pas sortir de ce cercle de fer fatal. Tandis qu'ils avaient besoin, pour agrandir l'empire, d'une armée et d'un gouvernement puissant, comme les États-Unis, l'Allemagne, ou la France ont aujourd'hui besoin d'une industrie puissante et compliquée, l'armée et le gouvernement, tous les services publics, depuis les plus humbles jusqu'aux plus essentiels, étaient dans un désordre d'autant plus effrayant qu'à Rome toutes les magistratures étaient électives, et qu'il n'y avait pas une bureaucratie stable, semblable à celle des États modernes, qui, au milieu de la mêlée des partis, continue presque mécaniquement à remplir les fonctions publiques les plus nécessaires. A Rome même les maisons brûlaient et tombaient en ruine, tandis que les édiles s'occupaient d'organiser les jeux. L'eau était insuffisante : on avait construit un premier aqueduc en 312 avant Jésus-Christ, un second en 272, un troisième en 144, un quatrième en 125; mais depuis le gouvernement n'avait plus songé à pourvoir aux besoins de la population, qui avait beaucoup augmenté (1). Les navires qui approvisionnaient Rome étaient obligés de mouiller dans la rade naturelle d'Ostie, qui était petite, peu sûre

(1) Lanciani, *T. R. A.*, p. 255 et suiv.

et n'avait pas été aménagée (1), ou bien il leur fallait remonter le Tibre et décharger leurs marchandises sur l'*Emporium*, les docks de ce temps-là, qui avaient été construits en 192 et en 174 au-dessous de l'Aventin, où sont maintenant le Lungo Tevere dei Pierleoni et le Lungo Tevere Testaccio (2). Les rues de Rome étaient aussi peu sûres que des bois pleins de brigands ; outre les assassins (3) et les voleurs qui l'infestaient, les voitures, les décombres, les incendies, les maisons qui s'écroulaient soudain, menaçaient les passants. L'anarchie du gouvernement répondait au désordre de la métropole. Depuis qu'il s'était formé dans la société italienne une variété d'aptitudes, de désirs, d'occupations analogue à celle que nous admirons dans notre société contemporaine, le Sénat était peu à peu devenu, comme les parlements modernes, un *club* de nobles, de dilettanti de la politique, d'hommes d'affaires, d'avocats ambitieux, de lettrés, de politiciens, qui se détestaient à qui mieux mieux, et qui différaient les uns des autres par leur origine, leur classe, leurs traditions, leurs idées, leur profession; chacun donc avait ses ambitions, défendait les intérêts de sa classe, de son parti, de sa clientèle. Le Sénat était ainsi, comme le sont presque tous les parlements modernes, un instrument dont essayaient tour à tour de se servir les forces sociales qui au dehors se disputaient la domination de l'empire, et qui, à l'exception de la bureaucratie et de la grande industrie, étaient alors à peu près les mêmes qu'aujourd'hui : haute finance, grosse et

(1) JORDAN, *T. R.*, I, (3e p.), 429.
(2) *Id.*, 431.
(3) Sur la fréquence des homicides à Rome voyez le curieux passage de VARRON, *R. R.*, I, LXIX, 3.

moyenne propriété, traditions aristocratiques survivantes, ambitions et cupidité de la classe moyenne, militarisme, démagogie. Ainsi transformé, ce grand corps aristocratique n'avait plus de force; il ne gouvernait plus; il abandonnait toute l'administration publique à la routine de la tradition et à la violence révolutionnaire des factions. Alors que l'Italie était devenue la métropole financière de la Méditerranée, le Sénat continuait à ne frapper que de la monnaie d'argent; les innombrables prêts qui se négociaient à Rome se faisaient en monnaies étrangères ou en lingots. Les généraux seuls, qui avaient le droit de battre monnaie pour payer leurs soldats, s'étaient mis à frapper des pièces d'or; mais chacun y mettait un titre et une effigie particulière (1). Les finances de l'État étaient dans une confusion perpétuelle comme le sont aujourd'hui celles de la Turquie. On ne faisait plus rien pour combattre la piraterie un peu affaiblie, il est vrai, depuis la chute de Mithridate, et depuis qu'on avait conquis la Crète et la Syrie. Le brigandage infestait toutes les régions de l'empire. Chose plus étrange encore pour un empire militaire, l'armée était complètement désorganisée. L'antique milice nationale s'étant transformée en une armée mercenaire, il aurait fallu établir une règle d'instruction militaire pour les recrues; mais personne n'y pensait. Les légions abandonnées sur les frontières lointaines se réduisaient souvent à la moitié à peine de ce qu'aurait dû être leur effectif véritable (2). On changeait de généraux tous les ans, si on peut appeler des généraux ces politiciens, qui de temps en temps quittaient le forum pour

(1) Mommsen, *R. M. W.*, 400 et suiv.
(2) Rüstow, *H. K. C.*, 3.

aller prendre précipitamment le commandement d'une armée, accompagnés d'une bande d'amis dont ils faisaient leurs officiers supérieurs, sans rien connaître de l'art qu'ils avaient à enseigner à leurs soldats : ils n'en savaient que ce qu'ils en avaient lu dans un manuel grec, beaucoup plus préoccupés de trouver dans la province quelque bon placement pour leurs capitaux que de faire de la tactique et de la stratégie. Et tous en repartaient au bout de peu de temps. César lui-même s'en allait prendre le commandement de quatre légions sans avoir d'autre pratique de la guerre que le siège de Mitylène et les petites razzias qu'il avait dirigées en Espagne en 61. Seuls les centurions choisis dans la milice commune connaissaient un peu le métier des armes. La composition même des armées était devenue très défectueuse, car elles n'avaient plus que de l'infanterie. Autrefois les jeunes gens des familles riches formaient les corps de cavalerie; mais les jeunes gens préféraient prêter de l'argent à quarante pour cent en province, ou jouir à Rome de la fortune que leurs pères avaient accumulée; d'ailleurs, même s'ils avaient tous été soldats, cela n'aurait pas fait un nombre de cavaliers suffisant; Rome était donc obligée d'avoir une cavalerie barbare de Thraces, de Gaulois, de Germains, d'Espagnols, de Numides; et pour commander à ces escadrons les généraux romains étaient obligés de se servir d'interprètes. En somme, les conquêtes mêmes rendaient la nation inhabile à la guerre; et cette époque militaire à Rome correspondait si exactement à notre époque industrielle, que les vertus militaires y faiblissaient comme elles faiblissent aujourd'hui.

Il est difficile de trouver dans l'histoire un État qui ait accompli un aussi grand effort de domination, en étant aussi faible au point de vue politique comme au point de vue militaire. Le Sénat, qui, d'après la cons-

titution, aurait dû être l'organe de la politique étrangère, n'avait ni service d'information régulière, ni agents connaissant bien les principes et les traditions à suivre dans les cas difficiles et très divers qui se présentaient. Il s'abstenait de délibérer aussi longtemps qu'il le pouvait et remettait toujours les décisions à prendre, s'en tenant à cette vague tradition de prudence qui datait du temps de Scipion l'Africain et à cause de laquelle depuis plus d'un siècle Rome n'avait agrandi son empire qu'avec répugnance et parce qu'elle y était contrainte. Lucullus et Pompée avaient cependant démontré que cette tradition ne correspon dait plus aux nouvelles conditions du monde et aux besoins nouveaux. Rome se laissait donc toujours surprendre par des événements, comme ceux de la Gaule; les nombreux États tributaires ou alliés étaient abandonnés à eux-mêmes, sans que personne prît soin d'entretenir des relations suivies avec leurs chefs et de les surveiller; la politique avec ces États et avec les États indépendants variait d'une année à l'autre, selon le caprice des gouverneurs envoyés dans les provinces de frontière. Trop souvent dans un moment aussi décisif les affaires les plus graves étaient abandonnées au hasard.

Ce désordre incroyable de la politique extérieure nous explique en grande partie le succès du parti populaire. Le consulat de César semblait avoir terminé, à l'avantage de ce parti, la lutte commencée en l'an 70, car le gouvernement n'était plus maintenant à la curie, mais dans l'atrium ou le cubiculum des palais de Pompée et de Crassus, dans la tente ou la litière de César qui errait à travers la Gaule. César, Pompée et Crassus s'entendaient pour administrer l'empire à l'intérieur et à l'extérieur; pour distribuer les charges, préparer les lois, discuter les dépenses du

budget public, faisant tout approuver par les bandes électorales de Clodius et par quelques sénateurs complaisants, qui, dans des séances presque vides continuaient la fiction du gouvernement parlementaire, recourant pour leur correspondance, leur comptabilité, leurs études, leurs intrigues, à l'aide des plus intelligents et des plus habiles de leurs nombreux esclaves. Ceux-ci devenaient ainsi les employés irresponsables de ce gouvernement irresponsable et confus de trois individus. Malgré ses défauts, le parti démocratique triomphait parce qu'il avait compris plus vite que le parti conservateur l'importance de ce que Lucullus avait accompli en Orient; parce qu'il s'était aperçu que l'impérialisme agressif et l'initiative personnelle des généraux correspondaient mieux aux nouveaux besoins que le vieux pédantisme constitutionnel; parce qu'il promettait de donner, et qu'il avait déjà donné en partie à la politique extérieure l'énergie qui lui faisait défaut depuis longtemps.

Mais comment l'énorme machine de l'empire pouvait-elle se mouvoir sur l'appui fragile des sociétés ouvrières de Rome et de la valetaille de trois personnages si différents les uns des autres? Étaient-ils des hommes à ce point supérieurs à leurs concitoyens qu'ils pouvaient se partager cet immense empire, l'héritage de tant de générations? Pompée était un grand seigneur intelligent, mais accablé par la satiété même des honneurs, par son immense richesse; par une passion inattendue, qui s'était éveillée à son âge mûr, pour la jeune et gracieuse Julia; un grand seigneur persuadé qu'il était un très grand homme, qui voulait bien consentir à gouverner le monde, mais à condition de ne pas trop aller contre ses aises et ses plaisirs. Crassus était un homme plus ferme et plus

tenace, un ambitieux insatiable de pouvoir et de richesse, qui, non content de posséder tant d'esclaves, tant de maisons, tant de créances, tant d'or, tant de terres, tant de mines, méditait de nouveau ses anciens projets d'une grande entreprise guerrière qui eût fait de lui l'égal de Lucullus et de Pompée et qui eût compensé ses insuccès des dernières années; mais c'était encore, en dehors de sa famille, un terrible égoïste qui se préoccupait moins de l'ordre ou du désordre de l'empire que de la santé de ses enfants ou d'une petite erreur dans sa comptabilité privée. Quant à César, personne ne pouvait alors porter sur lui un jugement impartial. Ce patricien qui avait un si beau talent littéraire, qui parlait et écrivait admirablement, qui avait étudié et appris rapidement tant de choses, depuis l'astronomie jusqu'à la stratégie, et qui avait débuté dans la politique avec modération et avec bon sens, avait ensuite déçu les espérances de tous les gens sérieux. Il avait apporté tant de cynisme à faire des dettes énormes, à se vendre, à changer d'un jour à l'autre de programme et d'idées, à faire entrer dans la politique des intrigues de femme; il avait avec tant de violence excité la plèbe contre les riches et contre les nobles! Avec quelle audace, lui, le chef du parti des pauvres qui prétendait mettre un terme aux abus des grands capitalistes, n'avait-il pas osé se vendre à eux dans une des affaires les plus louches du temps, celle de la réduction du fermage de l'impôt en Asie! Et c'était un homme aussi peu sérieux qui partait pour la Gaule, et pour y faire des guerres et des conquêtes! Il n'avait aucune pratique de la guerre; tout le monde à Rome savait qu'il n'avait même pas de santé, qu'il était d'un tempérament délicat et maladif, et était atteint d'épilepsie. Les contemporains qui fai-

saient de tous les événements l'œuvre d'un petit nombre d'hommes ne pouvaient au contraire s'expliquer comment les événements avaient pour ainsi dire fatalement détourné César de ses intentions les plus sages, de ses projets les plus beaux, de ses aspirations les plus hautes. Cet homme que presque tous les historiens modernes considèrent avec trop d'ingénuité comme résolu dès son jeune âge à faire, à lui seul, la conquête du monde, et dont ils décrivent la vie comme un effort conscient, raisonné et direct vers le but suprême d'une ambition aussi immense, avait été au contraire jusque-là, et plus que tout autre homme de son temps, le jouet des événements; il avait été constamment contraint par eux à agir d'une façon opposée à ses intentions. Doué d'une admirable intelligence scientifique et artistique, plein d'imagination, d'activité, d'ambition, il recherchait toujours, même dans la politique, la force et la beauté de l'harmonie et de l'équilibre. Il avait en effet commencé par être le champion d'une démocratie qui aurait été composée d'hommes distingués et cultivés, avec l'ambition d'être un Périclès romain, qui se préparait à gouverner un vaste empire en étudiant dans les écoles d'éloquence, d'art et d'élégance. Mais la pauvreté de sa famille et les progrès de l'indifférence politique dans les hautes classes avaient ruiné son beau projet. Il avait dû faire des dettes pour se faire connaître, puis se vendre à Crassus alors que la démocratie se changeait en démagogie. Il avait encouru la haine des grands et, persécuté sans merci, il avait dû se défendre, rechercher la faveur des classes pauvres et avoir recours à tous les expédients pour se procurer de l'argent, jusqu'à devenir par des dégradations successives politicien, démagogue et homme d'affaires. Plusieurs fois, dans la fureur

de la lutte, vif et impressionnable comme il l'était, il lui était arrivé de perdre sa modération, de poursuivre avec violence ses ennemis, d'avoir des audaces scandaleuses. Toutefois, il ne s'était jamais laissé emporter tout à fait; il avait toujours su se retenir au moment où il risquait de céder à une folie irréparable, tant étaient profonds en lui les instincts de prudence et de modération, au milieu même du tumulte de cette époque agitée.

Alors encore le destin le poussait sur cette voie flaminienne que le premier chef de la démocratie romaine avait ouverte sur l'avenir, à achever la grande œuvre commencée par Caius Flaminius, et continuée par Caius Gracchus et par Caius Marius. Son seul but cependant en allant en Gaule était de regagner par de belles victoires l'admiration des hautes classes qu'une suite de circonstances fatales lui avait fait perdre (1). La loi de la vie était alors ce qu'elle est à tous les âges, et les grands hommes de cette époque-là n'ignoraient pas moins que ceux des autres époques l'œuvre historique dont ils allaient être à la fois les instruments inconscients et les victimes; ils étaient, comme tous les autres êtres humains, le jouet de ce que nous pouvons appeler le Destin de l'histoire et qui n'est que la coïncidence et la précipitation imprévue des événements et la détente de forces cachées. Cette détente allait être terrible justement pour les trois hommes qui s'étaient unis pour être les maîtres de l'empire. Si ces hommes s'étaient élevés si haut, si la gloire, la richesse, l'ambition, l'intelligence, la fortune leur avaient donné une

(1) Les intentions que MOMMSEN, *R. G.*, III, 222, attribue à César me paraissent venir de l'admiration fanatique qu'il a pour lui. Elles sont trop profondes. La façon dont César dirigea la guerre contre les Gaulois prouve qu'il obéissait toujours dans ses actions à des motifs immédiats.



puissance qui avait grandi à mesure que les institutions de la république ancienne s'effondraient, dans les progrès du scepticisme politique des hautes classes, ils ne devaient pas échapper cependant à la loi universelle qui domine toute l'histoire du monde. Le jour devait bientôt venir où leur grandeur les obligerait à assumer des responsabilités et des charges au-dessus de leurs forces, de même qu'ils jouissaient alors d'honneurs au-dessus de leur mérite. L'obscur Destin préparait pour eux tous de tragiques surprises. Seul au milieu de tant de désordre, Lucullus, l'homme le plus étrange de l'histoire de Rome, des vastes et somptueux jardins du Pincio, de l'endroit élevé où est maintenant le belvédère de la villa Médicis, pouvait désormais, tout en philosophant avec les savants grecs, contempler en paix Rome qui s'étendait à ses pieds, comme une mer immense agitée continuellement par les marées et les tempêtes. Il l'avait quittée pour jamais; il vivait dans une atmosphère de lumière et de calme, dans un délicieux flot de plaisir et de repos. C'était de lui seul que voulait l'Euthanasie, la déesse de la mort tranquille. Ce génie singulier, cet heureux solitaire arrivait au soir de sa journée terrestre après avoir accompli une grande mission historique, et tandis que se préparait la tragique catastrophe du nouvel impérialisme qu'il avait créé, il allait pouvoir, lui seul parmi les grands hommes de son temps, s'endormir paisiblement dans les bras de la déesse silencieuse.

FIN DU PREMIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

II

PREMIÈRE EXPANSION MILITAIRE ET MERCANTILE DE ROME DANS LA MÉDITERRANÉE

III

LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ ITALIENNE

IV

MARIUS ET LA GRANDE INSURRECTION PROLÉTAIRE DE L'ANTIQUITÉ

V

SYLLA ET LA RÉACTION CONSERVATRICE A ROME

VI

LES DÉBUTS DE JULES CÉSAR

VII

LA CONQUÊTE DE LA BITHYNIE

VIII

MARCUS LICINIUS CRASSUS

IX

LE NOUVEAU PARTI POPULAIRE

X

LA CONQUÊTE DE L'ARMÉNIE ET LES DETTES DE L'ITALIE

XI

LA CHUTE DE LUCULLUS

XII

MARCUS TULLIUS CICÉRON

XIII

LE PROJET DE LA CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE

XIV

COMMENT CÉSAR DEVINT DÉMAGOGUE

XV

CATILINA

XVI

LA PRISE DE JÉRUSALEM

XVII

LE MONSTRE A TROIS TÊTES

XVIII

LA CONQUÊTE

A la fin du second volume le lecteur trouvera un index explicatif des abréviations dont on s'est servi dans les citations, et trois appendices critiques : *a*) sur le commerce des céréales dans l'antiquité ; *b*) la chronologie des guerres de Lucullus ; *c*) Pompée, Crassus et César, de 70 à 60.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière

